

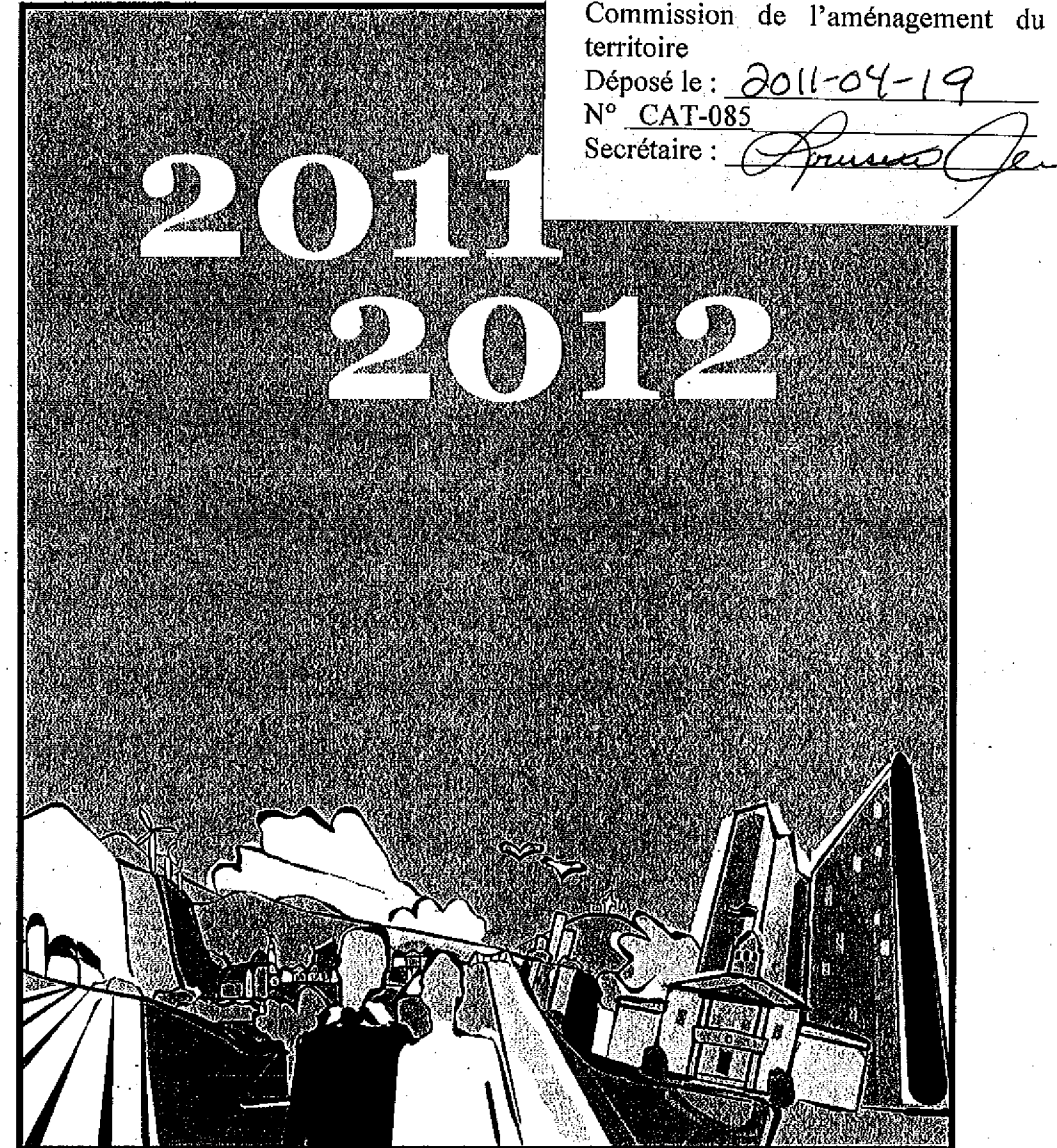
Étude des crédits

Demande de renseignements particuliers

AFFAIRES MUNICIPALES
VOLUME 1

DEMANDES 1 À 20

Avril 2011



Québec 

TABLE DES MATIÈRES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS



AVRIL 2011

Ministère des Affaires municipales, des Régions
et de l'Occupation du territoire

Québec 

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers
Table de matières

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

Demande numéro	Libellé de la demande
1.	Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés en 2010-2011 concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs et programmes du ministère et/ou des organismes relevant de celui-ci.
2.	Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du Ministère pour l'année 2010-2011 indiquer : a) la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur CV; d) leurs frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.
3.	Ventilation des paiements de transfert affectés, pour 2010-2011, à l'aide financière aux municipalités et aux fonds de péréquation, avec la liste des municipalités bénéficiaires et les critères d'attribution.
4.	Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
5.	Liste des municipalités, des municipalités régionales de comté, des régies intermunicipales ou organismes supralocaux qui ont reçu une aide financière spéciale de la part du MAMROT pour 2010-2011. Indiquer l'objet de l'aide financière, le nom, le montant reçu pour chacune de ces entités.
6.	Liste des municipalités qui ont profité d'une aide financière pour se regrouper (PAFREM), en indiquant le montant de l'aide financière pour chacun des bénéficiaires en 2010-2011.
7.	Liste des municipalités qui ont demandé une étude d'opportunité en 2010-2011 d'un projet de regroupement dans le cadre de la politique des regroupements municipaux, liste des études réalisées, coûts et principales conclusions des études.
8.	Liste des études de regroupement produites en 2010-2011 avec la date de réalisation et, s'il y a lieu, le nom de la firme qui a réalisé chacune de ces études et le montant du contrat.

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
9.	Sommes transférées (montant total et sommes ventilées) aux municipalités en vertu du pacte fiscal en précisant les montants et catégories en 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012, détaillées par municipalité.
10.	État de situation du nouveau régime de financement des centres d'urgence 911.
11.	Listes des villes qui contestent en justice une décision du gouvernement, le motif de la contestation et les mesures prises par le gouvernement pour s'entendre avec ces municipalités.
12.	Pour les années 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011, liste des requêtes en cassation ou en annulation d'un règlement du conseil ou d'un procès-verbal, rôle, résolution ou autre ordonnance du conseil ou du comité exécutif d'une municipalité ou d'un organisme supramunicipal présenté par le procureur général du Québec. Indiquer les motifs des requêtes et les mesures prises par le gouvernement pour s'entendre avec les municipalités visées par ces requêtes.
13.	Pour les années 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011, liste des recours exercés par le procureur général du Québec en vertu des articles 838 à 843 du Code de procédure civile (chapitre C-25) contre un membre du conseil ou un fonctionnaire ou employé d'une municipalité ou d'un organisme supramunicipale qui est inhabile à exercer sa fonction. Indiquer les motifs des recours et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces recours n'occupent plus leurs fonctions.
14.	Pour les années 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011, liste des actions en déclaration d'inhabilité ou requêtes en quo warranto intentées par le procureur général contre un élu municipal, un ancien élu municipal ou un candidat à un poste d'élu municipal. Indiquer les motifs des actions et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces recours n'occupent plus leurs fonctions d'élu.
15.	Pour les années 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011, liste des requêtes demandant la confirmation judiciaire de la fin du mandat du membre d'un conseil municipal présentée par le procureur général. Indiquer les motifs des requêtes et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces requêtes n'occupent plus leurs fonctions d'élu.
16.	Pour les années 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011, liste des vérifications effectuées par le ministère dans des municipalités. Indiquer les motifs des vérifications (suspçon d'inefficacité, de malversation etc.) les objets visés par ces vérifications (contrats, avantages reçus par des élus etc.) et les suites de ces vérifications (recommandation à une municipalité, transfert d'un dossier au procureur général etc.).

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
17.	Subventions versées aux différentes associations municipales en 2010-2011.
18.	État de la révision des schémas d'aménagement au Québec, liste complète des schémas complétés en 2010-2011 et liste complète des schémas dont la révision connaît un retard en précisant les raisons du retard.
19.	La liste des schémas d'aménagement révisés envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de schémas approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de schémas révisés qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque schéma révisé non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus d'approuver et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du schéma révisé.
20.	La liste des projets de modification à un schéma d'aménagement envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de projets approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de projets qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projets non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus d'approuver et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet.
21.	La liste des règlements de contrôle intérimaire envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de règlements approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de règlements qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projets non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus d'approuver et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du règlement.
22.	La liste des règlements et des autres actes municipaux, y compris les schémas d'aménagement et les règlements de contrôle intérimaire, soumis au ministère pour approbation. Indiquer le nombre d'actes approuvés, le nombre d'actes non approuvés et le délai entre la réception d'un acte et son approbation ou le refus de son approbation.
23.	Liste complète des programmes, fonds et sommes du gouvernement fédéral dédiés aux municipalités tels : mesures d'urgence, programme d'infrastructures, bibliothèques, patrimoine, habitation, équipements sportifs, etc., pour 2010-2011.
24.	Pour le Programme de renouvellement des conduites PRECO : la liste des demandes reçues pour 2010-2011 et pour chacune des demandes, la décision du ministère, le montant accordé à la municipalité ou, le cas échéant, le motif du refus. Fournir le total des sommes versées pour 2010-2011 et les prévisions pour 2011-2012.
25.	Pour les Fonds Chantier Canada-Québec : pour chacun des volets et sous-volets, la liste des demandes reçues pour 2010-2011 et pour chacune des demandes, la décision du ministère, le montant accordé à la municipalité ou, le cas échéant, le motif du refus. Fournir le total des sommes versées en 2010-2011 pour chacun des volets et sous-volets.

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
26.	Pour le Programme d'infrastructures Québec-Municipalités : pour chacun des volets et sous-volets, la liste des demandes reçues pour 2010-2011 et pour chacune des demandes, la décision du ministère, le montant accordé à la municipalité ou, le cas échéant, le motif du refus. Fournir le total des sommes versées en 2010-2011 pour chacun des volets et sous-volets.
27.	Pour le Fonds sur l'infrastructure municipale rurale : pour chacun des volets et sous-volets, indiquer les sommes versées pour 2010-2011 en précisant les montants par municipalité et l'objet de la subvention. Fournir la liste des travaux qui n'ont pas été complétés au 31 mars 2011.
28.	Copie de l'évaluation finale du FIMR.
29.	Pour Travaux d'infrastructures Canada-Québec 2000 : indiquer les sommes versées pour 2010-2011 en précisant les montants par municipalité et l'objet de la subvention. Fournir la liste des travaux qui n'ont pas été complétés au 31 mars 2011.
30.	Pour le Fonds municipal vert : la liste des demandes reçues pour 2010-2011 et pour chacune des demandes, la décision du ministère, le montant accordé à la municipalité ou à l'organisme municipal ou, le cas échéant, le motif du refus. Spécifier si le montant accordé est une subvention ou un prêt. Fournir le total des sommes versées en 2010-2011.
31.	Pour le Programme de la taxe sur l'essence et contribution du Québec : total des sommes versées aux municipalités entre 2005-2009 (ventilées par année) et détail des nouvelles modalités du programme 2011-2014.
32.	Copie de toutes les correspondances avec le gouvernement fédéral et ses organismes pour 2010-2011.
33.	États de situation, études ou analyses effectuées par le MAMROT en 2010-2011 sur la décentralisation de responsabilités vers les municipalités et état d'avancement du plan d'action promis en 2003 par le gouvernement.
34.	Liste des responsabilités ayant été identifiées par les ministères comme pouvant être décentralisées vers les régions et fournir le bilan des actions entreprises et à venir à ce sujet.

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
35.	Nombre de rencontres de la Table Québec-Municipalités en 2010-2011. Indiquer les dates et lieux. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2011-2012.
36.	Nombre de rencontres de la Table Québec-Régions en 2010-2011. Indiquer les dates et lieux. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2011-2012.
37.	État de situation détaillé concernant la diversification des sources de revenus pour les municipalités. Copie des scénarios et/ou analyses produits et/ou comptes rendus en 2010-2011 par le MAMROT à ce sujet. Actions à venir pour 2011-2012.
38.	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
39.	Liste des municipalités qui reçoivent une compensation financière par catégorie de programme, en indiquant le montant reçu pour 2010-2011 pour : a) paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces et des gouvernements étrangers; b) paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du réseau de la santé et des services sociaux; c) paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du réseau de l'éducation, selon le niveau d'enseignement (distinguer les montants pour les écoles primaire, secondaire, collégiale et universitaire); d) paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du gouvernement du Québec.
40.	Pour 2010-2011, sommes allouées et détaillées dans le cadre du Programme d'aide au fonctionnement des MRC, prévisions pour 2011-2012.
41.	Liste des municipalités et/ou MRC qui ont adopté un budget spécial pour l'année financière 2010 et les dépenses totales prévues pour chacun de ces budgets spéciaux.
42.	Sommes engagées en 2010-2011 pour promouvoir la démocratie municipale et prévisions des sommes pour 2011-2012. Préciser les moyens mis de l'avant pour encourager les candidatures des jeunes et des femmes.
43.	Sommes versées aux MRC en 2010-2011 visant l'élection du préfet au suffrage universel.

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
44.	Liste des rencontres tenues par la CAR en 2010-2011. Indiquer les dates et lieux. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2011-2012.
45.	Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2010-2011.
46.	Dates, lieux et nombre de rencontres du Groupe-conseil sur l'octroi des contrats municipaux. Indiquer la liste des membres et leur rémunération. Joindre copie des ordres du jour, des procès-verbaux ainsi que tout autre document produit par le groupe-conseil depuis le début de son mandat.
47.	Dates, lieux et nombre de rencontres du Comité multipartite mis en place pour étudier les recommandations du Groupe de travail sur l'éthique dans le milieu municipal. Indiquer la liste des membres et leur rémunération. Joindre copie des ordres du jour, des procès-verbaux ainsi que tout autre document produit par le comité 2010-2011.
48.	Liste des droits d'oppositions auxquels se sont prévaluées les municipalités reconstituées en 2010-2011. Indiquer l'objet du litige, les municipalités en cause et la décision de la Commission municipale. Fournir une copie de la correspondance adressée à la ministre et indiquer l'action entreprise par le ministère.
49.	Fournir la liste de tous les médiateurs, négociateurs ou arbitres nommés par la ministre en 2010-2011. Indiquer l'objet de leur mandat et les sommes qui leur ont été versées ou qui seront versées.
50.	Évolution de la dépense d'intérêt sur la dette imputable aux municipalités pour 2010-2011 et chacune des 10 dernières années.
51.	Pour les cinq dernières années, dans le cadre de l'Évaluation annuelle de performance des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux, nombre et pourcentage des stations d'épuration et des ouvrages de surverse dont le respect des exigences de rejet est de moins de 85 %. Liste des correctifs qui ont eu lieu en 2010-2011.

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
52.	État de situation de la problématique de l'augmentation des taxes à la suite de la hausse importante des évaluations foncières. Copie des analyses, rapports et procès-verbaux de rencontres produits par le MAMROT à ce sujet.
53.	Liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2010-2011 : a) l'objet des consultations; b) le moyen utilisé; c) les dates de rencontres; d) les communautés et les personnes consultées; e) les résultats des consultations; f) les montants afférents.
54.	Liste et détails des mandats d'enquête réalisés par la Commission municipale du Québec en 2010-2011. Ventilation selon les mandats confiés par le ministre ou selon la propre initiative de la CMQ.
55.	Tous documents, notes, mémos, lettres ou état de situation relativement à l'abolition de la Société québécoise d'assainissement des eaux et le transfert de ses activités au MAMROT ainsi que la ventilation des économies budgétaires projetées.
56.	Un état de situation quant au transfert d'actifs entre la Ville de Québec et le gouvernement du Québec concernant le remboursement du déficit actuariel des employés de la Ville de Québec.
57.	Un état de situation quant au transfert d'actifs entre des municipalités autres que Québec et Montréal et le gouvernement du Québec concernant le remboursement du déficit actuariel des employés de municipalités autres que Québec et Montréal.
58.	Pour chaque année depuis 2004-2005, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés du ministère ou des organismes dépendant du ministère et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.).

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
59.	La liste des plaintes relatives aux municipalités traitées depuis 2004. Indiquer les types de motifs allégués (malversation, manque de transparence, inefficacité administrative etc.), le caractère fondé ou non fondé des différentes plaintes et les suites qui ont été données par le ministère aux plaintes considérées comme fondées.
60.	La liste des demandes d'examen préalable en matière de déontologie et d'éthique en matière municipale traitées depuis 2010. Indiquer les types de motifs allégués (malversation, règles d'après-mandat, corruption etc.) le caractère vexatoire ou non vexatoire, fondé ou non fondé des différentes demandes et les suites qui ont été données par le ministère et la Commission municipale aux demandes considérées comme fondées.



**Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire**

Québec 

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande # 1

Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés en 2010-2011 concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs et programmes du ministère et/ou des organismes relevant de celui-ci.

Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) n'a pas réalisé d'études concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs ou programmes du ministère.

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande # 2

Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du Ministère pour l'année 2010-2011 indiquer : la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration; la liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération; la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur CV; leurs frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.

A) Liste des employés de la Commission municipale du Québec au 28 février 2011 :

7 employés, dont un cadre, deux professionnels et quatre fonctionnaires.

Liste des membres de la Commission municipale du Québec au 28 février 2011 :

M. Pierre Delisle, président	M. Robert Pagé, vice-président
M ^e Pierre-D. Girard, vice-président	M ^e Thierry Usclat, vice-président
M ^e Sandra Bilodeau	M. Bernard Brodeur
M. Jacques Lareau	Mme Nancy Lavoie
Mme Jocelyne Ouellette	M. Richard Quirion
M. Jean Rioux	

B) Il n'y a eu aucun renouvellement de mandat en 2010-2011.

C) M^e Thierry Usclat, est entré en fonction le 24 janvier 2011, à titre de membre et vice-président affecté aux dossiers relatifs à l'éthique et à la déontologie en matière municipale (Décret n° 1131-2010 du 15 décembre 2010).

D) En date du 28 février 2011, les dépenses en frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas, frais de représentation et allocation de séjour des employés et des membres de la Commission municipale du Québec pour l'année financière 2010-2011 ont totalisé 61 141\$.

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande # 2

Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du Ministère pour l'année 2010-2011 indiquer : la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration; la liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération; la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur CV; leurs frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.

a) Liste des employés de la Société québécoise d'assainissement des eaux du Québec au 28 février 2011 :

Un employé professionnel.

Liste des membres du conseil d'administration de la Société québécoise d'assainissement des eaux du Québec au 28 février 2011 :

M. Jacques A. Tremblay, sous-ministre adjoint au MAMROT

b) Aucune personne n'a vu son mandat être renouvelé.

c) M. Jacques A. Tremblay, sous-ministre adjoint au MAMROT, a été nommé par la ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire à titre d'administrateur de la SQAE à compter du 6 avril 2009.

d) Aucun frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande # 3

Ventilation des paiements de transfert affectés, pour 2010-2011, à l'aide financière aux municipalités et aux fonds de péréquation, avec la liste des municipalités bénéficiaires et les critères d'attribution.

Règles d'attribution

- A) Programme de neutralité lors d'un regroupement municipal (Compensations tenant lieu de taxes et TGE).....X
- B) Compensations financières pour les équipements antipollution.....X
- C) Aide aux municipalités reconstituées.....X

X : Règles d'attribution jointes

PROGRAMME DE NEUTRALITÉ LORS D'UN REGROUPEMENT MUNICIPAL
EXERCICE FINANCIER 2010-2011

3 A

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Saint-Gédéon-de-Beauce	188,00 \$
Municipalité de Saint-Norbert-d'Arthabaska	903,00 \$
Ville de Cookshire-Eaton	2 712,00 \$
Ville de Drummondville	11 073,00 \$
Ville de Gracefield	4 174,00 \$
Ville de Granby	1 119,00 \$
Ville de La Tuque	48 499,00 \$
Ville de Magog	14 354,00 \$
Ville de Métis-sur-Mer	72,00 \$
Ville de Mont-Laurier	7 693,00 \$
Ville de Port-Cartier	4,00 \$
Ville de Rivière-Rouge	27 314,00 \$
Ville de Sainte-Agathe-des-Monts	5 220,00 \$
Ville de Sainte-Agathe-des-Monts (Agglomération)	4 323,00 \$
Ville de Saint-Pie	2 297,00 \$
Ville de Saint-Sauveur	272,00 \$
Ville de Salaberry-de-Valleyfield	71 409,00 \$
Ville de Sutton	5 180,00 \$
TOTAL	206 806,00 \$

Données au 15 mars 2011

**PROGRAMME DE NEUTRALITÉ FINANCIÈRE
LORS D'UN REGROUPEMENT MUNICIPAL**

RÈGLES ET NORMES

A. ADMISSIBILITÉ

1. Toute municipalité issue d'un regroupement ou qui a annexé le territoire entier d'une autre municipalité et dont l'entrée en vigueur du regroupement ou de l'annexion est postérieure au 31 décembre 1990.

B. ANNÉE DE RÉFÉRENCE

2. L'année de référence est la première année où le Règlement sur les compensations tenant lieu de taxes, le Règlement sur le régime de péréquation et le Règlement sur la répartition des recettes payées par les exploitants de certains réseaux de télécommunications, gaz et électricité (TGE) s'appliquent à une municipalité issue d'un regroupement ou à une municipalité annexante, en tenant compte du regroupement ou de l'annexion.

C. CALCUL DE LA SUBVENTION ANNUELLE

3. La subvention annuelle de neutralité est constituée de la somme des montants établis conformément aux articles 4 à 9 pour chacun des éléments suivants :
 - Élément Compensations tenant lieu de taxes
 - Sous élément Hausse des compensations tenant lieu de taxes
 - Élément Régime de péréquation
 - Élément Répartition des recettes de TGE

Si le montant calculé pour un des éléments de la subvention annuelle est négatif, ce montant est présumé être égal à zéro.

Section 1 Élément : Compensations tenant lieu de taxes

4. *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est antérieure à 1997, la subvention de neutralité attribuable aux compensations tenant lieu de taxes est obtenue en soustrayant le montant du deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe.*

1° La somme des montants des compensations tenant lieu de taxes payables à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;

2° le montant des compensations tenant lieu de taxes payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année de référence.

Aux fins de la détermination des montants de ces deux paragraphes, on tient compte uniquement des compensations calculées en fonction du taux global de taxation, du taux des taxes générales sur la valeur foncière, du taux de la taxe ou de la surtaxe sur les immeubles non résidentiels, du taux de la taxe d'affaires ainsi que tout autre taxe spéciale introduite à la suite du regroupement ou de l'annexion qui est appliquée sur tout le territoire d'une des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion. De plus, on ne tient compte que des immeubles faisant l'objet d'une compensation dans l'année de référence pour lesquels une compensation a été également versée dans l'année précédente.

Les valeurs servant à calculer les montants de compensation selon le paragraphe 1° sont celles au 31 décembre de l'exercice, compte tenu des modifications aux rôles prenant effet à cette date ou à une date antérieure pour lesquelles un avis de modification (ou, le cas échéant, une copie de la décision du Bureau de révision de l'évaluation foncière) a été transmis au Ministre avant la fin de l'année de référence.

Les valeurs servant à calculer les montants de compensation selon le paragraphe 2° sont celles au 1^{er} janvier de l'exercice, compte tenu des modifications au rôle prenant effet à cette date ou à une date antérieure pour lesquelles un avis de modification (ou, le cas échéant, une copie de la décision du Bureau de révision de l'évaluation foncière) a été transmis au Ministre avant la fin de l'exercice.

Lorsque les règles de calcul des compensations sont différentes entre l'année de référence et l'année précédente, les montants visés au paragraphe 1° sont déterminés selon les règles en vigueur dans l'année de référence.

Exceptionnellement, pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 1991 et 1992, les compensations sur les écoles primaires et secondaires sont présumées être de 25% du taux global de taxation en 1990 et 1991, aux fins du calcul de la subvention annuelle.

5. *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 1996, la subvention de neutralité est établie sur la base des compensations tenant lieu de taxes de l'année précédente et est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe.*
 - 1° La somme des compensations tenant lieu de taxes qui seraient versées à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion si le montant à verser correspondait au produit de l'évaluation de l'immeuble compensable au 1^{er} janvier de l'exercice précédant l'année de référence par le taux global de taxation de la municipalité pour ce même exercice;
 - 2° Le montant de compensations tenant lieu de taxes qui serait versé à l'unité de regroupement correspondant au produit de l'évaluation des immeubles compensables au 1^{er} janvier de l'exercice précédant l'année de référence par le taux global de taxation moyen de l'unité de regroupement pour ce même exercice.

Aux fins de la détermination des montants de ces deux paragraphes, l'évaluation d'un immeuble des réseaux de la Santé et des Services sociaux et de l'Éducation correspond au produit de l'évaluation de cet immeuble par le pourcentage applicable au taux global de taxation correspondant à sa catégorie tel que défini à l'article 255 de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Aux fins du paragraphe 2°, les valeurs au rôle de chacune des municipalités sont les valeurs redressées en fonction de la médiane de la municipalité la plus peuplée.

Le taux global de taxation moyen d'une unité de regroupement est le résultat de la division de la somme des recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation de chacune des municipalités membres par la somme des évaluations imposables redressées de chacune de ces mêmes municipalités.

- 5.1 *Pour les unités de regroupement qui constituent une municipalité centrale en 2006 lorsque l'agglomération n'est pas financée par quote-part, une portion de la subvention est versée à des fins de compétences d'agglomération, et une portion à des fins de compétences de proximité.*
 - A) La subvention de neutralité à des fins d'agglomération est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:
 - 1° La somme des compensations tenant lieu de taxes qui serait versée à chacune des municipalités parties au regroupement si le montant à verser correspondait au produit de l'évaluation de l'immeuble compensable tel qu'établi lors du calcul de la subvention de neutralité de l'année de référence de l'unité de regroupement par le taux global de taxation de la municipalité pour ce même exercice;
 - 2° Le montant de compensations tenant lieu de taxes qui serait versé à la municipalité centrale correspondant au produit de l'évaluation des immeubles compensables tel qu'établi lors du calcul de la subvention de neutralité de l'année de référence de l'unité de regroupement par le taux global de taxation moyen de l'unité de regroupement pour ce même exercice.

Aux fins de la détermination des montants de ces deux paragraphes, l'évaluation d'un immeuble correspond au produit de l'évaluation de cet immeuble par le pourcentage du taux global de taxation alloué à des fins d'agglomération. Ce pourcentage est établi, à deux décimales près, de la façon suivante :

- les recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation à des fins d'agglomération divisées par le total des recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation à des fins d'agglomération et de proximité telles que présentées aux prévisions budgétaires 2006 de la municipalité centrale.

De plus, aux fins de la détermination des montants de ces deux paragraphes, l'évaluation d'un immeuble des réseaux de la Santé et des Services sociaux et de l'Éducation correspond au produit de l'évaluation de cet immeuble calculée précédemment par le pourcentage applicable au taux global de taxation correspondant à sa catégorie tel que défini à l'article 255 de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Aux fins du paragraphe 2°, les valeurs au rôle de chacune des municipalités sont les valeurs redressées en fonction de la médiane de la municipalité la plus peuplée.

Le taux global de taxation moyen de la municipalité centrale à des fins d'agglomération est le résultat de la division de la somme des recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation de chacune des municipalités liées par la somme des évaluations imposables redressées de chacune de ces mêmes municipalités.

- B) La subvention de neutralité à des fins de proximité est obtenue de la même façon en excluant les municipalités reconstituées du calcul et en utilisant le taux global de taxation alloué à des fins de proximité et les recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation à des fins de proximité.

5.2 Pour les unités de regroupement qui constituent une municipalité centrale en 2006 lorsque l'agglomération est financée par quote-part, la subvention de neutralité est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

1° La somme des compensations tenant lieu de taxes qui serait versée à chacune des municipalités parties au regroupement excluant celles s'étant reconstituées si le montant à verser correspondait au produit de l'évaluation de l'immeuble compensable tel qu'établi lors du calcul de la subvention de neutralité de l'année de référence de l'unité de regroupement par le taux global de taxation de la municipalité pour ce même exercice;

2° Le montant de compensations tenant lieu de taxes qui serait versé à la municipalité centrale correspondant au produit de l'évaluation des immeubles compensables tel qu'établi lors du calcul de la subvention de neutralité de l'année de référence de l'unité de regroupement excluant les municipalités reconstituées par le taux global de taxation moyen de la municipalité centrale pour ce même exercice.

Aux fins de la détermination des montants de ces deux paragraphes, l'évaluation d'un immeuble des réseaux de la Santé et des Services sociaux et de l'Éducation correspond au produit de l'évaluation de cet immeuble par le pourcentage applicable au taux global de taxation correspondant à sa catégorie tel que défini à l'article 255 de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Aux fins du paragraphe 2°, les valeurs au rôle de chacune des municipalités sont les valeurs redressées en fonction de la médiane de la municipalité la plus peuplée.

Le taux global de taxation moyen de la municipalité centrale est le résultat de la division de la somme des recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation de chacune des municipalités membres de l'unité de regroupement excluant les municipalités reconstituées par la somme des évaluations imposables redressées de chacune de ces mêmes municipalités.

Sous élément : Bonification des compensations tenant lieu de taxes pour les immeubles parapublics

- 5.3 Pour les regroupements dont l'année de référence aux fins de l'élément Compensations tenant lieu de taxes est ultérieure à 2001, la subvention de neutralité attribuée à la bonification des compensations tenant lieu de taxes est obtenue en appliquant le taux de la bonification des compensations tenant lieu de taxes de l'année de référence, tel que calculé en vertu des normes du Programme de bonification des compensations tenant lieu de taxes pour les immeubles parapublics, sur le montant de neutralité sur ces compensations établi en vertu des articles 5 et 5.1 ou 5.2 de la présente norme. Ces montants sont financés à même les sommes allouées concernant la bonification des compensations tenant lieu de taxes.

Section 2 Élément : Régime de péréquation

6. Pour les unités de regroupements dont l'année de référence est antérieure à 1996, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant du deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:
- 1° La somme des montants de péréquation payables à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;
 - 2° Le montant de péréquation payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année de référence.

Lorsque les règles de calcul prescrites au règlement en vigueur dans l'année de référence sont différentes de celles prescrites au règlement en vigueur l'année précédente, les montants du paragraphe 1° sont déterminés selon les règles en vigueur dans l'année de référence.

Exceptionnellement, pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 1991 et 1992, on utilise le régime de péréquation en vigueur en 1992 aux fins du calcul de la subvention annuelle attribuable à la péréquation. À cet égard, les richesses foncières per capita de 1989 et 1990 sont ajustées pour tenir compte de seulement 25 % des valeurs des écoles primaires et secondaires. Les taux de bonification pour les MRC à être utilisés pour ces années sont ceux de 1992 et les médianes des richesses foncières uniformisées par habitant sont les suivantes:

	Médianes de richesse foncière	
	1990	1991
catégorie 1	23 751,97 \$	23 778,93 \$
catégorie 2	25 841,16 \$	26 082,39 \$
catégorie 3	32 103,94 \$	32 113,01 \$

7. Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 1996 et 1997, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant du deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:
- 1° La somme des montants de péréquation payables à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;
 - 2° Le montant de péréquation qui aurait été payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année précédant l'année de référence.

Aux fins du calcul du montant visé au paragraphe 2°, la richesse foncière uniformisée, la population et les recettes de taxes sont respectivement la somme de la richesse foncière uniformisée, de la population et des recettes de taxes de chacune des municipalités comprises dans l'unité de regroupement.

Exceptionnellement pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 1997, l'article 7 s'applique en remplaçant, dans les paragraphes 1° et 2°, les mots *l'année précédant l'année de référence* par les mots *la deuxième année précédant l'année de référence*.

7.1 *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 1997 et antérieure à 2002*, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant du deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

- 1° La somme des montants de péréquation payable à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;
- 2° Le montant de péréquation payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année de référence.

Pour l'application du Règlement sur le régime de péréquation, le montant de neutralité calculé au premier alinéa est réputé être attribuable au premier volet du régime de péréquation.

7.2 *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 2002*, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est égale à la somme des montants payables à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour 2001.

Pour l'application du Règlement sur le régime de péréquation, le montant de neutralité calculé au premier alinéa est réputé être attribuable au premier volet du régime de péréquation.

7.3 *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 2002 et antérieure à 2009*, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

- 1° la somme des montants de péréquation payable à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;
- 2° le montant de péréquation qui aurait été payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année précédant l'année de référence.

Aux fins du calcul des montants visés aux paragraphes 1° et 2°, on prend en considération la quote-part de base calculée selon le Règlement sur le régime de péréquation, sans tenir compte des mesures de transition ni d'ajustement.

Aux fins du calcul du montant visé au paragraphe 2°, la richesse foncière et la valeur moyenne des logements sont redressées en fonction de la médiane de la municipalité la plus peuplée alors que le nombre de logements et la population sont la somme de celles de chacune des municipalités comprises dans l'unité de regroupement.

Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 2002, au montant de subvention de neutralité calculé ci-haut, s'ajoutera pour 2003 et 2004 un montant attribuable aux dispositions transitoires du Règlement sur le régime de péréquation qui représente respectivement 50 % et 25 % de la différence entre la somme des montants de péréquation payable à chacune des municipalités pour l'année 2001 en vertu de l'ancien régime de péréquation et le montant de subvention de neutralité calculé ci-haut. Le résultat de cette différence peut être soit positif, soit négatif.

Pour les municipalités parties au regroupement dont la péréquation a été réduite en vertu de l'un ou l'autre des articles 14 et 14.1 de la loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale et d'autres dispositions législatives (2000, c. 27), le montant de péréquation payable aux fins du calcul du montant visé au premier paragraphe est réputé être celui qu'elles auraient reçu s'il n'avait pas été réduit.

Pour l'application du Règlement sur le régime de péréquation, le montant de neutralité calculé au premier alinéa est réputé être attribuable au premier volet du régime de péréquation.

7.3.1 Pour les unités de regroupement qui constituent une municipalité centrale en 2006, la subvention de neutralité calculée à l'égard de l'unité de regroupement est attribuée en totalité à des fins de proximité.

7.4 Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 2008, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est la somme des subventions versées en vertu des premier et second volets du régime de péréquation.

A) La subvention de neutralité attribuable au premier volet du régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

1° la somme des montants de péréquation attribuable au premier volet payable à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;

2° le montant de péréquation attribuable au premier volet qui aurait été payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année précédant l'année de référence.

Aux fins du calcul des montants visés aux paragraphes 1° et 2°, on prend en considération la quote-part de base du premier volet calculée selon le Règlement sur le régime de péréquation, sans tenir compte des mesures de transition ni d'ajustement.

Aux fins du calcul du montant visé au paragraphe 2°, la richesse foncière et la valeur moyenne des logements sont redressées en fonction de la médiane de la municipalité la plus peuplée alors que le nombre de logements et la population sont la somme de celles de chacune des municipalités comprises dans l'unité de regroupement.

B) La subvention de neutralité attribuable au second volet du régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

1° la somme des montants de péréquation attribuable au second volet payable à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;

2° le montant de péréquation attribuable au second volet qui aurait été payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année précédant l'année de référence.

Aux fins du calcul des montants visés aux paragraphes 1° et 2°, on prend en considération la quote-part de base du second volet calculée selon le Règlement sur le régime de péréquation, sans tenir compte des mesures de transition ni d'ajustement.

Aux fins du calcul du montant visé au paragraphe 2°, la valeur moyenne des logements est redressée en fonction de la médiane de la municipalité la plus peuplée alors que le nombre de logements est la somme de ceux de chacune des municipalités comprises dans l'unité de regroupement.

Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est antérieure à 2012, le montant de neutralité attribuable au second volet calculé au premier alinéa est multiplié par le facteur représentant le résultat de la division de la somme à répartir à l'égard du second volet pour l'année de référence par la somme à répartir à l'égard du second volet montant pour l'année précédant l'année de référence. Aux fins du calcul de ce facteur, on prend en considération la somme à répartir du second volet établie en vertu du Règlement sur le régime de péréquation sans tenir compte de la soustraction du total des montants de neutralité.



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 13 avril 2010

Monsieur André Hénault
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Joliette
632, rue De Lanaudière
Joliette (Québec) J6E 3M7

Monsieur le Préfet,

Le 9 février 2010, la Municipalité régionale de comté de Joliette a adopté les projets de règlements numéros 293-2010 et 294-2010 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Le projet de règlement numéro 293-2010 vise à agrandir, de façon mineure, le périmètre d'urbanisation de la municipalité de Sainte-Mélanie. Le projet de règlement numéro 294-2010 vise quant à lui à agrandir l'affectation « Industrielle » sur le territoire de la municipalité de Saint-Paul.

À la lumière de notre analyse et après avoir consulté les ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'aménagement du territoire, j'ai le plaisir de vous aviser que vos projets de règlements respectent les orientations gouvernementales.

...2

Toutefois, je vous rappelle que dans le cadre de la révision de son schéma d'aménagement et de développement révisé, la Municipalité régionale de comté de Joliette devra revoir la délimitation de certains périmètres urbains, dont celui de la municipalité de Sainte-Mélanie, tel que demandé dans l'avis gouvernemental du 17 décembre 2008.

Veillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'LL', with a stylized flourish at the end.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 13 avril 2010

Monsieur André Hénault
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Joliette
632, rue De Lanaudière
Joliette (Québec) J6E 3M7

Monsieur le Préfet,

Le 9 février 2010, la Municipalité régionale de comté de Joliette a adopté les projets de règlements numéros 293-2010 et 294-2010 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Le projet de règlement numéro 293-2010 vise à agrandir, de façon mineure, le périmètre d'urbanisation de la municipalité de Sainte-Mélanie. Le projet de règlement numéro 294-2010 vise quant à lui à agrandir l'affectation « Industrielle » sur le territoire de la municipalité de Saint-Paul.

À la lumière de notre analyse et après avoir consulté les ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'aménagement du territoire, j'ai le plaisir de vous aviser que vos projets de règlements respectent les orientations gouvernementales.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 12 mai 2010

Monsieur Marc Bureau
Maire
Ville de Gatineau
25, rue Laurier
Gatineau (Québec) J8X 3Y9

Monsieur le Maire,

Le 9 mars 2010, la Ville de Gatineau a adopté le projet de règlement numéro 700-24-2010 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à abroger l'aire d'affectation « Technologique (TEC) » en réaffectant les terrains du Technoparc de Gatineau dans une aire d'affectation « Affaires (AF) ».

À la lumière de notre analyse et après avoir consulté les ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'aménagement du territoire, j'ai le plaisir de vous aviser que votre projet de règlement respecte les orientations gouvernementales.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 5 novembre 2010

Monsieur Jean-Guy Poirier
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Bonaventure
51, rue Notre-Dame
New Carlisle (Québec) G0C 1Z0

Monsieur le Préfet,

Le 14 septembre 2010, la Municipalité régionale de comté de Bonaventure a adopté le projet de règlement numéro 2010-07 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à réduire la bande de protection riveraine en bordure de la Baie des Chaleurs.

À la lumière de notre analyse et après avoir consulté les ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'aménagement du territoire, j'ai le plaisir de vous aviser que votre projet de règlement respecte les orientations gouvernementales.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 25 juin 2010

Monsieur Jean-Guy Poirier
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Bonaventure
51, rue Notre-Dame
New Carlisle (Québec) G0C 1Z0

Monsieur le Préfet,

Le 21 avril 2010, la Municipalité régionale de comté de Bonaventure a adopté le projet de règlement numéro 2010-05 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à soustraire de la zone inondable de la rivière Bonaventure certaines superficies des lots 1895 Partie, 1895-19, 1895-20, 1895-21, 1895-22 et 1895-23 du canton de Cox dans la ville de Bonaventure. De plus, il vise à modifier la marge de recul latérale dans l'affectation « Agroforestière » de type 1 et de type 2 de la zone agricole.

À la lumière de notre analyse et après avoir consulté les ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'aménagement du territoire, j'ai le plaisir de vous aviser que votre projet de règlement respecte les orientations gouvernementales.

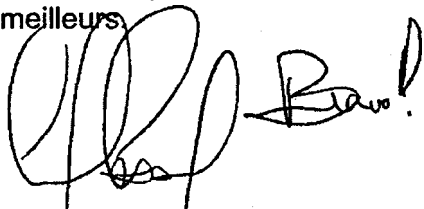
Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Toutefois, je vous informe que le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs est préoccupé eu égard à la présence d'algues bleu-vert dans certains plans d'eaux concernés par ce projet de règlement, notamment le Lac aux Grelots à Saint-Évariste-de-Forsyth, le Lac aux Cygnes à Saint-Benoît-Labre et le Lac du Club de Conservation à Saint-Côme-Linière. J'invite donc votre municipalité régionale de comté à prendre en considération la capacité de support des plans d'eau de son territoire avant de poursuivre ou de planifier de nouveaux développements résidentiels et ce, dans le but de prévenir la détérioration de ces milieux.

Monsieur Simon Castonguay, de la Direction régionale de la Chaudière-Appalaches du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Il peut être joint au 418 338-4624, poste 81205.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Laurent Lessard', with a stylized flourish at the end.

LAURENT LESSARD

Québec 

Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 14 décembre 2010

Monsieur Luc Lemieux
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Beauce-Sartigan
2727, boulevard Dionne
Saint-Georges (Québec) G5Y 3Y1

Monsieur le Préfet, *Luc*

Le 20 octobre 2010, la Municipalité régionale de comté de Beauce-Sartigan a adopté le projet de règlement numéro 2004-71-12 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à identifier des nouveaux îlots déstructurés, à modifier les limites de certains îlots déstructurés existants et à autoriser la construction résidentielle sur ces îlots de même que sur des lots d'au moins 20 hectares à l'intérieur de l'affectation « Agroforestière ». Il vise également à intégrer les dispositions normatives de la décision de la Commission de protection du territoire agricole afin d'encadrer la construction résidentielle et à corriger les limites des grandes affectations du territoire.

À la lumière de notre analyse et après avoir consulté les ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'aménagement du territoire, j'ai le plaisir de vous aviser que votre projet de règlement respecte les orientations gouvernementales.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 7 décembre 2010

Monsieur Luc Lemieux
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Beauce-Sartigan
2727, boulevard Dionne
Saint-Georges (Québec) G5Y 3Y1

Monsieur le Préfet, *Luc*

Le 20 octobre 2010, la Municipalité régionale de comté de Beauce-Sartigan a adopté le projet de règlement numéro 2004-71-11 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à autoriser une dérogation en zone inondable afin de permettre au ministère des Transports d'effectuer des travaux de réaménagement sur la route 173 dans le cadre du prolongement de l'autoroute Robert-Cliche sur le territoire de la ville de Saint-Georges. Il vise également à permettre l'agrandissement du périmètre d'urbanisation de la municipalité de Notre-Dame-des-Pins.

À la lumière de notre analyse et après avoir consulté les ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'aménagement du territoire, j'ai le plaisir de vous aviser que votre projet de règlement respecte les orientations gouvernementales.

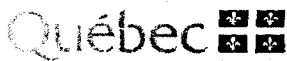
Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 16 juin 2010

Monsieur Jean-Marie Laplante
Préfet
Municipalité régionale de comté
d'Acton
1037, rue Beaugrand
Acton Vale (Québec) J0H 1A0

Monsieur le Préfet,

Le 14 avril 2010, la Municipalité régionale de comté d'Acton a adopté, par la résolution numéro 2010-78, le projet de règlement numéro 2010-xx en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à créer une nouvelle affectation « Parc ferroviaire » d'une superficie d'environ 15,1 hectares, à même l'affectation « Agricole », sur le territoire de la municipalité d'Upton.

À la lumière de notre analyse et après avoir consulté les ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'aménagement du territoire, j'ai le plaisir de vous aviser que votre projet de règlement respecte les orientations gouvernementales.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

**Étude des crédits
2011-2012
Demande de renseignements particuliers**

Demande # 20

La liste des projets de modification à un schéma d'aménagement envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de projets approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de projets qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projet non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus d'approuver et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet.

Règlements de modification du schéma d'aménagement et de développement								
	Nombre	MRC concernées	No. Règlement	Date signification	Date avis gouv.	Motifs du refus	Date de réception du règlement de remplacement	Date d'avis
Non-conformes	1	Beauce-Sartigan	2004-71-12	2011-01-31	2011-03-24	Non-conforme aux orientations gouvernementales - Voir l'avis gouvernemental en annexe		
	1	Bonaventure	2009-08	2010-04-28	2010-06-25			
	1	D'Autray	47-28	2010-03-19	2010-05-12			
	1	Drummond	MRC-629	2010-10-25	2010-12-14			
	1	La Côte-de-Gaspé	10-170	2010-11-08	2010-12-22			
	1	La Vallée-du-Richelieu	32-09-4	2010-11-08	2010-12-22			
	2	Le Granit	2009-14	2010-03-18	2010-05-12			
			2010-08	2010-05-31	2010-07-20			
	1	L'Île-d'Orléans	001-2009	2010-05-07	2010-06-30			
	1	Minganie	117-10-11-24	2010-11-29	2011-01-21			

**Étude des crédits
2011-2012**

Demande de renseignements particuliers

Demande # 20

La liste des projets de modification à un schéma d'aménagement envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de projets approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de projets qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projet non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus d'approuver et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet.

Règlements de modification du schéma d'aménagement et de développement								
	Nombre	MRC concernées	No. Règlement	Date signification	Date avis gouv.	Motifs du refus	Date de réception du règlement de remplacement	Date d'avis
Conformes	2	Mirabel	S-187	2010-05-12	2010-06-30	N/A		
			S-189	2010-05-28	2010-07-20			
	2	Montcalm	338	2010-05-05	2010-06-16			
			337	2010-05-31	2010-07-20			
	1	Papineau	114-2010	2010-11-10	2010-12-17			
	2	Pierre-De Saurel	201-10	2010-07-20	2010-09-07			
			202-10	2010-07-20	2010-09-10			
	2	Québec	R.A.V.Q. 556	2010-11-19	2011-01-07			
			R.A.V.Q. 571	2010-11-19	2011-01-07			
	1	Rivière-du-Loup	172-10	2010-04-29	2010-06-25			
	4	Roussillon	150	2010-03-18	2010-04-22			
			151	2010-09-21	2010-11-05			
			152	2010-09-21	2010-11-05			
			153	2011-01-18	2011-02-07			
	1	Rouville	260-10	2010-09-20	2010-11-09			
	1	Shawinigan	SH-346	2011-01-31	2011-02-23			
	2	Thérèse-De Blainville	10-02	2010-05-03	2010-06-18			
			10-03	2010-10-08	2010-12-02			
	4	Trois-Rivières	2010, chapitre 45	2010-08-19	2010-10-14			
			2010, chapitre 80	2010-10-07	2010-11-25			
			2010, chap.121	2010-12-22	2011-02-17			
			2011, chap.7	2011-01-21	2011-03-17			
	1	Vaudreuil-Soulanges	167-9	2010-05-20	2010-07-13			
Non-conformes	2	Arthabaska	255	2010-04-01	2010-05-27	Non-conforme aux orientations gouvernementales - Voir l'avis gouvernemental en annexe		
			266	2010-11-26	2011-01-21			
	2	Beauharnois-Salaberry	226	2010-02-08	2010-04-01			
			229	2010-11-01	2010-12-22			

**Étude des crédits
2011-2012
Demande de renseignements particuliers**

Demande # 20

La liste des projets de modification à un schéma d'aménagement envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de projets approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de projets qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projet non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus d'approuver et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet.

Règlements de modification du schéma d'aménagement et de développement							
	Nombre	MRC concernées	No. Règlement	Date signification	Date avis gouv.	Motifs du refus	Date de réception du règlement de remplacement
Conformes	5	Les Maskoutains	10-297	2010-03-16	2010-05-06	N/A	
			10-298	2010-04-23	2010-06-16		
			10-300	2010-05-17	2010-07-08		
			10-301	2010-05-17	2010-07-08		
			10-313	2010-09-23	2010-11-17		
	3	Les Moulins	97-29	2010-03-29	2010-05-12		
			97-31	2010-10-18	2010-11-11		
			97-32	2010-12-21	2011-02-09		
	1	Les Pays-d'en-Haut	226-2010	2010-11-15	2010-12-02		
	11	Lévis	RV-2010-09-59	2010-05-25	2010-07-20		
			RV-2010-09-61	2010-05-25	2010-07-20		
			RV-2010-09-60	2010-05-25	2010-07-20		
			RV-2010-09-58	2010-05-25	2010-07-20		
			RV-2010-09-57	2010-05-25	2010-07-20		
			RV-2010-09-56	2010-05-25	2010-07-20		
			RV-2010-09-62	2010-05-25	2010-07-20		
			RV-2010-09-53	2010-05-25	2010-07-20		
			RV-2010-09-54	2010-05-25	2010-07-20		
			RV-2010-09-55	2010-05-25	2010-07-20		
			RV-2010-09-93	2010-09-16	2010-10-28		
	2	Longueuil	CA-2010-138	2010-02-24	2010-04-22		
			CA-2010-137	2010-09-30	2010-11-25		
	1	Lotbinière	216-2010	2010-05-17	2010-07-08		
	2	Maria-Chapdelaine	10-316	2010-05-05	2010-06-16		
			10-317	2010-05-05	2010-06-16		
	3	Maskinongé	211-10	2010-05-03	2010-06-16		
			214-10	2010-05-03	2010-06-16		
			219-11	2011-01-24	2011-03-17		
	2	Matane	198-7-2010	2010-09-08	2010-10-18		
			198-8-2010	2010-11-05	2010-12-14		
	1	Minganie	131-10-10-19	2010-10-25	2010-12-14		

**Étude des crédits
2011-2012**

Demande de renseignements particuliers

Demande # 20

La liste des projets de modification à un schéma d'aménagement envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de projets approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de projets qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projet non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus d'approuver et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet.

Règlements de modification du schéma d'aménagement et de développement								
	Nombre	MRC concernées	No. Règlement	Date signification	Date avis gouv.	Motifs du refus	Date de réception du règlement de remplacement	Date d'avis
Conformes	3	La Vallée-du-Richelieu	32-09-5	2010-11-08	2010-12-22	N/A	N/A	
			32-10-7	2010-09-16	2010-10-22			
			32-10-6	2010-05-19	2010-07-13			
	3	Lajemmerais	162-17	2010-10-14	2010-12-02			
			162-18	2010-12-01	2011-01-21			
			162-19	2010-12-22	2011-02-17			
	1	L'Assomption	134	2010-02-25	2010-04-22			
	4	Le Granit	2010-07	2010-05-31	2010-07-20			
			2010-09	2010-05-31	2010-07-20			
			2010-11	2010-05-31	2010-07-20			
			2010-13	2010-12-02	2011-01-21			
	3	Le Haut-Saint-François	323-10	2010-09-30	2010-10-28			
			325-10	2010-09-30	2010-10-28			
			328-10	2010-08-27	2010-10-18			
	3	Le Haut-Saint-Laurent	240-2010	2010-03-15	2010-05-12			
			241-2010	2010-08-26	2010-10-19			
			244-2010	2010-09-23	2010-11-17			
	9	Le Val-Saint-François	637	2010-04-09	2010-06-02			
			2009-03	2010-04-06	2010-05-27			
			2009-06	2010-12-30	2011-02-09			
			2009-08	2010-04-06	2010-05-27			
			2009-09	2010-09-10	2010-10-28			
			2009-10	2010-09-09	2010-10-28			
			2009-11	2010-09-09	2010-10-28			
			2010-03	2011-01-28	2011-03-04			
			2010-07	2011-01-28	2011-03-04			
	2	Les Appalaches	120	2010-07-06	2010-09-02			
			121	2010-12-17	2011-01-21			
	1	Les Chenaux	2010-68	2010-07-14	2010-08-05			
	1	Les Etchemins	98-11	2011-01-17	2011-03-07			
	1	Les Laurentides	245-2010	2010-10-08	2010-12-02			

**Étude des crédits
2011-2012
Demande de renseignements particuliers**

Demande # 20

La liste des projets de modification à un schéma d'aménagement envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de projets approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de projets qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projet non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus d'approuver et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet.

Règlements de modification du schéma d'aménagement et de développement							
	Nombre	MRC concernées	No. Règlement	Date signification	Date avis gouv.	Motifs du refus	Date de réception du règlement de remplacement
Conformes	4	Bonaventure	2009-12	2010-04-28	2010-06-25	N/A	
			2009-13	2010-02-24	2010-04-20		
			2010-05	2010-09-20	2010-10-28		
			2010-07	2010-11-30	2011-01-21		
	1	Brome-Missisquoi	10-1209	2010-05-27	2010-06-18		
	1	Charlevoix	120-09	2010-02-25	2010-04-20		
	2	Coaticook	6-23-21	2010-05-13	2010-06-16		
			6-23.22	2010-09-22	2010-11-05		
	3	D'Autray	47-27	2010-02-17	2010-04-15		
			47-30	2010-10-25	2010-12-14		
			47-29	2010-10-25	2010-12-14		
	1	Drummond	MRC-654	2011-01-21	2011-03-17		
	2	Gatineau	700-18-2009	2010-05-03	2010-06-08		
			700-24-2010	2010-07-05	2010-07-27		
	5	Joliette	293-2010	2010-04-19	2010-05-06		
			294-2010	2010-04-19	2010-05-06		
			297-2010	2010-06-18	2010-07-08		
			301-2010	2011-02-11	2011-03-10		
			303-2010	2011-02-11	2011-03-10		
	1	La Matapédia	2010-01	2010-03-16	2010-05-12		
	1	La Mitis	RÉG256-2011	2011-01-28	2011-02-23		
	1	Lac-Saint-Jean-Est	172-2009	2011-01-26	2011-03-10		
	1	La Nouvelle-Beauce	282-05-2010	2010-08-24	2010-10-01		
	2	La Rivière-du-Nord	222-09	2010-03-08	2010-04-20		
			235-10	2010-06-01	2010-06-23		
	2	La Tuque	6006-01-2010	2010-10-29	2010-12-07		
			6006-02-2010	2010-11-29	2011-01-21		
	1	La Vallée-de-l'Or	255-01-10	2010-03-29	2010-05-20		

**Étude des crédits
2011-2012**

Demande de renseignements particuliers

Demande # 20

La liste des projets de modification à un schéma d'aménagement envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de projets approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de projets qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projet non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus d'approuver et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet.

Projets de règlement de modification du schéma d'aménagement et de développement pour lequel un avis du ministre est demandé								
	Nombre	MRC concernées	No. Projet de règlement	Date signification	Date avis gouv.	Motifs du refus		
Non-conformes	1	La Vallée-du-Richelieu	32-10-8	2010-11-01	2010-12-22	Non-conforme aux orientations gouvernementales - Voir l'avis gouvernemental en annexe		
	1	Le Haut-Richelieu	467	2010-11-29	2011-01-21			
	1	Les Chenaux	2010-68	2010-02-18	2010-04-15			
	1	Les Moulins	97-31	2010-07-12	2010-09-08			
	2	Mirabel	PS-189	2010-03-11	2010-05-10			
			PS-190	2011-01-25	2011-03-23			
	1	Montcalm	354	2010-10-06	2010-12-02			
	Un projet de règlement ne peut entrer en vigueur. Un avis peut être donné par le ministre eu égard à sa conformité sur demande de la MRC. Par conséquent, l'étape ultérieure s'avère être le							
Règlements de modification du schéma d'aménagement et de développement								
	Nombre	MRC concernées	No. Règlement	Date signification	Date avis gouv.	Motifs du refus	Date de réception du règlement de remplacement	Date d'avis
Signifiés	144							
Conformes	1	Abitibi-Ouest	05-2010	2010-11-12	2010-12-20	N/A		
	1	Acton	2010-03	2010-08-17	2010-09-21			
	1	Argenteuil	68-2-10	2010-07-19	2010-09-10			
	6	Arthabaska	254	2010-03-04	2010-04-22			
			256	2010-04-01	2010-05-27			
			259	2010-05-10	2010-06-30			
			261	2010-09-24	2010-11-22			
			260	2010-09-24	2010-11-11			
			265	2010-12-08	2011-01-28			
	3	Avignon	2009-008	2010-02-22	2010-04-20			
			2010-001	2010-04-29	2010-06-25			
			2010-004	2010-12-14	2011-02-02			
	3	Beauce-Sartigan	2004-71-09	2010-06-02	2010-07-20			
			2004-71-11	2011-01-31	2011-03-17			
			2004-71-13	2011-01-31	2011-03-17			
	2	Bellechasse	200-10	2010-03-04	2010-04-20			
			202-10	2010-05-04	2010-06-03			

**Étude des crédits
2011-2012
Demande de renseignements particuliers**

Demande # 20

La liste des projets de modification à un schéma d'aménagement envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de projets approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de projets qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projet non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus d'approuver et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet.

Projets de règlement de modification du schéma d'aménagement et de développement pour lequel un avis du ministre est demandé							
	Nombre	MRC concernées	No. Projet de règlement	Date signification	Date avis gouv.	Motifs du refus	
Conformes	2	Le Val-Saint-François	2010-03	2010-09-14	2010-11-09	N/A	
			2010-07	2010-09-30	2010-11-23		
	2	Les Appalaches	120	2010-03-25	2010-05-20		
			121	2010-09-03	2010-10-26		
	1	Les Etchemins	98-10	2010-10-20	2010-12-14		
	1	Les Laurentides	n/d	2010-06-14	2010-07-27		
	2	Les Moulins	97-30	2010-04-22	2010-06-16		
			97-32	2010-08-23	2010-10-14		
	1	Les Pays-d'en-Haut	226-2010	2010-07-21	2010-09-08		
	1	Longueuil	CA-2010-137	2010-06-23	2010-08-18		
	1	Matane	198-7-2010	2010-05-03	2010-06-22		
	1	Mirabel	PS-187	2010-02-08	2010-04-07		
	2	Montcalm	337	2010-02-15	2010-04-13		
			360	2011-01-21	2011-03-10		
	2	Roussillon	151	2010-06-10	2010-07-27		
			152	2010-06-10	2010-07-27		
	1	Shawinigan	SH-346	2010-11-19	2011-01-12		
	1	Vaudreuil-Soulanges	167-9	2010-02-12	2010-04-07		
Non-conformes	2	Argenteuil	68-3-10	2010-07-19	2010-09-10	Non-conforme aux orientations gouvernementales - Voir l'avis gouvernemental en annexe	
			68-4-10	2010-12-09	2011-02-02		
	1	Beauharnois-Salaberry	230	2010-09-14	2010-11-11		
	2	Bonaventure	2010-06	2010-09-20	2010-11-04		
			2010-08	2010-09-20	2010-11-12		
	1	La Côte-de-Gaspé	10-170	2010-07-30	2010-09-21		
	1	La Nouvelle-Beauce	282-05-2010	2010-05-27	2010-07-20		

Étude des crédits

2011-2012

Demande de renseignements particuliers

Demande # 20

La liste des projets de modification à un schéma d'aménagement envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de projets approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de projets qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projet non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus d'approuver et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet.

Projets de règlement de modification du schéma d'aménagement et de développement pour lequel un avis du ministre est demandé							
	Nombre	MRC concernées	No. Projet de règlement	Date signification	Date avis gouv.	Motifs du refus	
Signifiés	57						
Conformes	1	Acton	2010-xx	2010-04-20	2010-06-16	N/A	
	2	Beauce-Sartigan	2004-71-11	2010-10-28	2010-12-07		
			2004-71-12	2010-10-29	2010-12-14		
	2	Bonaventure	2010-05	2010-04-28	2010-06-25		
			2010-07	2010-09-20	2010-11-05		
	1	Gatineau	700-24-2010	2010-03-17	2010-05-12		
	5	Joliette	293-2010	2010-02-15	2010-04-13		
			294-2010	2010-02-15	2010-04-13		
			297-2010	2010-04-19	2010-06-03		
			301-2010	2010-11-30	2011-01-21		
			303-2010	2010-11-30	2011-01-21		
	1	La Côte-de-Gaspé	10-171	2010-11-02	2010-12-14		
	1	La Mitis	RÈG256-2011	2010-11-10	2010-12-14		
	1	La Nouvelle-Beauce	293-12-2010	2010-12-23	2011-02-17		
	1	La Rivière-du-Nord	235-10	2010-03-08	2010-05-04		
	2	La Vallée-du-Richelieu	32-10-6	2010-02-22	2010-04-20		
			32-10-7	2010-06-18	2010-07-27		
	2	Lajemmerais	162-17	2010-07-15	2010-09-07		
			162-18	2010-09-16	2010-11-09		
	1	L'Assomption	139	2010-12-08	2011-01-31		
	1	Le Fjord-du-Saguenay	10-272	2010-11-10	2010-12-21		
	4	Le Haut-Saint-François	323-10	2010-06-30	2010-08-19		
			324-10	2010-06-30	2010-08-19		
			325-10	2010-06-30	2010-08-19		
			329-10	2010-08-27	2010-11-25		

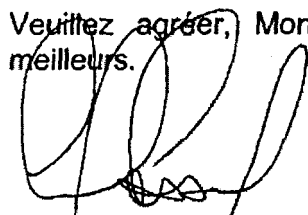
En conséquence, en vertu de l'article 56.14 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, je demande à la Municipalité régionale de comté de Nicolet-Yamaska de remplacer le schéma d'aménagement et de développement révisé dans les 120 jours. Le contenu du schéma devra être revu en ce qui concerne les éléments suivants décrits en annexe :

- la gestion de l'urbanisation;
- les normes minimales de lotissement;
- la protection des rives, du littoral et des plaines inondables;
- les contraintes d'origine anthropique et les nuisances;
- la planification intégrée des équipements et des infrastructures;
- la protection du territoire et des activités agricoles;
- la cohabitation harmonieuse des usages en zone agricole;
- la protection des habitats fauniques.

Je suis confiant, Monsieur le Préfet, que votre municipalité régionale de comté saura tenir compte des demandes formulées dans le présent avis.

Les représentants des ministères et organismes concernés par les demandes formulées sont disponibles pour vous rencontrer et vous fournir toutes les précisions nécessaires. Madame Chantal Duford, de la Direction régionale du Centre-du-Québec du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est également disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche. Vous pouvez la joindre au numéro de téléphone 819 752-4621. Pour ma part, je puis vous assurer de la volonté du gouvernement de poursuivre un échange constructif avec votre municipalité régionale de comté.

Veillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 29 septembre 2010

Monsieur Alain Drouin
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Nicolet-Yamaska
257-1, rue de Mgr-Courchesne
Nicolet (Québec) J3T 2C1

Monsieur le Préfet,

Le 20 mai 2010, la Municipalité régionale de comté de Nicolet-Yamaska adoptait le règlement numéro 2010-02 édictant le schéma d'aménagement et de développement révisé.

Avec l'adoption de ce document, votre municipalité régionale de comté a franchi une étape déterminante dans la planification de l'aménagement de son territoire. Plusieurs des orientations énoncées et des dispositions prévues dans votre schéma d'aménagement et de développement révisé rejoignent les préoccupations gouvernementales déjà exprimées dans l'avis qui vous a été transmis en 2000. Cependant, certains éléments fondamentaux du schéma révisé ne respectent pas les orientations et les projets que le gouvernement, ses ministères, ses mandataires et les organismes publics poursuivent.

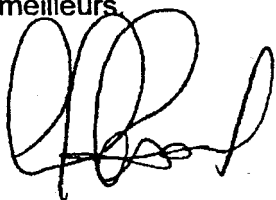
...2

- la gestion des terres du domaine de l'État;
- la protection du territoire et des activités agricoles;
- la planification des activités minières.

Je suis confiant, Monsieur le Préfet, que votre municipalité régionale de comté saura tenir compte des demandes formulées dans le présent avis. Votre municipalité régionale de comté devra donc poursuivre sa réflexion afin de faire de son schéma révisé un réel outil de planification et de développement traduisant non seulement les orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire mais aussi ses intentions et les moyens qu'elle entend prendre pour y souscrire.

Les représentants des ministères et organismes concernés par les demandes formulées sont disponibles pour vous rencontrer et vous fournir toutes les précisions nécessaires. Monsieur David Dufour, de la Direction régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est également disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche. Vous pouvez le joindre au numéro de téléphone 418 698-3523. Pour ma part, je puis vous assurer de la volonté du gouvernement de poursuivre un échange constructif avec votre municipalité régionale de comté.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 4 mai 2010

Monsieur Jean-Marie Claveau
Préfet
Municipalité régionale de comté
du Fjord-du-Saguenay
3110, boulevard Martel
Saint-Honoré (Québec) G0V 1L0

Monsieur le Préfet,

Le 8 décembre 2009, la Municipalité régionale de comté du Fjord-du-Saguenay adoptait le règlement numéro 09-271 édictant le schéma d'aménagement et de développement révisé.

Avec l'adoption de ce document, votre municipalité régionale de comté a franchi une étape déterminante dans la planification de l'aménagement de son territoire. Plusieurs des orientations énoncées et des dispositions prévues dans votre schéma d'aménagement et de développement révisé rejoignent les préoccupations gouvernementales déjà exprimées dans l'avis qui vous a été transmis en 1998. Cependant, certains éléments fondamentaux du schéma révisé ne respectent pas les orientations et les projets que le gouvernement, ses ministères, ses mandataires et les organismes publics poursuivent.

En conséquence, en vertu de l'article 56.14 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, je demande à la Municipalité régionale de comté du Fjord-du-Saguenay de remplacer le schéma d'aménagement et de développement révisé dans les 120 jours. Le contenu du schéma devra être revu en ce qui concerne les éléments suivants décrits en annexe :

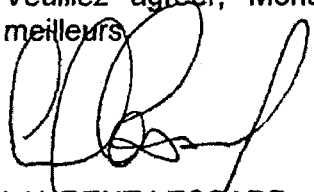
- la gestion de l'urbanisation;
- la planification des infrastructures et équipements publics;
- la salubrité publique;
- la protection des rives, du littoral et des plaines inondables;
- les contraintes d'origine anthropique;

...2

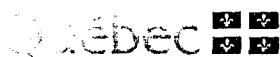
Je suis confiant, Monsieur le Préfet, que votre municipalité régionale de comté saura tenir compte des demandes formulées dans le présent avis.

Les représentants des ministères et organismes concernés par les demandes formulées sont disponibles pour vous rencontrer et vous fournir toutes les précisions nécessaires. Monsieur Jonathan Charlebois, de la Direction générale de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre Municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Il peut être joint au 418 691-2015, poste 3464. Pour ma part, je puis vous assurer de la volonté du gouvernement de poursuivre un échange constructif avec votre Municipalité régionale de comté.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 22 novembre 2010

Monsieur Bernard Maltais
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Charlevoix-Est
172, boulevard Notre-Dame
Clermont (Québec) G4A 1G1

Monsieur le Préfet,

Le 29 juin 2010, la Municipalité régionale de comté de Charlevoix-Est adoptait le règlement numéro 201-06-10 édictant le schéma d'aménagement et de développement révisé.

Avec l'adoption de ce document, votre municipalité régionale de comté a franchi une étape déterminante dans la planification de l'aménagement de son territoire. Plusieurs des orientations énoncées et des dispositions prévues dans votre schéma d'aménagement et de développement révisé rejoignent les préoccupations gouvernementales déjà exprimées dans l'avis qui vous a été transmis le 23 février 1999. Cependant, certains éléments fondamentaux du schéma révisé ne respectent pas les orientations que le gouvernement, ses ministères, ses mandataires et les organismes publics poursuivent.

En conséquence, en vertu de l'article 56.14 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, je demande à la Municipalité régionale de comté de Charlevoix-Est de remplacer le schéma d'aménagement et de développement révisé dans les 120 jours. Le contenu du schéma devra être revu en ce qui concerne les éléments suivants décrits en annexe :

- la gestion de l'urbanisation;
- la protection et la mise en valeur des territoires d'intérêt et des biens patrimoniaux;
- la prise en compte des risques d'origine naturelle et anthropique et des nuisances;
- la planification des équipements et des infrastructures;
- la mise en valeur intégrée des ressources.

...2

En conséquence, en vertu de l'article 56.14 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, je demande à la Municipalité régionale de comté d'Avignon de remplacer le schéma d'aménagement et de développement révisé dans les 120 jours. Le contenu du schéma devra être revu en ce qui concerne les éléments suivants décrits en annexe;

- la délimitation des périmètres d'urbanisation;
- le contrôle de l'urbanisation diffuse à l'extérieur des périmètres d'urbanisation;
- la planification des espaces industriels et commerciaux;
- les contraintes d'origine anthropique (matières résiduelles, prises de captage d'eau potable, nuisances sonores et normes de lotissement).

Je suis confiant, Monsieur le Préfet, que votre municipalité régionale de comté saura tenir compte des demandes formulées dans le présent avis. En plus de ce qui est mentionné, certains ministères feront des recommandations à votre municipalité régionale de comté pour bonifier le contenu de son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Les représentants des ministères et organismes concernés par les demandes formulées sont disponibles pour vous rencontrer et vous fournir toutes les précisions nécessaires. Monsieur Rénaud Méthot, de la Direction régionale de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est également disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche. Vous pouvez le joindre au 418 689-5024. Pour ma part, je puis vous assurer de la volonté du gouvernement de poursuivre un échange constructif avec votre municipalité régionale de comté.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Monsieur Bertrand Berger
Préfet
Municipalité régionale de comté
d'Avignon
470, rue Francoeur
Nouvelle (Québec) G0C 2E0

Monsieur le Préfet,

Le 24 novembre 2010, la Municipalité régionale de comté d'Avignon adoptait le règlement numéro 2010-005 édictant le remplacement du schéma d'aménagement et de développement révisé. Ce document répond à plusieurs demandes de modifications et démontre votre volonté de respecter les orientations gouvernementales.

Je souligne particulièrement les efforts déployés par votre municipalité régionale de comté afin de bonifier le contenu du schéma révisé, notamment en matière de protection de l'environnement, de mise en valeur des terres du domaine de l'État, et de planification des activités minières. De plus, quelques améliorations ont été apportées en matière de gestion de l'urbanisation et de planification des infrastructures et des équipements.

Cependant, plusieurs éléments du schéma révisé ne respectent pas les orientations gouvernementales et les projets que le gouvernement, ses ministères, ses mandataires et les organismes publics poursuivent.

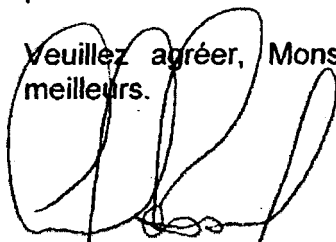
...2

Toutefois, je constate qu'un secteur du périmètre d'urbanisation de la municipalité de Dégelis empiète sur la zone agricole. L'acceptation, avant son exclusion de cette zone, d'un tel empiètement qui répond à des besoins de développement commercial et industriel lié au camionnage lourd, est exceptionnelle. Aussi, votre municipalité régionale de comté devra faire les démarches nécessaires auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec afin d'obtenir l'exclusion du secteur visé de la zone agricole.

Par ailleurs, certains ministères et organismes vous contacteront pour vous faire part de mises à jour d'équipements et d'infrastructures ou pour vous proposer des corrections mineures qui pourraient bonifier votre schéma d'aménagement et de développement révisé lors d'une éventuelle modification.

Je souhaite que ce schéma d'aménagement et de développement révisé constitue un outil de gestion efficace qui contribuera au développement harmonieux du territoire de votre communauté. À cet égard, je tiens à vous assurer de la collaboration du gouvernement et en particulier du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire dans la poursuite de votre démarche de planification.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 14 octobre 2010

Monsieur Serge Fortin
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Témiscouata
5, rue de l'Hôtel-de-Ville, 2^e étage
Notre-Dame-du-Lac (Québec) G0L 1X0

Monsieur le Préfet

Le 14 juin 2010, la Municipalité régionale de comté de Témiscouata a adopté le règlement numéro 02-10 édictant le premier remplacement de son schéma d'aménagement et de développement révisé. Cette adoption suit l'avis gouvernemental transmis à la Municipalité régionale de comté le 23 février 2010.

Les efforts déployés et la démarche de concertation effectuée par votre municipalité régionale de comté ont permis de bonifier le contenu du schéma d'aménagement et de développement ainsi que de jeter les bases d'une collaboration fructueuse avec les différents ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'aménagement du territoire. De ce travail, je note particulièrement les améliorations apportées eu égard à la gestion de l'urbanisation, à la protection du milieu naturel ainsi qu'à la planification des infrastructures et des équipements électriques.

J'ai donc le plaisir de vous informer que le schéma d'aménagement et de développement révisé est conforme aux orientations gouvernementales et qu'en conséquence, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

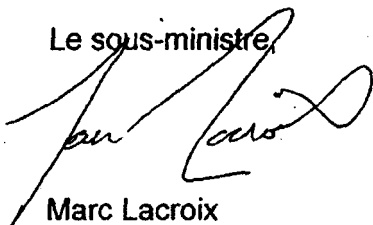
Toutefois, je vous indique qu'une erreur s'est glissée dans l'avis gouvernemental du 19 novembre 2009, ce qui pourrait avoir entraîné des difficultés pour votre ville dans la détermination des voies de circulation routière constituant des contraintes majeures, à l'occupation du sol à proximité, occasionnées par le bruit routier. En effet, l'avis demandait à la Ville de Rouyn-Noranda de prendre en considération, à la fois, les deux critères que sont le nombre journalier moyen minimum de 5000 véhicules et la proportion de 15 % et plus de camions, alors qu'il aurait dû lui demander de considérer l'un ou l'autre de ces deux critères tout en précisant que le nombre journalier moyen de véhicules devait être celui enregistré lors de la période estivale. Ainsi, il m'apparaît important que des discussions s'effectuent entre le ministère des Transports et votre ville afin que soient identifiés les tronçons des routes 101 et 117 qui sont problématiques à ce sujet. De plus, le gouvernement s'attend, à la suite de cet exercice, que votre ville identifie, au document complémentaire, des règles minimales en matière d'aménagement visant à atténuer les nuisances sonores provenant du bruit routier.

Par ailleurs, certains ministères et organismes vous contacteront pour vous faire part de mises à jour d'équipements et d'infrastructures ou pour vous proposer des corrections mineures qui pourraient bonifier votre schéma d'aménagement et de développement révisé lors d'une éventuelle modification.

Je souhaite que ce schéma d'aménagement et de développement révisé constitue un outil de gestion efficace qui contribuera au développement harmonieux du territoire de votre communauté. À cet égard, je tiens à vous assurer de la collaboration du gouvernement et en particulier du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire dans la poursuite de votre démarche de planification.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Marc Lacroix', written over the printed name.

Marc Lacroix

Ministère
des Affaires municipales,
des Régions
et de l'Occupation
du territoire

Québec

Le sous-ministre

Québec, le 27 juillet 2010

Monsieur Mario Provencher
Maire
Ville de Rouyn-Noranda
100, rue Taschereau Est
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 5C3

Monsieur le Maire,

Le 22 mars 2010, la Ville de Rouyn-Noranda a adopté le règlement numéro 2009-607 édictant le remplacement du schéma d'aménagement et de développement révisé pour son territoire.

Les efforts déployés et la démarche de concertation effectuée par votre ville ont permis de bonifier le contenu du schéma d'aménagement et de développement ainsi que de jeter les bases d'une collaboration fructueuse avec les différents ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'aménagement du territoire. De ce travail, je note particulièrement les améliorations apportées eu égard à la gestion de l'urbanisation, à la consolidation des secteurs de villégiature et à la planification intégrée des équipements et des infrastructures.

J'ai donc le plaisir de vous informer que le schéma d'aménagement et de développement révisé de remplacement numéro 2009-607 est conforme aux orientations gouvernementales et qu'en conséquence, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

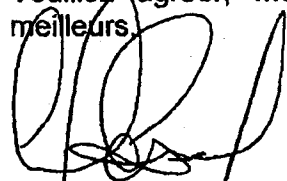
...2

Québec
Aile Chauveau, 4^e étage
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2040
Télécopieur : 418 644-9863
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria, bur. 3.16
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-3860
Télécopieur : 514 873-2620

Je souhaite que ce schéma d'aménagement et de développement révisé constitue un outil de gestion efficace qui contribuera au développement harmonieux du territoire de votre communauté. À cet égard, je tiens à vous assurer de la collaboration du gouvernement et en particulier du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire dans la poursuite de votre démarche de planification.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 9 février 2011

Monsieur Jean-Rock Veilleux
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Robert-Cliche
111A, 107^e Rue
Beauceville (Québec) G5X 2P9

Monsieur le Préfet,

Le 13 octobre 2010, la Municipalité régionale de comté de Robert-Cliche a adopté le règlement numéro 132-10 édictant le remplacement du schéma d'aménagement et de développement révisé pour son territoire.

Les efforts déployés et la démarche de concertation effectuée par votre municipalité régionale de comté ont permis de bonifier le contenu du schéma d'aménagement et de développement ainsi que de jeter les bases d'une collaboration fructueuse avec les différents ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'aménagement du territoire. De ce travail, je note particulièrement les améliorations apportées eu égard à la gestion de l'urbanisation.

J'ai donc le plaisir de vous informer que le schéma d'aménagement et de développement révisé est conforme aux orientations gouvernementales et qu'en conséquence, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

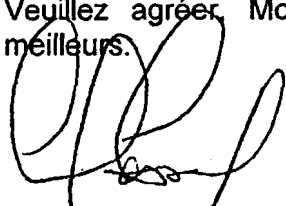
...2

Je tiens à souligner les échanges fructueux que vous avez entretenus avec la société Hydro-Québec. Sur la base des discussions que vous avez eues avec cette dernière sur l'implantation, l'exploitation et l'entretien de ses infrastructures électriques ou de ses autres équipements, je vous rappelle que des ajustements devront néanmoins être apportés lors de la prochaine modification à votre schéma d'aménagement et de développement révisé.

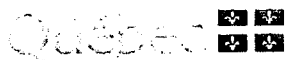
Par ailleurs, certains ministères et organismes vous contacteront pour vous faire part de mises à jour d'équipements et d'infrastructures ou pour vous proposer des corrections mineures qui pourraient bonifier votre schéma d'aménagement et de développement révisé lors d'une éventuelle modification.

Je souhaite que ce schéma d'aménagement et de développement révisé constitue un outil de gestion efficace qui contribuera au développement harmonieux du territoire de votre communauté. À cet égard, je tiens à vous assurer de la collaboration du gouvernement et en particulier du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire dans la poursuite de votre démarche de planification.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 19 octobre 2010

Monsieur Réal Laverdière
Préfet
Municipalité régionale de comté
de L'Islet
34A, rue Fortin
Saint-Jean-Port-Joli (Québec) G0R 3G0

Monsieur le Préfet, *Réal*

Le 14 juin 2010, la Municipalité régionale de comté de L'Islet a adopté le règlement numéro 01-2010 édictant le remplacement du schéma d'aménagement et de développement révisé pour son territoire.

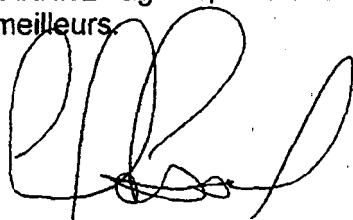
Les efforts déployés et la démarche de concertation effectuée par votre municipalité régionale de comté ont permis de bonifier le contenu du schéma d'aménagement et de développement ainsi que de jeter les bases d'une collaboration fructueuse avec les différents ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'aménagement du territoire. De ce travail, je note particulièrement les améliorations apportées eu égard à la contribution à la santé, à la sécurité et au bien-être publics ainsi qu'à la planification des infrastructures, des équipements et services publics.

J'ai donc le plaisir de vous informer que le schéma d'aménagement et de développement révisé est conforme aux orientations gouvernementales et qu'en conséquence, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

...2

Je souhaite que ce schéma d'aménagement et de développement révisé constitue un outil de gestion efficace qui contribuera au développement harmonieux du territoire de votre communauté. À cet égard, je tiens à vous assurer de la collaboration du gouvernement et en particulier du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire dans la poursuite de votre démarche de planification.

Veillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in black ink, consisting of stylized, overlapping loops and a long horizontal stroke at the bottom.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 25 juin 2010

Monsieur Joël Arseneau
Maire
Municipalité des Îles-de-la-Madeleine
460, chemin Principal
Cap-aux-Meules (Québec) G4T 1A1

Monsieur le Maire,

Le 11 mai 2010, le Conseil d'agglomération des Îles-de-la-Madeleine a adopté le règlement numéro A-2010-07 édictant le deuxième remplacement du nouveau schéma d'aménagement et de développement révisé pour son territoire.

Les efforts déployés et la démarche de concertation effectuée par votre municipalité ont permis de bonifier le contenu du schéma d'aménagement et de développement ainsi que de jeter les bases d'une collaboration fructueuse avec les différents ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'aménagement du territoire.

J'ai donc le plaisir de vous informer que le schéma d'aménagement et de développement révisé est conforme aux orientations gouvernementales et qu'en conséquence, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Par ailleurs, certains ministères et organismes vous contacteront pour vous faire part de mises à jour d'équipements et d'infrastructures ou pour vous proposer des corrections mineures qui pourraient bonifier votre schéma d'aménagement et de développement révisé lors d'une éventuelle modification.

...2

Par ailleurs, certains ministères et organismes vous contacteront pour vous faire part de mises à jour d'équipements et d'infrastructures ou pour vous proposer des corrections mineures qui pourraient bonifier votre schéma d'aménagement et de développement révisé lors d'une éventuelle modification. D'ailleurs, j'encourage votre municipalité régionale de comté à poursuivre ses discussions avec la société Hydro-Québec relativement aux dispositions visant l'implantation des réseaux électriques dans l'affectation « Conservation ».

Je souhaite que ce schéma d'aménagement et de développement révisé constitue un outil de gestion efficace qui contribuera au développement harmonieux du territoire de votre communauté. À cet égard, je tiens à vous assurer de la collaboration du gouvernement et en particulier du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire dans la poursuite de votre démarche de planification.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 18 octobre 2010

Monsieur Jacques Riopel
Préfet
Municipalité régionale de comté
d'Abitibi
571, 1^{re} Rue Est
Amos (Québec) J9T 2H3

Monsieur le Préfet,

Le 9 juin 2010, la Municipalité régionale de comté d'Abitibi a adopté le règlement numéro 109 édictant le remplacement du schéma d'aménagement et de développement révisé pour son territoire.

Les efforts déployés et la démarche de concertation effectuée par votre municipalité régionale de comté ont permis de bonifier le contenu du schéma d'aménagement et de développement ainsi que de jeter les bases d'une collaboration fructueuse avec les différents ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'aménagement du territoire. De ce travail, je note particulièrement les améliorations apportées eu égard à la gestion de l'urbanisation, à la planification des infrastructures, des équipements et services publics, à la contribution à la santé, à la sécurité et au bien-être publics ainsi qu'à l'aménagement et au développement du territoire agricole.

J'ai donc le plaisir de vous informer que le schéma d'aménagement et de développement révisé est conforme aux orientations gouvernementales et qu'en conséquence, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

**Étude des crédits
2011-2012**

Demande de renseignements particuliers

Demande # 19

La liste des schémas d'aménagement révisés envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de schémas approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de schémas révisés qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque schéma révisé non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus d'approuver et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du schéma révisé.

Projets de schémas d'aménagement et de développement révisés (PSADR)

	Nombre	MRC concernées		Date de réception	Date de l'avis	Motifs du refus	Date de réception du SAD de remplacement	Avis sur remplacement	Date de l'avis
Signifiés	1	L'Assomption		2010-12-15					
Conformes									
Non-conformes									
Notes:	Le PSADR de l'Assomption a été signifié au ministre le 15 décembre 2010 et, en raison du délai de 120 jours dont dispose le ministre pour juger de la conformité, l'avis gouvernemental n'avait pas été signifié au 31 mars 2011								

Schémas d'aménagement et de développement révisés

	Nombre	MRC concernées	No. de règlement	Date de signification	Date de l'avis	Motifs du refus	Date de réception du SAD de remplacement	Avis sur remplacement	Date de l'avis
Signifiés	11								
Conformes	1	Abitibi	109	2010-06-30	2010-10-18				
	1	Les Îles-de-la-	A-2010-07	2010-05-19	2010-06-25				
	1	L'Islet	01-2010	2010-07-06	2010-10-19				
	1	Robert-Cliche	132-10	2010-10-22	2011-02-09				
	1	Rouyn-Noranda	2009-607	2010-04-07	2010-07-27				
	1	Témiscouata	02-10	2010-06-28	2010-10-14				
Non-conformes	1	Avignon	2010-005	2010-12-14	Échéance légale ultérieure au 31-03-2011				
	1	Charlevoix-Est	2001-06-10	2010-07-28	2010-11-22	Non-conforme aux orientations gouvernementales - Voir l'avis gouvernemental en annexe			
	1	Fjord-du-Saguenay	09-271	2010-01-08	2010-05-04	Non-conforme aux orientations gouvernementales - Voir l'avis gouvernemental en annexe			
	1	Nicolet-Yamaska	2010-02	2010-06-08	2010-09-29	Non-conforme aux orientations gouvernementales - Voir l'avis gouvernemental en annexe			
	1	Saguenay	VS-R-2010-62	2010-12-16	Échéance légale ultérieure au 31-03-2011				

MRC ou ville-MRC	Date d'adoption du PSADR
Laval (Ville)	2002-06-19
Montmagny	2002-07-09
La Haute-Gaspésie	2004-04-13
Rivière-du-Loup	2004-05-20
Le-Domaine-du-Roy	2007-11-13
Manicouagan	2007-12-12
Témiscamingue	2008-08-25
Minganie	2009-05-19

- 2 MRC ont adopté leur document sur les objets de la révision (DOR), mais n'ont pas franchi d'autres étapes.

MRC ou ville-MRC	Date d'adoption du DOR
Trois-Rivières (Ville)	1995-10-18
La Haute-Côte-Nord	1996-10-22

- 3 MRC n'ont pas entrepris la révision de leur SAD

MRC ou ville-MRC	Date d'entrée en vigueur du SAD de première génération
La Côte-de-Beaupré	2002-09-30
Montréal (Ville) (anciennement la CUM)	1987-12-31
Le Golfe du Saint-Laurent	Non applicable

- Cas spéciaux :
 - La Ville de Montréal n'a pas entrepris la révision de son schéma de 1^{re} génération. Quant à la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), elle a adopté son PSADR le 17 février 2005.
 - La Ville de Québec n'a pas terminé la révision du schéma de 1^{re} génération. Quant à la Communauté métropolitaine de Québec (CMQ), elle n'a pas adopté de PSADR.
 - La Loi modifiant la LAU et d'autres dispositions législatives concernant les communautés métropolitaines, sanctionnée le 2 juin 2010, fixe de nouvelles échéances pour l'élaboration des plans métropolitains d'aménagement et de développement de la CMM et de la CMQ. Ainsi, la loi prévoit l'adoption d'un projet de plan métropolitain au plus tard le 30 avril 2011 et d'un règlement édictant le plan métropolitain au plus tard le 31 décembre 2011.
 - La Ville de Lévis n'a pas respecté l'obligation qui lui était faite d'adopter un plan d'urbanisme pour son territoire. Toutefois, elle a terminé le processus d'intégration des deux schémas d'aménagement actuellement en vigueur par l'adoption d'un schéma d'aménagement et de développement révisé, applicable à l'ensemble du territoire. Ce schéma révisé est en vigueur depuis le 16 septembre 2008.
 - La MRC du Golfe du Saint-Laurent a été créée le 7 juillet 2010. Son territoire comprend une partie de territoire qui était compris dans celui de la MRC voisine de la Minganie et pour lequel un schéma de première génération est en vigueur. La MRC du Golfe du Saint-Laurent entreprendra sous peu les travaux visant l'élaboration d'un schéma d'aménagement et de développement.

MRC ou ville-MRC	SADR en vigueur
La Vallée-du-Richelieu	2007-02-02
Les Chenaux	2007-06-21
Maria-Chapdelaine	2007-06-27
La Mitis	2007-07-05
Bécancour	2007-12-18
Mékinac	2008-02-27
La Rivière-du-Nord	2008-03-18
Lévis (Ville)	2008-09-16
Brome-Missisquoi	2008-09-23
Bonaventure	2008-10-10
Portneuf	2009-03-09
Montcalm	2009-05-08
Argenteuil	2009-06-01
Le Rocher-Percé	2010-01-14
Rimouski-Neigette	2010-03-25
Îles-de-la-Madeleine	2010-06-25
Robert-Cliche	2011-02-09
Témiscouata	2010-10-14
Abitibi	2010-10-18
L'Islet	2010-10-19
Rouyn-Noranda	2010-07-27

- 11 MRC ont adopté leur schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR), mais celui-ci n'est pas en vigueur soit en raison des objections et demandes gouvernementales formulées pour assurer la conformité aux orientations gouvernementales, soit parce qu'ils sont en cours d'analyse et que l'avis gouvernemental n'a pas été signifié à ce jour.

MRC	Date d'adoption du dernier SADR de remplacement
La Haute-Yamaska	2004-02-12
Les Jardins-de-Napierville	2006-10-11
Avignon	2010-11-24
Nicolet-Yamaska	2011-01-20
	Date d'adoption du SADR
Deux-Montagnes	2006-03-22
Joliette	2008-09-09
Matawinie	2009-09-09
D'Autray	2009-10-21
Le Fjord-du-Saguenay	2009-12-08
Charlevoix-Est	2010-06-29
Saguenay	2010-12-06

- 20 MRC ont adopté leur projet de schéma d'aménagement et de développement révisé (PSADR).

MRC ou ville-MRC	Date d'adoption du PSADR
Sherbrooke (Ville)	1996-08-13
La Vallée-de-la-Gatineau	1996-10-29
Charlevoix	1997-08-13
L'Érable	1997-11-26
Drummond	1997-11-26
Kamouraska	2000-04-12
Pierre-De Saurel (anciennement Le Bas-Richelieu)	2000-08-09
Québec (Ville)	2001-02-27
Abitibi-Ouest	2001-06-13
Caniapiscou	2001-06-13
Les Basques	2001-10-18
Sept-Rivières	2002-02-19

**ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA RÉVISION
DES SCHÉMAS D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT
Au 16 février 2011**

Note : La trame grisée indique qu'il s'agit d'un territoire compris en totalité ou en partie dans le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal ou de Québec selon le cas.

- 65 MRC disposent d'un schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR) en vigueur.

MRC ou ville-MRC	SADR en vigueur
Mirabel (Ville) ¹	1996-04-30
Les Collines-de-l'Outaouais	1998-02-04
Papineau	1998-02-26
Le Haut-Saint-François	1998-06-16
Memphrémagog ²	1998-12-22
Longueuil	1999-02-25
Antoine-Labelle	1999-03-24
Les Sources	1999-04-14
Shawinigan	1999-07-30
Gatineau	1999-12-22
La Tuque	2000-03-24
Coaticook	2000-06-22
Beauharnois-Salaberry	2000-06-28
Les Laurentides	2000-06-29
Bellechasse	2000-08-08
Le Haut-Saint-Laurent	2000-11-01
Acton	2000-12-15
Pontiac	2001-02-23
L'Assomption ³	2001-05-02
La Matapédia	2001-05-09
Lac-Saint-Jean-Est	2001-06-27
Matane	2001-07-13
L'Île-d'Orléans	2001-08-22
Le Val-Saint-François	2002-08-09
Appalaches (anciennement L'Amiante)	2002-10-10
Les Moulins	2002-12-18
Maskinongé	2002-12-20
Le Granit	2003-04-25
Les Maskoutains	2003-09-18
La Côte-de-Gaspé	2004-03-31
Le Haut-Richelieu	2004-06-23
La Jacques-Cartier	2004-07-15
Vaudreuil-Soulanges	2004-10-22
Rouville	2005-02-04
Thérèse-de-Blainville	2005-03-10
Beauce-Sartigan	2005-04-01
Vallée-de-l'Or	2005-05-20
La Nouvelle-Beauce	2005-05-20
Lotbinière	2005-06-22
Les Pays-d'en-Haut	2005-10-27
Lajemmerais	2006-02-14
Les Etchemins	2006-03-22
Roussillon	2006-03-22
Arthabaska	2006-04-04

¹ La Ville de Mirabel, de même que les MRC de Memphrémagog et de l'Assomption, ont entrepris l'élaboration de leur schéma d'aménagement et de développement révisé de 3^e génération et ont adopté des projets de schéma révisé.

² La Ville de Mirabel, de même que les MRC de Memphrémagog et de l'Assomption, ont entrepris l'élaboration de leur schéma d'aménagement et de développement révisé de 3^e génération et ont adopté des projets de schéma révisé.

³ La Ville de Mirabel, de même que les MRC de Memphrémagog et de l'Assomption, ont entrepris l'élaboration de leur schéma d'aménagement et de développement révisé de 3^e génération et ont adopté des projets de schéma révisé.

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande # 18

État de la révision des schémas d'aménagement au Québec, liste complète des schémas complétés en 2010-2011 et liste complète des schémas dont la révision connaît un retard en précisant les raisons du retard.

En date du 16 février 2011, la situation est la suivante (voir le tableau détaillé fourni en annexe) :

- 65 MRC disposent d'un schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR) en vigueur;
- 11 MRC ont adopté leur schéma d'aménagement et de développement (SADR) mais celui-ci n'est pas en vigueur¹;
- 20 MRC ont adopté leur projet de schéma d'aménagement et de développement révisé (PSADR) sans avoir franchi d'autres étapes;
- 2 MRC ont adopté le document sur les objets de la révision (DOR) sans avoir franchi d'autres étapes;
- 3 autres MRC, soit la MRC de la Côte-de-Beaupré, la Ville de Montréal et la MRC du Golfe du Saint-Laurent n'ont pas entrepris la révision. La MRC de la Côte-de-Beaupré entend le faire prochainement. Il s'agit d'une situation particulière puisque le schéma d'aménagement et de développement de cette MRC fut le dernier à être entré en vigueur, le 30 septembre 2002, à la suite du règlement d'un litige qui a porté sur la délimitation de la ligne des hautes eaux naturelles et qui a requis l'adoption d'une législation spéciale. La Communauté urbaine de Montréal n'avait pas entrepris la révision de son schéma d'aménagement et de développement au moment de son abolition. La Ville de Montréal, qui lui succède, n'a pas entrepris la révision du schéma de 1^{re} génération, mais a respecté l'obligation qui lui était faite d'adopter un plan d'urbanisme unifié pour son territoire; ce dernier a été adopté le 23 novembre 2004. Enfin, la MRC du Golfe du Saint-Laurent a été créée le 7 juillet 2010 et elle entreprendra sous peu l'élaboration d'un schéma d'aménagement et de développement.

Par ailleurs, la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) et la Communauté métropolitaine de Québec (CMQ) ont entrepris l'une et l'autre l'élaboration du schéma métropolitain d'aménagement et de développement de leur territoire. La Loi modifiant la LAU et d'autres dispositions législatives concernant les communautés métropolitaines, sanctionnée le 2 juin 2010, fixe de nouvelles échéances pour l'élaboration des plans métropolitains d'aménagement et de développement de la CMM et de la CMQ. Ainsi, la loi prévoit l'adoption d'un projet de plan métropolitain au plus tard le 30 avril 2011 et d'un règlement édictant le plan métropolitain au plus tard le 31 décembre 2011.

La révision des schémas d'aménagement et de développement a été entreprise par la plupart des MRC en 1994. Le processus de révision prévoit l'adoption du Document sur les objets de la révision (DOR), dans un délai de 6 mois de la date du début de la révision, suivie par l'adoption du Projet de schéma d'aménagement et de développement révisé (PSADR 1er projet), dans un délai de 2 ans de la date du début de la révision. La Loi sur l'aménagement et l'urbanisme ne fixe aucun délai pour les étapes suivantes, soit l'adoption du Second projet de schéma d'aménagement et de développement révisé (PSADR 2e projet), la période des assemblées publiques de consultation et l'adoption finale du Schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR). Notons cependant que, dans le cadre de la Loi 134 (Loi créant la Communauté métropolitaine de Montréal) et de la Loi 170 (Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale dans les régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais), le législateur a fixé des dates butoirs aux MRC pour compléter le processus de révision qu'elles avaient entrepris et pour procéder à l'adoption d'un schéma d'aménagement et de développement révisé. Les dates varient selon les territoires en cause.

¹ Soit en raison des objections et des demandes gouvernementales formulées pour assurer la conformité aux orientations gouvernementales, soit parce qu'ils sont en cours d'analyse et que l'avis gouvernemental n'a pas été signifié à ce jour.

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande # 17

Subventions versées aux différentes associations municipales en 2010-2011.

Nom du bénéficiaire	Montant
Association des aménagistes régionaux du Québec	5 000 \$
Association des directeurs généraux des MRC du Québec	5 000 \$
Association des directeurs généraux des municipalités du Québec	5 000 \$
Association des évaluateurs municipaux du Québec (AEMQ)	5 000 \$
Corporation des officiers municipaux agréés du Québec (COMAQ)	22 000 \$
Corporation des officiers municipaux en bâtiment et en environnement du Québec inc.	5 000 \$
Fédération québécoise des municipalités (FQM)	511 300 \$
Union des municipalités du Québec (UMQ)	212 500 \$

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers – opposition officielle

Demande #16

Pour les années 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011, liste des vérifications effectuées par le ministère dans des municipalités. Indiquer les motifs des vérifications (suspçon d'inefficacité, de malversation etc.) les objets visées par ces vérifications (contrats, avantages reçus par des élus etc.) et les suites de ces vérifications (recommandation à une municipalité, transfert d'un dossier au procureur général etc.

Travaux effectués par le Service de l'information financière et de la vérification en matière d'octroi des contrats (projet de loi 76).

Les travaux de vérification en matière d'octroi des contrats ont débuté en 2010. Il n'y a donc aucune vérification pour les exercices 2008-2009 et 2009-2010.

La vérification dans le cadre du projet de loi 76 concerne principalement la gestion contractuelle. La conformité aux lois et règlements est vérifiée et les travaux peuvent aborder l'optimisation des ressources (deniers dépensés avec efficience).

La sélection des municipalités à vérifier se base sur des faits ou des plaintes portés à l'attention du Ministère et sur des anomalies constatées lors de la vérification des programmes de subvention. Le choix des municipalités à vérifier peut aussi résulter de l'analyse du risque quant à la qualité de la gestion municipale dans le cadre de l'attribution des contrats.

Au 31 mars 2011, 10 organismes municipaux ont fait l'objet de vérification dans le cadre de l'octroi des contrats municipaux (projet de loi 76).

Des travaux de vérification sur le terrain ont été effectués à Sainte-Anne-des-Plaines, Château-Richer, Saint-Jérôme, Sainte-Thérèse, Mascouche, Terrebonne, Laval, Sainte-Julienne et à la Régie d'assainissement des eaux de Terrebonne-Mascouche. Les rapports de vérification sont présentement en préparation. Deux de ces rapports sont déjà remis aux organismes vérifiés pour leur permettre d'y inscrire leurs commentaires. Ces deux rapports seront publiés sous peu.

La vérification concernant la Ville de Salaberry-de-Valleyfield est terminée. Le rapport de vérification a été publié sur le site Internet du Ministère. Il mentionne que la municipalité a généralement respecté les dispositions législatives prévues à la loi. La vérification a permis de constater le non-respect épisodique de dispositions législatives, notamment, en matière de scission de contrats et d'absence d'appels d'offres. Des lacunes dans la documentation ont également été relevées.

Le rapport de vérification contient les commentaires de la Ville relatifs aux constats et recommandations émis. La Ville a déjà annoncé la mise en place de certaines mesures correctrices. Le Ministère fera un suivi au cours des trois prochaines années.

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande #15

Pour les années 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011, liste des requêtes demandant la confirmation judiciaire de la fin du mandat du membre d'un conseil municipal présentée par le procureur général. Indiquer les motifs des requêtes et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces requêtes n'occupent plus leurs fonctions d'élu.

Le Ministère n'a eu aucun dossier à cet effet.

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande # 14

Pour les années 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011, liste des actions en déclaration d'incapacité ou requêtes en quo warranto intentées par le procureur général contre un élu municipal, un ancien élu municipal ou un candidat à un poste d'élu municipal. Indiquer les motifs des actions et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces recours n'occupent plus leurs fonctions d'élu.

Procureur général du Québec (PGQ) contre M. Jean-Guy Fortin et Municipalité de Lamarche

Le Procureur général du Québec a intenté une action en déclaration d'incapacité contre l'ancien maire de la Municipalité de Lamarche, M. Jean-Guy Fortin, le 27 juillet 2009. M. Fortin a été maire de la Municipalité de Lamarche pendant deux périodes : la première du 2 novembre 1969 au 1^{er} mai 1998 et la deuxième du 4 novembre 2001 au 27 avril 2007. À la fin de chacune de ces deux périodes, le défendeur a lui-même mis fin prématurément à son mandat en démissionnant pour des raisons de santé. À ces deux occasions, les démissions ont été précédées de plaintes portées au ministère des Affaires municipales, Régions et Occupation du Territoire. Il était reproché à M. Fortin :

- Alors qu'il était maire de la municipalité, M. Fortin a eu sciemment des intérêts, directs ou indirects, dans des contrats avec la municipalité, contrairement à l'article 304 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (L.R.Q. c. E-2.2);
- Alors qu'il était maire de la municipalité, M. Fortin a assisté à des séances du conseil où ont été prises en considération des questions dans lesquelles il savait avoir, directement ou indirectement, des intérêts pécuniaires particuliers sans divulguer la nature générale de ces intérêts avant que débutent les délibérations sur ces questions et sans s'abstenir de participer à celles-ci, contrairement à l'article 361 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*;
- Alors qu'il était maire de la municipalité, M. Fortin a fait une déclaration d'intérêts pécuniaires incomplète, contrairement aux articles 357 et 358 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*;
- Alors qu'il était maire de la municipalité, M. Fortin a ordonné l'exécution de travaux de construction ou d'amélioration sans que des règlements ou des résolutions ne soient votés pour ordonner la réalisation de ces travaux et pourvoir aux sommes nécessaires pour payer le coût de ceux-ci, contrairement aux articles 1 et 2 de la *Loi sur les travaux municipaux* (L.R.Q., c. T-14);
- Alors qu'il était maire de la municipalité, M. Fortin a autorisé ou effectué l'adjudication ou la passation de contrats en contravention des règles prévues aux articles 934 et suivants du *Code municipal du Québec* (L.R.Q., c. C-27.1);
- Alors qu'il était maire de la municipalité, M. Fortin a profité de son poste pour commettre des inconduites telles qu'il doit être déclaré inhabile à exercer la fonction de membre du conseil de toute municipalité pendant une période de cinq ans, conformément à l'article 306 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*;

M. Jean-Guy Fortin a été déclaré inhabile par jugement de la Cour supérieure le 22 février 2011.

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande # 14

Pour les années 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011, liste des actions en déclaration d'inhabilité ou requêtes en quo waranto intentées par le procureur général contre un élu municipal, un ancien élu municipal ou un candidat à un poste d'élu municipal. Indiquer les motifs des actions et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces recours n'occupent plus leurs fonctions d'élu.

Procureur général du Québec (PGQ) contre M. Jean-Eudes Boudreau

Dans cette requête, le Procureur général du Québec demande à la Cour supérieure de déclarer M. Jean-Eudes Boudreau, ancien conseiller de la Municipalité de Carleton-sur-Mer, inhabile à exercer la fonction de membre du conseil de toute municipalité pour une période de 5 ans. Depuis son élection le 5 mai 2009 et jusqu'à la fin de son mandat en novembre 2009, M. Boudreau a eu des intérêts dans des contrats avec la Municipalité contrairement à l'article 304 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*. M. Boudreau avait des intérêts dans deux entreprises : Pièces d'autos J.E. Boudreau inc. et Garage J.E. Boudreau et Frères inc.

Le 11 avril 2007, deux représentants du ministère des Affaires municipales, Régions et Occupation du Territoire, ont rencontré le maire, les conseillers et le directeur général de la Municipalité pour discuter spécifiquement de la situation de conflit d'intérêts dans laquelle se trouvait M. Boudreau. Bien que ce dernier ait été sensibilisé au problème, les entreprises dans lesquelles il avait des intérêts ont continué de conclure des contrats avec la Municipalité.

Procureur général du Québec (PGQ) contre M. Jean-Guy Bouchard et Municipalité de Petite-Rivière-Saint-François

Le Procureur général du Québec a intenté une action en déclaration d'inhabilité contre l'ancien maire de la Municipalité de Petite-Rivière-Saint-François, M. Jean-Guy Bouchard, le 19 février 2009. On reprochait à M. Bouchard les faits suivants :

- À huit reprises, entre le 10 septembre 2001 et le 8 septembre 2003, M. Bouchard, en contravention de l'article 361 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (L.R.Q. c. E-2.2), n'a pas, quant à une question devant être prise en considération par le conseil dans laquelle il savait avoir directement ou indirectement un intérêt pécuniaire particulier, divulgué la nature générale de cet intérêt avant le début des délibérations sur ces questions et ne s'est pas abstenu de participer aux délibérations sur celles-ci et de voter ou de tenter d'influencer le vote sur celles-ci;
- M. Bouchard a fait une déclaration écrite de ses intérêts pécuniaires, en sachant qu'elle est incomplète, pour les années 2003 et 2004.

Le 30 septembre 2009, la Cour supérieure a rejeté la requête du PGQ. Le PGQ en a appelé de cette décision. Le 17 décembre 2010, la Cour d'appel du Québec rendait par écrit les motifs de son jugement unanime rendu sur le banc la veille, soit le 16 décembre 2010, accueillant l'appel du PGQ et déclarant M. Bouchard d'inhabile sous le premier motif.

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande # 14

Pour les années 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011, liste des actions en déclaration d'incapacité ou requêtes en quo warranto intentées par le procureur général contre un élu municipal, un ancien élu municipal ou un candidat à un poste d'élu municipal. Indiquer les motifs des actions et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces recours n'occupent plus leurs fonctions d'élu.

Procureur général du Québec (PGQ) contre. M. Marc Charron et Municipalité de Scotstown

Requête en quo warranto intentée par le PGQ contre M. Marc Charron, conseiller municipal de la Municipalité de Scotstown. Cette requête a été signifiée le 28 janvier 2011.

M. Charron a été élu conseiller municipal de la Municipalité de Scotstown le 4 juillet 2010. Selon les termes de l'article 302 la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*, M. Charron serait inhabile à exercer sa charge d'élu parce qu'il a été reconnu coupable et condamné pour des actes criminels punissables de deux ans ou plus d'emprisonnement.

Le 30 juillet 2009, M. Charron a été condamné à une peine d'emprisonnement de 21 mois avec sursis à être purgée dans la collectivité et à une ordonnance de probation de deux ans sans surveillance pour les actes criminels suivants: possession de drogues en vue d'en faire le trafic, complicité après les faits d'un vol qualifié et possession de biens d'une valeur de plus de 5 000 \$ obtenus de façon criminelle. Il a également été condamné le 7 janvier 2010 à 14 jours de prison pour avoir enfreint l'ordonnance de sursis.

Procureur général du Québec (PGQ) contre M^{me} Francine Chrétien et Municipalité de Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles

Action en déclaration d'incapacité intentée par le PGQ contre M^{me} Francine Chrétien, conseillère municipale de la Municipalité de Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles.

M^{me} Chrétien a été élue conseillère municipale de la Municipalité de Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles le 1^{er} novembre 2009. Selon les termes du paragraphe 1^o de l'article 300 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*, M^{me} Chrétien serait inhabile à exercer sa fonction de membre du conseil parce qu'elle a été élue alors qu'elle était inéligible. Au 1^{er} septembre de l'année où a eu lieu l'élection de M^{me} Chrétien, cette dernière ne résidait pas sur le territoire de la municipalité depuis au moins 12 mois ce qui est contraire à l'article 61 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*.

Procureur général du Québec (PGQ) contre M. Michel Beaudin et Municipalité de Rivière-Saint-Jean

Le Procureur général du Québec a intenté une action en déclaration d'incapacité contre le maire de la Municipalité de Rivière-Saint-Jean, M. Michel Beaudin, le 24 février 2009. On reprochait à M. Beaudin d'avoir, à plusieurs reprises, malgré les interventions répétées du Ministère des Affaires municipales, Régions et Occupation du Territoire, procédé au déneigement, ou d'avoir permis le déneigement par l'opérateur de la municipalité, de certaines entrées privées de résidents de la municipalité avec les équipements de déneigement appartenant à la municipalité, le tout sans qu'aucune circonstance ne puisse le justifier.

Le 22 octobre 2009, la Cour supérieure a rejeté la requête du PGQ. Le PGQ en a appelé de cette décision. L'audition de ce dossier par la Cour d'appel du Québec a été fixée au 13 juin 2011.

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande #13

Pour les années 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011, liste des recours exercés par le procureur général du Québec en vertu des articles 838 à 843 du Code de procédure civile (chapitre C-25) contre un membre du conseil ou un fonctionnaire ou employé d'une municipalité ou d'un organisme supramunicipal qui est inhabile à exercer sa fonction. Indiquer les motifs des recours et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces recours n'occupent plus leurs fonctions.

Le Ministère n'a effectué aucun recours.

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande #12

Pour les années 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011, liste des requêtes en cassation ou en annulation d'un règlement du conseil ou d'un procès-verbal, rôle, résolution ou autre ordonnance du conseil ou du comité exécutif d'une municipalité ou d'un organisme supramunicipal présenté par le procureur général du Québec. Indiquer les motifs des requêtes et les mesures prises par le gouvernement pour s'entendre avec les municipalités visées par ces requêtes.

Le Ministère n'a eu aucun dossier à cet effet.

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande # 11

Liste des villes qui contestent en justice une décision du gouvernement, le motif de la contestation et les mesures prises par le gouvernement pour s'entendre avec ces municipalités

Aucune

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande # 10

État de situation du nouveau régime de financement des centres d'urgence 9-1-1.

Une première année de démarrage du régime

L'Entente 2007-2013 sur un partenariat fiscal et financier avec les municipalités a prévu une mesure visant à faire en sorte que tous les clients d'un service téléphonique soient désormais tenus de contribuer au financement des centres d'urgence 9-1-1, y compris ceux qui sont desservis par des fournisseurs de téléphonie sans fil, qui ne contribuaient pas jusqu'alors. Il a été décidé que cette mesure prendrait la forme d'une taxe municipale.

Les dispositions législatives requises pour la mise en œuvre de la mesure ont été adoptées par l'Assemblée nationale en juin 2008 (projet de loi 82) et des précisions ont été apportées en juin 2009 (projet de loi 45). Le règlement gouvernemental encadrant la taxe municipale pour le 9-1-1 est entré en vigueur le 26 juin 2009. Au cours de l'été et de l'automne 2009, les municipalités ont adopté leur règlement imposant la taxe. Le ministre a désigné, le 2 novembre 2009, l'Agence municipale de financement et de développement des centres d'urgence 9-1-1 du Québec (Agence) comme l'organisme chargé de recevoir et de gérer le produit de la taxe municipale imposée aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1. Enfin, le conseil d'administration de l'Agence a adopté, le 13 novembre 2009, la formule de répartition du produit de cette taxe entre les municipalités.

La taxe municipale a commencé de s'appliquer le 1^{er} décembre 2009. Cette taxe, qui est de 0,40 \$ par mois, remplace le tarif municipal mensuel de 0,47 \$, qui était appliqué depuis 1995. Les clients (services de téléphonie filaire et sans fil) qui doivent maintenant payer cette taxe sont presque le double de ceux (services de téléphonie filaire) qui payaient le tarif municipal, le nombre passant de 4,4 millions à plus de 8 millions. Les versements du produit de la taxe pour le 9-1-1 ont débuté en février 2010. Les sommes mensuelles versées par l'Agence aux municipalités, ou directement aux centres d'urgence 9-1-1 de leur choix (la majorité des cas), ont été en moyenne de 2,7 M\$ pour les 11 premiers mois observés (de février à décembre 2010), ce qui représente 32,4 M\$ sur la base d'une année complète. Il s'agit d'une augmentation de plus de 11 M\$ par rapport au régime antérieur, qui permettra d'améliorer le service 9-1-1.

Au cours de la première année écoulée depuis l'entrée en vigueur du nouveau régime de financement des centres d'urgence 9-1-1, divers problèmes posés par sa mise en œuvre ont été résolus. Le seul qui subsiste encore est celui de la disponibilité et du financement du service 9-1-1 sur le territoire des réserves indiennes. Sur les 41 réserves du Québec, environ 21 n'ont jamais été desservies par un centre d'urgence 9-1-1. Dans le cas des 20 réserves actuellement desservies, plusieurs le sont sans que le centre d'urgence 9-1-1 concerné ne reçoive de compensation, car la nouvelle taxe municipale pour le 9-1-1 ne peut être perçue sur le territoire des réserves indiennes. Un comité interministériel, composé de représentants du Secrétariat aux affaires autochtones (SAA), ainsi que des ministères de la Sécurité publique (MSP), des Finances (MFQ), du Revenu (MRQ) et des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT), se penche sur la problématique de la desserte 9-1-1 des réserves indiennes et de son financement.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Vallée-Jonction	M	0	0	0	11 055
Val-Morin	M	0	0	184	0
Val-Racine	P	0	0	35 951	0
Val-Saint-Gilles	M	51 945	0	9 559	0
Varennes	V	0	0	0	309 142
Vaudreuil-Dorion	V	0	0	0	469 727
Vaudreuil-Soulanges	MRC	0	446	0	0
Vaudreuil-sur-le-Lac	VL	0	0	0	0
Venise-en-Québec	M	0	0	0	0
Verchères	M	0	0	0	24 401
Victoriaville	V	584 634	0	0	1 030 264
Ville-Marie	V	139 885	0	0	61 081
Villeroy	M	0	0	28 191	2 071
Waltham	M	0	0	62 983	0
Warden	VL	0	0	0	0
Warwick	V	38 797	0	0	82 529
Waterloo	V	135 014	0	0	109 100
Waterville	V	0	0	0	66 114
Weedon	M	0	0	0	20 583
Wentworth	CT	0	0	6 421	0
Wentworth-Nord	M	0	0	19 076	0
Westbury	CT	0	0	0	0
Westmount	V	0	0	0	1 100 697
Wickham	M	0	0	0	11 222
Windsor	V	0	0	0	162 459
Wotton	M	20 295	0	0	7 988
Yamachiche	M	0	0	0	17 247
Yamaska	M	0	0	0	7 968

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Témiscamingue	TR	0	0	39 518	0
Témiscamingue	MRC	0	170 462	0	0
Témiscouata	MRC	0	81 661	0	0
Témiscouata-sur-le-Lac	V	219 393	0	33 452	184 872
Terrasse-Vaudreuil	M	0	0	0	8 860
Terrebonne	V	0	0	0	2 090 642
Thérèse-De Blainville	MRC	0	0	0	0
Thetford Mines	V	1 267 590	0	1 386	866 010
Thorne	M	0	0	1 685	0
Thurso	V	40 331	0	356	26 584
Tingwick	M	0	0	0	5 450
Tourville	M	207 077	0	109 188	2 217
Trécesson	CT	0	0	9 372	3 704
Très-Saint-Rédempteur	M	0	0	0	0
Très-Saint-Sacrement	P	0	0	0	0
Tring-Jonction	VL	97 910	0	0	8 628
Trois-Pistoles	V	283 651	0	0	246 413
Trois-Rives	M	0	0	86 259	0
Trois-Rivières	V	1 489 173	0	1 936	4 215 790
Ulverton	M	0	0	0	0
Upton	M	0	0	0	6 820
Val-Alain	M	0	0	17 381	4 745
Val-Brillant	M	118 020	0	0	10 482
Valcourt	CT	0	0	0	0
Valcourt	V	0	0	0	72 761
Val-David	VL	0	0	0	23 505
Val-des-Bois	M	0	0	38 185	245
Val-des-Lacs	M	0	0	43 194	0
Val-des-Monts	M	0	0	18 481	52 405
Val-d'Or	V	351 599	0	388 821	549 102
Val-Joli	M	0	0	0	0
Vallée-de-l'Or	TR	63 835	0	19 239	102

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Schefferville	V	285 932	0	16 020	11 526
Scotstown	V	100 004	0	0	5 389
Scott	M	0	0	0	12 174
Senneterre	P	78 258	0	33 465	0
Senneterre	V	682 600	0	349 414	125 424
Senneville	VL	0	0	0	96 806
Sept-Îles	V	0	0	173 136	561 604
Sept-Rivières	TR	5 081	0	88 309	0
Sept-Rivières	MRC	0	328 721	0	0
Shannon	M	0	0	453	39 828
Shawinigan	V	2 346 292	531 530	5 426	1 229 128
Shawville	M	0	0	0	105 068
Sheenboro	M	0	0	38 998	0
Shefford	CT	0	0	0	1 264
Sherbrooke	V	0	0	275	4 839 874
Shigawake	M	101 820	0	2 267	0
Sorel-Tracy	V	0	0	0	937 967
Stanbridge East	M	0	0	0	0
Stanbridge Station	M	0	0	0	0
Stanstead	V	112 030	0	0	134 280
Stanstead	CT	0	0	0	0
Stanstead-Est	M	0	0	0	0
Ste-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	V	0	0	11 988	120 086
Stoke	M	0	0	736	16 072
Stoneham-et-Tewkesbury	CU	0	0	66 450	24 951
Stornoway	M	0	0	59 923	4 055
Stratford	CT	0	0	32 672	6 337
Stukely-Sud	VL	0	0	0	0
Sutton	V	0	0	0	21 895
Tadoussac	VL	0	0	2 562	23 011
Taschereau	M	326 174	0	19 823	7 140
Témiscaming	V	39 253	0	48 912	75 136

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Sulpice	P	0	0	0	18 442
Saint-Sylvere	M	0	0	0	4 016
Saint-Sylvestre	M	0	0	0	9 823
Saint-Télesphore	M	0	0	0	3 590
Saint-Tharcisius	P	127 909	0	1 422	6 440
Saint-Théodore-d'Acton	P	0	0	0	4 219
Saint-Théophile	M	47 690	0	68 708	4 401
Saint-Thomas	M	0	0	0	10 440
Saint-Thomas-Didyme	M	113 866	0	78 346	12 054
Saint-Thuribe	P	27 613	0	0	0
Saint-Tite	V	86 053	0	614	92 297
Saint-Tite-des-Caps	M	0	0	0	14 917
Saint-Ubalde	M	0	0	122 904	6 941
Saint-Ulric	M	104 641	0	0	10 448
Saint-Urbain	P	28 477	0	34	10 072
Saint-Urbain-Premier	M	0	0	0	5 524
Saint-Valentin	M	0	0	0	0
Saint-Valère	M	23 019	0	674	5 033
Saint-Valérien	P	32 152	0	16 725	3 946
Saint-Valérien-de-Milton	M	0	0	0	9 685
Saint-Vallier	M	0	0	0	7 196
Saint-Venant-de-Paquette	M	0	0	0	0
Saint-Vianney	M	100 985	0	24 844	4 772
Saint-Victor	M	0	0	0	20 850
Saint-Wenceslas	M	0	0	0	8 749
Saint-Zacharie	M	326 436	0	19 274	11 020
Saint-Zénon	M	0	0	160 720	3 245
Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	P	81 614	0	1 342	2 562
Saint-Zéphirin-de-Courval	P	0	0	0	5 698
Saint-Zotique	M	0	0	0	54 195
Salaberry-de-Valleyfield	V	0	0	0	825 144
Sayabec	M	244 477	0	33 893	49 461

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Raymond	V	0	0	60 747	177 995
Saint-Rémi	V	0	0	0	61 090
Saint-Rémi-de-Tingwick	P	0	0	0	0
Saint-René	P	29 528	0	0	0
Saint-René-de-Matane	M	159 527	0	62 355	18 917
Saint-Robert	M	0	0	0	6 037
Saint-Robert-Bellarmin	M	15 341	0	98 904	4 461
Saint-Roch-de-l'Achigan	M	0	0	0	98 662
Saint-Roch-de-Mékinac	P	13 334	0	26 399	4 101
Saint-Roch-de-Richelieu	M	0	0	0	5 358
Saint-Roch-des-Aulnaies	P	0	0	0	4 978
Saint-Roch-Ouest	M	0	0	0	0
Saint-Romain	M	0	0	37 482	10 021
Saint-Rosaire	P	0	0	792	2 233
Saint-Samuel	P	33 919	0	0	1 832
Saints-Anges	P	0	0	0	5 639
Saint-Sauveur	V	0	0	0	21 637
Saint-Sébastien	M	547	0	0	6 786
Saint-Sébastien	P	0	0	0	2 537
Saint-Sévère	P	0	0	0	0
Saint-Séverin	P	34 743	0	1 419	5 889
Saint-Séverin	P	0	0	0	0
Saint-Siméon	M	38 170	0	39 333	21 035
Saint-Siméon	P	122 498	0	134	11 308
Saint-Simon	M	0	0	0	5 409
Saint-Simon	P	15 857	0	456	5 016
Saint-Simon-les-Mines	M	6 836	0	0	0
Saint-Sixte	M	0	0	753	0
Saints-Martyrs-Canadiens	P	0	0	8 960	0
Saint-Stanislas	M	35 726	0	25 893	0
Saint-Stanislas	M	0	0	0	7 429
Saint-Stanislas-de-Kostka	M	0	0	0	5 096

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Ours	V	0	0	0	10 074
Saint-Pacôme	M	117 276	0	0	23 848
Saint-Pamphile	V	274 673	0	49	103 511
Saint-Pascal	V	113 726	0	0	161 611
Saint-Patrice-de-Beaurivage	M	0	0	0	11 593
Saint-Patrice-de-Sherrington	P	0	0	0	10 117
Saint-Paul	M	0	0	0	18 297
Saint-Paul-d'Abbotsford	M	0	0	0	8 553
Saint-Paul-de-la-Croix	P	74 526	0	27	3 686
Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	M	0	0	0	5 622
Saint-Paul-de-Montminy	M	35 205	0	8 052	41 011
Saint-Paulin	M	43 239	0	17 710	12 902
Saint-Philémon	P	0	0	39 968	6 496
Saint-Philibert	M	1 335	0	0	0
Saint-Philippe	M	0	0	0	23 006
Saint-Philippe-de-Néri	P	65 747	0	0	5 728
Saint-Pie	V	0	0	0	38 481
Saint-Pie-de-Guire	P	0	0	0	0
Saint-Pierre	VL	0	0	0	0
Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	P	0	0	10 806	12 941
Saint-Pierre-Baptiste	P	0	0	0	3 911
Saint-Pierre-de-Broughton	M	0	0	0	6 200
Saint-Pierre-de-Lamy	M	22 553	0	28 270	0
Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	16 448
Saint-Pierre-les-Becquets	M	0	0	0	57 817
Saint-Pierre-Véronne-à-Pike-River	M	0	0	0	0
Saint-Placide	M	0	0	0	8 571
Saint-Polycarpe	M	0	0	0	74 230
Saint-Prime	M	121 528	0	17 965	28 214
Saint-Prosper	M	309 565	0	0	107 952
Saint-Prosper-de-Champlain	M	28 801	0	0	0
Saint-Raphaël	M	0	0	0	26 244

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Marcellin	P	4 118	0	13 183	0
Saint-Marc-sur-Richelieu	M	0	0	0	9 307
Saint-Martin	P	101 315	0	0	100 527
Saint-Mathias-sur-Richelieu	M	0	0	0	20 955
Saint-Mathieu	M	0	0	0	8 151
Saint-Mathieu-de-Beloeil	M	0	0	0	0
Saint-Mathieu-de-Rioux	P	0	0	17 171	2 824
Saint-Mathieu-d'Harricana	M	0	0	4 485	1 939
Saint-Mathieu-du-Parc	M	0	0	48 539	3 843
Saint-Maurice	P	79 549	0	0	11 480
Saint-Maxime-du-Mont-Louis	M	251 391	0	22 744	39 394
Saint-Médard	M	95 937	0	16 951	2 443
Saint-Michel	P	0	0	0	7 658
Saint-Michel-de-Bellechasse	M	0	0	0	27 715
Saint-Michel-des-Saints	M	0	0	231 377	24 518
Saint-Michel-du-Squatec	P	215 804	0	106 973	78 929
Saint-Modeste	M	0	0	11 590	8 729
Saint-Moïse	P	135 218	0	1 670	4 908
Saint-Narcisse	P	36 227	0	3 255	11 831
Saint-Narcisse-de-Beaurivage	P	0	0	0	4 932
Saint-Narcisse-de-Rimouski	P	60 298	0	38 159	12 936
Saint-Nazaire	M	125 323	0	7 391	21 889
Saint-Nazaire-d'Acton	P	0	0	0	5 264
Saint-Nazaire-de-Dorchester	P	3 579	0	0	0
Saint-Nérée	P	0	0	0	12 526
Saint-Noël	VL	147 584	0	113	8 046
Saint-Norbert	P	0	0	0	2 783
Saint-Norbert-d'Arthabaska	M	16 984	0	0	8 219
Saint-Octave-de-Métis	P	83 455	0	0	3 954
Saint-Odilon-de-Cranbourne	P	27	0	117	9 729
Saint-Omer	M	25 631	0	18 858	0
Saint-Onésime-d'Ixworth	M	49 308	0	8 923	2 883

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Lambert-de-Lauzon	P	0	0	0	22 771
Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	6 315
Saint-Lazare	V	0	0	0	147 367
Saint-Lazare-de-Bellechasse	M	0	0	0	9 012
Saint-Léandre	P	55 688	0	13 151	6 054
Saint-Léonard-d'Aston	M	0	0	0	64 106
Saint-Léonard-de-Portneuf	M	21 673	0	19 321	4 880
Saint-Léon-de-Standon	P	16 124	0	1 450	8 725
Saint-Léon-le-Grand	P	190 466	0	0	11 713
Saint-Léon-le-Grand	P	0	0	0	5 148
Saint-Liboire	M	0	0	0	11 044
Saint-Liguori	P	0	0	0	8 523
Saint-Lin--Laurentides	V	0	0	0	159 111
Saint-Louis	M	0	0	0	3 322
Saint-Louis-de-Blandford	M	0	0	533	0
Saint-Louis-de-Gonzague	M	75 324	0	334	8
Saint-Louis-de-Gonzague	P	0	0	0	7 820
Saint-Louis-du-Ha! Ha!	P	165 655	0	14 427	19 986
Saint-Luc-de-Bellechasse	M	53 671	0	38 515	0
Saint-Luc-de-Vincennes	M	29 966	0	0	0
Saint-Lucien	P	0	0	0	0
Saint-Ludger	M	94 820	0	2 952	4 437
Saint-Ludger-de-Milot	M	52 637	0	26 175	4 278
Saint-Magloire	M	56 463	0	39 216	8 412
Saint-Majorique-de-Grantham	P	0	0	0	9 994
Saint-Malachie	P	0	0	0	6 263
Saint-Malo	M	0	0	0	3 927
Saint-Marc-de-Figuery	P	0	0	507	3 603
Saint-Marc-des-Carrières	V	111 268	0	0	124 736
Saint-Marc-du-Lac-Long	P	86 296	0	15 019	4 529
Saint-Marcel	M	101 016	0	43 499	8 312
Saint-Marcel-de-Richelieu	M	0	0	0	5 192

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Jacques/Wolfestown	P	0	0	330	15
Saint-Jacques-de-Leeds	M	11 111	0	0	3 668
Saint-Jacques-le-Mineur	P	0	0	0	5 723
Saint-Janvier-de-Joly	M	0	0	26 080	5 101
Saint-Jean-Baptiste	M	0	0	0	21 168
Saint-Jean-de-Brébeuf	M	0	0	0	0
Saint-Jean-de-Cherbourg	P	55 943	0	29 975	2 827
Saint-Jean-de-Dieu	M	342 417	0	1 975	23 714
Saint-Jean-de-la-Lande	M	0	0	4 750	0
Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	545
Saint-Jean-de-Matha	M	0	0	0	33 702
Saint-Jean-Port-Joli	M	0	0	0	32 441
Saint-Jean-sur-Richelieu	V	0	0	119	1 409 733
Saint-Jérôme	V	0	0	0	1 606 321
Saint-Joachim	P	0	0	0	7 397
Saint-Joachim-de-Shefford	P	0	0	5 839	4 464
Saint-Joseph-de-Beauce	V	43 730	0	0	123 769
Saint-Joseph-de-Coleraine	M	0	0	29 382	8 497
Saint-Joseph-de-Ham-Sud	P	0	0	8 605	0
Saint-Joseph-de-Kamouraska	P	3 544	0	4 214	2 983
Saint-Joseph-de-Lepage	P	32 028	0	0	19 498
Saint-Joseph-des-Érables	M	0	0	0	0
Saint-Joseph-de-Sorel	V	161 181	0	0	20 215
Saint-Joseph-du-Lac	M	0	0	314	21 124
Saint-Jude	M	0	0	0	5 688
Saint-Jules	P	0	0	0	0
Saint-Julien	M	0	0	0	0
Saint-Just-de-Bretenières	M	125 958	0	62 260	6 934
Saint-Juste-du-Lac	M	86 261	0	31 351	12 140
Saint-Justin	P	0	0	0	7 381
Saint-Lambert	P	73 971	0	8 555	0
Saint-Lambert	V	0	0	2 687	448 183

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Gédéon-de-Beauce	M	145 559	0	0	14 510
Saint-Georges	V	29 478	0	0	807 649
Saint-Georges-de-Clarenceville	M	0	0	0	5 993
Saint-Georges-de-Windsor	M	0	0	0	5 373
Saint-Gérard-Majella	P	0	0	0	0
Saint-Germain	P	0	0	0	0
Saint-Germain-de-Grantham	M	0	0	0	14 640
Saint-Gervais	M	0	0	0	28 939
Saint-Gilbert	P	17 250	0	0	0
Saint-Gilles	P	0	0	0	14 481
Saint-Godefroi	CT	61 590	0	1 947	0
Saint-Guillaume	M	0	0	0	4 802
Saint-Guy	M	41 799	0	27 116	0
Saint-Henri	M	0	0	0	37 072
Saint-Henri-de-Taillon	M	0	0	993	6 297
Saint-Herménégilde	M	0	0	0	2
Saint-Hilaire-de-Dorset	P	12 218	0	0	0
Saint-Hilarion	P	18 535	0	83	7 135
Saint-Hippolyte	M	0	0	5 159	21 674
Saint-Honoré	M	0	0	7 618	65 357
Saint-Honoré-de-Shenley	M	47 186	0	0	9 021
Saint-Honoré-de-Témiscouata	M	139 320	0	42 319	10 866
Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	M	0	0	19 370	13 258
Saint-Hugues	M	0	0	0	6 240
Saint-Hyacinthe	V	0	0	0	1 717 202
Saint-Ignace-de-Loyola	P	0	0	0	2 621
Saint-Ignace-de-Stanbridge	M	0	0	0	0
Saint-Irénée	P	0	0	0	4 855
Saint-Isidore	P	0	0	0	11 792
Saint-Isidore	M	0	0	0	13 155
Saint-Isidore-de-Clifton	M	0	0	0	7 576
Saint-Jacques	M	0	0	0	90 098

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Sainte-Ursule	P	39 704	0	0	8 470
Saint-Eusèbe	P	37 990	0	1 553	5 496
Saint-Eustache	V	0	0	0	442 219
Saint-Évariste-de-Forsyth	M	0	0	0	4 412
Sainte-Victoire-de-Sorel	M	0	0	0	4 104
Saint-Fabien	P	69 982	0	6 118	12 430
Saint-Fabien-de-Panet	P	90 948	0	44 055	14 840
Saint-Faustin--Lac-Carré	M	0	0	23 368	983
Saint-Félicien	V	121 781	0	28 048	351 317
Saint-Félix-de-Dalquier	M	106 025	0	3 293	6 037
Saint-Félix-de-Kingsey	M	0	0	0	3 747
Saint-Félix-de-Valois	M	0	0	0	119 636
Saint-Félix-d'Otis	M	0	0	46 609	8 611
Saint-Ferdinand	M	0	0	0	30 263
Saint-Ferréol-les-Neiges	M	0	0	0	12 938
Saint-Flavien	M	0	0	0	7 097
Saint-Fortunat	M	0	0	0	0
Saint-François-d'Assise	M	181 340	0	10 169	11 648
Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	M	0	0	3 695	16 086
Saint-François-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	0
Saint-François-de-Sales	M	183 275	0	43 163	19 636
Saint-François-du-Lac	M	12 893	0	973	14 003
Saint-François-Xavier-Brompton	P	0	0	0	6 605
Saint-François-Xavier-de-Viger	M	36 292	0	18 051	3 354
Saint-Frédéric	P	23 298	0	0	5 833
Saint-Fulgence	M	0	0	68 262	14 619
Saint-Gabriel	V	263 773	0	0	42 015
Saint-Gabriel-de-Brandon	P	0	0	0	25 385
Saint-Gabriel-de-Rimouski	M	80 214	0	5 148	10 991
Saint-Gabriel-de-Valcartier	M	0	0	13 904	20 342
Saint-Gabriel-Lalemant	M	145 357	0	2 471	5 145
Saint-Gédéon	M	0	0	32	10 608

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Sainte-Mélanie	M	0	0	0	8 572
Saint-Émile-de-Suffolk	M	0	0	1 206	0
Sainte-Monique	M	0	0	0	7 560
Sainte-Monique	M	0	0	32 678	13 694
Sainte-Paule	M	0	0	24 921	4 899
Sainte-Perpétue	P	0	0	0	3 613
Sainte-Perpétue	M	178 496	0	110 965	19 884
Sainte-Pétronille	VL	0	0	0	126
Saint-Éphrem-de-Beauce	M	59 782	0	0	15 361
Saint-Épiphanie	M	106 654	0	57	7 322
Sainte-Praxède	P	0	0	21 641	19
Sainte-Rita	M	128 111	0	7 718	9 754
Sainte-Rose-de-Watford	M	45 995	0	13 289	4 188
Sainte-Rose-du-Nord	P	0	0	14 226	6 732
Sainte-Sabine	P	65 749	0	763	0
Sainte-Sabine	M	0	0	0	2
Sainte-Séraphine	P	0	0	0	0
Sainte-Sophie	M	0	0	0	46 494
Sainte-Sophie-de-Lévrard	P	25 140	0	0	7 108
Sainte-Sophie-d'Halifax	M	0	0	0	3 934
Saint-Esprit	M	0	0	0	14 816
Sainte-Thècle	M	29 625	0	37 080	21 450
Sainte-Thérèse	V	0	0	0	738 822
Sainte-Thérèse-de-Gaspé	M	213 899	0	0	16 264
Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	M	0	0	4 192	2 459
Saint-Étienne-de-Beauharnois	M	0	0	0	3 901
Saint-Étienne-de-Bolton	M	0	0	0	0
Saint-Étienne-des-Grès	P	0	0	67	21 021
Saint-Eugène	M	0	0	0	1 947
Saint-Eugène-d'Argenteau	M	97 978	0	57	7 591
Saint-Eugène-de-Guigues	M	19 935	0	3 205	5 210
Saint-Eugène-de-Ladrière	P	41 691	0	51 459	1 987

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Sainte-Hénédine	P	0	0	0	9 484
Sainte-Irène	P	34 052	0	11 557	1 815
Sainte-Jeanne-d'Arc	P	58 522	0	52	6 958
Sainte-Jeanne-d'Arc	VL	79 325	0	26 225	7 688
Sainte-Julie	V	0	0	317	406 654
Sainte-Julienne	M	0	0	2 357	172 120
Sainte-Justine	M	105 009	0	3 050	37 129
Sainte-Justine-de-Newton	M	0	0	0	4 490
Saint-Élie-de-Caxton	M	0	0	202	5 578
Saint-Éloi	P	57 503	0	0	5 534
Sainte-Louise	P	58 569	0	0	5 568
Saint-Elphège	P	0	0	0	0
Sainte-Luce	M	0	0	970	22 669
Sainte-Lucie-de-Beauregard	M	71 311	0	26 678	8 979
Sainte-Lucie-des-Laurentides	M	0	0	30 217	8
Saint-Elzéar	M	0	0	0	13 901
Saint-Elzéar	M	83 481	0	15 552	6 379
Saint-Elzéar-de-Témiscouata	M	61 879	0	20 699	2 284
Sainte-Madeleine	VL	0	0	0	21 298
Sainte-Madeleine-Riv.-Madeleine	M	94 242	0	28 934	0
Sainte-Marcelline-de-Kildare	M	0	0	117	3 720
Sainte-Marguerite	P	0	0	0	7 587
Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	V	0	0	5 695	12 763
Sainte-Marguerite--Estérel	AG	0	0	0	0
Sainte-Marguerite-Marie	M	61 011	0	17 502	0
Sainte-Marie	V	0	0	0	237 525
Sainte-Marie-de-Blandford	M	0	0	12 144	2 042
Sainte-Marie-Madeleine	P	0	0	0	0
Sainte-Marie-Salomé	P	0	0	0	4 384
Sainte-Marthe	M	0	0	0	4 138
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	V	0	0	0	155 775
Sainte-Martine	M	0	0	0	18 308

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Sainte-Clotilde	M	0	0	0	9 053
Sainte-Clotilde-de-Beauce	M	0	0	0	5 259
Sainte-Clotilde-de-Horton	M	7 585	0	0	6 202
Sainte-Croix	M	0	0	0	87 264
Saint-Edmond-de-Grantham	P	0	0	0	0
Saint-Edmond-les-Plaines	M	76 727	0	14 574	4 875
Saint-Édouard	M	0	0	0	2 955
Saint-Édouard-de-Fabre	P	45 102	0	8 889	5 720
Saint-Édouard-de-Lotbinière	P	0	0	10 292	4 504
Saint-Édouard-de-Maskinongé	M	41 941	0	0	0
Sainte-Edwidge-de-Clifton	CT	0	0	0	4 706
Sainte-Élisabeth	P	0	0	0	13 468
Sainte-Élizabeth-de-Warwick	M	0	0	0	0
Sainte-Émélie-de-l'Énergie	M	0	0	58 597	4 688
Sainte-Eulalie	M	0	0	820	6 081
Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	M	52 053	0	28 258	0
Sainte-Famille	P	0	0	0	0
Sainte-Félicité	M	90 526	0	2 430	4 045
Sainte-Félicité	M	109 632	0	1 299	12 779
Sainte-Flavie	P	0	0	0	0
Sainte-Florence	M	141 509	0	10 369	1 927
Sainte-Françoise	M	0	0	4 067	3 731
Sainte-Françoise	P	90 875	0	3 021	4 848
Sainte-Geneviève-de-Batiscan	P	0	0	0	52 113
Sainte-Geneviève-de-Berthier	P	0	0	0	7 668
Sainte-Germaine-Boulé	M	146 337	0	1 694	7 659
Sainte-Gertrude-Manneville	M	97 851	0	9 480	5 464
Sainte-Hedwidge	M	115 211	0	120 953	3 269
Sainte-Hélène	M	50 844	0	0	7 607
Sainte-Hélène-de-Bagot	M	0	0	0	5 165
Sainte-Hélène-de-Chester	M	0	0	0	0
Sainte-Hélène-de-Mancebourg	P	45 016	0	0	3 822

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Sainte-Agathe-des-Monts	V	0	0	42	269 376
Sainte-Agathe-des-Monts	AG	0	0	24	105 377
Sainte-Angèle-de-Méridi	M	186 641	0	0	8 081
Sainte-Angèle-de-Monnoir	M	0	0	0	6 599
Sainte-Angèle-de-Prémont	M	41 287	0	0	0
Sainte-Anne-de-Beaupré	V	41 437	0	0	15 409
Sainte-Anne-de-Bellevue	V	0	0	0	454 922
Sainte-Anne-de-la-Pérade	M	18 814	0	256	12 456
Sainte-Anne-de-la-Pocatière	P	68 750	0	0	0
Sainte-Anne-de-la-Rochelle	M	0	0	0	3 627
Sainte-Anne-de-Sabrevois	P	0	0	0	12 084
Sainte-Anne-des-Lacs	P	0	0	0	0
Sainte-Anne-des-Monts	V	684 252	0	20 961	282 315
Sainte-Anne-de-Sorel	M	0	0	0	16 368
Sainte-Anne-des-Plaines	V	0	0	0	191 295
Sainte-Anne-du-Lac	M	0	0	100 166	4 559
Sainte-Anne-du-Sault	M	63 900	0	0	0
Sainte-Apolline-de-Patton	P	54 155	0	44 233	6 236
Sainte-Aurélie	M	47 296	0	40	3 030
Sainte-Barbe	M	0	0	0	0
Sainte-Béatrix	M	0	0	0	6 332
Sainte-Brigide-d'Iberville	M	0	0	0	10 333
Sainte-Brigitte-de-Laval	M	0	0	0	24 635
Sainte-Brigitte-des-Saults	P	0	0	0	2 272
Sainte-Catherine	V	0	0	0	250 605
Sainte-Catherine-de-Hatley	M	0	0	46	4 777
Sainte-Cécile-de-Lévrard	P	9 092	0	0	5 507
Sainte-Cécile-de-Milton	M	0	0	0	11 484
Sainte-Cécile-de-Whitton	M	0	0	0	6 278
Sainte-Christine	P	0	0	0	3 301
Sainte-Christine-d'Auvergne	M	0	0	598	0
Sainte-Claire	M	0	0	0	29 352

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Claude	M	0	0	0	4 704
Saint-Clément	P	99 793	0	0	3 957
Saint-Cléophas	P	115 830	0	8 151	0
Saint-Cléophas-de-Brandon	M	3 824	0	0	0
Saint-Clet	M	0	0	0	4 085
Saint-Colomban	V	0	0	0	91 857
Saint-Côme	P	0	0	44 233	4 177
Saint-Côme--Linière	M	186 360	0	9 447	20 310
Saint-Constant	V	0	0	0	239 683
Saint-Cuthbert	M	0	0	0	7 631
Saint-Cyprien	M	91 525	0	22 020	14 620
Saint-Cyprien	P	99 833	0	0	3 581
Saint-Cyprien-de-Napierville	M	0	0	0	0
Saint-Cyrille-de-Lessard	P	83 194	0	64 172	5 387
Saint-Cyrille-de-Wendover	M	0	0	0	14 065
Saint-Damase	P	47 561	0	5 701	3 316
Saint-Damase	M	0	0	0	15 749
Saint-Damase-de-L'Islet	M	98 116	0	70 013	0
Saint-Damien	P	0	0	67 462	5 845
Saint-Damien-de-Buckland	P	32 217	0	0	116 845
Saint-David	M	0	0	0	5 568
Saint-David-de-Falardeau	M	0	0	65 468	6 400
Saint-Denis	P	0	0	0	3 284
Saint-Denis-de-Brompton	P	0	0	776	12 700
Saint-Denis-sur-Richelieu	M	0	0	0	9 959
Saint-Didace	P	0	0	0	2 245
Saint-Dominique	M	0	0	0	10 435
Saint-Dominique-du-Rosaire	M	43 510	0	34 040	3 090
Saint-Donat	P	44 148	0	419	9 971
Saint-Donat	M	0	0	146 471	23 207
Sainte-Adèle	V	0	0	7 558	113 257
Sainte-Agathe-de-Lotbinière	M	0	0	0	5 811

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Augustin-de-Woburn	P	0	0	130 493	6 125
Saint-Barnabé	P	27 679	0	163	1 996
Saint-Barnabé-Sud	M	0	0	0	2 746
Saint-Barthélemy	P	7 580	0	0	11 204
Saint-Basile	V	89 873	0	0	9 712
Saint-Basile-le-Grand	V	0	0	0	91 708
Saint-Benjamin	M	81 155	0	43	4 188
Saint-Benoît-Labre	M	28 118	0	0	7 941
Saint-Bernard	M	0	0	0	12 264
Saint-Bernard-de-Lacolle	P	0	0	0	3 963
Saint-Bernard-de-Michaudville	M	0	0	0	2 024
Saint-Blaise-sur-Richelieu	M	0	0	0	8 257
Saint-Bonaventure	M	0	0	0	2 913
Saint-Boniface	M	0	0	0	21 238
Saint-Bruno	M	130 342	0	0	28 222
Saint-Bruno-de-Guigues	M	42 101	0	263	8 017
Saint-Bruno-de-Kamouraska	M	70 268	0	66	2 036
Saint-Bruno-de-Montarville	V	0	0	15 950	481 083
Saint-Calixte	M	0	0	1 543	45 916
Saint-Camille	CT	0	0	0	2 075
Saint-Camille-de-Lellis	P	145 466	0	107 146	10 795
Saint-Casimir	M	241 304	0	0	35 715
Saint-Célestin	VL	43 902	0	0	19 535
Saint-Célestin	M	0	0	0	0
Saint-Césaire	V	0	0	0	82 998
Saint-Charles-Borromée	M	0	0	0	274 152
Saint-Charles-de-Bellechasse	M	0	0	0	54 754
Saint-Charles-de-Bourget	M	29 143	0	983	11 064
Saint-Charles-Garnier	P	103 556	0	5 187	3 695
Saint-Charles-sur-Richelieu	M	0	0	0	4 949
Saint-Christophe-d'Arthabaska	P	0	0	0	0
Saint-Chrysostome	M	0	0	0	14 702

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Alexandre-des-Lacs	P	75 510	0	13 897	0
Saint-Alexis	P	0	0	0	0
Saint-Alexis	VL	0	0	0	7 306
Saint-Alexis-de-Matapédia	M	156 316	0	161	7 646
Saint-Alexis-des-Monts	P	0	0	302 526	22 611
Saint-Alfred	M	0	0	0	0
Saint-Alphonse	M	111 386	0	2 213	8 102
Saint-Alphonse-de-Granby	M	0	0	0	15 353
Saint-Alphonse-Rodriguez	M	0	0	2 652	10 115
Saint-Amable	M	0	0	0	114 768
Saint-Ambroise	M	130 391	0	3 919	24 799
Saint-Ambroise-de-Kildare	P	0	0	0	11 449
Saint-Anaclet-de-Lessard	P	0	0	35	14 250
Saint-André	M	1 833	0	4 429	6 484
Saint-André-Avellin	M	0	0	0	56 089
Saint-André-d'Argenteuil	M	0	0	0	10 844
Saint-André-de-Restigouche	M	66 658	0	8 314	0
Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	VL	94 304	0	24 836	18 040
Saint-Anicet	P	0	0	0	5 182
Saint-Anselme	M	0	0	0	119 792
Saint-Antoine/l'Isle-aux-Grues	P	0	0	0	167
Saint-Antoine-de-Tilly	M	0	0	0	5 919
Saint-Antoine-sur-Richelieu	M	0	0	0	14 333
Saint-Antonin	P	0	0	30 360	30 996
Saint-Apollinaire	M	0	0	0	28 581
Saint-Armand	M	0	0	0	2 521
Saint-Arsène	P	0	0	0	16 432
Saint-Athanase	M	74 695	0	73 382	2 603
Saint-Aubert	M	0	0	0	3 390
Saint-Augustin	P	74 484	0	14 148	13 506
Saint-Augustin	M	127 333	0	119 040	31 140
Saint-Augustin-de-Desmaures	V	0	0	0	544 649

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Rivière-Rouge	V	0	0	102 700	142 838
Rivière-Rouge	AG	0	0	0	0
Rivière-Saint-Jean	M	89 945	0	72 114	6 756
Robert-Cliche	MRC	0	16	0	0
Roberval	V	455 123	0	23 268	512 874
Rochebaucourt	M	73 339	0	15 160	0
Roquemaure	M	82 929	0	2 848	3 674
Rosemère	V	0	0	0	299 346
Rougemont	M	0	0	0	7 694
Roussillon	MRC	0	0	0	0
Rouville	MRC	0	0	0	0
Rouyn-Noranda	V	694 841	402 448	479 431	929 206
Roxton	CT	0	0	0	0
Roxton Falls	VL	58 715	0	0	15 916
Roxton Pond	M	0	0	7 425	19 879
Sacré-Coeur	M	166 455	0	29 503	13 562
Sacré-Coeur-de-Jésus	P	0	0	0	0
Saguenay	V	0	0	80 306	4 080 857
Saint-Adalbert	M	44 697	0	32 203	6 297
Saint-Adelme	P	109 698	0	1 004	6 841
Saint-Adelphe	P	58 252	0	0	11 779
Saint-Adolphe-d'Howard	M	0	0	17 746	609
Saint-Adrien	M	0	0	0	2 650
Saint-Adrien-d'Irlande	M	3 489	0	0	11
Saint-Agapit	M	0	0	0	99 542
Saint-Aimé	M	0	0	0	0
Saint-Aimé-des-Lacs	M	0	0	70 862	5 660
Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	M	0	0	40 177	98
Saint-Alban	M	0	0	14 016	4 472
Saint-Albert	M	0	0	0	4 268
Saint-Alexandre	M	0	0	0	13 300
Saint-Alexandre-de-Kamouraska	M	61 068	0	390	39 589

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Pouliaries	M	156 762	0	5 785	6 639
Preissac	M	0	0	23 500	2 335
Prévost	V	0	0	0	60 956
Price	VL	279 690	0	0	19 349
Princeville	V	179 300	0	0	54 223
Québec	V	0	0	0	16 923 729
Québec	AG	0	0	0	0
Racine	M	0	0	0	2 585
Ragueneau	P	258 459	0	28 433	41 624
Rapide-Danseur	M	15 986	0	9 001	4 588
Rapides-des-Joachims	M	21 124	0	63 981	0
Rawdon	M	0	0	12 415	169 226
Rémigny	M	77 319	0	76 770	0
Repentigny	V	0	0	0	1 461 532
Richelieu	V	0	0	0	24 993
Richmond	V	202 054	0	0	125 254
Rigaud	M	0	0	24	165 917
Rimouski	V	0	0	20 162	1 368 992
Rimouski-Neigette	TR	0	0	15 199	0
Rimouski-Neigette	MRC	0	64 956	0	0
Ripon	M	0	0	8 165	6 265
Ristigouche-Partie-Sud-Est	CT	22 168	0	1 849	0
Rivière-à-Claude	M	44 945	0	16 663	0
Rivière-à-Pierre	M	0	0	76 642	8 309
Rivière-au-Tonnerre	M	116 953	0	42 069	27 785
Rivière-Beaudette	M	0	0	0	1 614
Rivière-Bleue	M	297 114	0	32 412	35 062
Rivière-du-Loup	MRC	0	8 665	0	0
Rivière-du-Loup	V	0	0	112	685 638
Rivière-Éternité	M	103 016	0	136 249	11 571
Rivière-Héva	M	78 092	0	12 506	2 962
Rivière-Ouelle	M	0	0	0	17 833

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Péribonka	M	19 499	0	8 910	5 135
Petite-Rivière-Saint-François	M	0	0	17 018	8 110
Petite-Vallée	M	34 940	0	4 206	0
Petit-Saguenay	M	182 830	0	73 103	18 373
Piedmont	M	0	0	0	7 971
Pierre-De Saurel	MRC	0	0	0	0
Pierreville	M	61 210	0	1 579	20 805
Pincourt	V	0	0	0	230 233
Piopolis	M	0	0	10 188	0
Plaisance	M	49 306	0	6 706	6 405
Plessisville	V	422 786	0	0	224 317
Plessisville	P	4 202	0	5 640	6 666
Pohénégamook	V	120 543	0	78 476	142 683
Pointe-à-la-Croix	M	255 490	0	39 125	23 657
Pointe-aux-Outardes	VL	89 604	0	6 247	20 402
Pointe-Calumet	M	0	0	487	56 854
Pointe-Claire	V	0	0	0	802 065
Pointe-des-Cascades	VL	0	0	0	0
Pointe-Fortune	VL	0	0	0	0
Pointe-Lebel	VL	156 660	0	8 410	26 467
Pontiac	MRC	0	152 110	0	0
Pontiac	M	0	0	533	23 282
Pontiac	TR	0	0	127 806	0
Pont-Rouge	V	0	0	0	82 290
Portage-du-Fort	VL	22 118	0	0	0
Port-Cartier	V	37 061	0	144 696	220 212
Port-Daniel--Gascons	M	610 233	0	18 191	39 945
Portneuf	TR	0	0	15 769	0
Portneuf	MRC	0	115 618	0	0
Portneuf	V	117 287	0	0	17 352
Portneuf-sur-Mer	M	214 037	0	32 635	21 189
Potton	CT	0	0	0	5 238

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Notre-Dame-de-Montauban	M	0	0	23 664	12 161
Notre-Dame-de-Pontmain	M	0	0	90 529	2 085
Notre-Dame-des-Bois	M	0	0	58 329	3 338
Notre-Dame-des-Monts	M	79 343	0	389	8 604
Notre-Dame-des-Neiges	M	0	0	21	0
Notre-Dame-des-Pins	P	0	0	0	6 695
Notre-Dame-des-Prairies	V	0	0	0	26 309
Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	P	0	0	0	114
Notre-Dame-de-Stanbridge	M	0	0	0	3 678
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	VL	0	0	0	10 425
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	P	0	0	0	0
Notre-Dame-du-Laus	M	0	0	185 289	3 114
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	P	0	0	0	15 675
Notre-Dame-du-Nord	M	167 594	0	425	55 487
Notre-Dame-du-Portage	M	0	0	0	9 579
Notre-Dame-du-Rosaire	M	307	0	60 719	0
Nouvelle	M	158 418	0	11 742	13 036
Noyan	M	0	0	0	0
Ogden	M	0	0	0	0
Oka	M	0	0	8 321	59 530
Orford	CT	0	0	62 693	0
Ormstown	M	0	0	0	78 305
Otter Lake	M	0	0	57 296	3 304
Otterburn Park	V	0	0	0	46 727
Packington	P	42 641	0	14 093	10 527
Padoue	M	68 522	0	0	8 039
Palmarolle	M	119 901	0	0	16 588
Papineau	MRC	0	218 728	0	0
Papineauville	M	0	0	0	137 182
Parisville	P	9 330	0	0	2 178
Paspébiac	V	264 527	0	3 027	127 662
Percé	V	424 675	0	25 741	45 924

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Mont-Saint-Pierre	VL	55 971	0	8 521	0
Mont-Tremblant	V	0	0	18 743	68 138
Mont-Tremblant	AG	0	0	9 779	47 581
Morin-Heights	M	0	0	2 200	9 295
Mulgrave-et-Derry	M	0	0	28 885	4
Murdochville	V	463 771	0	35 324	17 450
N.-D.-de-Bonsecours	M	0	0	0	32 903
N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun	P	0	0	129	0
Namur	M	9 150	0	2 383	6 475
Nantes	M	42 239	0	0	5 030
Napierville	M	0	0	0	51 442
Natashquan	CT	82 236	0	34 189	31 779
N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	P	0	0	51	6 501
Nédélec	CT	73 415	0	21 244	5 128
Neuville	V	0	0	0	28 596
New Carlisle	M	136 847	0	233	56 800
New Richmond	V	225 894	0	4 086	67 113
Newport	M	0	0	0	15
Nicolet	V	0	0	0	345 491
Nicolet-Yamaska	MRC	0	2 874	0	0
Nomingue	M	0	0	68 719	3 261
Normandin	V	169 468	0	29 489	154 006
Normétal	M	355 933	0	8 191	23 441
North Hatley	VL	0	0	0	7 063
Notre-Dame-de-Ham	M	27 457	0	0	0
Notre-Dame-de-la-Merci	M	0	0	118 047	1 095
Notre-Dame-de-la-Paix	M	13 517	0	0	4 094
Notre-Dame-de-la-Salette	M	0	0	5 532	10 237
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	V	0	0	0	37 304
Notre-Dame-de-Lorette	M	42 041	0	63 981	9
Notre-Dame-de-Lourdes	M	0	0	0	8 616
Notre-Dame-de-Lourdes	P	0	0	2 184	3 458

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Melbourne	CT	0	0	0	0
Memphrémagog	MRC	0	12 233	0	0
Mercier	V	0	0	0	65 082
Messines	M	0	0	6 594	2 047
Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	V	100 506	0	24 914	151 371
Métis-sur-Mer	V	0	0	0	6 952
Milan	M	0	0	33 108	0
Mille-Isles	M	0	0	0	0
Minganie	TR	0	0	159 770	0
Minganie	MRC	0	56 367	0	0
Mirabel	V	0	0	0	280 538
Mirabel	MRC	0	0	0	0
Moffet	M	49 517	0	20 684	3 639
Montcalm	MRC	0	150	0	0
Montcalm	M	0	0	23 205	0
Mont-Carmel	M	90 550	0	120 339	4 171
Montcerf-Lytton	M	36 698	0	53 766	3 905
Montebello	M	0	0	0	17 268
Mont-Joli	V	267 613	0	0	422 588
Mont-Laurier	V	0	0	189 593	283 775
Mont-Laurier	AG	0	0	0	0
Montmagny	V	251 510	0	0	449 979
Montmagny	MRC	0	45 375	0	0
Montpellier	M	0	0	64 896	0
Montréal	V	0	0	0	46 760 286
Montréal	AG	0	0	0	0
Montréal-Est	V	0	0	0	24 679
Montréal-Ouest	V	0	0	0	164 818
Mont-Royal	V	0	0	0	401 181
Mont-Saint-Grégoire	M	0	0	0	7 783
Mont-Saint-Hilaire	V	0	0	0	216 648
Mont-Saint-Michel	M	0	0	31 153	2 397

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Magog	V	0	0	1 766	312 049
Malartic	V	691 075	0	31 815	244 901
Mandeville	M	0	0	128 886	3 399
Manicouagan	TR	0	0	103 825	196
Manicouagan	MRC	0	316 445	0	0
Maniwaki	V	329 183	0	3 265	338 747
Manseau	M	62 880	0	1 306	0
Mansfield-et-Pontefract	M	15 219	0	89 734	51 098
Marguerite-D'Youville	MRC	0	5 350	0	0
Maria	M	11 692	0	1 866	119 012
Maria-Chapdelaine	MRC	0	270 318	0	0
Maria-Chapdelaine	TR	0	0	283 076	0
Maricourt	M	0	0	0	0
Marieville	V	0	0	0	154 127
Marsoui	VL	118 819	0	40 873	23 406
Marston	CT	0	0	15 505	0
Martinville	M	0	0	0	2 392
Mascouche	V	0	0	0	517 931
Maskinongé	M	0	0	0	6 386
Maskinongé	MRC	0	364 157	0	0
Massueville	VL	34 428	0	0	6 179
Matagami	V	492 029	19 294	19 061	180 686
Matane	MRC	0	96 474	0	0
Matane	V	342 586	0	283	569 522
Matane	TR	3 478	0	25 949	0
Matapédia	M	69 054	0	49	97 922
Matawinie	MRC	0	365 094	0	0
Matawinie	TR	5 725	0	169 704	2 440
Mayo	M	0	0	1 815	0
McMasterville	M	0	0	0	121 955
Mékinac	TR	3 233	0	60 383	0
Mékinac	MRC	0	131 803	0	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Les Moulins	MRC	0	0	0	0
Les Pays-d'en-Haut	MRC	0	77 377	0	0
Les Sources	MRC	0	1 761	0	0
Lévis	V	0	0	0	2 579 235
L'Île-Cadieux	V	0	0	0	0
L'Île-d'Anticosti	M	16 691	0	94 514	18 751
L'Île-d'Orléans	MRC	0	0	0	0
L'Île-Dorval	V	0	0	0	0
L'Île-du-Grand-Calumet	M	21 564	0	2 363	4 204
L'Île-Perrot	V	0	0	0	120 706
Lingwick	CT	0	0	10 554	0
L'Isle-aux-Allumettes	M	0	0	1 642	16 952
L'Isle-aux-Coudres	M	0	0	0	17 561
L'Islet	MRC	0	68 804	0	0
L'Islet	M	73 740	0	0	57 209
L'Isle-Verte	M	13 394	0	0	27 220
Litchfield	M	0	0	1 688	0
Lochaber	CT	0	0	2 146	0
Lochaber-Partie-Ouest	CT	0	0	0	0
Longue-Pointe-de-Mingan	M	89 125	0	72 680	23 801
Longue-Rive	M	313 121	0	36 907	16 943
Longueuil	AG	0	0	0	0
Longueuil	V	0	0	4 385	4 052 178
Lorraine	V	0	0	0	98 522
Lorrainville	M	104 045	0	149	59 525
Lotbinière	MRC	0	22 024	0	0
Lotbinière	M	0	0	0	2 316
Louiseville	V	189 872	0	0	275 763
Low	CT	0	0	18 821	2 564
Lyster	M	11 750	0	0	6 962
Macamic	V	331 811	0	1 986	107 072
Maddington	CT	46 951	0	0	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Le Haut-Saint-François	MRC	0	25 788	0	0
Le Haut-Saint-Laurent	MRC	0	0	0	0
Le Rocher-Percé	MRC	0	194 687	0	0
Le Rocher-Percé	TR	0	0	7 039	0
Le Val-Saint-François	MRC	0	346	0	0
Lebel-sur-Quévillon	V	615 366	32 143	4 251	111 636
Leclercville	M	0	0	45 797	1 678
Lefebvre	M	0	0	0	2
Lejeune	M	84 879	0	72 768	3 942
Lemieux	M	0	0	0	0
L'Épiphanie	P	0	0	0	0
L'Épiphanie	V	0	0	0	60 961
L'Érable	MRC	0	30 773	0	0
Léry	V	0	0	0	637
Les Appalaches	MRC	0	13 953	0	0
Les Basques	MRC	0	10 855	0	0
Les Basques	TR	0	0	1 916	0
Les Bergeronnes	M	87 417	0	21 973	104 421
Les Cèdres	M	0	0	0	32 656
Les Chenaux	MRC	0	178 974	0	0
Les Collines-de-l'Outaouais	MRC	0	391 604	0	0
Les Coteaux	M	0	0	0	20 400
Les Éboulements	M	0	0	0	6 862
Les Escoumins	M	136 515	0	32 200	40 558
Les Etchemins	MRC	0	28 921	0	0
Les Hauteurs	M	166 153	0	3 991	6 337
Les Îles-de-la-Madeleine	AG	0	0	0	197 661
Les Îles-de-la-Madeleine	M	418 455	0	0	222 383
Les Jardins-de-Napierville	MRC	0	0	0	0
Les Laurentides	MRC	0	417 998	0	0
Les Maskoutains	MRC	0	0	0	0
Les Méchins	M	195 548	0	122 903	14 591

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Lamarche	M	70 483	0	24 438	8 302
Lambton	M	0	0	2 517	10 301
L'Ancienne-Lorette	V	0	0	0	244 978
Landrienne	CT	98 205	0	22 407	8 923
L'Ange-Gardien	M	0	0	0	11 087
L'Ange-Gardien	M	0	0	3 417	2 316
Lanoraie	M	0	0	0	28 606
L'Anse-Saint-Jean	M	0	0	146 900	30 213
Lantier	M	0	0	893	0
Larouche	M	18 342	0	9 195	23 152
L'Ascension	M	0	0	127 535	4 586
L'Ascension-de-Notre-Seigneur	P	115 991	0	22 431	14 768
L'Ascension-de-Patapédia	M	65 313	0	4 633	0
L'Assomption	V	0	0	0	607 976
L'Assomption	MRC	0	0	0	0
Latulipe-et-Gaboury	CU	89 700	0	20 852	12 883
Launay	CT	40 149	0	19 588	3 008
Laurier-Station	VL	0	0	0	35 373
Laurierville	M	28 138	0	0	6 729
Laval	MRC	0	0	0	0
Laval	V	0	0	0	5 520 445
Lavaltrie	V	0	0	0	187 374
L'Avenir	M	0	0	0	1 323
Laverlochère	M	85 689	0	1 921	5 218
Lawrenceville	VL	0	0	0	2 011
Le Domaine-du-Roy	TR	2 047	0	133 279	0
Le Domaine-du-Roy	MRC	0	312 578	0	0
Le Fjord-du-Saguenay	MRC	0	202 493	0	0
Le Fjord-du-Saguenay	TR	12 079	0	300 601	0
Le Golfe-du-Saint-Laurent	MRC	0	48 869	0	0
Le Granit	MRC	0	114 979	0	0
Le Haut-Richelieu	MRC	0	1 783	0	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Labelle	M	0	0	82 415	13 262
Labrecque	M	73 260	0	27 792	17 971
Lac-au-Saumon	M	194 232	0	0	39 523
Lac-aux-Sables	P	0	0	57 651	10 774
Lac-Beauport	M	0	0	0	28 151
Lac-Bouchette	M	230 486	0	170 445	15 269
Lac-Brome	V	0	0	0	29 896
Lac-Delage	V	0	0	0	0
Lac-des-Aigles	M	143 971	0	216	10 629
Lac-des-Écorces	M	69 063	0	23 312	9 136
Lac-des-Plages	M	0	0	30 491	0
Lac-des-Seize-Îles	M	0	0	83	0
Lac-Drolet	M	0	0	0	5 212
Lac-du-Cerf	M	0	0	24 507	0
Lac-Édouard	M	20 345	0	41 740	0
Lac-Etchemin	M	65 460	0	5 081	73 882
Lac-Frontière	M	12 935	0	7 990	0
Lachute	V	0	0	0	428 671
Lac-Mégantic	V	0	0	0	319 999
Lacolle	M	0	0	0	13 822
Lac-Poulin	VL	0	0	0	0
Lac-Saguay	VL	0	0	35 258	0
Lac-Sainte-Marie	M	0	0	22 258	2 245
Lac-Saint-Jean-Est	TR	0	0	13 400	0
Lac-Saint-Jean-Est	MRC	0	531 899	0	0
Lac-Saint-Joseph	V	0	0	2 980	0
Lac-Saint-Paul	M	0	0	54 211	0
Lac-Sergent	V	0	0	0	0
Lac-Simon	M	0	0	11 323	0
Lac-Supérieur	M	0	0	102 584	294
Lac-Tremblant-Nord	M	0	0	609	0
Laforce	M	96 777	0	21 769	3 616

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
La Haute-Yamaska	MRC	0	372 690	0	0
La Jacques-Cartier	MRC	0	112 832	0	0
La Jacques-Cartier	TR	0	0	21 272	0
La Macaza	M	0	0	35 102	0
La Malbaie	V	0	0	61 974	331 919
La Martre	M	68 898	0	23 049	0
La Matapédia	MRC	0	126 517	0	0
La Matapédia	TR	5 964	0	42 373	1 005
La Minerve	M	0	0	83 856	4 702
La Mitis	MRC	0	38 297	0	0
La Mitis	TR	0	0	13 428	0
La Morandière	M	85 239	0	19 214	5 846
La Motte	M	31 385	0	5 482	2 434
La Nouvelle-Beauce	MRC	0	1	0	0
La Patrie	M	0	0	74 484	9 820
La Pêche	M	0	0	34 943	68 867
La Pocatière	V	14 329	0	150	363 009
La Prairie	V	0	0	0	423 937
La Présentation	M	0	0	0	7 384
La Rédemption	P	106 720	0	14 344	6 820
La Reine	M	138 729	0	843	62
La Rivière-du-Nord	MRC	0	7 544	0	0
La Sarre	V	572 129	0	1 124	380 088
La Trinité-des-Monts	P	97 953	0	51 264	0
La Tuque	AG	0	131 793	243 663	0
La Tuque	V	1 446 360	0	409 569	416 916
La Vallée-de-la-Gatineau	MRC	0	189 736	0	0
La Vallée-de-la-Gatineau	TR	4 841	0	127 815	0
La Vallée-de-l'Or	MRC	0	427 307	0	0
La Vallée-du-Richelieu	MRC	0	446	0	0
La Visitation-de-l'Île-Dupas	M	0	0	0	0
La Visitation-de-Yamaska	M	0	0	0	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Huberdeau	M	0	0	0	14 649
Hudson	V	0	0	0	67 449
Huntingdon	V	175 053	0	0	127 161
Inverness	M	0	0	0	5 932
Irlande	M	0	0	0	0
Ivry-sur-le-Lac	M	0	0	0	0
Joliette	V	0	0	0	781 622
Joliette	MRC	0	0	0	0
Kamouraska	MRC	0	46 510	0	0
Kamouraska	TR	7 747	0	11 791	0
Kamouraska	M	0	0	0	2 896
Kazabazua	M	0	0	9 985	2 946
Kiamika	M	0	0	96 527	2 316
Kingsbury	VL	0	0	0	0
Kingsey Falls	V	0	0	0	19 069
Kinnear's Mills	M	0	0	0	0
Kipawa	M	0	0	2 686	0
Kirkland	V	0	0	0	165 800
La Bostonnais	M	59 791	0	19 701	0
La Conception	M	0	0	39 411	0
La Corne	M	66 547	0	18 350	3 139
La Côte-de-Beaupré	MRC	0	185 455	0	0
La Côte-de-Beaupré	TR	0	0	44 937	3 549
La Côte-de-Gaspé	MRC	0	185 245	0	0
La Côte-de-Gaspé	TR	0	0	11 285	0
La Doré	P	242 353	0	75 606	17 592
La Durantaye	P	0	0	0	8 702
La Guadeloupe	VL	168 033	0	0	25 923
La Haute-Côte-Nord	MRC	0	127 435	0	0
La Haute-Côte-Nord	TR	679	0	35 545	0
La Haute-Gaspésie	MRC	0	130 003	0	0
La Haute-Gaspésie	TR	13 537	0	15 545	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Granby	V	0	0	0	694 773
Grande-Rivière	V	447 530	0	0	156 473
Grandes-Piles	VL	0	0	26 222	0
Grande-Vallée	M	107 404	0	17 425	58 949
Grand-Métis	M	5 744	0	0	0
Grand-Remous	M	18 622	0	62 220	3 858
Grand-Saint-Esprit	M	0	0	0	0
Grenville	VL	19 677	0	0	35 076
Grenville-sur-la-Rouge	M	0	0	12 378	38 412
Gros-Mécatina	M	134 389	0	87 365	37 918
Grosse-Île	M	53 977	0	0	14 506
Grosses-Roches	M	109 087	0	3 769	8 316
Guérin	CT	51 399	0	9 748	3 129
Ham-Nord	CT	23 870	0	0	6 981
Hampden	CT	0	0	41 343	0
Hampstead	V	0	0	0	80 737
Harrington	CT	0	0	30 846	0
Hatley	M	0	0	0	0
Hatley	CT	0	0	0	0
Havelock	CT	0	0	0	0
Havre-Saint-Pierre	M	0	0	224 836	124 625
Hébertville	M	80 737	0	42 762	58 164
Hébertville-Station	VL	107 713	0	2 092	12 700
Hemmingford	CT	0	0	0	0
Hemmingford	VL	0	0	0	15 684
Henryville	M	0	0	0	6 148
Hérouxville	P	41 786	0	264	7 638
Hinchinbrooke	CT	0	0	0	713
Honfleur	M	0	0	0	0
Hope	CT	119 444	0	1 124	0
Hope Town	M	29 652	0	57	1 608
Howick	M	0	0	0	18 992

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
East Hereford	M	0	0	0	1 439
Eastman	M	0	0	620	8 285
Egan-Sud	M	11 528	0	50	0
Elgin	M	0	0	0	0
Entrelacs	M	0	0	12 392	2 362
Escuminac	M	89 133	0	3 741	4 969
Esprit-Saint	M	101 129	0	31 969	3 436
Estérel	V	0	0	0	0
Farnham	V	0	0	0	151 289
Fassett	M	2 042	0	0	0
Ferland-et-Boilleau	M	27 751	0	54 894	5 725
Ferme-Neuve	M	0	0	297 164	16 447
Fermont	V	0	0	54 626	114 250
Forestville	V	683 542	0	21 548	132 881
Fort-Coulonge	VL	307 985	0	0	50 719
Fortierville	M	64 480	0	0	4 643
Fossambault-sur-le-Lac	V	0	0	190	0
Frampton	M	0	0	0	5 728
Franklin	M	0	0	0	5 278
Franquelin	M	69 953	0	62 677	7 763
Frelighsburg	M	0	0	0	5 162
Frontenac	M	0	0	40 596	11
Fugèreville	M	67 017	0	5 859	4 217
Gallichan	M	86 207	0	29	107
Gaspé	V	416 535	0	60 940	474 551
Gatineau	V	0	0	1 621	5 908 499
Girardville	M	186 880	0	20 044	20 579
Godbout	VL	127 750	0	21 016	8 982
Godmanchester	CT	0	0	0	42
Golfe-du-Saint-Laurent	TR	0	0	162 352	0
Gore	CT	0	0	133	682
Gracefield	V	0	0	28 388	33 424

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
D'Autray	MRC	0	9 204	0	0
Daveluyville	V	133 312	0	0	50 204
Dégelis	V	226 504	0	208 274	146 029
Déléage	M	127 575	0	31 860	1 658
Delson	V	0	0	0	90 230
Denholm	M	0	0	36 334	0
Desbiens	V	150 465	0	360	11 547
Deschaillons-sur-Saint-Laurent	M	1 742	0	0	18 228
Deschambault-Grondines	M	0	0	0	7 474
Deux-Montagnes	V	0	0	0	299 887
Deux-Montagnes	MRC	0	14 555	0	0
Disraeli	P	0	0	625	0
Disraeli	V	174 859	0	0	137 396
Dixville	M	0	0	0	8 516
Dolbeau-Mistassini	V	607 081	0	52 280	578 601
Dollard-Des Ormeaux	V	0	0	0	563 107
Donnacoona	V	0	0	0	291 308
Dorval	V	0	0	0	420 891
Dosquet	M	27 564	0	0	3 940
Drummond	MRC	0	58	0	0
Drummondville	V	0	0	67	897 257
Dudswell	M	0	0	0	3 735
Duhamel	M	0	0	107 854	0
Duhamel-Ouest	M	0	0	0	0
Dundee	CT	0	0	0	0
Dunham	V	0	0	0	12 462
Duparquet	V	35 985	0	16 446	6 851
Dupuy	M	158 333	0	798	5 178
Durham-Sud	M	5 750	0	0	1 670
East Angus	V	219 869	0	0	145 055
East Broughton	M	210 522	0	0	25 737
East Farnham	M	0	0	0	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Chartierville	M	0	0	6 454	0
Châteauguay	V	0	0	0	1 205 522
Château-Richer	V	0	0	0	23 063
Chazel	M	64 945	0	5 691	0
Chelsea	M	0	0	0	39 097
Chénéville	M	0	0	834	8 952
Chertsey	M	0	0	85 369	27 942
Chesterville	M	0	0	0	7 808
Chibougamau	V	408 127	79 671	132 185	399 537
Chichester	CT	13 507	0	37 761	0
Chute-aux-Outardes	VL	364 326	0	1 256	46 253
Chute-Saint-Philippe	M	0	0	90 814	1 697
Clarendon	M	0	0	79	72
Clermont	CT	59 591	0	5 076	2 977
Clermont	V	22 238	0	5 272	39 598
Clerval	M	13 856	0	1 726	0
Cleveland	CT	0	0	0	16 141
Cloridorme	CT	174 027	0	17 461	13 936
Coaticook	V	0	0	0	215 286
Coaticook	MRC	0	0	0	0
Colombier	M	238 829	0	45 278	29 109
Compton	M	0	0	0	22 403
Contrecoeur	V	0	0	0	28 487
Cookshire-Eaton	V	0	0	0	25 067
Cookshire-Eaton	AG	0	0	0	0
Coteau-du-Lac	V	0	0	0	50 834
Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	M	276 707	0	151 507	108 280
Côte-Saint-Luc	V	0	0	0	789 425
Courcelles	M	63 294	0	0	5 970
Cowansville	V	0	0	0	451 381
Crabtree	M	0	0	0	18 336
Danville	V	220 681	0	0	21 000

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Brossard	V	0	0	1 216	599 398
Brownsburg-Chatham	V	0	0	0	27 053
Bryson	M	81 574	0	0	0
Bury	M	0	0	0	2 972
Cacouna	M	0	0	290	24 030
Calixa-Lavallée	P	0	0	0	0
Campbell's Bay	M	106 777	0	0	60 079
Candiac	V	0	0	0	116 907
Caniapiscau	TR	0	0	199 181	0
Caniapiscau	MRC	0	27 815	0	0
Cantley	M	0	0	0	44 767
Cap-Chat	V	315 676	0	6 178	66 540
Caplan	M	145 228	0	62	12 726
Cap-Saint-Ignace	M	92 505	0	39 109	32 936
Cap-Santé	V	0	0	0	19 118
Carignan	V	0	0	0	25 316
Carleton-sur-Mer	V	112 333	0	15 296	176 985
Cascapédia--Saint-Jules	M	64 681	0	5 293	0
Causapscal	V	556 467	0	429	118 556
Cayamant	M	0	0	72 189	1 414
Chambly	V	0	0	0	272 915
Chambord	M	0	0	6 580	16 854
Champlain	M	0	0	0	3 153
Champneuf	M	50 671	0	19 995	0
Chandler	V	1 076 927	0	43 970	318 626
Chapais	V	519 029	18 291	23 107	112 246
Charette	M	19 245	0	0	11 413
Charlemagne	V	0	0	0	36 260
Charlevoix	MRC	0	126 531	0	0
Charlevoix	TR	83 535	0	30 189	0
Charlevoix-Est	MRC	0	78 423	0	0
Charlevoix-Est	TR	22 767	0	11 773	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Bellechasse	MRC	0	9 108	0	0
Belleterre	V	124 940	0	60 198	4 210
Beloeil	V	0	0	0	309 766
Berry	M	91 898	0	31 922	2 336
Berthier-sur-Mer	M	0	0	0	7 368
Berthierville	V	0	0	0	187 767
Béthanie	M	0	0	0	0
Biencourt	M	142 006	0	26 497	5 702
Blainville	V	0	0	0	530 410
Blanc-Sablon	M	102 778	0	37 192	118 718
Blue Sea	M	0	0	3 004	1 611
Boileau	M	0	0	13 693	0
Boisbriand	V	0	0	0	400 527
Boischatel	M	0	0	0	27 198
Bois-des-Filion	V	0	0	0	107 413
Bois-Franc	M	2 513	0	3 499	3 495
Bolton-Est	M	0	0	0	389
Bolton-Ouest	M	0	0	0	0
Bonaventure	V	100 167	0	105	129 801
Bonaventure	MRC	0	188 365	0	0
Bonaventure	TR	729	0	13 566	0
Bonne-Espérance	M	221 014	0	93 868	64 979
Bonsecours	M	0	0	34	3 503
Boucherville	V	0	0	22 850	327 384
Bouchette	M	0	0	6 810	4 204
Bowman	M	0	0	12 621	0
Brébeuf	P	0	0	1 587	0
Brigham	M	0	0	0	2 479
Bristol	M	0	0	22	0
Brome	VL	0	0	0	0
Brome-Missisquoi	MRC	0	0	0	0
Bromont	V	0	0	0	40 268

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Authier-Nord	M	82 271	0	21 884	3 314
Avignon	MRC	0	137 808	0	0
Avignon	TR	0	0	7 824	0
Ayer's Cliff	VL	0	0	0	33 025
Baie-Comeau	V	0	0	41 075	722 550
Baie-des-Sables	M	80 566	0	0	6 325
Baie-du-Febvre	M	0	0	0	7 950
Baie-D'Urfé	V	0	0	0	91 756
Baie-James	M	200 539	20 122	1 032 081	12 560
Baie-Johan-Beetz	M	17 589	0	24 069	2 648
Baie-Sainte-Catherine	M	22 751	0	9 039	6 255
Baie-Saint-Paul	V	0	0	34	232 590
Baie-Trinité	VL	185 454	0	70 920	41 149
Barkmere	V	0	0	2 835	0
Barnston-Ouest	M	0	0	0	0
Barraute	M	413 093	0	43 516	57 624
Batiscan	M	0	0	0	3 019
Beaconsfield	V	0	0	0	471 735
Béarn	M	153 832	0	48 706	7 304
Beauce-Sartigan	MRC	0	15 475	0	0
Beauceville	V	129 740	0	0	210 734
Beauharnois	V	0	0	0	238 649
Beauharnois-Salaberry	MRC	0	0	0	0
Beaulac-Garthby	M	0	0	1 888	6 477
Beaumont	M	0	0	0	13 207
Beaupré	V	0	0	0	136 741
Bécancour	V	0	0	1 005	54 054
Bécancour	MRC	0	18 811	0	0
Bedford	V	0	0	0	92 389
Bedford	CT	0	0	0	0
Bégin	M	78 458	0	42 710	10 985
Belcourt	M	66 844	0	36 667	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012*

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Abercorn	VL	0	0	0	0
Abitibi	TR	53 752	0	11 373	0
Abitibi	MRC	0	244 241	0	0
Abitibi-Ouest	TR	44 284	0	2 099	0
Abitibi-Ouest	MRC	0	217 919	0	0
Acton	MRC	0	0	0	0
Acton Vale	V	0	0	0	135 878
Adstock	M	0	0	17 466	11 220
Aguanish	M	85 760	0	97 190	8 461
Albanel	M	181 850	0	19 633	28 123
Albertville	M	81 406	0	3 886	2 626
Alleyn-et-Cawood	M	0	0	47 513	4
Alma	V	0	0	1 525	789 873
Amherst	CT	0	0	54 550	5 362
Amos	V	581 097	0	32 572	513 097
Amqui	V	363 689	0	11 256	261 604
Ange-Gardien	M	0	0	0	8 647
Angliers	VL	59 987	0	24 230	0
Antoine-Labelle	MRC	0	357 180	0	0
Antoine-Labelle	TR	0	0	195 819	0
Argenteuil	MRC	0	100 636	0	0
Armagh	M	72 388	0	33 524	8 417
Arthabaska	MRC	0	14 070	0	0
Arundel	CT	0	0	4 709	6 426
Asbestos	V	733 524	0	0	174 406
Ascot Corner	M	0	0	0	11 358
Aston-Jonction	M	7	0	0	3 117
Auclair	M	22 490	0	15 026	7 788
Audet	M	10 157	0	68	4 472
Aumond	CT	9 447	0	26 963	0
Austin	M	0	0	1 542	4 290
Authier	M	94 647	0	8 560	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2010-2011

Nom de la municipalité	Dés.	-- Aide financière particulière --				
		Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Venise-en-Québec	M	0	0	0	0	0
Verchères	M	0	0	0	0	23 882
Victoriaville	V	586 436	0	0	0	1 107 244
Ville-Marie	V	137 885	0	0	0	58 999
Villeroy	M	0	0	0	28 213	2 073
Waltham	M	0	0	0	63 033	0
Warden	VL	0	0	0	0	0
Warwick	V	6 245	0	0	0	80 361
Waterloo	V	61 178	0	0	0	107 354
Waterville	V	0	0	0	0	63 183
Weedon	M	0	0	0	0	20 145
Wentworth	CT	0	0	0	6 426	0
Wentworth-Nord	M	0	0	0	19 091	0
Westbury	CT	0	0	0	0	0
Westmount	V	0	0	0	0	1 060 197
Wickham	M	0	0	0	0	11 618
Windsor	V	0	0	0	0	157 582
Wotton	M	39 404	0	0	0	7 818
Yamachiche	M	0	0	0	0	17 301
Yamaska	M	0	0	0	0	6 204

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2010-2011

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Thérèse-De Blainville	MRC	0	17 919	0	0	0
Thetford Mines	V	1 083 915	0	0	1 386	843 543
Thorne	M	0	0	0	1 686	0
Thurso	V	0	0	0	356	26 096
Tingwick	M	0	0	0	0	5 331
Tourville	M	126 926	0	0	109 278	2 170
Trécesson	CT	0	0	0	9 381	3 625
Très-Saint-Rédempteur	M	0	0	0	0	0
Très-Saint-Sacrement	P	0	0	0	0	0
Tring-Jonction	VL	73 941	0	0	0	8 534
Trois-Pistoles	V	270 982	0	0	0	270 146
Trois-Rives	M	0	0	0	86 331	0
Trois-Rivières	V	1 719 085	0	0	1 937	4 136 521
Ulverton	M	0	0	0	0	0
Upton	M	0	0	0	0	6 675
Val-Alain	M	28 591	0	0	17 394	4 654
Val-Brillant	M	74 372	0	0	0	10 295
Valcourt	V	0	0	0	0	71 213
Valcourt	CT	0	0	0	0	0
Val-David	VL	0	0	0	0	23 864
Val-des-Bois	M	0	0	0	38 215	0
Val-des-Lacs	M	0	0	0	43 228	0
Val-des-Monts	M	0	0	0	18 498	51 955
Val-d'Or	V	1 011 630	0	0	388 960	544 174
Val-Joli	M	0	0	0	0	0
Vallée-de-l'Or	TR	63 768	0	0	19 239	0
Vallée-Jonction	M	0	0	0	0	10 823
Val-Morin	M	0	0	0	184	0
Val-Racine	P	0	0	0	35 964	0
Val-Saint-Gilles	M	38 557	0	0	9 568	0
Varennes	V	0	0	0	0	302 564
Vaudreuil-Dorion	V	0	0	0	0	476 462
Vaudreuil-Soulanges	MRC	0	17 919	446	0	0
Vaudreuil-sur-le-Lac	VL	0	0	0	0	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2010-2011

Nom de la municipalité	Dés.	-- Aide financière particulière --					Bonification des compensations **
		Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques		
Senneterre	V	432 434	0	0	349 526	122 768	
Senneterre	P	78 066	0	0	33 493	0	
Senneville	VL	0	0	0	0	94 746	
Sept-Îles	V	19 027	0	0	173 277	561 625	
Sept-Rivières	MRC	0	36 587	328 721	0	0	
Sept-Rivières	TR	2 610	0	0	88 309	0	
Shannon	M	0	0	0	454	39 381	
Shawinigan	V	2 137 521	34 947	531 530	5 430	1 171 005	
Shawville	M	9 639	0	0	0	104 166	
Sheenboro	M	0	0	0	39 012	0	
Shefford	CT	0	0	0	0	1 256	
Sherbrooke	V	0	15 203	0	276	4 849 170	
Shigawake	M	53 835	0	0	2 270	0	
Sorel-Tracy	V	0	0	0	0	944 320	
Stanbridge East	M	0	0	0	0	0	
Stanbridge Station	M	0	0	0	0	0	
Stanstead	V	52 417	0	0	0	131 423	
Stanstead	CT	0	0	0	0	0	
Stanstead-Est	M	0	0	0	0	0	
Stoke	M	0	0	0	738	15 730	
Stoneham-et-Tewkesbury	CU	0	0	0	66 503	24 420	
Stornoway	M	0	0	0	59 972	3 969	
Stratford	CT	0	0	0	32 699	6 202	
Stukely-Sud	VL	0	0	0	0	0	
Sutton	V	0	0	0	0	22 555	
Tadoussac	VL	0	0	0	2 563	22 173	
Taschereau	M	218 212	0	0	19 840	6 715	
Témiscaming	V	14 083	0	0	48 950	74 711	
Témiscamingue	MRC	0	38 038	170 462	0	0	
Témiscamingue	TR	0	0	0	39 518	0	
Témiscouata	MRC	0	38 441	81 661	0	0	
Témiscouata-sur-le-Lac	V	197 368	0	0	33 479	180 673	
Terrasse-Vaudreuil	M	0	0	0	0	8 601	
Terrebonne	V	0	0	0	0	2 046 395	

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2010-2011

Nom de la municipalité	Dés.	-- Aide financière particulière --					Bonification des compensations **
		Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques		
Saint-Sylvere	M	0	0	0	0		3 897
Saint-Sylvestre	M	0	0	0	0		9 502
Saint-Télesphore	M	0	0	0	0		3 400
Saint-Tharcisius	P	88 398	0	0	1 423		6 291
Saint-Théodore-d'Acton	P	0	0	0	0		4 129
Saint-Théophile	M	22 729	0	0	68 764		3 959
Saint-Thomas	M	0	0	0	0		12 165
Saint-Thomas-Didyme	M	77 090	0	0	78 410		12 310
Saint-Thuribe	P	31 796	0	0	0		0
Saint-Tite	V	93 188	0	0	614		91 175
Saint-Tite-des-Caps	M	0	0	0	0		14 396
Saint-Ubalde	M	0	0	0	123 006		6 793
Saint-Ulric	M	122 315	0	0	0		10 223
Saint-Urbain	P	49 387	0	0	34		9 706
Saint-Urbain-Premier	M	0	0	0	0		5 898
Saint-Valentin	M	0	0	0	0		0
Saint-Valère	M	20 634	0	0	674		4 959
Saint-Valérien	P	35 093	0	0	16 740		6 833
Saint-Valérien-de-Milton	M	0	0	0	0		9 479
Saint-Vallier	M	0	0	0	0		7 792
Saint-Venant-de-Paquette	M	0	0	0	0		0
Saint-Vianney	M	70 210	0	0	24 864		4 670
Saint-Victor	M	0	0	0	0		20 406
Saint-Wenceslas	M	0	0	0	0		8 517
Saint-Zacharie	M	165 264	0	0	19 290		10 844
Saint-Zénon	M	0	0	0	160 778		3 176
Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	P	58 228	0	0	1 343		2 483
Saint-Zéphirin-de-Courval	P	0	0	0	0		5 601
Saint-Zotique	M	0	0	0	0		52 173
Salaberry-de-Valleyfield	V	0	0	0	0		821 756
Sayabec	M	169 075	0	0	33 921		48 555
Schefferville	V	285 932	0	0	16 033		12 079
Scotstown	V	48 098	0	0	0		5 307
Scott	M	0	0	0	0		11 915

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2010-2011

Nom de la municipalité	Dés.	-- Aide financière particulière --					Bonification des compensations **
		Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques		
Saint-Raphaël	M	0	0	0	0	25 522	
Saint-Raymond	V	0	0	0	60 795	172 797	
Saint-Rémi	V	0	0	0	0	59 790	
Saint-Rémi-de-Tingwick	P	0	0	0	0	0	
Saint-René	P	22 568	0	0	0	0	
Saint-René-de-Matane	M	115 669	0	0	62 407	18 514	
Saint-Robert	M	0	0	0	0	5 853	
Saint-Robert-Bellarmin	M	9 921	0	0	98 984	5 425	
Saint-Roch-de-l'Achigan	M	0	0	0	0	95 460	
Saint-Roch-de-Mékinac	P	2 516	0	0	26 420	4 251	
Saint-Roch-de-Richelieu	M	0	0	0	0	5 724	
Saint-Roch-des-Aulnaies	P	0	0	0	0	4 942	
Saint-Roch-Ouest	M	0	0	0	0	0	
Saint-Romain	M	0	0	0	37 512	10 474	
Saint-Rosaire	P	0	0	0	792	2 185	
Saint-Samuel	P	18 898	0	0	0	1 793	
Saints-Anges	P	0	0	0	0	5 519	
Saint-Sauveur	V	0	0	0	0	23 257	
Saint-Sébastien	M	0	0	0	0	6 642	
Saint-Sébastien	P	0	0	0	0	2 505	
Saint-Sévère	P	0	0	0	0	0	
Saint-Séverin	P	0	0	0	0	0	
Saint-Séverin	P	21 784	0	0	1 419	5 818	
Saint-Siméon	P	116 639	0	0	134	10 834	
Saint-Siméon	M	49 206	0	0	39 365	21 549	
Saint-Simon	P	1 560	0	0	456	4 909	
Saint-Simon	M	0	0	0	0	5 294	
Saint-Simon-les-Mines	M	718	0	0	0	0	
Saint-Sixte	M	0	0	0	753	0	
Saints-Martyrs-Canadiens	P	0	0	0	8 967	0	
Saint-Stanislas	M	0	0	0	0	7 016	
Saint-Stanislas	M	17 842	0	0	25 914	0	
Saint-Stanislas-de-Kostka	M	0	0	0	0	4 988	
Saint-Sulpice	P	0	0	0	0	18 161	

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2010-2011

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Saint-Odilon-de-Cranbourne	P	35 038	0	0	117	9 522
Saint-Omer	M	17 989	0	0	18 874	0
Saint-Onésime-d'Ixworth	M	47 258	0	0	8 930	2 839
Saint-Ours	V	0	0	0	0	9 860
Saint-Pacôme	M	130 438	0	0	0	23 341
Saint-Pamphile	V	213 106	0	0	49	101 187
Saint-Pascal	V	131 386	0	0	0	158 799
Saint-Patrice-de-Beaurivage	M	0	0	0	0	11 346
Saint-Patrice-de-Sherrington	P	0	0	0	0	9 902
Saint-Paul	M	0	0	0	0	18 541
Saint-Paul-d'Abbotsford	M	0	0	0	0	8 222
Saint-Paul-de-la-Croix	P	51 066	0	0	27	3 613
Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	M	0	0	0	0	5 570
Saint-Paul-de-Montminy	M	3 317	0	0	8 058	48 214
Saint-Paulin	M	46 142	0	0	17 724	12 665
Saint-Philémon	P	0	0	0	40 001	7 404
Saint-Philibert	M	0	0	0	0	0
Saint-Philippe	M	0	0	0	0	22 516
Saint-Philippe-de-Néri	P	70 975	0	0	0	5 536
Saint-Pie	V	0	0	0	0	38 696
Saint-Pie-de-Guire	P	0	0	0	0	0
Saint-Pierre	VL	0	0	0	0	0
Saint-Pierre-Baptiste	P	0	0	0	0	3 828
Saint-Pierre-de-Broughton	M	4 565	0	0	0	6 073
Saint-Pierre-de-Lamy	M	7 774	0	0	28 293	0
Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	P	0	0	0	10 816	12 676
Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	0	16 817
Saint-Pierre-Véronne-à-Pike-River	M	0	0	0	0	0
Saint-Pierre-les-Becquets	M	0	0	0	0	56 274
Saint-Placide	M	0	0	0	0	8 389
Saint-Polycarpe	M	0	0	0	0	72 306
Saint-Prime	M	99 274	0	0	17 980	28 644
Saint-Prosper	M	284 425	0	0	0	119 482
Saint-Prosper-de-Champlain	M	11 958	0	0	0	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2010-2011

Nom de la municipalité	Dés.	-- Aide financière particulière --					Bonification des compensations **
		Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques		
Saint-Marc-de-Figuery	P	0	0	0	507		3 526
Saint-Marc-des-Carières	V	150 436	0	0	0		124 770
Saint-Marc-du-Lac-Long	P	64 163	0	0	15 031		4 436
Saint-Marcel	M	66 036	0	0	43 535		7 905
Saint-Marcel-de-Richelieu	M	0	0	0	0		5 188
Saint-Marcellin	P	4 592	0	0	13 195		0
Saint-Marc-sur-Richelieu	M	0	0	0	0		9 037
Saint-Martin	P	122 418	0	0	0		99 957
Saint-Mathias-sur-Richelieu	M	0	0	0	0		20 509
Saint-Mathieu	M	0	0	0	0		9 552
Saint-Mathieu-de-Beloeil	M	0	0	0	0		0
Saint-Mathieu-de-Rioux	P	0	0	0	17 186		2 764
Saint-Mathieu-d'Harricana	M	0	0	0	4 489		1 898
Saint-Mathieu-du-Parc	M	0	0	0	48 578		3 794
Saint-Maurice	P	23 259	0	0	0		11 284
Saint-Maxime-du-Mont-Louis	M	214 605	0	0	22 763		38 258
Saint-Médard	M	53 045	0	0	16 964		2 385
Saint-Michel	P	0	0	0	0		7 054
Saint-Michel-de-Bellechasse	M	0	0	0	0		27 125
Saint-Michel-des-Saints	M	0	0	0	231 567		23 945
Saint-Michel-du-Squatec	P	157 235	0	0	107 061		77 370
Saint-Modeste	M	0	0	0	11 599		8 400
Saint-Moïse	P	92 021	0	0	1 670		4 895
Saint-Narcisse	P	58 061	0	0	3 259		11 425
Saint-Narcisse-de-Beaurivage	P	0	0	0	0		4 837
Saint-Narcisse-de-Rimouski	P	54 759	0	0	38 190		12 493
Saint-Nazaire	M	151 271	0	0	7 398		21 781
Saint-Nazaire-d'Acton	P	0	0	0	0		5 222
Saint-Nazaire-de-Dorchester	P	12 196	0	0	0		0
Saint-Nérée	P	6 897	0	0	0		14 150
Saint-Noël	VL	102 521	0	0	113		7 834
Saint-Norbert	P	0	0	0	0		2 724
Saint-Norbert-d'Arthabaska	M	16 984	0	0	0		7 560
Saint-Octave-de-Métis	P	54 472	0	0	0		3 870

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2010-2011

Nom de la municipalité	Dés.	-- Aide financière particulière --					Bonification des compensations **
		Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques		
Saint-Jules	P	0	0	0	0		0
Saint-Julien	M	0	0	0	0		0
Saint-Just-de-Bretenières	M	74 542	0	0	62 312		6 786
Saint-Juste-du-Lac	M	64 534	0	0	31 375		11 853
Saint-Justin	P	0	0	0	0		7 195
Saint-Lambert	V	0	0	0	2 689		472 464
Saint-Lambert	P	51 737	0	0	8 563		0
Saint-Lambert-de-Lauzon	P	0	0	0	0		22 286
Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	0		6 181
Saint-Lazare	V	0	0	0	0		159 333
Saint-Lazare-de-Bellechasse	M	0	0	0	0		9 414
Saint-Léandre	P	40 741	0	0	13 163		5 925
Saint-Léonard-d'Aston	M	0	0	0	0		62 742
Saint-Léonard-de-Portneuf	M	49 460	0	0	19 336		4 779
Saint-Léon-de-Standon	P	33 582	0	0	1 451		8 512
Saint-Léon-le-Grand	P	145 407	0	0	0		11 464
Saint-Léon-le-Grand	P	0	0	0	0		5 092
Saint-Liboire	M	0	0	0	0		10 919
Saint-Liguori	P	0	0	0	0		8 386
Saint-Lin--Laurentides	V	0	0	0	0		155 725
Saint-Louis	M	0	0	0	0		3 777
Saint-Louis-de-Blandford	M	1 462	0	0	534		0
Saint-Louis-de-Gonzague	M	32 165	0	0	334		8
Saint-Louis-de-Gonzague	P	0	0	0	0		8 160
Saint-Louis-du-Ha! Ha!	P	118 151	0	0	14 439		19 473
Saint-Luc-de-Bellechasse	M	24 952	0	0	38 547		0
Saint-Luc-de-Vincennes	M	14 209	0	0	0		0
Saint-Lucien	P	0	0	0	0		0
Saint-Ludger	M	33 489	0	0	2 953		4 307
Saint-Ludger-de-Milot	M	36 725	0	0	26 195		4 227
Saint-Magloire	M	48 347	0	0	39 248		8 233
Saint-Majorique-de-Grantham	P	0	0	0	0		9 781
Saint-Malachie	P	0	0	0	0		6 130
Saint-Malo	M	0	0	0	0		3 838

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2010-2011

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Saint-Hugues	M	0	0	0	0	6 468
Saint-Hyacinthe	V	0	0	0	0	1 681 516
Saint-Ignace-de-Loyola	P	0	0	0	0	2 570
Saint-Ignace-de-Stanbridge	M	0	0	0	0	0
Saint-Irénée	P	0	0	0	0	4 806
Saint-Isidore	M	0	0	0	0	12 875
Saint-Isidore	P	0	0	0	0	11 541
Saint-Isidore-de-Clifton	M	0	0	0	0	7 415
Saint-Jacques	M	0	0	0	0	90 136
Saint-Jacques-de-Leeds	M	8 052	0	0	0	3 641
Saint-Jacques/Wolfestown	P	0	0	0	333	15
Saint-Jacques-le-Mineur	P	0	0	0	0	5 601
Saint-Janvier-de-Joly	M	0	0	0	26 101	4 932
Saint-Jean-Baptiste	M	0	0	0	0	20 928
Saint-Jean-de-Brébeuf	M	0	0	0	0	0
Saint-Jean-de-Cherbourg	P	36 818	0	0	29 999	2 759
Saint-Jean-de-Dieu	M	254 217	0	0	1 976	22 881
Saint-Jean-de-la-Lande	M	23 306	0	0	4 755	0
Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	0	533
Saint-Jean-de-Matha	M	0	0	0	0	33 168
Saint-Jean-Port-Joli	M	0	0	0	0	34 491
Saint-Jean-sur-Richelieu	V	0	0	0	121	1 384 443
Saint-Jérôme	V	0	0	0	0	1 569 150
Saint-Joachim	P	0	0	0	0	7 240
Saint-Joachim-de-Shefford	P	0	0	0	5 843	4 350
Saint-Joseph-de-Beauce	V	77 234	0	0	0	121 601
Saint-Joseph-de-Coleraine	M	0	0	0	29 406	8 395
Saint-Joseph-de-Ham-Sud	P	0	0	0	8 613	0
Saint-Joseph-de-Kamouraska	P	15 171	0	0	4 218	2 864
Saint-Joseph-de-Lepage	P	0	0	0	0	19 083
Saint-Joseph-des-Érables	M	0	0	0	0	0
Saint-Joseph-de-Sorel	V	51 708	0	0	0	19 785
Saint-Joseph-du-Lac	M	0	0	0	315	20 675
Saint-Jude	M	0	0	0	0	5 657

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2010-2011

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Saint-François-du-Lac	M	0	0	0	973	13 705
Saint-François-Xavier-Brompton	P	0	0	0	0	6 464
Saint-François-Xavier-de-Viger	M	34 842	0	0	18 065	3 295
Saint-Frédéric	P	41 905	0	0	0	5 810
Saint-Fulgence	M	108 760	0	0	68 318	14 308
Saint-Gabriel	V	163 835	0	0	0	41 121
Saint-Gabriel-de-Brandon	P	0	0	0	0	24 845
Saint-Gabriel-de-Rimouski	M	107 699	0	0	5 152	10 687
Saint-Gabriel-de-Valcartier	M	0	0	0	13 915	20 193
Saint-Gabriel-Lalemant	M	115 624	0	0	2 472	5 036
Saint-Gédéon	M	0	0	0	32	10 382
Saint-Gédéon-de-Beauce	M	162 746	0	0	0	13 803
Saint-Georges	V	0	0	0	0	789 821
Saint-Georges-de-Clarenceville	M	0	0	0	0	5 865
Saint-Georges-de-Windsor	M	0	0	0	0	5 267
Saint-Gérard-Majella	P	0	0	0	0	0
Saint-Germain	P	0	0	0	0	0
Saint-Germain-de-Grantham	M	0	0	0	0	14 732
Saint-Gervais	M	0	0	0	0	28 323
Saint-Gilbert	P	24 169	0	0	0	0
Saint-Gilles	P	0	0	0	0	14 163
Saint-Godefroi	CT	47 267	0	0	1 949	0
Saint-Guillaume	M	0	0	0	0	5 027
Saint-Guy	M	18 040	0	0	27 125	0
Saint-Henri	M	0	0	0	0	36 283
Saint-Henri-de-Taillon	M	0	0	0	995	6 936
Saint-Herménégilde	M	0	0	0	0	2
Saint-Hilaire-de-Dorset	P	5 210	0	0	0	0
Saint-Hilarion	P	29 996	0	0	83	7 225
Saint-Hippolyte	M	0	0	0	5 163	21 324
Saint-Honoré	M	0	0	0	7 626	64 733
Saint-Honoré-de-Shenley	M	57 495	0	0	0	8 793
Saint-Honoré-de-Témiscouata	M	112 284	0	0	42 352	10 611
Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	M	0	0	0	19 386	12 925

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2010-2011

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Sainte-Sophie-d'Halifax	M	0	0	0	0	3 847
Saint-Esprit	M	0	0	0	0	16 139
Sainte-Thècle	M	79 518	0	0	37 110	20 994
Sainte-Thérèse	V	0	0	0	0	741 831
Sainte-Thérèse-de-Gaspé	M	175 511	0	0	0	15 611
Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	M	0	0	0	4 194	2 407
Saint-Étienne-de-Beauharnois	M	0	0	0	0	3 828
Saint-Étienne-de-Bolton	M	0	0	0	0	0
Saint-Étienne-des-Grès	P	0	0	0	67	20 574
Saint-Eugène	M	0	0	0	0	1 906
Saint-Eugène-d'Argentenay	M	79 555	0	0	57	7 429
Saint-Eugène-de-Guigues	M	30 077	0	0	3 209	5 099
Saint-Eugène-de-Ladrière	P	25 372	0	0	51 503	1 953
Sainte-Ursule	P	67 728	0	0	0	8 321
Saint-Eusèbe	P	42 699	0	0	1 553	5 349
Saint-Eustache	V	0	0	0	0	432 809
Saint-Évariste-de-Forsyth	M	0	0	0	0	4 278
Sainte-Victoire-de-Sorel	M	0	0	0	0	4 117
Saint-Fabien	P	54 647	0	0	6 122	12 166
Saint-Fabien-de-Panet	P	72 627	0	0	44 092	14 500
Saint-Faustin--Lac-Carré	M	0	0	0	23 388	972
Saint-Félicien	V	181 629	0	0	28 071	344 511
Saint-Félix-de-Dalquier	M	100 316	0	0	3 295	5 798
Saint-Félix-de-Kingsey	M	0	0	0	0	3 675
Saint-Félix-de-Valois	M	0	0	0	0	117 520
Saint-Félix-d'Otis	M	0	0	0	46 648	8 365
Saint-Ferdinand	M	0	0	0	0	29 682
Saint-Ferréol-les-Neiges	M	0	0	0	0	12 794
Saint-Flavien	M	0	0	0	0	7 109
Saint-Fortunat	M	0	0	0	0	0
Saint-François-d'Assise	M	125 257	0	0	10 177	11 093
Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	M	0	0	0	3 696	15 744
Saint-François-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	0	0
Saint-François-de-Sales	M	116 915	0	0	43 198	18 932

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2010-2011

Nom de la municipalité	Dés.	-- Aide financière particulière --					Bonification des compensations **
		Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques		
Saint-Elzéar-de-Témiscouata	M	37 557	0	0	20 717		2 235
Sainte-Madeleine	VL	0	0	0	0		20 845
Sainte-Madeleine-Riv.-Madeleine	M	63 640	0	0	28 959		0
Sainte-Marcelline-de-Kildare	M	0	0	0	117		3 567
Sainte-Marguerite	P	0	0	0	0		7 426
Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	V	0	0	0	5 699		12 549
Sainte-Marguerite--Estérel	AG	0	0	0	0		0
Sainte-Marguerite-Marie	M	41 227	0	0	17 516		0
Sainte-Marie	V	0	0	0	0		236 433
Sainte-Marie-de-Blandford	M	2 305	0	0	0		2 024
Sainte-Marie-Madeleine	P	0	0	0	0		0
Sainte-Marie-Salomé	P	0	0	0	0		4 291
Sainte-Marthe	M	0	0	0	0		4 058
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	V	0	0	0	0		152 460
Sainte-Martine	M	0	0	0	0		19 068
Sainte-Mélanie	M	0	0	0	0		8 390
Saint-Émile-de-Suffolk	M	0	0	0	1 207		0
Sainte-Monique	M	0	0	0	0		7 258
Sainte-Monique	M	0	0	0	32 705		13 316
Sainte-Paule	M	0	0	0	24 941		4 790
Sainte-Perpétue	M	178 414	0	0	111 057		19 495
Sainte-Perpétue	P	0	0	0	0		3 567
Sainte-Pétronille	VL	0	0	0	0		8
Saint-Éphrem-de-Beauce	M	76 308	0	0	0		15 034
Saint-Épiphanie	M	84 630	0	0	57		7 185
Sainte-Praxède	P	0	0	0	21 659		19
Sainte-Rita	M	59 074	0	0	7 726		9 383
Sainte-Rose-de-Watford	M	29 657	0	0	13 298		3 874
Sainte-Rose-du-Nord	P	1 408	0	0	14 238		6 589
Sainte-Sabine	P	48 882	0	0	763		0
Sainte-Sabine	M	0	0	0	0		2
Sainte-Séraphine	P	0	0	0	0		0
Sainte-Sophie	M	0	0	0	0		46 176
Sainte-Sophie-de-Lévrard	P	16 563	0	0	0		6 938

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2010-2011

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	M	21 246	0	0	28 280	0
Sainte-Famille	P	0	0	0	0	0
Sainte-Félicité	M	169 278	0	0	1 300	12 187
Sainte-Félicité	M	54 363	0	0	2 432	3 959
Sainte-Flavie	P	4 615	0	0	0	0
Sainte-Florence	M	78 510	0	0	10 377	1 882
Sainte-Françoise	P	60 856	0	0	3 023	5 544
Sainte-Françoise	M	24 489	0	0	4 071	3 647
Sainte-Geneviève-de-Batiscan	P	0	0	0	0	51 004
Sainte-Geneviève-de-Berthier	P	0	0	0	0	7 626
Sainte-Germaine-Boulé	M	132 254	0	0	1 697	7 508
Sainte-Gertrude-Manneville	M	95 124	0	0	9 488	5 288
Sainte-Hedwidge	M	87 774	0	0	121 051	3 243
Sainte-Hélène	M	48 171	0	0	0	7 445
Sainte-Hélène-de-Bagot	M	0	0	0	0	5 023
Sainte-Hélène-de-Chester	M	0	0	0	0	0
Sainte-Hélène-de-Mancebourg	P	41 906	0	0	0	3 729
Sainte-Hénédine	P	0	0	0	0	9 403
Sainte-Irène	P	22 197	0	0	11 566	1 768
Sainte-Jeanne-d'Arc	P	40 612	0	0	54	6 769
Sainte-Jeanne-d'Arc	VL	75 756	0	0	26 246	7 524
Sainte-Julie	V	0	0	0	317	398 141
Sainte-Julienne	M	0	0	0	2 360	168 458
Sainte-Justine	M	89 388	0	0	3 054	39 053
Sainte-Justine-de-Newton	M	0	0	0	0	4 038
Saint-Élie-de-Caxton	M	0	0	0	202	5 367
Saint-Éloi	P	34 994	0	0	0	5 416
Sainte-Louise	P	46 054	0	0	0	5 450
Saint-Elphège	P	0	0	0	0	0
Sainte-Luce	M	0	0	0	970	22 187
Sainte-Lucie-de-Beauregard	M	40 283	0	0	26 699	11 640
Sainte-Lucie-des-Laurentides	M	0	0	0	30 241	8
Saint-Elzéar	M	58 137	0	0	15 565	6 181
Saint-Elzéar	M	0	0	0	0	13 605

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2010-2011

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Sainte-Anne-des-Plaines	V	0	0	0	0	187 022
Sainte-Anne-du-Lac	M	0	0	0	100 248	4 462
Sainte-Anne-du-Sault	M	74 224	0	0	0	0
Sainte-Apolline-de-Patton	P	22 797	0	0	44 270	6 630
Sainte-Aurélie	M	18 490	0	0	40	3 138
Sainte-Barbe	M	0	0	0	0	0
Sainte-Béatrix	M	0	0	0	0	6 168
Sainte-Brigide-d'Iberville	M	0	0	0	0	10 311
Sainte-Brigitte-de-Laval	M	0	0	0	0	24 886
Sainte-Brigitte-des-Saults	P	0	0	0	0	2 202
Sainte-Catherine	V	0	0	0	0	258 312
Sainte-Catherine-de-Hatley	M	0	0	0	46	4 672
Ste-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	V	0	0	0	11 997	117 646
Sainte-Cécile-de-Lévrard	P	17 815	0	0	0	5 378
Sainte-Cécile-de-Milton	M	0	0	0	0	11 281
Sainte-Cécile-de-Whitton	M	0	0	0	0	6 152
Sainte-Christine	P	0	0	0	0	3 231
Sainte-Christine-d'Auvergne	M	0	0	0	599	0
Sainte-Claire	M	0	0	0	0	29 788
Sainte-Clotilde	M	0	0	0	0	8 848
Sainte-Clotilde-de-Beauce	M	0	0	0	0	5 128
Sainte-Clotilde-de-Horton	M	28 715	0	0	0	5 970
Sainte-Croix	M	0	0	0	0	85 407
Saint-Edmond-de-Grantham	P	0	0	0	0	0
Saint-Edmond-les-Plaines	M	56 761	0	0	14 586	4 875
Saint-Édouard	M	0	0	0	0	2 892
Saint-Édouard-de-Fabre	P	44 852	0	0	8 896	5 652
Saint-Édouard-de-Lotbinière	P	0	0	0	10 300	4 427
Saint-Édouard-de-Maskinongé	M	44 432	0	0	0	0
Sainte-Edwidge-de-Clifton	CT	0	0	0	0	4 614
Sainte-Élisabeth	P	0	0	0	0	13 322
Sainte-Élisabeth-de-Warwick	M	0	0	0	0	0
Sainte-Émélie-de-l'Énergie	M	0	0	0	58 646	4 588
Sainte-Eulalie	M	0	0	0	820	5 966

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2010-2011

Nom de la municipalité	Dés.	-- Aide financière particulière --					Bonification des compensations **
		Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques		
Saint-Cyprien-de-Napierville	M	0	0	0	0	0	0
Saint-Cyrille-de-Lessard	P	48 680	0	0	64 226	5 218	
Saint-Cyrille-de-Wendover	M	0	0	0	0	13 807	
Saint-Damase	P	45 095	0	0	5 705	3 233	
Saint-Damase	M	0	0	0	0	16 837	
Saint-Damase-de-L'Islet	M	33 688	0	0	70 071	0	
Saint-Damien	P	0	0	0	67 517	6 513	
Saint-Damien-de-Buckland	P	31 869	0	0	0	115 531	
Saint-David	M	0	0	0	0	5 450	
Saint-David-de-Falardeau	M	0	0	0	65 520	6 264	
Saint-Denis	P	0	0	0	0	3 204	
Saint-Denis-de-Brompton	P	0	0	0	778	12 430	
Saint-Denis-sur-Richelieu	M	0	0	0	0	9 747	
Saint-Didace	P	0	0	0	0	2 224	
Saint-Dominique	M	0	0	0	0	10 020	
Saint-Dominique-du-Rosaire	M	54 364	0	0	34 068	3 056	
Saint-Donat	P	35 846	0	0	419	9 759	
Saint-Donat	M	0	0	0	146 592	22 713	
Sainte-Adèle	V	0	0	0	7 563	118 242	
Sainte-Agathe-de-Lotbinière	M	0	0	0	0	5 654	
Sainte-Agathe-des-Monts	AG	0	0	0	24	104 249	
Sainte-Agathe-des-Monts	V	0	0	0	42	269 194	
Sainte-Angèle-de-Méridi	M	140 262	0	0	0	7 260	
Sainte-Angèle-de-Monnoir	M	0	0	0	0	6 459	
Sainte-Angèle-de-Prémont	M	45 478	0	0	0	0	
Sainte-Anne-de-Beaupré	V	38 705	0	0	0	16 536	
Sainte-Anne-de-Bellevue	V	0	0	0	0	445 242	
Sainte-Anne-de-la-Pérade	M	28 029	0	0	256	12 191	
Sainte-Anne-de-la-Pocatière	P	39 599	0	0	0	0	
Sainte-Anne-de-la-Rochelle	M	0	0	0	0	3 485	
Sainte-Anne-de-Sabrevois	P	0	0	0	0	11 373	
Sainte-Anne-des-Lacs	P	0	0	0	0	0	
Sainte-Anne-des-Monts	V	650 880	0	0	20 979	276 751	
Sainte-Anne-de-Sorel	M	0	0	0	0	16 166	

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2010-2011

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Saint-Bernard-de-Michaudville	M	0	0	0	0	2 396
Saint-Blaise-sur-Richelieu	M	0	0	0	0	8 099
Saint-Bonaventure	M	0	0	0	0	2 778
Saint-Boniface	M	0	0	0	0	20 633
Saint-Bruno	M	114 225	0	0	0	29 214
Saint-Bruno-de-Guigues	M	38 028	0	0	263	7 838
Saint-Bruno-de-Kamouraska	M	38 098	0	0	66	1 985
Saint-Bruno-de-Montarville	V	0	0	0	15 964	470 846
Saint-Calixte	M	0	0	0	1 545	45 194
Saint-Camille	CT	0	0	0	0	2 055
Saint-Camille-de-Lellis	P	118 543	0	0	107 234	10 565
Saint-Casimir	M	148 990	0	0	0	34 724
Saint-Célestin	VL	32 476	0	0	0	19 001
Saint-Célestin	M	0	0	0	0	0
Saint-Césaire	V	0	0	0	0	79 776
Saint-Charles-Borromée	M	0	0	0	0	274 013
Saint-Charles-de-Bellechasse	M	0	0	0	0	53 589
Saint-Charles-de-Bourget	M	36 339	0	0	984	10 780
Saint-Charles-Garnier	P	68 619	0	0	5 191	2 970
Saint-Charles-sur-Richelieu	M	0	0	0	0	4 844
Saint-Christophe-d'Arthabaska	P	0	0	0	0	0
Saint-Chrysostome	M	0	0	0	0	14 399
Saint-Claude	M	0	0	0	0	4 884
Saint-Clément	P	60 904	0	0	0	3 873
Saint-Cléophas	P	73 924	0	0	8 156	0
Saint-Cléophas-de-Brandon	M	12 376	0	0	0	0
Saint-Clet	M	0	0	0	0	3 952
Saint-Colomban	V	0	0	0	0	89 902
Saint-Côme	P	0	0	0	44 270	4 088
Saint-Côme--Linière	M	173 515	0	0	9 454	19 853
Saint-Constant	V	0	0	0	0	234 583
Saint-Cuthbert	M	0	0	0	0	7 493
Saint-Cyprien	M	99 511	0	0	22 038	14 162
Saint-Cyprien	P	57 930	0	0	0	3 580

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2010-2011

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Saint-Alphonse-Rodriguez	M	0	0	0	2 653	9 900
Saint-Amable	M	0	0	0	0	112 326
Saint-Ambroise	M	195 055	0	0	3 923	23 472
Saint-Ambroise-de-Kildare	P	0	0	0	0	12 251
Saint-Anaclet-de-Lessard	P	0	0	0	35	10 376
Saint-André	M	0	0	0	4 433	6 227
Saint-André-Avellin	M	0	0	0	0	55 619
Saint-André-d'Argenteuil	M	0	0	0	0	10 591
Saint-André-de-Restigouche	M	41 009	0	0	8 322	0
Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	VL	67 884	0	0	24 855	17 782
Saint-Anicet	P	0	0	0	0	5 086
Saint-Anselme	M	0	0	0	0	119 293
Saint-Antoine/l'Isle-aux-Grues	P	0	0	0	0	163
Saint-Antoine-de-Tilly	M	0	0	0	0	5 793
Saint-Antoine-sur-Richelieu	M	0	0	0	0	14 154
Saint-Antonin	P	0	0	0	30 387	30 431
Saint-Apollinaire	M	0	0	0	0	30 719
Saint-Armand	M	0	0	0	0	2 467
Saint-Arsène	P	0	0	0	0	16 167
Saint-Athanase	M	45 114	0	0	73 442	2 543
Saint-Aubert	M	0	0	0	0	3 318
Saint-Augustin	P	47 061	0	0	14 160	13 320
Saint-Augustin	M	108 818	0	8 808	119 137	32 728
Saint-Augustin-de-Desmaures	V	0	0	0	0	587 423
Saint-Augustin-de-Woburn	P	0	0	0	130 601	5 995
Saint-Barnabé	P	11 895	0	0	163	1 944
Saint-Barnabé-Sud	M	0	0	0	0	2 688
Saint-Barthélemy	P	0	0	0	0	12 058
Saint-Basile	V	43 200	0	0	0	9 505
Saint-Basile-le-Grand	V	0	0	0	0	89 757
Saint-Benjamin	M	46 058	0	0	43	4 102
Saint-Benoît-Labre	M	0	0	0	0	7 821
Saint-Bernard	M	0	0	0	0	12 021
Saint-Bernard-de-Lacolle	P	0	0	0	0	3 879

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2010-2011

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Roquemaure	M	64 418	0	0	2 850	3 596
Rosemère	V	0	0	0	0	354 888
Rougemont	M	0	0	0	0	6 985
Roussillon	MRC	0	17 919	0	0	0
Rouville	MRC	0	24 154	0	0	0
Rouyn-Noranda	V	1 401 061	36 587	402 448	479 602	913 254
Roxton	CT	0	0	0	0	0
Roxton Falls	VL	0	0	0	0	15 276
Roxton Pond	M	0	0	0	7 431	19 736
Sacré-Coeur	M	169 910	0	0	29 527	13 273
Sacré-Coeur-de-Jésus	P	0	0	0	0	0
Saguenay	V	0	0	0	80 373	4 068 686
Saint-Adalbert	M	52 738	0	0	32 230	6 160
Saint-Adelme	P	66 618	0	0	1 005	7 092
Saint-Adelphe	P	38 172	0	0	0	11 889
Saint-Adolphe-d'Howard	M	0	0	0	17 761	605
Saint-Adrien	M	0	0	0	0	2 608
Saint-Adrien-d'Irlande	M	4 029	0	0	0	11
Saint-Agapit	M	0	0	0	0	97 424
Saint-Aimé	M	0	0	0	0	0
Saint-Aimé-des-Lacs	M	0	0	0	70 920	5 540
Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	M	0	0	0	40 210	0
Saint-Alban	M	1 158	0	0	14 028	4 385
Saint-Albert	M	14 819	0	0	0	4 177
Saint-Alexandre	M	0	0	0	0	13 017
Saint-Alexandre-de-Kamouraska	M	61 561	0	0	390	56 089
Saint-Alexandre-des-Lacs	P	50 558	0	0	13 907	0
Saint-Alexis	VL	0	0	0	0	7 151
Saint-Alexis	P	0	0	0	0	0
Saint-Alexis-de-Matapédia	M	103 889	0	0	161	7 483
Saint-Alexis-des-Monts	P	0	0	0	302 634	34 315
Saint-Alfred	M	0	0	0	0	0
Saint-Alphonse	M	81 992	0	0	2 216	7 942
Saint-Alphonse-de-Granby	M	0	0	0	0	14 767

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2010-2011

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Princeville	V	142 601	0	0	0	53 170
Québec	AG	0	0	0	0	0
Québec	V	0	0	0	0	17 018 557
Racine	M	0	0	0	0	3 132
Ragueneau	P	204 463	0	0	28 457	40 738
Rapide-Danseur	M	18 330	0	0	9 009	4 490
Rapides-des-Joachims	M	0	0	0	64 004	0
Rawdon	M	0	0	0	12 425	176 617
Rémigny	M	50 679	0	0	76 834	0
Repentigny	V	0	0	0	0	1 431 481
Richelieu	V	0	0	0	0	25 631
Richmond	V	171 979	0	0	0	120 965
Rigaud	M	0	0	0	24	162 387
Rimouski	V	0	0	0	20 176	1 342 041
Rimouski-Neigette	MRC	0	30 406	64 956	0	0
Rimouski-Neigette	TR	0	0	0	15 199	0
Ripon	M	0	0	0	8 172	6 132
Ristigouche-Partie-Sud-Est	CT	17 713	0	0	1 849	0
Rivière-à-Claude	M	28 174	0	0	16 678	0
Rivière-à-Pierre	M	0	0	0	76 703	8 132
Rivière-au-Tonnerre	M	72 539	0	0	42 104	27 077
Rivière-Beaudette	M	0	0	0	0	1 680
Rivière-Bleue	M	178 785	0	0	32 438	33 426
Rivière-du-Loup	MRC	0	30 406	8 665	0	0
Rivière-du-Loup	V	0	0	0	112	675 842
Rivière-Éternité	M	73 245	0	0	136 298	11 439
Rivière-Héva	M	94 300	0	0	12 515	2 852
Rivière-Ouelle	M	0	0	0	0	14 894
Rivière-Rouge	AG	0	0	0	0	176
Rivière-Rouge	V	0	0	0	102 784	159 833
Rivière-Saint-Jean	M	53 498	0	0	72 174	7 640
Robert-Cliche	MRC	0	30 406	16	0	0
Roberval	V	423 614	0	0	23 288	501 961
Rochebaucourt	M	48 046	0	0	15 172	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2010-2011

Nom de la municipalité	Dés.	-- Aide financière particulière --					Bonification des compensations **
		Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques		
Petite-Vallée	M	16 393	0	0	4 210		0
Petit-Saguenay	M	122 098	0	0	73 163		18 577
Piedmont	M	0	0	0	0		7 801
Pierre-De Saurel	MRC	0	30 406	0	0		0
Pierreville	M	0	0	0	1 580		22 311
Pincourt	V	0	0	0	0		225 334
Piopolis	M	0	0	0	10 197		0
Plaisance	M	0	0	0	6 711		6 269
Plessisville	V	405 499	0	0	0		221 617
Plessisville	P	0	0	0	5 645		6 921
Pohénégamook	V	133 277	0	0	78 542		139 980
Pointe-à-la-Croix	M	193 630	0	0	39 157		24 100
Pointe-aux-Outardes	VL	71 980	0	0	6 252		19 276
Pointe-Calumet	M	0	0	0	488		55 644
Pointe-Claire	V	0	0	0	0		790 461
Pointe-des-Cascades	VL	0	0	0	0		0
Pointe-Fortune	VL	0	0	0	0		0
Pointe-Lebel	VL	138 615	0	0	8 417		26 729
Pontiac	MRC	0	43 574	152 110	0		0
Pontiac	TR	0	0	0	127 806		0
Pontiac	M	0	0	0	534		22 787
Pont-Rouge	V	0	0	0	0		80 539
Portage-du-Fort	VL	22 814	0	0	0		0
Port-Cartier	V	79 729	0	0	144 814		215 001
Port-Daniel--Gascons	M	419 982	0	0	18 206		38 664
Portneuf	MRC	0	30 406	115 618	0		0
Portneuf	TR	0	0	0	15 769		0
Portneuf	V	82 215	0	0	0		16 252
Portneuf-sur-Mer	M	140 407	0	0	32 661		20 721
Potton	CT	0	0	0	0		5 183
Pouliaries	M	127 032	0	0	5 790		6 498
Preissac	M	0	0	0	23 518		2 285
Prévost	V	0	0	0	0		64 902
Price	VL	248 840	0	0	0		18 521

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2010-2011

-- Aide financière particulière ---						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Notre-Dame-de-Pontmain	M	0	0	0	90 603	2 041
Notre-Dame-des-Bois	M	0	0	0	58 376	3 267
Notre-Dame-des-Monts	M	78 294	0	0	389	8 353
Notre-Dame-des-Neiges	M	0	0	0	21	0
Notre-Dame-des-Pins	P	0	0	0	0	6 740
Notre-Dame-des-Prairies	V	0	0	0	0	26 011
Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	P	0	0	0	0	112
Notre-Dame-de-Stanbridge	M	0	0	0	0	3 597
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	VL	86 114	0	0	0	10 203
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	P	0	0	0	0	0
Notre-Dame-du-Laus	M	0	0	0	185 355	3 084
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	P	0	0	0	0	15 651
Notre-Dame-du-Nord	M	108 091	0	0	425	53 411
Notre-Dame-du-Portage	M	0	0	0	0	9 470
Notre-Dame-du-Rosaire	M	0	0	0	60 769	0
N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun	P	0	0	0	129	0
Nouvelle	M	160 787	0	0	11 751	12 675
Noyan	M	0	0	0	0	0
Ogden	M	0	0	0	0	0
Oka	M	0	0	0	8 329	58 263
Orford	CT	0	0	0	62 743	0
Ormstown	M	0	0	0	0	79 140
Otterburn Park	V	0	0	0	0	45 733
Otter Lake	M	0	0	0	57 345	3 342
Packington	P	59 448	0	0	14 104	10 317
Padoue	M	46 431	0	0	0	7 984
Palmarolle	M	134 065	0	0	0	15 820
Papineau	MRC	0	36 587	218 728	0	0
Papineauville	M	0	0	0	0	133 678
Parisville	P	18 591	0	0	0	2 103
Paspébiac	V	238 815	0	0	3 031	124 765
Percé	V	328 767	0	0	25 761	44 846
Péribonka	M	15 412	0	0	8 918	6 990
Petite-Rivière-Saint-François	M	0	0	0	17 031	8 295

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2010-2011

Nom de la municipalité	Dés.	-- Aide financière particulière --					Bonification des compensations **
		Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques		
Mont-Saint-Hilaire	V	0	0	0	0	212 038	
Mont-Saint-Michel	M	0	0	0	31 179	2 397	
Mont-Saint-Pierre	VL	43 680	0	0	8 529	0	
Mont-Tremblant	AG	0	0	0	9 787	46 609	
Mont-Tremblant	V	0	0	0	18 758	66 688	
Morin-Heights	M	0	0	0	2 201	8 879	
Mulgrave-et-Derry	M	0	0	0	28 909	4	
Murdochville	V	248 359	0	0	35 352	16 503	
Namur	M	10 625	0	0	2 385	6 654	
Nantes	M	63 335	0	0	0	4 894	
Napierville	M	0	0	0	0	50 347	
Natashquan	CT	55 547	0	0	34 218	35 021	
Nédélec	CT	54 357	0	0	21 261	5 009	
Neuveville	V	0	0	0	0	32 038	
New Carlisle	M	110 954	0	0	233	69 139	
Newport	M	0	0	0	0	13	
New Richmond	V	237 822	0	0	4 090	68 035	
Nicolet	V	0	0	0	0	338 393	
Nicolet-Yamaska	MRC	0	30 406	3 519	0	0	
Nominingue	M	0	0	0	68 775	3 916	
Normandin	V	183 668	0	0	29 514	150 474	
Normétal	M	235 002	0	0	8 199	22 368	
North Hatley	VL	0	0	0	0	7 013	
N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	P	0	0	0	51	6 523	
N.-D.-de-Bonsecours	M	0	0	0	0	32 203	
Notre-Dame-de-Ham	M	29 208	0	0	0	0	
Notre-Dame-de-la-Merci	M	0	0	0	118 144	1 072	
Notre-Dame-de-la-Paix	M	0	0	0	0	4 007	
Notre-Dame-de-la-Salette	M	0	0	0	5 536	13 771	
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	V	0	0	0	0	36 700	
Notre-Dame-de-Lorette	M	35 270	0	0	64 004	9	
Notre-Dame-de-Lourdes	P	0	0	0	2 187	3 413	
Notre-Dame-de-Lourdes	M	0	0	0	0	8 539	
Notre-Dame-de-Montauban	M	31 149	0	0	23 684	12 667	

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2010-2011

Nom de la municipalité	Dés.	-- Aide financière particulière --				
		Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Mayo	M	0	0	0	1 818	0
McMasterville	M	0	0	0	0	121 308
Mékinac	MRC	0	38 441	131 803	0	0
Mékinac	TR	1 382	0	0	60 383	0
Melbourne	CT	0	0	0	0	0
Memphrémagog	MRC	0	30 406	12 233	0	0
Mercier	V	0	0	0	0	66 532
Messines	M	0	0	0	6 599	2 003
Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	V	155 759	0	0	24 933	148 150
Métis-sur-Mer	V	0	0	0	0	6 824
Milan	M	0	0	0	33 136	0
Mille-Isles	M	0	0	0	0	0
Minganie	MRC	0	43 111	56 367	0	0
Minganie	TR	0	0	0	322 122	0
Mirabel	MRC	0	0	0	0	0
Mirabel	V	0	0	0	0	277 209
Moffet	M	32 540	0	0	20 699	3 920
Montcalm	MRC	0	30 406	150	0	0
Montcalm	M	0	0	0	23 223	0
Mont-Carmel	M	62 128	0	0	120 438	4 082
Montcerf-Lytton	M	13 548	0	0	53 810	3 888
Montebello	M	0	0	0	0	16 901
Mont-Joli	V	241 697	0	0	0	416 912
Mont-Laurier	AG	0	0	0	0	0
Mont-Laurier	V	0	0	0	189 749	319 236
Montmagny	MRC	0	37 394	45 375	0	0
Montmagny	V	123 166	0	0	0	492 528
Montpellier	M	0	0	0	64 951	0
Montréal	AG	0	0	0	0	60 906
Montréal	V	0	0	0	0	46 382 130
Montréal-Est	V	0	0	0	0	24 154
Montréal-Ouest	V	0	0	0	0	161 311
Mont-Royal	V	0	0	0	0	391 383
Mont-Saint-Grégoire	M	0	0	0	0	7 617

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2010-2011

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Lotbinière	M	0	0	0	0	2 267
Louiseville	V	186 471	0	0	0	306 267
Low	CT	0	0	0	18 835	2 519
Lyster	M	11 373	0	0	0	6 838
Macamic	V	303 371	0	0	1 987	103 090
Maddington	CT	42 887	0	0	0	0
Magog	V	0	0	0	1 768	322 080
Malartic	V	537 918	0	0	31 841	239 690
Mandeville	M	0	0	0	128 993	3 363
Manicouagan	MRC	0	27 244	316 445	0	193
Manicouagan	TR	0	0	0	103 825	0
Maniwaki	V	272 026	0	0	3 266	327 849
Manseau	M	83 186	0	0	1 308	0
Mansfield-et-Pontefract	M	16 163	0	0	89 808	55 375
Marguerite-D'Youville	MRC	0	17 919	5 350	0	0
Maria	M	67 353	0	0	1 869	111 421
Maria-Chapdelaine	MRC	0	43 574	270 318	0	0
Maria-Chapdelaine	TR	6 710	0	0	283 076	0
Maricourt	M	0	0	0	0	0
Marieville	V	0	0	0	0	153 366
Marsoui	VL	74 674	0	0	40 906	22 552
Marston	CT	0	0	0	15 518	0
Martinville	M	7 011	0	0	0	2 338
Mascouche	V	0	0	0	0	506 910
Maskinongé	MRC	0	30 406	364 157	0	0
Maskinongé	M	48 640	0	0	0	6 250
Massueville	VL	20 293	0	0	0	5 043
Matagami	V	323 702	0	19 294	19 076	187 123
Matane	MRC	0	43 574	96 474	0	0
Matane	TR	1 458	0	0	25 949	0
Matane	V	364 385	0	0	283	564 804
Matapédia	M	66 888	0	0	49	93 921
Matawinie	MRC	0	30 406	365 094	0	2 007
Matawinie	TR	2 131	0	0	169 704	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2010-2011

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Les Hauteurs	M	95 586	0	0	3 995	6 210
Les Îles-de-la-Madeleine	AG	0	43 574	0	0	198 003
Les Îles-de-la-Madeleine	M	388 525	0	0	0	222 844
Les Jardins-de-Napierville	MRC	0	30 406	0	0	0
Les Laurentides	MRC	0	36 587	417 998	0	0
Les Maskoutains	MRC	0	30 406	0	0	0
Les Méchins	M	129 919	0	0	123 004	14 313
Les Moulins	MRC	0	17 919	0	0	0
Les Pays-d'en-Haut	MRC	0	17 919	77 377	0	0
Les Sources	MRC	0	38 441	1 761	0	0
Le Val-Saint-François	MRC	0	30 406	346	0	0
Lévis	V	0	17 919	0	0	2 608 607
L'Île-Cadieux	V	0	0	0	0	0
L'Île-d'Anticosti	M	7 235	0	0	94 544	17 985
L'Île-d'Orléans	MRC	0	29 187	0	0	0
L'Île-Dorval	V	0	0	0	0	0
L'Île-du-Grand-Calumet	M	21 625	0	0	2 365	4 115
L'Île-Perrot	V	0	0	0	0	118 138
Lingwick	CT	0	0	0	10 562	0
L'Isle-aux-Allumettes	M	0	0	0	1 642	16 424
L'Isle-aux-Coudres	M	0	0	0	0	17 187
L'Islet	MRC	0	38 441	68 804	0	0
L'Islet	M	99 922	0	0	0	55 946
L'Isle-Verte	M	16 340	0	0	0	26 753
Litchfield	M	0	0	0	1 690	0
Lochaber	CT	0	0	0	2 148	0
Lochaber-Partie-Ouest	CT	0	0	0	0	0
Longue-Pointe-de-Mingan	M	59 826	0	0	72 740	23 000
Longue-Rive	M	210 816	0	0	36 937	16 626
Longueuil	AG	0	8 960	0	0	0
Longueuil	V	0	0	0	4 388	4 047 549
Lorraine	V	0	0	0	0	96 426
Lorrainville	M	100 042	0	0	149	53 416
Lotbinière	MRC	0	30 406	22 024	0	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2010-2011

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
La Visitation-de-l'Île-Dupas	M	0	0	0	0	0
La Visitation-de-Yamaska	M	0	0	0	0	0
Lawrenceville	VL	0	0	0	0	1 992
Lebel-sur-Quévillon	V	293 699	0	32 143	4 255	109 217
Leclercville	M	0	0	0	45 835	1 639
Le Domaine-du-Roy	MRC	0	36 587	312 578	0	0
Le Domaine-du-Roy	TR	0	0	0	133 279	0
Lefebvre	M	0	0	0	0	2
Le Fjord-du-Saguenay	MRC	0	43 574	202 493	0	0
Le Fjord-du-Saguenay	TR	5 053	0	0	300 601	0
Le Golfe-du-Saint-Laurent	MRC	0	137 634	0	0	0
Le Granit	MRC	0	30 406	114 979	0	0
Le Haut-Richelieu	MRC	0	30 406	1 783	0	0
Le Haut-Saint-François	MRC	0	30 406	25 788	0	0
Le Haut-Saint-Laurent	MRC	0	30 406	0	0	0
Lejeune	M	50 381	0	0	72 828	3 855
Lemieux	M	8 988	0	0	0	0
L'Épiphanie	V	0	0	0	0	62 940
L'Épiphanie	P	0	0	0	0	0
L'Érable	MRC	0	30 406	37 683	0	0
Le Rocher-Percé	MRC	0	45 824	194 687	0	0
Le Rocher-Percé	TR	0	0	0	7 039	0
Léry	V	0	0	0	0	623
Les Appalaches	MRC	0	30 406	13 953	0	0
Les Basques	MRC	0	40 158	10 855	0	0
Les Basques	TR	0	0	0	1 916	0
Les Bergeronnes	M	48 622	0	0	21 992	102 987
Les Cèdres	M	0	0	0	0	32 154
Les Chenaux	MRC	0	34 947	178 974	0	0
Les Collines-de-l'Outaouais	MRC	0	24 100	391 604	0	0
Les Coteaux	M	0	0	0	0	20 088
Les Éboulements	M	0	0	0	0	6 730
Les Escoumins	M	141 077	0	0	32 226	40 315
Les Etchemins	MRC	0	38 441	28 921	0	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2010-2011

Nom de la municipalité	Dés.	-- Aide financière particulière --					Bonification des compensations **
		Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques		
La Nouvelle-Beauce	MRC	0	30 406	1	0		0
L'Anse-Saint-Jean	M	0	0	0	146 953		29 570
Lantier	M	0	0	0	894		0
La Patrie	M	0	0	0	74 547		10 193
La Pêche	M	0	0	0	34 973		67 402
La Pocatière	V	8 085	0	0	150		364 617
La Prairie	V	0	0	0	0		414 698
La Présentation	M	0	0	0	0		7 381
La Rédemption	P	87 242	0	0	14 356		6 642
La Reine	M	96 401	0	0	844		61
La Rivière-du-Nord	MRC	0	30 406	7 544	0		0
Larouche	M	22 876	0	0	9 203		22 678
La Sarre	V	593 227	0	0	1 126		372 000
L'Ascension	M	0	0	0	127 581		4 597
L'Ascension-de-Notre-Seigneur	P	91 592	0	0	22 450		14 328
L'Ascension-de-Patapédia	M	41 253	0	0	4 638		0
L'Assomption	MRC	0	17 919	0	0		0
L'Assomption	V	0	0	0	0		595 039
La Trinité-des-Monts	P	49 938	0	0	51 305		0
Latulipe-et-Gaboury	CU	54 406	0	0	20 870		12 600
La Tuque	AG	0	40 034	131 793	243 663		0
La Tuque	V	498 487	0	0	409 715		421 872
Launay	CT	36 845	0	0	19 603		2 963
Laurier-Station	VL	0	0	0	0		34 620
Laurierville	M	10 990	0	0	0		6 581
Laval	MRC	0	0	0	0		0
Laval	V	0	0	0	0		5 445 857
La Vallée-de-la-Gatineau	MRC	0	43 574	189 736	0		0
La Vallée-de-la-Gatineau	TR	2 303	0	0	127 815		0
La Vallée-de-l'Or	MRC	0	36 587	427 307	0		99
La Vallée-du-Richelieu	MRC	0	17 919	446	0		0
Lavaltrie	V	0	0	0	0		183 500
L'Avenir	M	0	0	0	0		1 277
Laverlochère	M	68 099	0	0	1 921		5 199

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2010-2011

Nom de la municipalité	Dés.	-- Aide financière particulière --				
		Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Lac-Saint-Joseph	V	0	0	0	2 982	0
Lac-Saint-Paul	M	0	0	0	54 256	0
Lac-Sergent	V	0	0	0	0	0
Lac-Simon	M	0	0	0	11 332	0
Lac-Supérieur	M	0	0	0	102 668	276
Lac-Tremblant-Nord	M	0	0	0	610	0
La Doré	P	154 273	0	0	75 670	17 162
La Durantaye	P	0	0	0	0	9 704
Laforce	M	90 216	0	0	21 787	3 544
La Guadeloupe	VL	107 061	0	0	0	25 402
La Haute-Côte-Nord	MRC	0	43 574	127 435	0	0
La Haute-Côte-Nord	TR	282	0	0	35 545	0
La Haute-Gaspésie	MRC	0	45 824	130 003	0	0
La Haute-Gaspésie	TR	9 893	0	0	15 545	0
La Haute-Yamaska	MRC	0	30 406	372 690	0	0
La Jacques-Cartier	MRC	0	17 919	112 832	0	0
La Jacques-Cartier	TR	0	0	0	21 272	0
La Macaza	M	0	0	0	35 130	0
La Malbaie	V	0	0	0	62 025	324 856
Lamarche	M	54 956	0	0	24 458	9 418
La Martre	M	44 194	0	0	23 069	0
La Matapédia	MRC	0	43 574	126 517	0	988
La Matapédia	TR	2 392	0	0	42 373	0
Lambton	M	0	0	0	2 519	10 142
La Minerve	M	0	0	0	83 925	4 565
La Mitis	MRC	0	43 574	38 297	0	0
La Mitis	TR	0	0	0	13 428	0
La Morandière	M	56 015	0	0	19 229	5 577
La Motte	M	33 096	0	0	5 486	2 382
L'Ancienne-Lorette	V	0	0	0	0	239 765
Landrienne	CT	95 454	0	0	22 424	10 077
L'Ange-Gardien	M	0	0	0	0	10 755
L'Ange-Gardien	M	0	0	0	3 420	2 521
Lanoraie	M	0	0	0	0	27 997

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2010-2011

Nom de la municipalité	Dés.	-- Aide financière particulière --					Bonification des compensations **
		Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques		
Kipawa	M	998	0	0	2 687		0
Kirkland	V	0	0	0	0		162 272
Labelle	M	0	0	0	82 483		14 695
La Bostonnais	M	58 758	0	0	19 708		0
Labrecque	M	80 082	0	0	27 815		17 608
Lac-au-Saumon	M	150 597	0	0	0		39 089
Lac-aux-Sables	P	0	0	0	57 697		11 252
Lac-Beauport	M	0	0	0	0		27 552
Lac-Bouchette	M	113 822	0	0	170 506		13 098
Lac-Brome	V	0	0	0	0		29 351
Lac-Delage	V	0	0	0	0		0
Lac-des-Aigles	M	91 767	0	0	216		10 435
Lac-des-Écorces	M	70 187	0	0	23 333		8 837
Lac-des-Plages	M	0	0	0	30 516		0
Lac-des-Seize-Îles	M	0	0	0	83		0
Lac-Drolet	M	3 325	0	0	0		5 065
Lac-du-Cerf	M	0	0	0	24 527		0
Lac-Édouard	M	7 279	0	0	41 755		0
Lac-Etchemin	M	84 463	0	0	5 085		73 086
Lac-Frontière	M	15 686	0	0	7 995		0
Lachute	V	0	0	0	0		421 307
Lac-Mégantic	V	0	0	0	0		313 190
Lacolle	M	0	0	0	0		13 528
La Conception	M	0	0	0	39 443		0
La Corne	M	63 648	0	0	18 365		3 072
La Côte-de-Beaupré	MRC	0	30 406	185 455	0		3 478
La Côte-de-Beaupré	TR	0	0	0	44 937		0
La Côte-de-Gaspé	MRC	0	43 574	185 245	0		0
La Côte-de-Gaspé	TR	0	0	0	11 285		0
Lac-Poulin	VL	0	0	0	0		0
Lac-Saguay	VL	0	0	0	35 289		0
Lac-Sainte-Marie	M	0	0	0	22 277		2 180
Lac-Saint-Jean-Est	MRC	0	30 406	531 899	0		0
Lac-Saint-Jean-Est	TR	0	0	0	13 400		0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2010-2011

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Hampden	CT	0	0	0	41 377	0
Hampstead	V	0	0	0	0	79 002
Harrington	CT	0	0	0	30 873	0
Hatley	M	0	0	0	0	0
Hatley	CT	0	0	0	0	0
Havelock	CT	0	0	0	0	0
Havre-Saint-Pierre	M	0	0	0	225 022	122 750
Hébertville	M	74 957	0	0	42 798	58 334
Hébertville-Station	VL	115 013	0	0	2 093	12 430
Hemmingford	VL	0	0	0	0	15 350
Hemmingford	CT	0	0	0	0	0
Henryville	M	0	0	0	0	6 470
Hérouxville	P	101 606	0	0	266	7 554
Hinchinbrooke	CT	0	0	0	0	706
Honfleur	M	0	0	0	0	0
Hope	CT	101 236	0	0	1 124	0
Hope Town	M	29 182	0	0	57	1 595
Howick	M	28 329	0	0	0	18 588
Huberdeau	M	0	0	0	0	14 363
Hudson	V	0	0	0	0	65 304
Huntingdon	V	166 536	0	0	0	124 455
Inverness	M	0	0	0	0	5 782
Irlande	M	317	0	0	0	0
Ivry-sur-le-Lac	M	0	0	0	0	0
Joliette	MRC	0	30 406	0	0	0
Joliette	V	0	0	0	0	773 277
Kamouraska	MRC	0	37 394	46 510	0	0
Kamouraska	TR	3 471	0	0	11 791	0
Kamouraska	M	0	0	0	0	3 539
Kazabazua	M	0	0	0	9 993	2 883
Kiamika	M	0	0	0	96 607	2 628
Kingsbury	VL	0	0	0	0	0
Kingsey Falls	V	0	0	0	0	18 663
Kinnear's Mills	M	0	0	0	0	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2010-2011

Nom de la municipalité	Dés.	-- Aide financière particulière --				
		Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Fermont	V	146 773	0	0	54 671	112 424
Forestville	V	428 279	0	0	21 565	133 442
Fort-Coulonge	VL	238 395	0	0	0	51 479
Fortierville	M	54 204	0	0	0	4 529
Fossambault-sur-le-Lac	V	0	0	0	190	0
Frampton	M	0	0	0	0	5 642
Franklin	M	0	0	0	0	5 088
Franquelin	M	49 993	0	0	62 729	7 598
Frelighsburg	M	0	0	0	0	5 605
Frontenac	M	0	0	0	40 630	11
Fugèreville	M	38 241	0	0	5 865	4 086
Gallichan	M	39 499	0	0	29	105
Gaspé	V	540 209	0	0	60 990	483 764
Gatineau	V	0	0	0	1 624	6 833 115
Girardville	M	119 375	0	0	20 061	20 432
Godbout	VL	75 655	0	0	21 032	9 738
Godmanchester	CT	0	0	0	0	41
Golfe-du-Saint-Laurent	TR	0	0	0	0	0
Gore	CT	0	0	0	133	665
Gracefield	V	0	0	0	28 412	33 940
Granby	V	0	0	0	0	694 716
Grande-Rivière	V	357 197	0	0	0	153 097
Grandes-Piles	VL	0	0	0	26 245	0
Grande-Vallée	M	137 567	0	0	17 438	55 464
Grand-Métis	M	27	0	0	0	0
Grand-Remous	M	4 288	0	0	62 271	3 863
Grand-Saint-Esprit	M	0	0	0	0	0
Grenville	VL	0	0	0	0	34 424
Grenville-sur-la-Rouge	M	0	0	0	12 387	37 264
Gros-Mécatina	M	84 467	0	5 667	87 437	38 110
Grosse-Île	M	31 531	0	0	0	14 217
Grosses-Roches	M	71 961	0	0	3 773	8 061
Guérin	CT	32 935	0	0	9 757	3 086
Ham-Nord	CT	23 851	0	0	0	6 791

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2010-2011

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Deux-Montagnes	V	0	0	0	0	293 506
Disraeli	V	149 867	0	0	0	130 824
Disraeli	P	0	0	0	625	0
Dixville	M	0	0	0	0	8 238
Dolbeau-Mistassini	V	570 871	0	0	52 323	566 289
Dollard-Des Ormeaux	V	0	0	0	0	551 125
Donncona	V	0	0	0	0	285 109
Dorval	V	0	0	0	0	411 935
Dosquet	M	14 327	0	0	0	3 827
Drummond	MRC	0	30 406	71	0	0
Drummondville	V	0	0	0	67	905 269
Dudswell	M	0	0	0	0	4 186
Duhamel	M	0	0	0	107 892	0
Duhamel-Ouest	M	0	0	0	0	0
Dundee	CT	0	0	0	0	0
Dunham	V	0	0	0	0	12 197
Duparquet	V	43 597	0	0	16 461	6 691
Dupuy	M	133 570	0	0	800	5 068
Durham-Sud	M	0	0	0	0	1 631
East Angus	V	155 204	0	0	0	141 968
East Broughton	M	232 326	0	0	0	25 168
East Farnham	M	0	0	0	0	0
East Hereford	M	0	0	0	0	1 408
Eastman	M	0	0	0	621	8 235
Egan-Sud	M	2 912	0	0	50	0
Elgin	M	0	0	0	0	0
Entrelacs	M	0	0	0	12 402	2 312
Escuminac	M	36 306	0	0	3 744	4 931
Esprit-Saint	M	67 079	0	0	31 995	3 448
Estérel	V	0	0	0	0	0
Farnham	V	0	0	0	0	147 939
Fassett	M	0	0	0	0	0
Ferland-et-Boilleau	M	23 263	0	0	54 940	5 635
Ferme-Neuve	M	0	0	0	297 270	16 013

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2010-2011

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Chibougamau	V	324 206	0	79 671	132 294	391 036
Chichester	CT	0	0	0	37 792	0
Chute-aux-Outardes	VL	284 113	0	0	1 259	45 229
Chute-Saint-Philippe	M	0	0	0	90 889	1 911
Clarendon	M	0	0	0	79	70
Clermont	V	40 921	0	0	5 276	38 765
Clermont	CT	69 299	0	0	5 080	2 922
Clerval	M	31 617	0	0	1 729	0
Cleveland	CT	0	0	0	0	15 798
Cloridorme	CT	134 118	0	0	17 476	13 620
Coaticook	MRC	0	30 406	0	0	0
Coaticook	V	0	0	0	0	208 029
Colombier	M	158 274	0	0	45 315	29 460
Compton	M	0	0	0	0	21 889
Contrecoeur	V	0	0	0	0	27 881
Cookshire-Eaton	AG	0	0	0	0	0
Cookshire-Eaton	V	0	0	0	0	29 065
Coteau-du-Lac	V	0	0	0	0	49 752
Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	M	179 974	0	12 112	151 561	107 876
Côte-Saint-Luc	V	0	0	0	0	786 967
Courcelles	M	22 269	0	0	0	5 843
Cowansville	V	0	0	0	0	479 044
Crabtree	M	0	0	0	0	18 332
Danville	V	176 988	0	0	0	20 339
D'Au-tray	MRC	0	30 406	9 204	0	0
Daveluyville	V	106 565	0	0	0	50 270
Dégelis	V	178 567	0	0	208 446	141 366
Déléage	M	109 072	0	0	31 885	1 619
Delson	V	0	0	0	0	88 310
Denholm	M	0	0	0	36 363	0
Desbiens	V	134 039	0	0	361	12 379
Deschaillons-sur-Saint-Laurent	M	0	0	0	0	17 824
Deschambault-Grondines	M	0	0	0	0	7 315
Deux-Montagnes	MRC	0	17 919	14 555	0	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2010-2011

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Campbell's Bay	M	73 101	0	0	0	58 528
Candiac	V	0	0	0	0	114 419
Caniapiscau	MRC	0	26 251	27 815	0	0
Caniapiscau	TR	0	0	0	199 181	0
Cantley	M	0	0	0	0	43 814
Cap-Chat	V	239 435	0	0	6 183	65 675
Caplan	M	117 741	0	0	62	12 562
Cap-Saint-Ignace	M	87 501	0	0	39 141	32 235
Cap-Santé	V	0	0	0	0	19 108
Carignan	V	0	0	0	0	24 777
Carleton-sur-Mer	V	171 416	0	0	15 310	168 445
Cascapédia--Saint-Jules	M	30 064	0	0	5 297	0
Causapscal	V	366 071	0	0	429	115 213
Cayamant	M	0	0	0	72 249	1 398
Chambly	V	0	0	0	0	267 108
Chambord	M	0	0	0	6 586	16 495
Champlain	M	0	0	0	0	3 467
Champneuf	M	32 471	0	0	20 012	0
Chandler	V	754 757	0	0	44 007	306 429
Chapais	V	371 686	0	18 291	23 127	124 117
Charette	M	22 542	0	0	0	10 884
Charlemagne	V	0	0	0	0	35 488
Charlevoix	MRC	0	38 441	126 531	0	0
Charlevoix	TR	35 108	0	0	30 189	0
Charlevoix-Est	MRC	0	38 441	78 423	0	0
Charlevoix-Est	TR	11 370	0	0	11 773	0
Chartierville	M	0	0	0	6 459	0
Châteauguay	V	0	0	0	0	1 313 569
Château-Richer	V	0	0	0	0	22 545
Chazel	M	52 534	0	0	5 696	0
Chelsea	M	0	0	0	0	37 796
Chénéville	M	0	0	0	834	8 740
Chertsey	M	0	0	0	85 438	27 347
Chesterville	M	0	0	0	0	7 642

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2010-2011

-- Aide financière particulière --						
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Berthier-sur-Mer	M	0	0	0	0	7 211
Berthierville	V	0	0	0	0	184 660
Béthanie	M	0	0	0	0	0
Biencourt	M	96 131	0	0	26 520	5 600
Blainville	V	0	0	0	0	519 124
Blanc-Sablon	M	97 707	0	13 483	37 222	115 904
Blue Sea	M	0	0	0	3 005	1 577
Boileau	M	0	0	0	13 704	0
Boisbriand	V	0	0	0	0	404 497
Boischatel	M	0	0	0	0	26 619
Bois-des-Filion	V	0	0	0	0	105 127
Bois-Franc	M	0	0	0	3 500	3 464
Bolton-Est	M	0	0	0	0	379
Bolton-Ouest	M	0	0	0	0	0
Bonaventure	MRC	0	43 574	188 365	0	0
Bonaventure	TR	0	0	0	13 566	0
Bonaventure	V	131 965	0	0	105	121 975
Bonne-Espérance	M	161 189	0	8 798	93 944	63 596
Bonsecours	M	0	0	0	34	4 172
Boucherville	V	0	0	0	22 870	320 418
Bouchette	M	0	0	0	6 815	4 107
Bowman	M	0	0	0	12 631	0
Brébeuf	P	0	0	0	1 587	0
Brigham	M	0	0	0	0	2 307
Bristol	M	0	0	0	22	0
Brome	VL	0	0	0	0	0
Brome-Missisquoi	MRC	0	30 406	0	0	0
Bromont	V	0	0	0	0	39 411
Brossard	V	0	0	0	1 217	580 717
Brownsburg-Chatham	V	0	0	0	0	25 984
Bryson	M	78 091	0	0	0	0
Bury	M	0	0	0	0	2 909
Cacouna	M	0	0	0	290	23 444
Calixa-Lavallée	P	0	0	0	0	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2010-2011

Nom de la municipalité	Dés.	-- Aide financière particulière --				
		Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **
Avignon	TR	0	0	0	7 824	0
Ayer's Cliff	VL	0	0	0	0	32 276
Baie-Comeau	V	0	0	0	41 110	708 570
Baie-des-Sables	M	53 379	0	0	0	6 180
Baie-du-Febvre	M	0	0	0	0	7 752
Baie-D'Urfé	V	0	0	0	0	89 804
Baie-James	M	96 520	8 584	20 122	1 032 150	12 293
Baie-Johan-Beetz	M	11 470	0	0	24 078	2 604
Baie-Sainte-Catherine	M	16 655	0	0	9 045	6 032
Baie-Saint-Paul	V	0	0	0	34	227 317
Baie-Trinité	VL	106 727	0	0	70 980	39 044
Barkmere	V	0	0	0	2 837	0
Barnston-Ouest	M	0	0	0	0	0
Barraute	M	299 080	0	0	43 552	55 756
Batiscan	M	0	0	0	0	2 979
Beaconsfield	V	0	0	0	0	461 697
Béarn	M	98 712	0	0	48 747	7 146
Beauce-Sartigan	MRC	0	30 406	15 475	0	0
Beauceville	V	113 930	0	0	0	208 348
Beauharnois	V	0	0	0	0	225 581
Beauharnois-Salaberry	MRC	0	30 406	0	0	0
Beaulac-Garthby	M	0	0	0	1 888	6 358
Beaumont	M	0	0	0	0	12 926
Beaupré	V	0	0	0	0	125 788
Bécancour	MRC	0	30 406	8 085	0	0
Bécancour	V	0	0	0	1 008	0
Bedford	V	0	0	0	0	88 732
Bedford	CT	0	0	0	0	0
Bégin	M	89 532	0	0	42 746	11 216
Belcourt	M	50 523	0	0	36 696	0
Bellechasse	MRC	0	30 406	9 108	0	0
Belleterre	V	74 961	0	0	60 248	3 885
Beloeil	V	0	0	0	0	309 848
Berry	M	61 090	0	0	31 949	2 286

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2010-2011

Nom de la municipalité	Dés.	-- Aide financière particulière --					Bonification des compensations **
		Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques		
Abercorn	VL	0	0	0	0	0	
Abitibi	MRC	0	36 587	244 241	0	0	
Abitibi	TR	35 917	0	0	11 373	0	
Abitibi-Ouest	MRC	0	36 587	217 919	0	0	
Abitibi-Ouest	TR	29 681	0	0	2 099	0	
Acton	MRC	0	38 441	0	0	0	
Acton Vale	V	0	0	0	0	132 987	
Adstock	M	0	0	0	17 481	10 981	
Aguanish	M	63 143	0	0	97 225	8 613	
Albanel	M	184 574	0	0	19 649	27 620	
Albertville	M	53 415	0	0	3 889	2 570	
Alleyn-et-Cawood	M	0	0	0	47 553	4	
Alma	V	0	0	0	1 528	774 472	
Amherst	CT	0	0	0	54 596	5 142	
Amos	V	469 915	0	0	32 599	503 942	
Amqui	V	312 529	0	0	11 265	256 038	
Ange-Gardien	M	0	0	0	0	8 477	
Angliers	VL	31 238	0	0	24 250	0	
Antoine-Labelle	MRC	0	43 574	357 180	0	0	
Antoine-Labelle	TR	0	0	0	195 819	0	
Argenteuil	MRC	0	30 406	100 636	0	0	
Armagh	M	70 703	0	0	33 551	8 485	
Arthabaska	MRC	0	30 406	17 229	0	0	
Arundel	CT	0	0	0	4 713	5 706	
Asbestos	V	517 436	0	0	0	134 981	
Ascot Corner	M	0	0	0	0	11 303	
Aston-Jonction	M	2 046	0	0	0	3 165	
Auclair	M	45 647	0	0	15 038	7 610	
Audet	M	0	0	0	68	4 435	
Aumond	CT	0	0	0	26 985	0	
Austin	M	0	0	0	1 542	4 290	
Authier	M	69 633	0	0	8 567	0	
Authier-Nord	M	60 207	0	0	21 903	3 243	
Avignon	MRC	0	43 574	137 808	0	0	

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément bonification des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande # 9

Sommes transférées (montant total et sommes ventilées) aux municipalités en vertu du pacte fiscal en précisant les montants et catégories en 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012, détaillées par municipalité.

A)	Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2010-2011	250 548 297 \$
B)	Prévisions des sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2011-2012	260 548 284 \$

Voir documents en annexe.

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande # 8

Liste des études de regroupement produites en 2010-2011 avec la date de réalisation et, s'il y a lieu, le nom de la firme qui a réalisé chacune de ces études et le montant du contrat.

Il n'y a eu aucune étude de regroupement confiée à une firme privée en 2010-2011. Voir la réponse à la question # 7 pour les études de regroupement réalisées par le Ministère.

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande # 7

Liste des municipalités qui ont demandé une étude d'opportunité en 2010-2011 d'un projet de regroupement dans le cadre de la politique des regroupements municipaux, liste des études réalisées, coûts et principales conclusions des études.

Ce dossier de regroupement est issu de la volonté du milieu.

<u>Municipalités</u>	<u>Date de l'étude</u>	<u>Auteur</u>	<u>Coûts⁽¹⁾</u>	<u>Conclusion et suivi</u>
Ville de Drummondville Municipalité de Saint-Germain-de-Grantham	Non encore disponible	Robert Sabourin	Aucun	À la suite d'une demande reçue en octobre 2010, les travaux et discussions amorcés en 2006 sur le regroupement se poursuivent.

⁽¹⁾ Cette étude est réalisée par le personnel du Ministère.

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande # 6

Liste des municipalités qui ont profité d'une aide financière pour se regrouper (PAFREM), en indiquant le montant de l'aide financière pour chacun des bénéficiaires en 2010-2011.

Programme : Programme d'aide financière au regroupement municipal (PAFREM)¹

Versements annuels de l'exercice financier 2010-2011

Municipalités	Versement	MONTANT
Granby	5 ^e versement	178 818 \$
Rimouski	2 ^e versement	200 000 \$
Saint-Norbert-d'Arthabaska	2 ^e versement	15 806 \$
Témiscouata-sur-le-Lac	1 ^{er} versement	171 400 \$
Total		566 024 \$

¹ Ce programme comprend 5 versements

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande # 5

Liste des municipalités, des municipalités régionales de comté, des régies intermunicipales ou organismes supralocaux qui ont reçu une aide financière spéciale de la part du MAMROT pour 2010-2011. Indiquer l'objet de l'aide financière, le nom, le montant reçu pour chacune de ces entités.

Nom du bénéficiaire	Montant \$
Célébrations Lévis 2011	2 000 000,00 \$
Comité intergouvernemental de recherches urbaines régionales (CIRUR)	37 681,00 \$
Comité intergouvernemental de recherches urbaines régionales (CIRUR)	44 471,00 \$
Municipalité de Bowman	32 089,00 \$
Municipalité de L'Ile-d'Anticosti	123 926,00 \$
Ville de Baie-Comeau	1 694 300,00 \$
Ville de Matane	178 471,00 \$
Ville de Murdochville	436 800,00 \$

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande #4	Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du Ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
------------	---

Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹	Participants
UNION DES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC	Assises annuelles UMQ	2 085,00 \$	3
	Gestion budgétaire et fiscalité municipale	15,48 \$	1
	La gestion des contrats municipaux du 23 septembre au 27 octobre 2010	25,00 \$	1
	La gestion des contrats municipaux du 23 septembre au 27 octobre 2010	81,76 \$	2
	La gestion des contrats municipaux du 23 septembre au 27 octobre 2010	106,00 \$	1
	Mise en œuvre du développement durable par les municipalités	975,00 \$	3
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	Cours autodidactique de français écrit	80,00 \$	1
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE	Microprogramme universitaire 2e cycle - CGA	886,14 \$	1
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI	Approche éco-conseil du développement durable	300,64 \$	1
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	Financement des transports collectifs	200,00 \$	1
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	Dialogue sur le développement nordique	928,23 \$	1
UNIVERSITÉ LAVAL	Introduction aux peuples autochtones du Canada	300,00 \$	1
	Colloque sur le développement rural	20,00 \$	1
	Sujets spéciaux de l'action humanitaire	0,00 \$	1
	Droit administratif I	350,00 \$	1
	Introduction aux peuples autochtones du Canada	316,79 \$	1
	Protection des droits et libertés	266,31 \$	1
	Améliorer l'efficacité de vos communications orales	360,45 \$	1
VERSALYS	Lotus Notes 7	421,90 \$	8
	Word fonction avancée	220,00 \$	1
	Lotus Notes 7	110,00 \$	1
	Photoshop intermédiaire	445,80 \$	1
VILLE DE QUÉBEC	Colloque sur l'innovation 2010 -Densification urbaine	44,29 \$	1

1*Coût total : inscription et frais de déplacement

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande #4

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du Ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹	Participants
SOLIDARITÉ RURALE DU QUÉBEC	Conférence nationale de solidarité rurale du Québec 20 au 22 avril 2010	250,00 \$	1
	Conférence nationale de solidarité rurale du Québec 20 au 22 avril 2010	450,60 \$	2
	Conférence nationale de solidarité rurale du Québec 20 au 22 avril 2010	254,45 \$	1
	Conférence nationale de solidarité rurale du Québec 20 au 22 avril 2010	192,93 \$	1
	Conférence nationale de solidarité rurale du Québec 20 au 22 avril 2010	1 024,73 \$	3
	Formation annuelle des agents ruraux 4 au 7 mai 2010	1 107,90 \$	1
	Formation annuelle des agents ruraux 4 au 7 mai 2010	728,42 \$	1
	Formation annuelle des agents ruraux 4 au 7 mai 2010	1 838,17 \$	4
	Formation annuelle des agents ruraux 4 au 7 mai 2010	483,10 \$	1
	Conférence sur l'avenir des territoires	379,18 \$	1
CHAMBRE IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC	Sommet immobilier de Québec	345,00 \$	1
SYNÉSIS	Lotus Notes 7 intermédiaire	475,00 \$	1
	Excel 2007 intermédiaire	220,00 \$	1
	Lotus Notes 7	0,00 \$	1
TABLE DE CONCERTATION DU MOUVEMENT DES FEMMES	Améliorer son rendement	90,00 \$	1
TECHNOLOGIA FORMATION	Techniques de résolution de problèmes	395,00 \$	1
	Coaching d'une équipe gagnante	797,16 \$	1
TÉLUQ	Administration marketing	370,00 \$	1

1*Coût total : inscription et frais de déplacement

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande #4	Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du Ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
------------	---

Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹	Participants
ORDRE DES ÉVALUATEURS AGRÉÉS DU QUÉBEC	Obligations professionnelles	338,62 \$	1
	Études de cas	300,00 \$	1
	Congrès 2010	5 768,15 \$	6
	Programme de formation professionnelle	240,00 \$	1
	Obligations professionnelles	338,63 \$	1
ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC	Colloque des ingénieurs	966,00 \$	1
ORDRE DES URBANISTES DU QUÉBEC	Urbanisme et développement durable	560,00 \$	1
RÉSEAU ACTION TI	Conférence sur les intranets	595,00 \$	1
	Journée de l'informatique de Québec	160,00 \$	1
RÉSEAU DES FEMMES DES LAURENTIDES	Analyse différenciée selon les sexes	54,30 \$	1
RÉSEAU ENVIRONNEMENT	33e symposium sur les eaux usées	461,00 \$	1
RÉSEAU QUÉBÉCOIS DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL	Activité du réseau québécois de développement social	140,68 \$	1
RÉSEAU QUÉBÉCOIS DE REVITALISATION INTÉGRÉE	Colloque national sur la revitalisation intégrée	486,80 \$	1
SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT	Perspectives du marché de l'habitation - Québec	225,00 \$	1
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	Crédits détaillés	0,00 \$	1
SIEMENS	Système de contrôle d'accès Sphinx	1 000,00 \$	2
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE PHYTO TECHNOLOGIE	Colloque phytotechnologies au service des villes	141,10 \$	1

1*Coût total : inscription et frais de déplacement

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande #4

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du Ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹	Participants
MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES	Colloque national régionalisation de l'immigration du 10 et 11 mai 2010	151,70 \$	1
	Colloque national régionalisation de l'immigration du 10 et 11 mai 2010	68,41 \$	1
	Colloque national régionalisation de l'immigration du 10 et 11 mai 2010	192,70 \$	1
MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE	Journée de la coopération en information géographique	531,66 \$	6
MRC DE PORTNEUF	Colloque des gestionnaires et des coordonnateurs des cours d'eau du 19 au 21 avril 2010	820,00 \$	1
	Colloque des gestionnaires et des coordonnateurs des cours d'eau du 19 au 21 avril 2010	166,96 \$	1
MULTI-HEXA QUÉBEC	Excel M1 Base	579,98 \$	2
	Excel 2007 M2 Fonctions et multifeuilles	115,00 \$	1
	Excel 2007 M2 Fonctions et multifeuilles	130,00 \$	1
ORDRE DES COMPTABLES AGRÉÉS DU QUÉBEC	Présentation de la comptabilité du secteur public	150,00 \$	5
	Perfectionnement en vérification	0,00 \$	3
	Mise à jour des normes comptables secteur public	0,00 \$	1
	Remise à niveau des connaissances NCA	0,00 \$	2
	Journée des CA dans le secteur public	0,00 \$	2
	Présentation efficace	100,00 \$	1
	Présentation sur la comptabilité du secteur public	56,44 \$	1
	Présentation sur la comptabilité du secteur public	0,00 \$	1
	Modèle d'audit NAGR des organismes municipaux	925,00 \$	4
	Modèle d'audit NAGR des OSBL	700,00 \$	3
	Meilleure gestion documentaire	225,00 \$	1
	Aspects pratiques de l'impôt des particuliers	100,00 \$	1
	Détection et vérification de la fraude	325,00 \$	1
	Prise de décision	257,00 \$	1
	Vérification fondée sur les risques	257,00 \$	1
	Habiletés politiques : choisir ses stratégies	257,00 \$	1

1*Coût total : inscription et frais de déplacement

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande #4	Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du Ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
------------	---

Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹	Participants
MAMROT	Formation sur les rapports annuels de gestion	0,00 \$	1
	Session d'échanges des conseillers en aménagement	287,36 \$	2
	Cours de secourisme (MAMROT)	0,00 \$	1
	Formation projets de loi 76 et 102	71,47 \$	1
	Formation projets de loi 76 et 102	12,00 \$	1
	Formation projets de loi 76 et 102	41,67 \$	8
	Formation logiciel Infra	0,00 \$	1
	Formation Octroi des contrats municipaux	0,00 \$	13
	Eaux usées partie 1	0,00 \$	10
	Formation en eau potable	0,00 \$	2
	Formation en eaux pluviales	0,00 \$	8
	Formation sur les eaux usées partie 3	0,00 \$	4
	Eaux usées - Guide de conception	0,00 \$	6
	Financement municipal	0,00 \$	7
	Traitement des eaux usées	0,00 \$	9
	Formation en eau potable	0,00 \$	2
	Financement municipal	0,00 \$	1
	Formation en eau potable	0,00 \$	6
	Formation projets de loi 76 et 102	0,00 \$	80
MANURI FORMATION	Communiquer efficacement	395,00 \$	1
	La gestion du temps et des priorités	395,00 \$	1
MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES PARCS	Sensibilisation au développement durable	0,00 \$	1
	Sensibilisation au développement durable	0,00 \$	1
MINISTÈRE DES FINANCES	Comptabilité approche méthodologique	447,00 \$	1

1*Coût total : inscription et frais de déplacement

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande #4	Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du Ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
------------	---

Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹	Participants
FÉDÉRATION DES COOPÉRATIVES DE SERVICES À DOMICILE ET DE SANTÉ	Colloque provincial sur les coopératives de santé	291,15 \$	1
FÉDÉRATION DES SECRÉTAIRES PROFESSIONNELLES	Efficacité au travail	80,00 \$	1
FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES COOPÉRATIVES DE MAISONS FAMILIALES RURALES	Colloque des maisons familiales rurales	31,00 \$	1
FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES MUNICIPALITÉS	Des municipalités qui se réinventent	649,79 \$	1
FONDS D'ACCOMPAGNEMENT INVESTISSEMENT RÉGIONAL	Entreprenariat au féminin	99,00 \$	1
FORMATION 4 TEMPS	Développer ses habiletés en communication	120,00 \$	1
FORMATIONS QUALITEMPS INC.	Lecture efficace	636,00 \$	2
FORUM DE LA FONCTION PULIQUE DE L'ESTRIE	Responsabilités du travailleur de l'État	90,00 \$	3
GESTAR INC.	Gestion intégrée des documents (GID)	612,23 \$	1
HEC MONTRÉAL	Politiques urbaines : villes innovantes	87,78 \$	1
INSTITUT CANADIEN DES COMPTABLES AGRÉÉS	Rédaction de rapports et notes stratégiques	790,00 \$	2
	Introduction aux nouvelles normes canadiennes d'audit	0,00 \$	1
INSTITUT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE DU GRAND MONTRÉAL	Gestion des immeubles religieux de Montréal	35,00 \$	1
INSTITUT DES VÉRIFICATEURS INTERNES - SECTION QUÉBEC	Rapports de vérification concis	475,00 \$	1
INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE	Water 2010 Hydrology, Hydraulics Water ressources	760,00 \$	1
INTERNATIONAL WATER ASSOCIATION	World Water Congress and Exhibition	0,00 \$	3
L'ACADÉMIE BANFF POUR LES AFFAIRES	Techniques avancées pour adjoint en administration	158,00 \$	1
LES CONFÉRENCES POUR LA DIFFÉRENCE	Travail d'équipe, communication efficace	2 500,00 \$	7

1*Coût total : inscription et frais de déplacement

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande #4	Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du Ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
------------	---

Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹	Participants
CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT AGROALIMENTAIRE	Rédaction de documents : règlements et politiques	215,00 \$	1
	Développement local et régional	61,44 \$	1
	Inpacq Bassins Versants	43,89 \$	1
CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS	Colloque prospective du marché du travail	79,74 \$	3
CONSEIL DE LA TRANSFORMATION AGROALIMENTAIRE ET DES PRODUITS DE CONSOMMATION	Congrès annuel CTAC	2 880,00 \$	3
ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Séminaire d'intégration apprentissages management	124,32 \$	1
	Gestion des personnes et des équipes	588,25 \$	1
	Développement du sens politique	461,46 \$	1
	Gestion des ressources humaines	372,25 \$	1
	Gestionnaire et éthique	90,00 \$	1
	Devenir gestionnaire: défis et enjeux	425,00 \$	1
	Finances publiques	350,00 \$	1
	Atelier sur l'éthique en matière de justice administrative	2 145,20 \$	6
	Télétravail efficace et TI	314,60 \$	1
	Changements technologiques et gestion RH	750,00 \$	1
	Gestion budgétaire gouvernementale	765,00 \$	1
	Gérer une équipe de travail	900,00 \$	1
	Diversité culturelle et exclusion sociale	495,00 \$	1
	Changements technologiques et gestion des RH	671,95 \$	1
	Principes, processus et méthodes d'évaluation	428,10 \$	1
ESRI CANADA	Conférence des utilisateurs de ESRI	280,00 \$	4
	ArcGIS Desktop III	2 636,44 \$	3

1*Coût total : inscription et frais de déplacement

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande #4	Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du Ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
------------	---

Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹	Participants
CONSEIL QUÉBÉCOIS DE LA COOPÉRATION ET MUTUALITÉ	Coopératives, mutuelles et territoires	243,00 \$	1
	Conférence Conseil québécois de la coopération	200,00 \$	1
CONSEIL QUÉBÉCOIS DES ÉVÉNEMENTS ÉCORESPONSABLES	Organiser un événement écoresponsable	750,09 \$	11
	Organiser un événement écoresponsable	750,00 \$	13
CONSORTECH	FME Desktop	2 190,00 \$	2
CONTRÔLEUR DES FINANCES	Cycle budgétaire et budget de dépenses	0,00 \$	1
	L'État du Québec et son fonctionnement	0,00 \$	1
	L'État du Québec et son fonctionnement	0,00 \$	1
	Traitement manuel de la comptabilité SAGIR	0,00 \$	2
	Dépenses et revenus de transfert	0,00 \$	1
	Cadre comptable gouvernemental	0,00 \$	1
	Comptabilité de base	0,00 \$	1
	Fonctionnement de cadre comptable gouvernemental	0,00 \$	1
	Comptabilité par activité	447,00 \$	1
	Atelier Sagir - comptes à fin déterminée	0,00 \$	1
	Comptabilité de base	0,00 \$	1
	Atelier SAGIR - Créditeurs de fin d'année	0,00 \$	1
	Cycle budgétaire et budget de dépenses	0,00 \$	1
	Cadre comptable gouvernemental	0,00 \$	1
	Comptabilité par activité	0,00 \$	1
	Comptabilité de base : Fin de période	0,00 \$	1
	Créditeurs de fin d'année	0,00 \$	1
COOPÉRATIVE ACCESSIBILITÉ WEB	Accessibilité des PDF et documents téléchargeables	1 544,63 \$	2

1*Coût total : inscription et frais de déplacement

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande #4	Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du Ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
------------	---

Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹	Participants
CENTRE D'EXPERTISE ET DE RECHERCHE EN INFRASTRUCTURES URBAINES	Gestion des infrastructures municipales	0,00 \$	1
	Formation sur les réseaux d'égoûts	0,00 \$	1
	Formation sur les réseaux d'égoûts	0,00 \$	8
	Système de gestion intégré des infrastructures	0,00 \$	1
	Pipeline Assessment and Certification Program	0,00 \$	8
	Gestion des infrastructures souterraines	0,00 \$	7
	Protocole PACP (Pipeline Assessment and Certification Program)	0,00 \$	1
	Protocole PACP (Pipeline Assessment and Certification Program)	0,00 \$	1
	Gestion des infrastructures souterraines	0,00 \$	6
	Congrès Infra 2010	0,00 \$	3
CHAMBRE DE COMMERCE DE MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN	Focus stratégique du Québec 2010	665,00 \$	1
CONFÉRENCE DES JUGES ADMINISTRATIFS DU QUÉBEC	Le rôle du juge en présence d'une partie non représentée	225,00 \$	3
CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT CÔTE-DE-GASPÉ	Grille d'analyse pour le choix des projets	100,00 \$	1
CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DE LA MRC VAL-SAINT-FRANÇOIS	Journée des agents ruraux	112,08 \$	1
CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT VAUDREUIL-SOULANGES	Excel 2002-2003 intermédiaire	269,19 \$	1
	Pactes ruraux de la Montérégie	237,60 \$	2
CORPORATION DES OFFICIERS MUNICIPAUX AGRÉÉS DU QUÉBEC	Démystifier la fiscalité municipale du 12 au 13 mai 2010	522,00 \$	2
	Démystifier la fiscalité municipale du 12 au 13 mai 2010	1 357,12 \$	1
	Le règlement de taxation	337,50 \$	1
	Compréhension, analyse et appropriation états financiers	225,00 \$	1
	Congrès 2010 COMAQ du 26 au 28 mai 2010	986,00 \$	1
	Congrès 2010 COMAQ du 26 au 28 mai 2010	827,50 \$	1
	Responsabilités du gestionnaire et de l'élu	375,00 \$	1
	Comptabilité et finances municipales	2 166,71 \$	13
CONSEIL EXÉCUTIF	Accès aux documents et protection des renseignements	0,00 \$	1

1*Coût total : inscription et frais de déplacement

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande #4	Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du Ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
------------	---

Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹	Participants
CARREFOUR ACTION MUNICIPALE ET FAMILLE	Colloque 2010 Action municipale et famille	382,14 \$	1
	Colloque 2010 Action municipale et famille	444,60 \$	1
CCH CANADIENNE LIMITÉE	Accès à l'information et protection des renseignements personnels	495,00 \$	1
CENTRE DE FORMATION DE SECOURISME DU QUÉBEC	Secourisme en milieu de travail	0,00 \$	1
	Secourisme en milieu de travail	0,00 \$	1
	Secourisme en milieu de travail	0,00 \$	1
CENTRE DE GÉOMATIQUE DU QUÉBEC	Colloque vision géomatique	596,82 \$	3
	Perfectionnement en rédaction	790,00 \$	2
CENTRE DE LA MOBILITÉ DURABLE DE SHERBROOKE	Access 2000-2002-2003 -module 3	115,00 \$	1
	Forum de la mobilité durable	116,90 \$	1
CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	Certification d'un rapport de frais	0,00 \$	1
	Nouveaux chargés de projets	1 300,00 \$	1
	Formation sur le traitement des paiements	0,00 \$	1
	Écriture et transferts de budget	0,00 \$	1
	Rédaction administrative	450,00 \$	1
	Chargement des écritures WEB ADI	0,00 \$	1
	Comment se préparer à un examen écrit cadre 4	335,00 \$	1
	Atelier des bonnes pratiques en comptabilité	0,00 \$	1
	CAP-03-04-05 DG SAGIR	0,00 \$	1
	ATE-17 Atelier de fermeture annuelle	0,00 \$	1
	DGSAGIR - Relevés fiscaux	0,00 \$	1
	CAP-02 Enregistrement des factures	0,00 \$	1
	Gestion des requêtes dans les ministères et organismes	0,00 \$	1
CENTRE MICROBUR ENR.	Perfectionnement en français	1 259,28 \$	1

1*Coût total : inscription et frais de déplacement

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande #4	Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du Ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
------------	---

Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹	Participants
ASSOCIATION DES ÉVALUATEURS MUNICIPAUX DU QUÉBEC	Congrès annuel AEMQ	3 891,08 \$	4
ASSOCIATION DES GESTIONNAIRES FINANCIERS MUNICIPAUX DU QUÉBEC	Colloque annuel de l'AGFMQ	2 152,50 \$	2
	Préparation du rapport financier du MAMROT	425,00 \$	1
ASSOCIATION DES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC	Colloque sur la ruralité	617,66 \$	2
ASSOCIATION DES TRANSPORTS COLLECTIFS RURAUX DU QUÉBEC	Colloque de l'ATCRQ	219,80 \$	1
ASSOCIATION DES URBANISTES ET AMÉNAGISTES MUNICIPAUX DU QUÉBEC	Les nombreux défis de la densification	220,00 \$	1
ASSOCIATION FRANCOPHONE POUR LE SAVOIR	Colloque de l'ACFAS	486,29 \$	1
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE D'URBANISME	Plan d'urbanisme	259,92 \$	1
	Plan d'urbanisme	262,98 \$	1
BARREAU CANADIEN	Revue annuelle de la jurisprudence droit municipal	110,00 \$	1
	Tribunaux administratifs	110,00 \$	1
BARREAU DU QUÉBEC	Médiation en droit civil, commercial et travail	4 950,00 \$	3
	Formation continue du Barreau du Québec	100,00 \$	1
	Formation continue du Barreau du Québec	495,00 \$	1
	Mettre en place des mécanismes de gestion	107,00 \$	1
	Éthique municipale	574,39 \$	1
	Conception de règlements municipaux	366,25 \$	1
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES	Programme de préparation à la retraite	270,00 \$	1
	Programme de préparation à la retraite	598,70 \$	3
	Programme de préparation à la retraite	2 436,53 \$	2
	Programme de préparation à la retraite	972,11 \$	1
	Programme de préparation à la retraite	450,00 \$	1
	Programme de préparation à la retraite	934,12 \$	1
	Programme de préparation à la retraite	948,41 \$	1

1*Coût total : inscription et frais de déplacement

Étude des crédits 2011-2012
Demande de renseignements particuliers

Demande #4	Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du Ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
------------	---

Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total ¹	Participants
ACADÉMIE DE TRANS-FORMATION	Leadership et décision	400,00 \$	1
	Atelier de gestion : les 19 compétences et études	225,00 \$	1
AFI (ACCOMPAGNER FORMER INNOVER)	Excel 2002-2003 intermédiaire	269,19 \$	1
	Access 2007 Requêtes multitables	150,37 \$	1
	Access 2007 Requêtes action	150,37 \$	1
ASSOCIATION CANADIENNE DES CHEFS DE POLICE	L'assurance qualité - Application de la Loi sur la gestion contractuelle	495,00 \$	1
ASSOCIATION DES DIRECTEURS MUNICIPAUX DU QUÉBEC	Congrès 2010 de l'ADMQ du 19 au 21 mai 2010	4 639,24 \$	4
	Congrès 2010 de l'ADMQ du 19 au 21 mai 2010	860,00 \$	4
	Congrès 2010 de l'ADMQ du 19 au 21 mai 2010	2 745,26 \$	5
	Gestion et octroi des contrats municipaux	215,00 \$	1
	Encadrement juridique des rôles et des responsabilités du DG	2 745,26 \$	5
	Rédaction de documents: règlements et politiques	215,00 \$	1
	Encadrement juridique des rôles et responsabilités	215,00 \$	1
	De l'appel d'offres au respect des modalités contractuelles	185,00 \$	1
ASSOCIATION DES ÉCONOMISTES QUÉBÉCOIS	Colloque Association des économistes québécois	350,00 \$	2
	Économie appliquée 2011	30,00 \$	1
	Évolution de l'économie du Québec	115,00 \$	2
ASSOCIATION CANADIENNE DES RESSOURCES HYDRIQUES	Courbes IDF : enjeux et perspectives	564,42 \$	2
ASSOCIATION DE GÉOMATIQUE MUNICIPALE DU QUÉBEC	Géomatique collaborative et les partenariats	75,90 \$	1
ASSOCIATION DES AMÉNAGISTES RÉGIONAUX DU QUÉBEC	Congrès annuel de l'AARQ du 28 au 30 avril 2010	1 671,08 \$	3
	Congrès annuel de l'AARQ du 28 au 30 avril 2010	2 504,99 \$	3
	Congrès annuel de l'AARQ du 28 au 30 avril 2010	2 759,52 \$	3
	Congrès annuel de l'AARQ du 28 au 30 avril 2010	566,22 \$	1
	Congrès annuel de l'AARQ du 28 au 30 avril 2010	994,65 \$	1
	Congrès annuel de l'AARQ du 28 au 30 avril 2010	723,49 \$	1
	Congrès annuel de l'AARQ du 28 au 30 avril 2010	1 120,18 \$	1

1*Coût total : inscription et frais de déplacement

ANNEXE

**Pourcentage d'augmentation du fardeau fiscal des immeubles résidentiels
prévu par les études des firmes mandatées pour analyser l'effet des
reconstitutions (An 1 de la reconstitution)**

Agglomération / Municipalités	Pourcentage
Cookshire-Eaton	
Newport	28,7 %
Les-Îles-de-la-Madeleine	
Grosse-Île	-4,4 %
La Tuque	
La Bostonnais	6,3 %
Lac Édouard	-10,0 %
Longueuil	
Boucherville	11,4 %
Brossard	-8,4 %
Saint-Bruno-de-Montarville	29,4 %
Saint-Lambert	11,0 %
Mont-Laurier	
Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	-12,0 %
Montréal	
Baie-D'Urfé	25,8 %
Beaconsfield	13,4 %
Côte-Saint-Luc	14,8 %
Dollard-Des Ormeaux	14,8 %
Dorval	9,6 %
Hampstead	-1,2 %
Kirkland	16,5 %
L'Île-Dorval	13,7 %
Montréal-Est	18,0 %
Montréal-Ouest	5,3 %
Mont-Royal	18,1 %
Pointe-Claire	6,8 %
Sainte-Anne-de-Bellevue	8,7 %
Senneville	25,4 %
Westmount	14,5 %
Mont-Tremblant	
Lac-Tremblant-Nord	-17,6 %
Québec	
L'Ancienne-Lorette	6,8 %
Saint-Augustin-de-Desmaures	27,1 %
Rivière-Rouge	
La Macaza	-15,3 %
Sainte-Agathe-des-Monts	
Irvy-sur-le-Lac	44,1 %
Sainte-Marguerite-Estérel	
Estérel	19,3 %

4.0 VERSEMENT DE L'AIDE FINANCIÈRE

- Pour chaque emprunt contracté, le Ministère remboursera aux municipalités annuellement, à la date anniversaire de l'emprunt, la partie du coût des intérêts et des frais de financement admissibles en vertu de ce programme, et ce, sur présentation des pièces justificatives et de la cédule de remboursement de l'emprunt;
- Toute somme reçue par la municipalité ou par une tierce partie pour rembourser le coût de ces intérêts et de ces frais de financement viendra réduire d'un montant équivalent la subvention du Ministère à cet égard.

hausse du fardeau d'une résidence unifamiliale moyenne prévu, pour la première année de la reconstitution, dans l'étude¹ de la firme mandatée pour évaluer l'effet fiscal des reconstitutions, et que ce dernier pourcentage était supérieur à 5 %, la subvention porte sur les intérêts et les frais de financement admissibles découlant de l'emprunt ou de la portion de l'emprunt correspondant à la différence entre les deux montants suivants :

- montant de la hausse réelle du fardeau observée entre 2005 et 2006;
- montant de la hausse de fardeau qui résulterait de l'application, au fardeau observé en 2005, du pourcentage de hausse prévu par la firme¹.

Le montant ainsi établi est considéré selon les pourcentages suivants, soit 100 % pour 2006, 80 % pour 2007, 60 % pour 2008, 40 % pour 2009 et 20 % pour 2010. Il ne peut excéder le montant de l'emprunt total réellement contracté par la municipalité pour l'année concernée.

- lorsque le pourcentage de la hausse réelle, entre 2005 et 2006, du fardeau fiscal global des immeubles de la catégorie résiduelle et de la catégorie des immeubles de six logements et plus est supérieur au pourcentage de la hausse du fardeau d'une résidence unifamiliale moyenne prévu, pour la première année de la reconstitution, dans l'étude¹ de la firme mandatée pour évaluer l'effet fiscal des reconstitutions, mais que ce pourcentage était égal ou inférieur à 5 %, la subvention porte sur les intérêts et les frais de financement admissibles découlant de l'emprunt correspondant à la différence entre les deux montants suivants :

- montant de la hausse réelle du fardeau observée entre 2005 et 2006;
- montant de la hausse de fardeau qui résulterait de l'application, au fardeau observé en 2005, d'un pourcentage de hausse de 5 %.

Le montant ainsi établi est considéré selon les pourcentages suivants, soit 100 % pour 2006, 80 % pour 2007, 60 % pour 2008, 40 % pour 2009 et 20 % pour 2010. Il ne peut excéder le montant de l'emprunt total réellement contracté par la municipalité pour l'année concernée.

- la subvention ne s'applique qu'aux emprunts contractés pour reporter le fardeau des immeubles résidentiels;
- la subvention ne peut excéder les intérêts et les frais de financement admissibles réellement encourus par la municipalité.

Aucune subvention n'est accordée lorsque le pourcentage de la hausse réelle du fardeau est inférieur à celui prévu par la firme. Il en est de même dans tous les cas où la hausse réelle du fardeau est inférieure à 5 %, puisque ces cas ne sont pas admissibles à la mesure permettant le recours à l'emprunt.

Aux fins du présent programme, le montant pouvant faire l'objet d'une subvention comprend les intérêts sur l'emprunt temporaire contracté et les frais de financement liés aux titres émis et ce, jusqu'à un maximum de 10 % du montant calculé pour le report des hausses de fardeau. Seuls les frais réels encourus peuvent faire l'objet d'une subvention.

Pour être admissibles au présent programme de subvention, les emprunts contractés doivent avoir reçu toutes les approbations requises.

¹ Pour chacune des municipalités reconstituées, le pourcentage d'augmentation du fardeau fiscal des immeubles résidentiels prévu par les études des firmes mandatées pour analyser l'effet des reconstitutions se retrouve en annexe.

- pour l'exercice 2007, la municipalité doit avoir opté pour l'une des modalités suivantes :
 - soit de verser la totalité du produit de l'emprunt à la municipalité centrale, afin de diminuer le montant des taxes et des compensations imposées par celle-ci aux immeubles situés sur le territoire de la municipalité reconstituée;
 - soit d'appliquer la totalité du produit de l'emprunt à la réduction des taxes et compensations que cette municipalité reconstituée impose aux immeubles situés sur son territoire;
 - soit de répartir le produit de l'emprunt entre une partie versée à la municipalité centrale, afin de diminuer le montant des taxes et compensations que celle-ci impose aux immeubles situés sur le territoire de la municipalité reconstituée, et une partie appliquée à la réduction des taxes et compensations que cette municipalité impose elle-même.
- pour les exercices 2008, 2009 et 2010, les règles suivantes s'appliquent :
 - dans les cas où la municipalité fait partie d'une agglomération pour laquelle les dispositions législatives applicables prévoient, pour l'année concernée, que les compétences d'agglomérations sont financées par des quote-parts payées par les municipalités liées, cette municipalité doit avoir affecté le produit de l'emprunt à la réduction du montant des taxes et des compensations qu'elle impose aux immeubles de son territoire pour chacune des années visées ;
 - dans les autres cas, les mêmes règles qu'en 2007 s'appliquent.

Les montants appliqués en 2006 et 2007 à la réduction des taxes et des compensations imposées par la municipalité centrale doivent l'avoir été conformément aux modalités prévues par le décret 1210-2005, tel qu'amendé par les décrets 549-2006 et 863-2006.

De plus, le montant affecté en 2007 par la municipalité reconstituée à la réduction des taxes et compensations qu'elle imposait ne peut avoir excédé la part du montant maximal de l'emprunt établi conformément aux articles 2 et 3 du décret 1210-2005 qui correspond à la proportion que représentait, en 2006, le fardeau fiscal de proximité par rapport au fardeau fiscal global (agglomération et proximité), étant entendu que le montant effectivement emprunté pourrait se limiter à la part affectée à la réduction du fardeau de proximité. Le calcul de ces proportions s'effectue à partir des revenus utilisés pour les calculs décrits dans l'article 2 du décret 1210-2005.

3.0 AIDE FINANCIÈRE

La subvention gouvernementale accordée à l'égard des intérêts découlant des emprunts contractés, conformément aux règles décrites dans la section précédente, afin d'étaler une partie des hausses de taxes dans les municipalités reconstituées s'établit comme suit :

- lorsque le pourcentage de la hausse réelle, entre 2005 et 2006, du fardeau fiscal global des immeubles de la catégorie résiduelle et de la catégorie des immeubles de 6 logements et plus est supérieur au pourcentage de la

RÈGLES ET NORMES

Programme de subvention pour les intérêts encourus dans le cadre de la mesure d'étalement par recours à l'emprunt des hausses de taxes dans les municipalités reconstituées

1.0 BUT DU PROGRAMME

Ce programme vise à financer tout ou partie, selon le cas, du coût des intérêts encourus par les municipalités reconstituées dans le cadre d'un emprunt contracté afin d'étalement une partie des hausses de taxes dans les municipalités reconstituées.

2.0 ADMISSIBILITÉ AU PROGRAMME

Pour être admissible au programme, une municipalité doit :

- être une municipalité reconstituée en vertu de l'article 123 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., c. E-20.001);
- avoir un fardeau fiscal global (agglomération et proximité) établi à l'égard d'une catégorie d'immeubles situés sur son territoire qui excédait, pour l'exercice financier 2006, 105 % du fardeau fiscal établi à l'égard de la même catégorie pour l'exercice 2005;
- avoir été autorisée par la ministre à contracter des emprunts sur une période maximale non renouvelable de 20 ans pour le report d'une partie des hausses de taxes affectant, en 2006, 2007, 2008, 2009 ou 2010, les diverses catégories d'immeubles de leur territoire ou certaines d'entre elles.

Il est à noter que le recours à l'emprunt demeure facultatif. Une municipalité reconstituée demeure libre de s'en prévaloir ou pas pour chacune des années de la période 2006-2010. Elle peut décider de l'appliquer à l'ensemble des immeubles ou à certaines catégories seulement, et elle peut choisir d'emprunter un montant moindre que le maximum permis pour l'année concernée.

Le montant maximal de l'emprunt qu'une municipalité peut contracter pour 2006 correspond à la partie de la hausse du fardeau fiscal établi à l'égard des catégories d'immeubles visées qui excède 5 % entre 2005 et 2006. Pour les années suivantes, l'emprunt maximal est limité à 80 % de cette même somme en 2007, à 60 % de cette même somme en 2008, à 40 % de cette même somme en 2009 et à 20 % de cette même somme en 2010. La hausse du fardeau et le montant maximal de l'emprunt qui en découle sont calculés selon les règles décrites dans les articles 2 et 3 du décret 1210-2005 du 7 décembre 2005.

Pour être admissible au programme, la municipalité doit avoir affecté le produit des emprunts selon les modalités suivantes :

- pour l'exercice 2006, la municipalité doit avoir versé le produit de l'emprunt à la municipalité centrale, afin de diminuer le montant des taxes et des compensations imposées par celle-ci aux immeubles situés sur le territoire de la municipalité reconstituée;

AIDE AUX MUNICIPALITÉS RECONSTITUÉES
EXERCICE FINANCIER 2010-2011

3 C

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Brossard	606 997,00 \$
Ville de Hampstead	163 176,00 \$
Ville de L'Ancienne-Lorette	87 687,00 \$
TOTAL	857 860,00 \$
Données au 15 mars 2011	

- Une attestation d'évaluation de la nouvelle assiette fiscale applicable aux fins du programme, si un des événements décrits précédemment a eu pour effet de la modifier.
- Pour l'exercice 2006, lorsque l'immeuble est localisé dans une municipalité liée à une agglomération :
 - Une attestation des taux de taxes 2006 qui auraient été imposés sur les immeubles visés, si ces derniers étaient inscrits au rôle d'évaluation foncière;
 - Une copie du compte de taxes 2006 applicable à l'unité d'évaluation concernée par l'immeuble visé.

b) Délai de réception

Ces documents doivent être reçus au plus tard le 1^{er} mars 2001 pour la première année d'application et au plus tard le 1^{er} février pour les années subséquentes. Les demandes reçues après la date limite ne sont pas admissibles pour la compensation de l'année en cours, mais le seront pour les années subséquentes.

Toutefois, si le budget alloué à ce programme n'est pas épuisé, les demandes reçues après la date limite mais avant le 1^{er} avril, seront analysées selon l'ordre de leur réception et une compensation sera versée jusqu'à épuisement du solde disponible.

En cas de litige, la municipalité devra faire la démonstration que le document a été reçu au MAMR dans les délais prévus.

c) Modalités de versement

Pour chaque exercice financier, le ministère des Affaires municipales et des Régions verse le montant de la compensation auquel a droit une municipalité locale, avant le 30 avril de l'année civile concernée.

La compensation payable à une municipalité partie à un regroupement ou dont le territoire entier est annexé, est transférée à la suite du regroupement ou de l'annexion, à la nouvelle municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante. Dans le cas d'une annexion partielle impliquant un immeuble visé par le programme, la compensation payable pour cet immeuble est versée à la municipalité annexante.

La compensation destinée aux municipalités centrales est versée à des fins d'agglomération et de proximité si l'agglomération n'est pas financée par quote-part.

3. Attribution des compensations

a) Documentation requise

Pour verser une compensation en vertu de ce programme, le ministère des Affaires municipales et des Régions devra avoir reçu les documents suivants :

Première année d'application: demande de paiement et pièces justificatives

- Une demande de paiement de compensation dûment complétée. Cette demande doit présenter :
 - les données d'identification des unités d'évaluation visées;
 - la diminution de l'assiette fiscale admissible;
 - les taux de taxes applicables à l'unité;
 - le montant de la perte de revenu pour chaque unité;
 - une certification d'exactitude des données signée par le trésorier ou le secrétaire-trésorier.
- Une attestation d'évaluation signée par l'évaluateur responsable du rôle identifiant les renseignements nécessaires à l'application du programme de compensation des biens immobiliers relatifs à la pollution découlant de la production industrielle. Cette attestation doit décrire les gestes posés à l'égard de l'unité d'évaluation concernée:
 - les ajouts et les retraits du rôle de tout bien industriel effectués par certificats de l'évaluateur, après le 14 mars 2000 et ayant eu pour effet de modifier le rôle en vigueur en 2000;
 - les ajouts et les retraits de biens industriels effectués à l'occasion du dépôt du rôle entrant en vigueur en 2001, sans certificat de l'évaluateur;
 - les ajouts et les retraits du rôle des biens industriels, servant à la lutte contre la pollution, effectués par certificats de l'évaluateur prenant effet le 1^{er} janvier 2001;
 - la perte de l'assiette d'imposition résultant de la modification législative relative à l'exclusion des biens industriels servant à lutter contre la pollution.
- Une copie de chacun des certificats émis après le 14 mars 2000 et ayant pour effet de modifier le rôle en vigueur en 2000 pour les unités d'évaluation visées;
- Une copie de chacun des certificats prenant effet le 1^{er} janvier 2001 visant l'exclusion des biens immobiliers en cause (ne s'applique pas au nouveau rôle);
- Un extrait du rôle 2001-2002-2003 pour un nouveau rôle déposé à l'automne 2000, et la liste des biens immobiliers ajoutés ou retirés au dépôt du rôle 2001 avec leur évaluation respective sur la base du rôle 2000, s'il y a lieu;

Pour les années subséquentes : confirmation d'événements

- une confirmation écrite signalant la présence ou l'absence des événements suivants (voir point 1):
 - L'installation industrielle a-t-elle cessé de façon permanente ses activités de production? Si oui depuis quand ?
 - L'installation industrielle a-t-elle fait l'objet au cours de la dernière année d'une destruction complète ayant conduit à un arrêt permanent de la production?
 - Cette unité d'évaluation a-t-elle fait l'objet d'une contestation relative à l'article 65 de la LFM au 14 mars 2000? Si oui, est-ce qu'il y a eu une entente entre les parties ou une décision ou jugement passé en force de choses jugées?
 - L'avis de modification prenant effet le 1^{er} janvier 2001 ou l'inscription au nouveau rôle pour cette unité a-t-il fait l'objet d'une contestation visant l'exclusion des biens immobiliers en cause? Si oui, est-ce qu'il y a eu une entente entre les parties ou une décision ou jugement passé en force de choses jugées?

2.2 **Modalité de partage entre les municipalités liées à une agglomération non financée par quote part**

Lorsqu'un immeuble visé par le programme est localisé sur le territoire d'une municipalité liée à une agglomération et que cette agglomération n'est pas financée par quote-part, la somme payable à l'égard de cet immeuble est traitée en deux parties. Une partie est versée à la municipalité centrale à des fins d'agglomération. L'autre partie est versée à la municipalité centrale à des fins de proximité ou à la municipalité reconstituée selon l'emplacement de l'immeuble. Le total des montants à verser à l'égard d'un immeuble ne peut excéder le montant établi au point 2.1.

La première quote-part appliquée au montant payable à l'égard d'un immeuble est établie en divisant :

Quote-part relative à la municipalité centrale à des fins d'agglomération

- 1 La somme des taux de taxes foncières municipales qui aurait été imposée, sur l'immeuble visé pour l'exercice 2006, par la municipalité centrale à des fins d'agglomération, par;
- 2 La somme de tous les taux de taxes foncières municipales qui aurait été imposée, sur l'immeuble visé pour l'exercice 2006, par la municipalité centrale à des fins d'agglomération et la municipalité centrale à des fins de proximité ou la municipalité reconstituée.

La seconde quote-part appliquée au montant payable à l'égard d'un immeuble est établie en divisant :

Quote-part relative à la municipalité centrale à des fins de proximité

- 1 La somme des taux de taxes foncières municipales qui aurait été imposée, sur l'immeuble visé pour l'exercice 2006, par la municipalité centrale à des fins de proximité, par;
- 2 La somme de tous les taux de taxes foncières municipales qui aurait été imposée, sur l'immeuble visé pour l'exercice 2006, par la municipalité centrale à des fins d'agglomération et la municipalité centrale à des fins de proximité.

ou

Quote-part relative à la municipalité reconstituée

- 1 La somme des taux de taxes foncières municipales qui aurait été imposée, sur l'immeuble visé pour l'exercice 2006, par la municipalité reconstituée, par;
- 2 La somme de tous les taux de taxes foncières municipales qui aurait été imposée, sur l'immeuble visé pour l'exercice 2006, par la municipalité centrale à des fins d'agglomération et la municipalité reconstituée.

La somme des quotes-parts applicables au montant payable à l'égard d'un immeuble est égale à 1,00. Les quotes-parts calculées pour l'exercice 2006 sont utilisées pour toute la durée du programme. La quote-part est établie avec six (6) décimales après le point.

2.1 Somme payable à l'égard d'un immeuble

Le montant de la compensation payable à l'égard d'un immeuble résulte de l'addition des deux montants résultant des produits suivants :

1 ⁰	Diminution de l'assiette d'imposition foncière admissible	X	taux de taxes foncières applicables	X	Facteur d'ajustement
2 ⁰	Diminution de l'assiette d'imposition locative admissible	X	taux de taxes locatives applicables	X	Facteur d'ajustement

a) Diminution de l'assiette d'imposition admissible

La diminution de l'assiette d'imposition foncière admissible au programme correspond à la valeur en vigueur au rôle foncier pour l'exercice 2000 des biens immobiliers décrits au point 1 qui doivent être exclus du rôle foncier 2001, moins la valeur des biens immobiliers décrits au point 1 qui ont été ajoutés au rôle foncier 2000 après le 14 mars 2000.

La diminution de l'assiette d'imposition locative admissible au programme correspond à la valeur en vigueur au rôle locatif pour l'exercice 2000 des biens immobiliers décrits au point 1 qui doivent être exclus du rôle locatif 2001, moins la valeur des biens immobiliers décrits au point 1 qui ont été ajoutés au rôle locatif 2000 après le 14 mars 2000.

La diminution de l'assiette d'imposition applicable aux fins du programme de compensation relatif à l'exclusion des biens immobiliers visés au point 1 doit être attestée par l'évaluateur responsable du rôle. Lorsque survient un événement prévu au point 3.a, la diminution de l'assiette d'imposition admissible au programme est rajustée en fonction des nouvelles données attestées par l'évaluateur responsable du rôle.

b) Taux de taxes applicables

Les taux de taxes applicables, pour toute la durée du programme de compensation, sont ceux imposés par les municipalités locales pour l'exercice financier 2000 à l'égard des immeubles admissibles : taux de la taxe générale basé sur la valeur foncière, taux de taxes de secteurs basés sur la valeur foncière, taux de la taxe d'affaires basé sur la valeur locative et taux de la taxe sur les immeubles non résidentiels ou taux de la surtaxe sur les immeubles non résidentiels toutes deux basées sur la valeur foncière. Cela exclut toutes autres taxes qui ne sont pas basées sur la valeur foncière ou la valeur locative, notamment la tarification.

c) Facteur d'ajustement à utiliser pour le calcul de la compensation

Le ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR) établit le facteur d'ajustement à utiliser pour le calcul du montant de la compensation à verser en vertu du présent programme destiné à compenser les pertes de revenus en raison de l'exclusion du rôle d'évaluation des équipements antipollution.

Le facteur d'ajustement appliqué au montant de la perte de revenus reconnue est établi en divisant :

- 1⁰ les crédits annuels alloués pour ce programme par ;
- 2⁰ le total des pertes de revenus reconnues, au cours de l'exercice courant.

Toutefois, si le total des sommes qui doivent être versées, au cours de l'exercice courant n'excède pas les crédits annuels alloués pour ce programme, le facteur d'ajustement est 1.00 et chaque municipalité admissible reçoit 100 % de sa perte reconnue.

PROGRAMME DE COMPENSATION DES PERTES DE REVENUS EN RAISON DE L'EXCLUSION DU RÔLE D'ÉVALUATION DES ÉQUIPEMENTS ANTIPOLLUTION

1. Admissibilité

Une municipalité locale peut recevoir une compensation financière pour les pertes de revenus résultant de la diminution de l'assiette d'imposition foncière et locative des biens immobiliers visés par l'article 65, paragraphe 1.1, alinéa 1 de la Loi sur la fiscalité municipale (LFM), à compter de l'exercice 2001. Ce sont des biens immobiliers principalement utilisés ou destinés à des fins de lutte contre la pollution pouvant découler de la production industrielle ou à des fins de contrôle de cette pollution qui sont exclus du rôle d'évaluation à compter du 1^{er} janvier 2001.

Les biens immobiliers qui ne sont pas admissibles au programme de compensation des pertes de revenus en raison de l'exclusion du rôle d'évaluation des équipements antipollution sont les suivants:

- 1^o tous les immeubles ou parties d'immeubles visés à cet article dont l'inscription au rôle d'évaluation est postérieure au 14 mars 2000 (référence légale : article 40, chapitre 19, 2000);
- 2^o un immeuble ou partie d'immeuble exclu du rôle au 14 mars 2000 à la suite d'une entente entre les parties découlant d'une demande de révision administrative ou d'une décision ou jugement passé en force de choses jugées, lorsque au 14 mars 2000, l'unité d'évaluation faisait l'objet d'une contestation relative à l'article 65 de la LFM. Conséquemment, le montant de la compensation est rajusté à compter de l'exercice financier suivant celui de la décision finale, en fonction de la nouvelle diminution de l'assiette d'imposition admissible;
- 3^o une unité d'évaluation dont l'activité de production industrielle a cessé, de façon permanente, depuis au moins trois ans, à compter de l'exercice courant. Conséquemment, aucune compensation n'est versée pour cet immeuble à compter du quatrième exercice suivant l'événement. Ainsi, la date de fermeture ne peut être antérieure au 1^{er} janvier 1998 pour la première année d'application du programme;
- 4^o une unité d'évaluation ayant fait l'objet d'une destruction complète ayant conduit à un arrêt permanent de la production au cours de l'année précédent l'exercice courant (démolition, incendie). Conséquemment, aucune compensation n'est versée pour cet immeuble à compter de l'exercice suivant celui de l'événement.

Toutefois, est compris aux biens immobiliers admissibles un immeuble ou partie d'immeuble qui était inclus au rôle d'évaluation le 14 mars 2000 et qui a été exclu du rôle au 1^{er} janvier 2001, à la suite d'une entente entre les parties découlant d'une demande de révision administrative ou d'une décision ou jugement passé en force de choses jugées. Conséquemment, le montant de la compensation est rajusté à compter de l'exercice financier suivant celui de la décision finale, en fonction de la nouvelle diminution de l'assiette d'imposition.

2. Calculs des montants de compensation

Le montant de compensation financière auquel a droit la municipalité locale correspond à la perte de revenus reconnue pour l'exercice 2000. Toutefois lorsque survient un événement visé au point 3.a, la variation de l'assiette d'imposition admissible dont on tient compte est celle qui découle de l'événement. Il est possible qu'un facteur d'ajustement soit appliqué à la perte de revenus reconnue (voir point 2.1c).

COMPENSATIONS FINANCIÈRES POUR LES ÉQUIPEMENTS ANTIPOLLUTION
EXERCICE FINANCIER 2010-2011

3 B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Thetford Mines	37 230,00 \$
Ville de Thurso	401 259,00 \$
Ville de Trois-Rivières	59 425,00 \$
Ville de Varennes	1 500,00 \$
Ville de Windsor	12 239,00 \$
TOTAL	4 545 232,00 \$
Données au 15 mars 2011	

COMPENSATIONS FINANCIÈRES POUR LES ÉQUIPEMENTS ANTIPOLLUTION
EXERCICE FINANCIER 2010-2011

3 B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Gatineau	433 780,00 \$
Ville de Kirkland	13 893,00 \$
Ville de La Tuque	723 881,00 \$
Ville de Lachute	2 632,00 \$
Ville de Lévis	212 503,00 \$
Ville de Malartic	12 375,00 \$
Ville de Matane	59 043,00 \$
Ville de Mirabel	1 114,00 \$
Ville de Montréal	71 804,00 \$
Ville de Montréal Est	173 246,00 \$
Ville de Pont-Rouge	12 700,00 \$
Ville de Port-Cartier	273 372,00 \$
Ville de Québec	111 515,00 \$
Ville de Rivière-du-Loup	181 910,00 \$
Ville de Roberval	3 397,00 \$
Ville de Rouyn-Noranda	26 651,00 \$
Ville de Saguenay	18 300,00 \$
Ville de Saint-Basile	2 436,00 \$
Ville de Sainte-Thérèse	8 790,00 \$
Ville de Saint-Hyacinthe	846,00 \$
Ville de Saint-Jérôme	25 190,00 \$
Ville de Saint-Joseph-de-Sorel	51 695,00 \$
Ville de Salaberry-de-Valleyfield	56 270,00 \$
Ville de Sept-Iles	238 852,00 \$
Ville de Shawinigan	31 426,00 \$
Ville de Sherbrooke	22 258,00 \$
Ville de Sorel-Tracy	1 555,00 \$
Ville de St-Augustin-de-Desmaures	16 289,00 \$
Ville de Témiscaming	35 892,00 \$

COMPENSATIONS FINANCIÈRES POUR LES ÉQUIPEMENTS ANTIPOLLUTION
EXERCICE FINANCIER 2010-2011

3 B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Crabtree	8 594,00 \$
Municipalité de Deschambault-Grondines	26 072,00 \$
Municipalité de Dudswell	2 553,00 \$
Municipalité de Litchfield	2 251,00 \$
Municipalité de Saint-Ambroise	14 054,00 \$
Municipalité de Saint-Anselme	3 889,00 \$
Municipalité de Saint-Damase	4 303,00 \$
Municipalité de Sainte-Croix	5 660,00 \$
Municipalité de Sainte-Martine	154,00 \$
Municipalité de Saint-Esprit	305,00 \$
Municipalité de Saint-Honoré	892,00 \$
Municipalité de Saint-Joseph-de-Coleraine	6 923,00 \$
Municipalité de Yamachiche	1 017,00 \$
Paroisse de Notre-Dame-du-Bon-Conseil	323,00 \$
Village de Grenville	808,00 \$
Village de Notre-Dame-du-Bon-Conseil	2 896,00 \$
Village de Saint-Pierre	2 390,00 \$
Ville d'Alma	27 086,00 \$
Ville d'Asbestos	127 084,00 \$
Ville de Baie-Comeau	562 646,00 \$
Ville de Bécancour	122 305,00 \$
Ville de Boucherville	2 805,00 \$
Ville de Bromont	44 513,00 \$
Ville de Cabano	16 979,00 \$
Ville de Clermont	55 047,00 \$
Ville de Delson	5 569,00 \$
Ville de Donnacona	34 244,00 \$
Ville de Drummondville	4 361,00 \$
Ville de Fermont	124 241,00 \$

D. MODALITÉS DE VERSEMENTS DE LA SUBVENTION

10. *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est antérieure à 1997, la subvention annuelle de neutralité déterminée à l'article 3 est versée pendant 8 exercices financiers à compter de l'année de référence. Toutefois, dans le cas d'un regroupement ou d'une annexion entré en vigueur en 1991 ou en 1992, la subvention annuelle de neutralité est versée pendant 8 exercices à compter de l'année 1993.*

Pour les 9^e, 10^e et 11^e exercices, la subvention de neutralité versée à la municipalité est égale respectivement à 75 %, 50 % et 25 % de la subvention annuelle de neutralité déterminée à l'article 3. Par la suite, il n'y a plus de subvention de neutralité.

La partie de la subvention annuelle de neutralité attribuable aux éléments Régime de péréquation et Compensations tenant lieu de taxes fait l'objet d'un versement global effectué au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné.

La partie de la subvention annuelle de neutralité attribuable à l'élément Répartition des recettes de TGE est versée au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné ou dans les 60 jours de la date de référence définie au Règlement sur la répartition de la taxe payée par les exploitants de certains réseaux.

11. *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 1996, la subvention annuelle de neutralité déterminée à l'article 3 est versée pendant 5 exercices financiers à compter de l'année de référence.*

Pour les 6^e, 7^e et 8^e exercices, la subvention de neutralité versée à la municipalité est égale respectivement à 75 %, 50 % et 25 % de la subvention annuelle de neutralité déterminée à l'article 3. Par la suite, il n'y a plus de subvention de neutralité.

La subvention de neutralité est versée au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné.

E. AUTRES MODALITÉS

12. La subvention de neutralité payable à une municipalité partie à un regroupement ou à une annexion est transférée à la suite du regroupement ou de l'annexion, à la nouvelle municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante.

Section 3 Élément : Répartition des recettes de TGE

8. Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est antérieure à 1997, la subvention de neutralité attribuable à l'application du Règlement sur la répartition de la taxe payée par les exploitants de certains réseaux est obtenue en multipliant le montant du premier paragraphe par le taux obtenu au second paragraphe:

- 1° Le montant net à répartir pour l'année de référence;
- 2° La somme des taux applicables aux municipalités parties au regroupement ou à l'annexion de l'année précédant l'année de référence moins celui applicable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année de référence.

Aux fins de ce calcul, le montant visé au premier paragraphe est celui qui serait obtenu conformément à l'article 5 du règlement, si la seconde opération prévue à cet article consistait à soustraire les sommes prises dans l'année précédente pour l'application du programme destiné à rendre neutre les conséquences du regroupement ou de l'annexion.

Lorsque les règles de calcul du taux applicable à la municipalité sont différentes entre le règlement en vigueur dans l'année de référence et celui en vigueur l'année précédente, les taux applicables pour l'année précédant l'année de référence sont déterminés selon les règles en vigueur dans l'année de référence.

9. Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 1996, la subvention de neutralité attribuable à l'application du Règlement sur la répartition de la taxe payée par les exploitants de certains réseaux est obtenue en multipliant le montant du premier paragraphe par le taux obtenu au second paragraphe:

- 1° Le montant net à répartir pour l'année précédant l'année de référence;
- 2° La somme des taux applicables aux municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence moins le taux qui se serait appliqué à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année précédant l'année de référence, s'il y avait eu regroupement.

Aux fins de l'application de l'article 7 du Règlement sur la répartition des recettes de la taxe payée par les exploitants de certains réseaux, le taux global de taxation uniformisé et pondéré qui se serait appliqué à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante est le produit que l'on obtient en multipliant la somme des populations des municipalités membres par le taux global de taxation moyen de l'unité de regroupement.

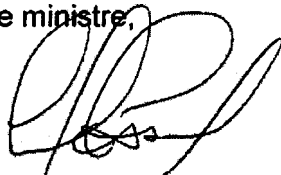
Le taux global de taxation moyen de l'unité de regroupement est le quotient que l'on obtient en divisant la somme des recettes admissibles au calcul du taux global de taxation des municipalités membres par le total des valeurs imposables uniformisées des immeubles situés sur le territoire de l'unité de regroupement.

- 9.1 Pour les unités de regroupement dont l'entrée en vigueur se situe au cours de l'année 2000 et qui adoptent pour l'année 2001 le 1^{er} budget à l'égard de l'ensemble du territoire de la nouvelle municipalité, le calcul de la subvention de neutralité applicable à l'élément Répartition des recettes TGE s'effectue suivant le mode de calcul stipulé à l'article 9 en remplaçant « année précédant l'année de référence » par « année 2000 ».
- 9.2 Pour les unités de regroupement dont l'entrée en vigueur se situe à compter de l'année 2001, aucune subvention de neutralité n'est applicable à l'égard de l'élément Répartition des recettes TGE.
- 9.3 Pour les unités de regroupement qui constituent une municipalité centrale en 2006, la subvention de neutralité calculée à l'égard de l'unité de regroupement est attribuée en totalité à des fins de proximité.

Toutefois, je vous rappelle que dans le cadre de la révision de son schéma d'aménagement et de développement révisé, la Municipalité régionale de comté de Joliette devra revoir la délimitation de certains périmètres urbains, dont celui de la municipalité de Sainte-Mélanie, tel que demandé dans l'avis gouvernemental du 17 décembre 2008.

Veillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'L. Lessard', written over the printed name.

LAURENT LESSARD

Québec

Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 3 juin 2010

Monsieur André Hénault
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Joliette
632, rue De Lanaudière
Joliette (Québec) J6E 3M7

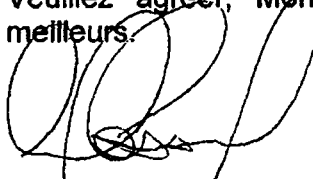
Monsieur le Préfet,

Le 13 avril 2010, la Municipalité régionale de comté de Joliette a adopté le projet de règlement numéro 297-2010 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement.

Ce projet de règlement vise à agrandir l'affectation « Agricole » à même l'affectation « Industrielle » dans la municipalité de Sainte-Mélanie.

À la lumière de notre analyse et après avoir consulté les ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'aménagement du territoire, j'ai le plaisir de vous aviser que le projet de règlement numéro 297-2010 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 21 janvier 2011

Monsieur André Hénault
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Joliette
632, rue De Lanaudière
Joliette (Québec) J6E 3M7

Monsieur le Préfet,

Le 24 novembre 2010, la Municipalité régionale de comté de Joliette a adopté les projets de règlements numéros 301-2010 et 303-2010 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ces projets de règlements visent respectivement à agrandir l'affectation « Urbaine centrale » dans le périmètre d'urbanisation de la ville de Joliette et à créer une nouvelle aire d'affectation « Industries et services » dans la municipalité de Saint-Paul.

À la lumière de notre analyse et après avoir consulté les ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'aménagement du territoire, j'ai le plaisir de vous aviser que vos projets de règlements respectent les orientations gouvernementales.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Québec 

Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 14 décembre 2010

Monsieur François Roussy
Préfet
Municipalité régionale de comté
de La Côte-de-Gaspé
19, rue Adams, bureau 208
Gaspé (Québec) G4X 1E5

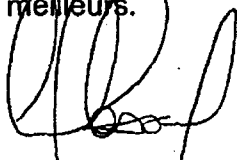
Monsieur le Préfet,

Le 13 octobre 2010, la Municipalité régionale de comté de La Côte-de-Gaspé a adopté le projet de règlement numéro 10-171 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à assouplir certaines normes minimales de lotissement relatives aux dimensions et à la superficie des lots.

À la lumière de notre analyse et après avoir consulté les ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'aménagement du territoire, j'ai le plaisir de vous aviser que votre projet de règlement respecte les orientations gouvernementales.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 14 décembre 2010

Monsieur Michel Côté
Préfet
Municipalité régionale de comté
de La Mitis
300, avenue du Sanatorium
Mont-Joli (Québec) G5H 1V7

Monsieur le Préfet,

Le 8 novembre 2010, la Municipalité régionale de comté de La Mitis a adopté le projet de règlement numéro RÉG256-2011 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à modifier les dispositions régissant l'implantation d'éoliennes à proximité des corridors panoramiques en interdisant leur implantation entre le fleuve Saint-Laurent et la ligne de transport d'électricité de 230 kilovolts. Il vise également à régir les chemins d'accès aux éoliennes en exigeant le reboisement ou la remise en culture des espaces excédant les surfaces de roulement et les fossés de drainage en dehors des périodes d'érection, de réparation ou de démantèlement d'une éolienne.

À la lumière de notre analyse et après avoir consulté les ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'aménagement du territoire, j'ai le plaisir de vous aviser que votre projet de règlement respecte les orientations gouvernementales.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 17 février 2011

Monsieur Richard Lehoux
Préfet
Municipalité régionale de comté
de La Nouvelle-Beauce
700, rue Notre-Dame Nord, bureau B
Sainte-Marie (Québec) G6E 2K9

Monsieur le Préfet,

Le 21 décembre 2010, la Municipalité régionale de comté de La Nouvelle-Beauce a adopté le projet de règlement numéro 293-12-2010 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à agrandir le périmètre d'urbanisation de la municipalité de Saints-Anges et à abroger une norme du document complémentaire relative aux cimetières.

À la lumière de notre analyse et après avoir consulté les ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'aménagement du territoire, j'ai le plaisir de vous aviser que le projet de règlement numéro 293-12-2010 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 4 mai 2010

Monsieur Yvon Brière
Préfet
Municipalité régionale de comté
de La Rivière-du-Nord
161, rue de la Gare, bureau 200
Saint-Jérôme (Québec) J7Z 2B9

Monsieur le Préfet,

Le 17 février 2010, la Municipalité régionale de comté de La Rivière-du-Nord a adopté le projet de règlement numéro 235-10 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement précise et met à jour certaines informations dans le schéma d'aménagement et de développement révisé, qui visent, notamment, à identifier des zones de mouvements de sol, à confirmer certains agrandissements des périmètres urbains déjà prévus au schéma d'aménagement et de développement révisé, à apporter de légères corrections aux limites d'affectations et à mettre à jour les informations concernant les terrains contaminés.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

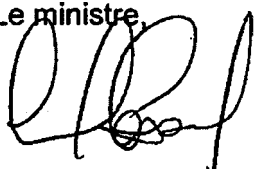
Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

J'ai le plaisir de vous aviser que votre projet de règlement respecte les orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire. Toutefois, nous avons constaté que votre municipalité régionale de comté a intégré une partie des lots 182 et 183 de la municipalité de Saint-Colomban dans l'aire d'affectation « Rurale champêtre ». Ces parties de lots se retrouvent dans la zone agricole décrétée en vertu de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles. Par conséquent, je demande à votre municipalité régionale de comté de corriger cette imprécision, à l'étape du règlement, de manière à ce que les limites de l'aire d'affectation « Agricole » correspondent à celles de la zone agricole décrétée sur le territoire de la municipalité de Saint-Colomban.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre,



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 20 avril 2010

Monsieur Gilles Plante
Préfet
Municipalité régionale de comté
de La Vallée-du-Richelieu
255, boulevard Laurier, bureau 100
McMasterville (Québec) J3G 0B7

Monsieur le Préfet, *Gilles*

Le 4 février 2010, la Municipalité régionale de comté de La Vallée-du-Richelieu a adopté le projet de règlement numéro 32-10-6 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à agrandir certaines limites du périmètre d'urbanisation de la municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu.

À la lumière de notre analyse et après avoir consulté les ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'aménagement du territoire, j'ai le plaisir de vous aviser que votre projet de règlement respecte les orientations gouvernementales.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Ministère
des Affaires municipales,
des Régions
et de l'Occupation
du territoire



Le sous-ministre

Québec, le 27 juillet 2010

Monsieur Gilles Plante
Préfet
Municipalité régionale de comté
de La Vallée-du-Richelieu
255, boulevard Laurier, bureau 100
McMasterville (Québec) J3G 0B7

Monsieur le Préfet,

Le 3 juin 2010, la Municipalité régionale de comté de La Vallée-du-Richelieu a adopté le projet de règlement numéro 32-10-7 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à permettre la mise en place d'activités récréatives légères à l'intérieur de l'affectation agricole.

À la lumière de notre analyse et après avoir consulté les ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'aménagement du territoire, j'ai le plaisir de vous aviser que votre projet de règlement respecte les orientations gouvernementales.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Marc Lacroix

Québec
Aile Chauveau, 4^e étage
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2040
Télécopieur : 418 644-9863
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria, box 3.16
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-3860
Télécopieur : 514 873-2620



Gouvernement du Québec

Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 7 septembre 2010

Madame Suzanne Roy
Préfète
Municipalité régionale de comté
de Lajemmerais
609, route Marie-Victorin
Verchères (Québec) J0L 2R0

Madame la Préfète,

Le 8 juillet 2010, la Municipalité régionale de comté de Lajemmerais a adopté le projet de règlement numéro 162-17 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à apporter des modifications et des précisions d'ordre technique en vue d'une meilleure application par la MRC des dispositions relatives à l'abattage d'arbres dans la zone agricole.

À la lumière de notre analyse et après avoir consulté les ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'aménagement du territoire, j'ai le plaisir de vous aviser que votre projet de règlement respecte les orientations gouvernementales.

Toutefois, je vous rappelle que les seules normes applicables aux terres du domaine public localisées dans la municipalité de Saint-Amable sont celles prévues par le Règlement sur les normes d'intervention dans les forêts du domaine de l'État.

Veuillez agréer, Madame la Préfète, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 9 novembre 2010

Madame Suzanne Roy
Préfète
Municipalité régionale de comté
de Lajemmerais
609, route Marie-Victorin
Verchères (Québec) J0L 2R0

Madame la Préfète,

Le 9 septembre 2010, la Municipalité régionale de comté de Lajemmerais a adopté le projet de règlement numéro 162-18 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à autoriser la pratique de tous types d'activités récréatives extensives dans l'aire d'affectation « Agricole A-1 ».

À la lumière de notre analyse et après avoir consulté les ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'aménagement du territoire, j'ai le plaisir de vous aviser que votre projet de règlement respecte les orientations gouvernementales.

Je vous prie d'agréer, Madame la Préfète, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Ministère
des Affaires municipales,
des Régions
et de l'Occupation
du territoire

Québec

Le sous-ministre

Québec, le 31 janvier 2011

Madame Chantal Deschamps
Préfète
Municipalité régionale de comté
de L'Assomption
300A, rue Dorval
L'Assomption (Québec) J5W 3A1

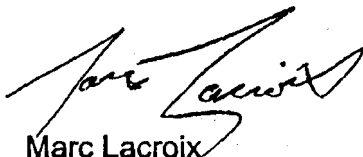
Madame la Préfète,

Le 24 novembre 2010, la Municipalité régionale de comté de L'Assomption a adopté le projet de règlement numéro 139 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à assouplir la norme de superficie minimale de terrains non desservis par les services d'aqueduc et d'égouts, et ce, spécifiquement pour un secteur localisé en zone agricole.

À la lumière de notre analyse et après avoir consulté les ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'aménagement du territoire, j'ai le plaisir de vous aviser que votre projet de règlement respecte les orientations gouvernementales.

Veuillez agréer, Madame la Préfète, l'expression de mes sentiments les meilleurs.


Marc Lacroix

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2040
Télécopieur : 418 644-9863
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-3860
Télécopieur : 514 864-5901

Ministère
des Affaires municipales,
des Régions
et de l'Occupation
du territoire

Québec

Le sous-ministre

Québec, le 21 décembre 2010

Monsieur Jean-Marie Claveau
Préfet
Municipalité régionale de comté
du Fjord-du-Saguenay
3110, boulevard Martel
Saint-Honoré (Québec) G0V 1L0

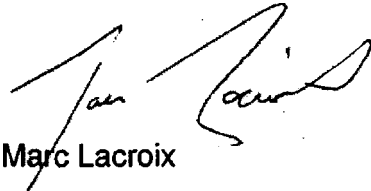
Monsieur le Préfet,

Le 13 octobre 2010, la Municipalité régionale de comté du Fjord-du-Saguenay a adopté le projet de règlement numéro 10-272 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à agrandir le périmètre d'urbanisation de la municipalité de L'Anse-Saint-Jean pour permettre l'implantation de commerces.

À la lumière de notre analyse et après avoir consulté les ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'aménagement du territoire, j'ai le plaisir de vous aviser que votre projet de règlement respecte les orientations gouvernementales.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs



Marc Lacroix

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2040
Télécopieur : 418 644-9863
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-3860
Télécopieur : 514 873-2620



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 19 août 2010

Madame Nicole Robert
Préfet
Municipalité régionale de comté
du Haut-Saint-François
85, rue du Parc
Cookshire (Québec) J0B 1M0

Madame le Préfet,

Le 16 juin 2010, la Municipalité régionale de comté du Haut-Saint-François a adopté les projets de règlements numéros 323-10, 324-10 et 325-10 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ces projets de règlements visent respectivement à régir les résidences intergénérationnelles, à modifier les conditions relatives à l'émission de permis de construction et à modifier certaines dispositions relatives aux territoires d'intérêt écologique.

À la lumière de notre analyse et après avoir consulté les ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'aménagement du territoire, j'ai le plaisir de vous aviser que vos projets de règlements respectent les orientations gouvernementales.

...2

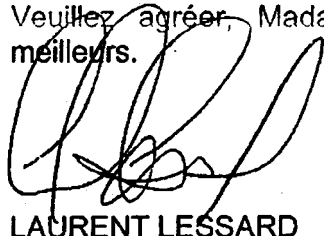
Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Toutefois, considérant le potentiel archéologique important présent sur votre territoire, je vous recommande que les conditions préalables à l'approbation d'un usage permis dans les territoires d'intérêt écologique, prévues au règlement numéro 325-10, tiennent compte du potentiel patrimonial et archéologique.

Veillez agréer, Madame le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 19 août 2010

Madame Nicole Robert
Préfet
Municipalité régionale de comté
du Haut-Saint-François
85, rue du Parc
Cookshire (Québec) J0B 1M0

Madame le Préfet,

Le 16 juin 2010, la Municipalité régionale de comté du Haut-Saint-François a adopté les projets de règlements numéros 323-10, 324-10 et 325-10 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ces projets de règlements visent respectivement à régir les résidences intergénérationnelles, à modifier les conditions relatives à l'émission de permis de construction et à modifier certaines dispositions relatives aux territoires d'intérêt écologique.

À la lumière de notre analyse et après avoir consulté les ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'aménagement du territoire, j'ai le plaisir de vous aviser que vos projets de règlements respectent les orientations gouvernementales.

...2

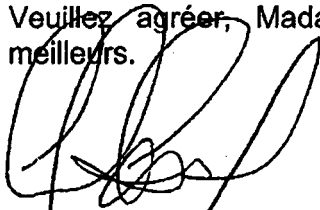
Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Toutefois, considérant le potentiel archéologique important présent sur votre territoire, je vous recommande que les conditions préalables à l'approbation d'un usage permis dans les territoires d'intérêt écologique, prévues au règlement numéro 325-10, tiennent compte du potentiel patrimonial et archéologique.

Veillez agréer, Madame le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'L. Lessard', written over the closing text.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 19 août 2010

Madame Nicole Robert
Préfet
Municipalité régionale de comté
du Haut-Saint-François
85, rue du Parc
Cookshire (Québec) J0B 1M0

Madame le Préfet,

Le 16 juin 2010, la Municipalité régionale de comté du Haut-Saint-François a adopté les projets de règlements numéros 323-10, 324-10 et 325-10 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ces projets de règlements visent respectivement à régir les résidences intergénérationnelles, à modifier les conditions relatives à l'émission de permis de construction et à modifier certaines dispositions relatives aux territoires d'intérêt écologique.

À la lumière de notre analyse et après avoir consulté les ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'aménagement du territoire, j'ai le plaisir de vous aviser que vos projets de règlements respectent les orientations gouvernementales.

...2

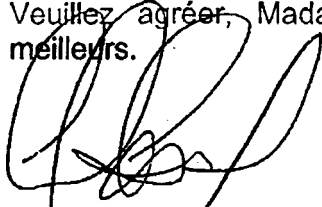
Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Toutefois, considérant le potentiel archéologique important présent sur votre territoire, je vous recommande que les conditions préalables à l'approbation d'un usage permis dans les territoires d'intérêt écologique, prévues au règlement numéro 325-10, tiennent compte du potentiel patrimonial et archéologique.

Veuillez agréer, Madame le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 25 novembre 2010

Madame Nicole Robert
Préfète
Municipalité régionale de comté
du Haut-Saint-François
85, rue du Parc
Cookshire (Québec) J0B 1M0

Madame la Préfète,

Le 18 août 2010, la Municipalité régionale de comté du Haut-Saint-François a adopté le projet de règlement numéro 329-10 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à agrandir l'affectation « Villégiature » à même une partie de l'affectation « Rurale » dans le canton de Dudswell.

À la lumière de notre analyse et après avoir consulté les ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'aménagement du territoire, j'ai le plaisir de vous aviser que votre projet de règlement respecte les orientations gouvernementales.

Veuillez agréer, Madame la Préfète, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 9 novembre 2010

Monsieur Claude Boucher
Préfet
Municipalité régionale de comté
du Val-Saint-François
810, montée du Parc
Richmond (Québec) J0B 2H0

Monsieur le Préfet,

Le 18 août 2010, la Municipalité régionale de comté du Val-Saint-François a adopté le projet de règlement numéro 2010-03 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise principalement à préciser les dispositions relatives aux constructions résidentielles en zone agricole.

À la lumière de notre analyse et après avoir consulté les ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'aménagement du territoire, j'ai le plaisir de vous aviser que votre projet de règlement respecte les orientations gouvernementales.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 23 novembre 2010

Monsieur Claude Boucher
Préfet
Municipalité régionale de comté
du Val-Saint-François
810, montée du Parc
Richmond (Québec) J0B 2H0

Monsieur le Préfet,

Le 15 septembre 2010, la Municipalité régionale de comté du Val-Saint-François a adopté le projet de règlement numéro 2010-07 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à modifier une partie de l'affectation « Agricole » par l'affectation « Agroforestière dynamique » sur le territoire de la municipalité de Saint-François-Xavier-de-Brompton.

À la lumière de notre analyse et après avoir consulté les ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'aménagement du territoire, j'ai le plaisir de vous aviser que votre projet de règlement respecte les orientations gouvernementales.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 20 mai 2010

Monsieur Ghislain Hamel
Préfet
Municipalité régionale de comté
des Appalaches
3830, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6H 2L8

Monsieur le Préfet, *Ghislain*

Le 10 mars 2010, la Municipalité régionale de comté des Appalaches a adopté le projet de règlement numéro 120 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à créer une affectation « Récréo-miniére » d'une superficie approximative de 118 hectares afin de permettre la réalisation de deux projets sur le territoire de la ville de Thetford Mines. Le premier projet prévoit notamment la construction d'un belvédère et l'aménagement d'un sentier d'accès sur une halde minière. Le second projet consiste à mettre en valeur un site de chevalement d'une mine désaffectée en rendant accessibles quelques bâtiments ayant servi à l'extraction du minerai et à sa première transformation.

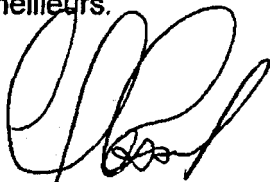
J'ai le plaisir de vous aviser que votre projet de règlement respecte les orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire. Toutefois, je constate que votre municipalité régionale de comté n'a pas inclus les équipements et les infrastructures à caractère public dans les usages autorisés à l'intérieur de la nouvelle affectation « Récréo-miniére ». Par conséquent, je vous recommande d'apporter les correctifs nécessaires à l'étape du règlement.

...2

Par ailleurs, compte tenu de ses préoccupations à l'égard du projet de règlement, le ministère de la Santé et des Services sociaux de la région Chaudière-Appalaches communiquera avec la Municipalité régionale de comté afin de lui faire part de ses recommandations. Je considère important que ces discussions aient lieu avant l'adoption du règlement par la Municipalité régionale de comté.

Monsieur Simon Castonguay, de la Direction régionale de la Chaudière-Appalaches du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Il peut être joint au 418 338-6784.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'L. Lessard', written over a horizontal line.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 26 octobre 2010

Monsieur Ghislain Hamel
Préfet
Municipalité régionale de comté
des Appalaches
3830, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6H 2L8

Monsieur le Préfet,

Le 18 août 2010, la Municipalité régionale de comté des Appalaches a adopté le projet de règlement numéro 121 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à retrancher un secteur de l'aire d'affectation « Industrielle » au profit de l'aire d'affectation « Territoire déjà occupé » à l'intérieur de la grande affectation « Périmètre d'urbanisation ». Ce secteur, pour lequel la Ville de Thetford Mines souhaite attribuer une vocation principalement résidentielle, correspond à un terrain ceinturé par le chemin du Mont-Granit et les rues Piuze, Mooney Ouest et Saint-Alphonse Sud.

J'ai le plaisir de vous aviser que votre projet de règlement respecte les orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire. Toutefois, je tiens à vous rappeler l'importance de revoir les zones prioritaires d'aménagement et les zones de réserve afin d'orienter le développement vers des zones ciblées à l'intérieur du périmètre d'urbanisation.

...2

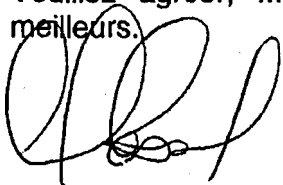
Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Par ailleurs, compte tenu de ses préoccupations à l'égard du projet de règlement, je vous invite à poursuivre vos échanges avec la société Hydro-Québec sur la nature des travaux qui seront réalisés à proximité des lignes hydro-électriques existantes.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'LL', written over the word 'meilleurs'.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 14 décembre 2010

Monsieur Hector Provençal
Préfet
Municipalité régionale de comté
des Etchemins
1137, route 277
Lac-Etchemin (Québec) G0R 1S0

Monsieur le Préfet,

Le 13 octobre 2010, la Municipalité régionale de comté des Etchemins a adopté le projet de règlement numéro 98-10 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à inclure 23 nouveaux îlots déstructurés et des agrandissements à deux autres îlots déstructurés existants. Il vise également à modifier la superficie minimale des lots vacants pour lesquels il autorise la construction résidentielle en zone agricole à l'intérieur des affectations « Agroforestière » et « Forestière ».

À la lumière de notre analyse et après avoir consulté les ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'aménagement du territoire, j'ai le plaisir de vous aviser que votre projet de règlement respecte les orientations gouvernementales. Je vous rappelle toutefois qu'une autorisation doit être obtenue auprès de la Commission de protection du territoire agricole pour l'implantation de résidences dans les nouveaux secteurs couverts par votre demande à portée collective.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Ministère
des Affaires municipales,
des Régions
et de l'Occupation
du territoire

Québec

Le sous-ministre

Québec, le 27 juillet 2010

Monsieur Ronald Provost
Préfet
Municipalité régionale de comté
des Laurentides
1255, chemin des Lacs
Saint-Faustin-Lac-Carré (Québec) J0T 1J2

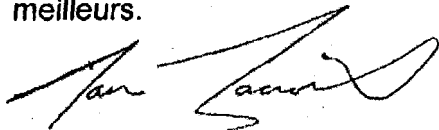
Monsieur le Préfet,

Le 20 mai 2010, la Municipalité régionale de comté des Laurentides a adopté, par la résolution numéro 2010.05.4811, un projet de règlement en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à préciser les activités hivernales autorisées sur différents tronçons composant le tracé du parc régional linéaire Le P'tit Train du Nord.

À la lumière de notre analyse et après avoir consulté les ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'aménagement du territoire, j'ai le plaisir de vous aviser que votre projet de règlement respecte les orientations gouvernementales.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Marc Lacroix

Québec
Allé Chauveau, 4^e étage
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2040
Télécopieur : 418 644-9863
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria, bur. 3.16
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-3860
Télécopieur : 514 873-2620



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 16 juin 2010

Monsieur Jean-Marc Robitaille
Préfet
Municipalité régionale de comté
des Moulins
148, rue Saint-André
Terrebonne (Québec) J6W 3C3

Monsieur le Préfet,

Le 14 avril 2010, la Municipalité régionale de comté des Moulins a adopté le projet de règlement numéro 97-30 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à permettre l'implantation d'un centre de détention à sécurité minimale sur le territoire de la ville de Terrebonne.

À la lumière de notre analyse et après avoir consulté les ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'aménagement du territoire, j'ai le plaisir de vous aviser que votre projet de règlement respecte les orientations gouvernementales.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 14 octobre 2010

Monsieur Jean-Marc Robitaille
Préfet
Municipalité régionale de comté
des Moulins
148, rue Saint-André
Terrebonne (Québec) J6W 3C3

Monsieur le Préfet, *Jean-Marc*

Le 10 août 2010, la Municipalité régionale de comté des Moulins a adopté le projet de règlement numéro 97-32 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme

Ce projet de règlement vise à permettre l'implantation d'un poste de transport d'électricité d'Hydro-Québec ainsi que ses infrastructures connexes sur le territoire de la ville de Terrebonne.

À la lumière de notre analyse et après avoir consulté les ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'aménagement du territoire, j'ai le plaisir de vous aviser que votre projet de règlement respecte les orientations gouvernementales.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.


LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 8 septembre 2010

Monsieur Charles Garnier
Préfet
Municipalité régionale de comté
des Pays-d'en-Haut
1014, rue Valiquette
Sainte-Adèle (Québec) J8B 2M3

Monsieur le Préfet,

Le 13 avril 2010, la Municipalité régionale de comté des Pays-d'en-Haut a adopté le projet de règlement numéro 226-2010 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à ajouter des dispositions qui permettront de redonner un caractère naturel aux rives des plans et des cours d'eau présents sur les terrains de golf. De plus, il apporte des corrections aux normes du document complémentaire limitant les constructions, ouvrages et certains travaux dans le littoral d'un milieu humide adjacent à un lac ou un cours d'eau.

À la lumière de notre analyse et après avoir consulté les ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'aménagement du territoire, j'ai le plaisir de vous aviser que votre projet de règlement respecte les orientations gouvernementales.

Veillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Ministère
des Affaires municipales,
des Régions
et de l'Occupation
du territoire

Québec 

Le sous-ministre

Québec, le 18 août 2010

Madame Caroline St-Hilaire
Mairesse
Ville de Longueuil
4250, chemin de la Savane
Longueuil (Québec) J3Y 9G4

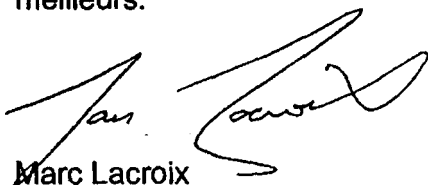
Madame la Mairesse,

Le 17 juin 2010, le Conseil d'agglomération de Longueuil a adopté le projet de règlement numéro CA-2010-137 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce règlement vise principalement à revoir les limites de certaines aires d'affectation ainsi qu'à en créer de nouvelles. Il vient également ajouter et ajuster plusieurs dispositions, pour la plupart de nature administrative, au schéma d'aménagement et de développement révisé.

À la lumière de notre analyse et après avoir consulté les ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'aménagement du territoire, j'ai le plaisir de vous aviser que votre projet de règlement respecte les orientations gouvernementales.

Veuillez agréer, Madame la Mairesse, l'expression de mes sentiments les meilleurs.


Marc Lacroix

Québec
Aile Chauveau, 4^e étage
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2040
Télécopieur : 418 644-9863
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria, bur. 3.16
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-3860
Télécopieur : 514 873-2620



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 22 juin 2010

Monsieur Yvan Imbeault
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Matane
145, rue Soucy
Matane (Québec) G4W 2E1

Monsieur le Préfet,

Le 14 avril 2010, la Municipalité régionale de comté de Matane a adopté le projet de règlement numéro 198-7-2010 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise notamment à modifier la grille de compatibilité des usages et à intégrer de nouveaux cadres normatifs visant les carrières et les sablières de même que le contrôle de l'utilisation du sol dans les zones exposées aux glissements de terrain et à l'érosion littorale.

À la lumière de notre analyse et après avoir consulté les ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'aménagement du territoire, j'ai le plaisir de vous aviser que votre projet de règlement respecte les orientations gouvernementales.

Toutefois, le ministère de la Sécurité publique constate que certaines dispositions du projet de règlement pourraient s'avérer insuffisantes afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens dans les zones de contraintes naturelles. Ainsi, eu égard aux zones exposées aux glissements de terrain, il recommande à la Municipalité régionale de comté de revoir ses normes conformément au cadre normatif gouvernemental qui est joint en annexe 1 du présent document.

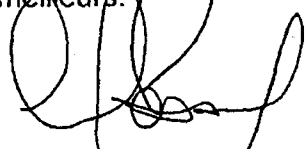
...2

Par ailleurs, en ce qui concerne les zones exposées à l'érosion littorale le long du fleuve Saint-Laurent, ce ministère recommande fortement à la Municipalité régionale de comté d'appliquer, pour toutes les zones sujettes à l'érosion littorale le long du fleuve Saint-Laurent et identifiées dans le schéma d'aménagement et de développement révisé, le cadre normatif gouvernemental joint en annexe 2 du présent document.

Les représentants régionaux du ministère de la Sécurité publique sont disposés à rencontrer ceux de la Municipalité régionale de comté afin de discuter de l'intégration et de l'application de ces cadres normatifs.

Monsieur Roger Joannette, de la Direction régionale du Bas-Saint-Laurent du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est également disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Il peut être joint au numéro de téléphone 418 727-3032.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD

Ministère
des Affaires municipales,
des Régions
et de l'Occupation
du territoire

Québec

Le sous-ministre

Québec, le 7 avril 2010

Monsieur Hubert Meilleur
Maire
Ville de Mirabel
14 111, rue Saint-Jean
Mirabel (Québec) J7J 1Y3

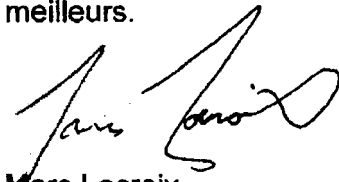
Monsieur le Maire,

Le 1er février 2010, la Ville de Mirabel a adopté le projet de règlement numéro PS-187 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à agrandir les limites du périmètre d'urbanisation « horizon 5 ans » du secteur Domaine-Vert Nord et à revoir certaines des aires d'affectations qui y sont identifiées. Il vient aussi remplacer une aire d'affectation « Commerciale extensive et semi-industrielle » par une aire « Résidentielle moyenne et haute densités et commerce urbain » dans le secteur Saint-Janvier.

À la lumière de notre analyse et après avoir consulté les ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'aménagement du territoire, j'ai le plaisir de vous aviser que votre projet de règlement respecte les orientations gouvernementales en matière d'aménagement.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Marc Lacroix

Québec
Aile Chauveau, 4^e étage
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2040
Télécopieur : 418 644-9863
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria, bur. 3.16
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-3860
Télécopieur : 514 873-2620



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 20 juillet 2010

Madame Danielle Henri Allard
Préfète
Municipalité régionale de comté
de Montcalm
1540, rue Albert
Sainte-Julienne (Québec) J0K 2T0

Madame la Préfète,

Le 18 mai 2010, la Municipalité régionale de comté de Montcalm a adopté le règlement numéro 337 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. Il vise à remplacer la section traitant de la gestion de l'urbanisation. À cet effet, il met à jour les besoins en espaces résidentiels dans les périmètres urbains et les aires résidentielles périurbaines. De plus, il convertit l'ensemble des zones d'aménagement de réserve en zones d'aménagement prioritaire.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 337 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Madame la Préfète, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Ministère
des Affaires municipales,
des Régions
et de l'Occupation
du territoire

Québec 
Le sous-ministre

Québec, le 27 juillet 2010

Madame Nathalie Simon
Préfète
Municipalité régionale de comté
de Roussillon
260, rue Saint-Pierre, bureau 200
Saint-Constant (Québec) J5A 2A5

Madame la Préfète,

Le 26 mai 2010, la Municipalité régionale de comté de Roussillon a adopté les projets de règlements numéros 151 et 152 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

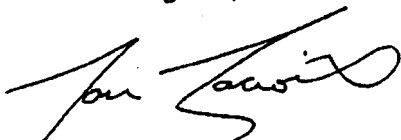
Le projet de règlement numéro 151 vise à intégrer la cartographie des zones inondables pour les rivières Saint-Jacques, sur le territoire de la municipalité de Saint-Philippe, Saint-Pierre, sur le territoire de la municipalité de Saint-Constant, et Saint-Régis, sur le territoire des municipalités de Saint-Constant et Saint-Isidore.

Pour sa part, le projet de règlement numéro 152 précise les limites des zones inondables de la rivière La Tortue pour le lot 3 130 941 du cadastre du Québec sur le territoire de la ville de Delson.

J'ai le plaisir de vous aviser que ces projets de règlements respectent les orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire.

À l'égard du projet de règlement numéro 151, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs recommande toutefois à votre municipalité régionale de comté d'adopter la cartographie des zones inondables de la rivière Saint-Jacques sur le territoire de la ville de La Prairie. Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs précise qu'il se référera à ces cartes pour juger de l'acceptabilité des projets assujettis à son autorisation.

Veuillez agréer, Madame la Préfète, l'expression de mes sentiments les meilleurs.


Marc Lacroix

Québec
Aile Chauveau, 4^e étage
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2040
Télécopieur : 418 644-9863
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria, bur. 3.16
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-3860
Télécopieur : 514 873-2620

Ministère
des Affaires municipales,
des Régions
et de l'Occupation
du territoire

Québec 
Le sous-ministre

Québec, le 27 juillet 2010

Madame Nathalie Simon
Préfète
Municipalité régionale de comté
de Roussillon
260, rue Saint-Pierre, bureau 200
Saint-Constant (Québec) J5A 2A5

Madame la Préfète,

Le 26 mai 2010, la Municipalité régionale de comté de Roussillon a adopté les projets de règlements numéros 151 et 152 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

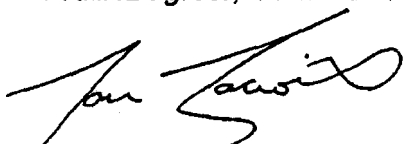
Le projet de règlement numéro 151 vise à intégrer la cartographie des zones inondables pour les rivières Saint-Jacques, sur le territoire de la municipalité de Saint-Philippe, Saint-Pierre, sur le territoire de la municipalité de Saint-Constant, et Saint-Régis, sur le territoire des municipalités de Saint-Constant et Saint-Isidore.

Pour sa part, le projet de règlement numéro 152 précise les limites des zones inondables de la rivière La Tortue pour le lot 3 130 941 du cadastre du Québec sur le territoire de la ville de Delson.

J'ai le plaisir de vous aviser que ces projets de règlements respectent les orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire.

À l'égard du projet de règlement numéro 151, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs recommande toutefois à votre municipalité régionale de comté d'adopter la cartographie des zones inondables de la rivière Saint-Jacques sur le territoire de la ville de La Prairie. Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs précise qu'il se référera à ces cartes pour juger de l'acceptabilité des projets assujettis à son autorisation.

Veuillez agréer, Madame la Préfète, l'expression de mes sentiments les meilleurs.


Marc Lacroix

Québec
Aile Chauveau, 4^e étage
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2040
Télécopieur : 418 644-9863
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria, bur. 3.16
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-3860
Télécopieur : 514 873-2620

Ministère
des Affaires municipales,
des Régions
et de l'Occupation
du territoire

Québec



Le sous-ministre

Québec, le 12 janvier 2011

Monsieur Michel Angers
Maire
Ville de Shawinigan
550, avenue de l'Hôtel-de-Ville
Shawinigan (Québec) G9N 6V3

Monsieur le Maire,

Le 9 novembre 2010, la Ville de Shawinigan a adopté le projet de règlement numéro SH-346 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à ajuster le périmètre d'urbanisation du secteur de Saint-Georges dans la ville de Shawinigan et à agrandir l'affectation récréative à même l'affectation urbaine de ce secteur.

À la lumière de notre analyse et après avoir consulté les ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'aménagement du territoire, j'ai le plaisir de vous aviser que votre projet de règlement respecte les orientations gouvernementales.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Marc Lacroix

Québec
Aile Chauveau, 4^e étage
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2040
Télécopieur : 418 644-9863
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria, bur. 3.16
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-3860
Télécopieur : 514 873-2620

Ministère
des Affaires municipales,
des Régions
et de l'Occupation
du territoire

Québec 

Le sous-ministre

Québec, le 7 avril 2010

Monsieur Gilles Farand
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Vaudreuil-Soulanges
420, avenue Saint-Charles
Vaudreuil-Dorion (Québec) J7V 2N1

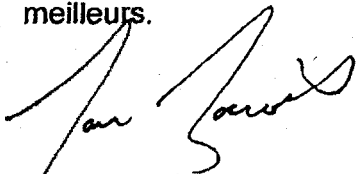
Monsieur le Préfet,

Le 27 janvier 2010, la Municipalité régionale de comté de Vaudreuil-Soulanges a adopté le projet de règlement numéro 167-9 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à redéfinir la séquence de développement des aires d'urbanisation résidentielles applicables pour les secteurs Vaudreuil et Saint-Lazare/Hudson de la ville de Vaudreuil-Dorion. Il vient également revoir les limites des aires d'affectation « Résidentielle para-urbaine » et « Agricole » du secteur Hudson à la suite d'une décision rendue par la Commission de protection du territoire agricole du Québec.

À la lumière de notre analyse et après avoir consulté les ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'aménagement du territoire, j'ai le plaisir de vous aviser que votre projet de règlement respecte les orientations gouvernementales en matière d'aménagement.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Marc Lacroix

Québec
Aile Chauveau, 4^e étage
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2040
Télécopieur : 418 644-9863
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria, bur. 3.16
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-3860
Télécopieur : 514 873-2620



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 10 septembre 2010

Monsieur Ronald Tittlit
Préfet
Municipalité régionale de comté
d'Argenteuil
430, rue Grace
Lachute (Québec) J8H 1M6

Monsieur le Préfet,

Le 14 juillet 2010, la Municipalité régionale de comté d'Argenteuil a adopté le règlement numéro 68-2-10 et le projet de règlement numéro 68-3-10 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Le règlement vise à autoriser une dérogation aux dispositions relatives aux plaines inondables de la rivière du Nord, sur les lots 3 039 448, 3 851 160 et 4 520 139 du cadastre du Québec, pour l'implantation de dix puits tubulaires dans la ville de Lachute. Ces travaux devraient permettre à la ville d'assurer son approvisionnement en eau potable pour les 30 prochaines années. À cet effet, la Municipalité régionale de comté précise les constructions, travaux et ouvrages admissibles à une dérogation.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 68-2-10 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Par ailleurs, le projet de règlement numéro 68-3-10 vise à autoriser une dérogation aux dispositions relatives aux plaines inondables de la rivière des Outaouais, sur les lots 4 030 501 et 4 030 502 du cadastre du Québec dans la municipalité de Saint-André-d'Argenteuil afin de permettre la réalisation du projet « Péninsule du golf » à l'intérieur de la plaine inondable.

...2

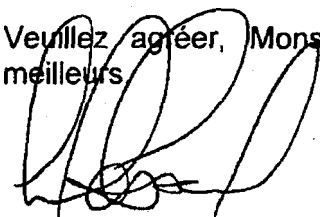
Dans ce projet de règlement, la démonstration n'a pas été faite qu'il répondait aux orientations gouvernementales visant à contribuer à la santé, à la sécurité et au bien-être publics ainsi qu'à la protection de l'environnement par une meilleure harmonisation des usages. En effet, la Municipalité régionale de comté n'a pas fourni suffisamment d'informations permettant au gouvernement de se prononcer sur la conformité de ce projet de règlement aux orientations gouvernementales.

Si la Municipalité régionale de comté d'Argenteuil souhaite réaliser le projet « Péninsule du golf » en zone inondable sur le territoire de la municipalité de Saint-André-d'Argenteuil, elle devra décrire et localiser de façon précise tous les ouvrages, travaux et constructions qui y sont rattachés et elle devra présenter les effets qu'ils auront sur l'environnement, les conditions hydrauliques et sur la sécurité des personnes et des biens.

Nous avons également constaté qu'une erreur s'est glissée dans la cartographie de la zone inondable 0-20 ans. En effet, la carte 7.4.2 montre deux lignes pour illustrer la délimitation de la zone inondable 0-20 ans. Par conséquent, je demande à votre municipalité régionale de comté de corriger cette erreur, à l'étape du règlement, de manière à éviter toute confusion lors de l'application des dispositions relatives à la plaine inondable.

Madame Dominique Montminy, de la Direction régionale des Laurentides du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Elle peut être jointe au 450 569-7646.

Veillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD

Québec, le 2 février 2011

Monsieur Ronald Tittlit
Préfet
Municipalité régionale de comté
d'Argenteuil
430, rue Grace
Lachute (Québec) J8H 1M6

Monsieur le Préfet,

Le 24 novembre 2010, la Municipalité régionale de comté d'Argenteuil a adopté le projet de règlement numéro 68-4-10 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce projet de règlement vise principalement à modifier les usages autorisés dans l'affectation « Résidentielle-villégiature », à identifier un secteur comme zone prioritaire de développement et à ajouter des critères de performance environnementale, ceci dans le but de permettre la réalisation d'un projet de développement immobilier majeur sur le territoire des municipalités de Brownsburg-Chatham et de Lachute.

Ce projet de règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de gestion de l'urbanisation, de planification des infrastructures, des équipements et des services publics. En effet, votre municipalité régionale de comté n'a pas justifié la nécessité d'ouvrir un nouveau secteur de 656 hectares au développement résidentiel en démontrant qu'il y a une demande à cet effet selon un horizon de 10 à 15 ans tout en considérant les espaces disponibles à l'intérieur des périmètres urbains des deux municipalités visées. En outre, elle n'explique pas pourquoi elle crée une nouvelle zone prioritaire de développement en surplus des 18 zones prioritaires de développement déjà présentes au schéma d'aménagement et de développement révisé dans les périmètres urbains des municipalités de Lachute et de Brownsburg-Chatham. Elle ne démontre pas en quoi cela permettra de consolider les zones urbaines existantes.

...2

Par conséquent, à l'étape du règlement, votre municipalité régionale de comté devra étayer son argumentaire afin de démontrer en quoi ce projet de développement permettra de consolider les zones urbaines existantes. À cet effet, elle devra indiquer à quels besoins le projet répond en termes d'espaces résidentiels selon un horizon de 10 à 15 ans, démontrer en quoi le développement projeté n'affectera pas la consolidation des périmètres d'urbanisation et expliquer la nécessité de déclarer tout le secteur « zone prioritaire de développement » au même titre que les périmètres urbains.

De plus, afin de s'assurer qu'elle maximise les retombées des services publics sur les milieux urbanisés, votre municipalité régionale de comté devra faire la démonstration que le type de développement résidentiel visé est conciliable avec le développement urbain pouvant être équipé à des coûts municipaux et gouvernementaux acceptables pour la collectivité.

Également, compte tenu de l'envergure du projet visé, votre municipalité régionale de comté devra tenir compte, dans ses explications, des effets de l'augmentation des déplacements sur la capacité du réseau supérieur et des problèmes pouvant être générés (fluidité, sécurité du réseau, services collectifs adéquats, besoins de nouvelles routes, etc.) par sa réalisation.

En outre, ce projet de règlement n'est également pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de conservation, de protection et de mise en valeur des rives, du littoral des lacs et des cours d'eau. À cet égard, votre municipalité régionale de comté prévoit, dans certains cas, des normes minimales inférieures à ce que prescrit la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables dans le corridor riverain. C'est le cas à l'article 38.3.4 où, pour l'aménagement d'une nouvelle allée d'accès, la distance minimale prévue, à partir de la ligne des hautes eaux des cours d'eau, est de 30 mètres alors que la Politique exige des distances minimales de 45 mètres pour les lots desservis et de 60 mètres pour les lots partiellement ou non desservis.

Également, le projet de règlement précise, à l'article 45.4, que les dispositions relatives à la protection des rives du document complémentaire s'appliquent sur une bande de 10 mètres à partir de la délimitation du milieu humide. Or, la Politique prévoit que la bande riveraine doit avoir une largeur de 10 ou 15 mètres selon la pente et non de 10 mètres indépendamment de la pente. Ainsi, à l'étape du règlement, votre municipalité régionale de comté devra modifier ces normes de manière à respecter les normes minimales prescrites par la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables.

Enfin, nous avons constaté le chevauchement des articles 15.2 et 22 du document complémentaire qui prescrivent des dispositions minimales de lotissement différentes pouvant s'appliquer, dans certains cas, sur un même territoire. Nous vous demandons de clarifier cette situation de manière à éviter toute ambiguïté lors de l'application de ces normes.

Madame Dominique Montminy, de la Direction régionale des Laurentides du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Elle peut être jointe au 450 569-7646, poste 81503.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Marc Lacroix', with a stylized flourish at the end.

Marc Lacroix



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 11 novembre 2010

Monsieur Yves Daoust
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Beauharnois-Salaberry
660, rue Ellice, bureau 200
Beauharnois (Québec) J6N 1Y1

Monsieur le Préfet,

Le 18 août 2010, la Municipalité régionale de comté de Beauharnois-Salaberry a adopté le projet de règlement numéro 230 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise principalement à ajouter 15 nouveaux secteurs potentiels de développement situés en zone agricole. Cinq secteurs sont situés à l'intérieur de la Communauté métropolitaine de Montréal.

Ce projet de règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de gestion de l'urbanisation et de protection du territoire et des activités agricoles. En effet, la Municipalité régionale de comté n'a pas fait la démonstration que l'ajout de ces secteurs, qui représenterait un potentiel d'espaces constructibles d'environ 444 hectares, correspond à un besoin réel d'espaces de développement. Par ailleurs, elle n'a pas fait la démonstration que l'identification des nouveaux secteurs potentiels de développement en zone agricole est exceptionnelle, et qu'il s'agit du secteur de moindre impact sur l'agriculture.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

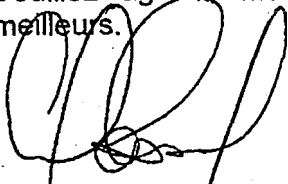
Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Par conséquent, si elle souhaite inclure de tels secteurs dans son schéma, la Municipalité régionale de comté devra démontrer que les espaces de développement demandés correspondent à l'adéquation entre l'offre et la demande d'espaces résidentiels, commerciaux et industriels. La Municipalité régionale de comté devrait également démontrer que l'identification des nouveaux espaces en zone agricole est exceptionnelle et qu'il s'agit des secteurs de moindre impact sur l'agriculture. Enfin, je vous rappelle que vous devrez faire une demande auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec afin d'obtenir une exclusion de la zone agricole.

Par ailleurs, à l'étape du règlement, la Municipalité régionale de comté devra faire la démonstration que sa demande s'insère dans la démarche entreprise par la Communauté métropolitaine de Montréal pour l'élaboration de son Plan métropolitain d'aménagement et de développement.

Monsieur Daniel-Joseph Chapdelaine, de la Direction régionale de la Montérégie du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Il peut être joint au 450 928-5677.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 12 novembre 2010

Monsieur Jean-Guy Poirier
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Bonaventure
51, rue Notre-Dame
New Carlisle (Québec) G0C 1Z0

Monsieur le Préfet,

Le 14 septembre 2010, la Municipalité régionale de comté de Bonaventure a adopté les projets de règlements numéros 2010-06 et 2010-08 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ces projets de règlements visent à permettre, d'une part, une dérogation dans la plaine inondable de la rivière Bonaventure pour l'agrandissement d'une résidence unifamiliale sur les lots 1889-3 et 1889-P du rang Bloc Y du canton de Cox sur le territoire de la ville de Bonaventure, et d'autre part, une dérogation dans la plaine inondable de la rivière Bonaventure afin d'agrandir un commerce sur les lots 470A-P, 470B-P et A-2-P du rang 1 du canton de Hamilton sur le territoire de la ville de Bonaventure.

Ces projets de règlements ne sont pas conformes aux orientations gouvernementales en matière de protection de l'environnement. En effet, bien que votre municipalité régionale de comté s'est assurée que ces dérogations respectent les mesures d'atténuation des risques associés à la sécurité des personnes et des biens, elle n'a pas démontré que ces dérogations assurent la protection de l'environnement. Votre municipalité régionale de comté devra évaluer, à l'étape des règlements, l'impact de ces dérogations à l'égard de leurs effets sur l'environnement et s'assurer qu'elles rencontrent les objectifs de la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables.

...2

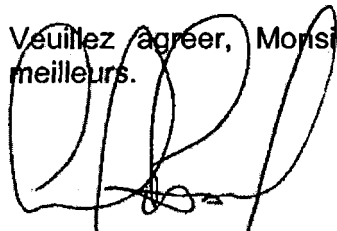
Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Monsieur Rénald Méthot, de la Direction régionale de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Il peut être joint au 418 689-5024.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'LL', written over the text of the letter.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 12 novembre 2010

Monsieur Jean-Guy Poirier
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Bonaventure
51, rue Notre-Dame
New Carlisle (Québec) G0C 1Z0

Monsieur le Préfet,

Le 14 septembre 2010, la Municipalité régionale de comté de Bonaventure a adopté les projets de règlements numéros 2010-06 et 2010-08 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ces projets de règlements visent à permettre, d'une part, une dérogation dans la plaine inondable de la rivière Bonaventure pour l'agrandissement d'une résidence unifamiliale sur les lots 1889-3 et 1889-P du rang Bloc Y du canton de Cox sur le territoire de la ville de Bonaventure, et d'autre part, une dérogation dans la plaine inondable de la rivière Bonaventure afin d'agrandir un commerce sur les lots 470A-P, 470B-P et A-2-P du rang 1 du canton de Hamilton sur le territoire de la ville de Bonaventure.

Ces projets de règlements ne sont pas conformes aux orientations gouvernementales en matière de protection de l'environnement. En effet, bien que votre municipalité régionale de comté s'est assurée que ces dérogations respectent les mesures d'atténuation des risques associés à la sécurité des personnes et des biens, elle n'a pas démontré que ces dérogations assurent la protection de l'environnement. Votre municipalité régionale de comté devra évaluer, à l'étape des règlements, l'impact de ces dérogations à l'égard de leurs effets sur l'environnement et s'assurer qu'elles rencontrent les objectifs de la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables.

...2

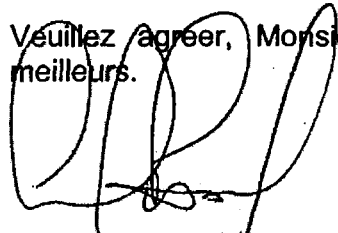
Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Monsieur Rénald Méthot, de la Direction régionale de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Il peut être joint au 418 689-5024.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke at the bottom.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 20 juillet 2010

Monsieur Richard Lehoux
Préfet
Municipalité régionale de comté
de La Nouvelle-Beauce
700, rue Notre-Dame Nord, bureau B
Sainte-Marie (Québec) G6E 2K9

Monsieur le Préfet,

Le 18 mai 2010, la Municipalité régionale de comté de La Nouvelle-Beauce a adopté le règlement de contrôle intérimaire numéro 283-05-2010 visant à autoriser la construction résidentielle dans des îlots déstructurés tout comme le projet de règlement numéro 282-05-2010 qui vise également à agrandir le périmètre d'urbanisation de la municipalité de Sainte-Marguerite. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

À la lumière de notre analyse et après avoir consulté les ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'aménagement du territoire, je vous informe que ce règlement de contrôle intérimaire et ce projet de règlement ne sont pas conformes aux orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire, notamment en ce qui concerne la gestion de l'urbanisation.

En effet, la Municipalité régionale de comté n'a pas fait la démonstration que l'autorisation de constructions résidentielles en zone agricole n'aura pas d'impact négatif sur la gestion de l'urbanisation dans l'ensemble du territoire de la municipalité régionale de comté, notamment en ce qui concerne la consolidation des périmètres d'urbanisation.

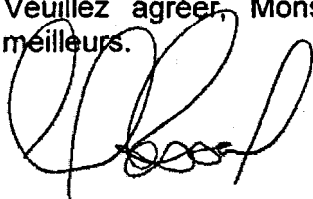
...2

Si la Municipalité régionale de comté souhaite poursuivre son exercice d'identification d'îlots déstructurés, elle devra justifier, du point de vue de la gestion de l'urbanisation, l'ajout et l'agrandissement d'îlots déstructurés et d'expliquer de quelle manière elle entend contrôler les nouveaux espaces désormais disponibles à la construction résidentielle.

Pour ce faire, la Municipalité régionale de comté devra indiquer, dans un document justificatif, l'horizon de développement des îlots déstructurés et les objectifs poursuivis mis en relation avec les besoins réels en construction résidentielle dans la zone agricole. De plus, elle devra faire la démonstration que cette nouvelle demande à portée collective ne porte pas atteinte à la consolidation des périmètres d'urbanisation, notamment en décrivant le potentiel des constructions résidentielles dans l'ensemble des îlots déstructurés et en démontrant, selon les tendances récentes, les perspectives de développement dans ces îlots.

Monsieur Simon Castonguay, de la Direction régionale de la Chaudière-Appalaches du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Il peut être joint au numéro de téléphone 418 338-6784.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD

Ministère
des Affaires municipales,
des Régions
et de l'Occupation
du territoire

Québec



Le sous-ministre

Québec, le 22 décembre 2010

Monsieur Gilles Plante
Préfet
Municipalité régionale de comté
de La Vallée-du-Richelieu
255, boulevard Laurier, bureau 100
McMasterville (Québec) J3G 0B7

Monsieur le Préfet

Le 7 octobre 2010, la Municipalité régionale de comté de La Vallée-du-Richelieu a adopté le projet de règlement numéro 32-10-8 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à intégrer une dérogation en zone inondable pour permettre la construction d'une voie de circulation traversant un cours d'eau localisé sur le territoire de la ville de Carignan. Il vient également identifier des sites de dépôt de neiges usées conformes aux exigences gouvernementales en matière d'environnement.

Ce projet de règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de protection de l'environnement. En effet, l'information qui réfère aux travaux à exécuter à même la zone inondable est incomplète et ne permet pas de faire la démonstration qu'ils assurent la protection de l'environnement et la sécurité publique. À l'étape du règlement, la Municipalité régionale de comté devra ajouter l'information nécessaire permettant de préciser et de décrire l'ensemble de ces travaux.

...2

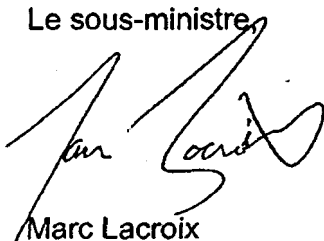
Québec
Aile Chauveau, 4^e étage
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2040
Télécopieur : 418 644-9863
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria, bur. 3.16
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-3860
Télécopieur : 514 873-2620

Madame Louise Quilliam, de la Direction métropolitaine de l'aménagement et des affaires municipales du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Elle peut être jointe au numéro de téléphone 514 873-6403 poste 6192.

Veillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Marc Lacroix', written over a horizontal line.

Marc Lacroix



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 21 janvier 2011

Monsieur Gilles Dolbec
Préfet
Municipalité régionale de comté
du Haut-Richelieu
380, 4^e Avenue
Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J2X 1W9

Monsieur le Préfet,

Le 24 novembre 2010, la Municipalité régionale de comté du Haut-Richelieu a adopté le projet de règlement numéro 467 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet effet, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à agrandir les périmètres d'urbanisation des municipalités de Sainte-Brigide-d'Iberville, de Saint-Georges-de-Clarenceville, de Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix et de Saint-Valentin à même l'affectation agricole, à la suite d'une autorisation d'exclusion de la zone agricole accordée par la Commission de protection du territoire agricole, le 8 novembre 2010. Ce projet de règlement vise également à intégrer une dérogation en vertu de la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables pour un immeuble situé à l'intérieur de la zone de grand courant dans la municipalité de Saint-Blaise-sur-Richelieu.

Ce projet de règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de gestion de l'urbanisation. En effet, selon les informations présentées dans le document de justification qui accompagne la demande, il appert que la Municipalité de Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix disposerait des espaces suffisant à l'intérieur de son périmètre urbain pour répondre à ses besoins. Par conséquent, à l'étape du règlement, la Municipalité régionale de comté devra expliquer les raisons qui justifient cet agrandissement. Quant aux agrandissements demandés pour les trois autres municipalités mentionnées précédemment, j'ai le plaisir de vous aviser que ces dispositions respectent les orientations du gouvernement en matière d'aménagement.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

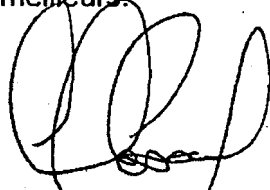
Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

De plus, ce projet de règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de protection de l'environnement et de sécurité publique. En effet, la construction d'un bâtiment « jouxtant » à un autre constitue un nouveau bâtiment distinct du premier. Une telle construction n'est pas admissible à une dérogation en vertu de la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables. De plus, la description de la dérogation ne correspond pas au devis technique, qui a été soumis à l'appui de la demande et, finalement, les règles d'immunisation ne respectent pas la Politique.

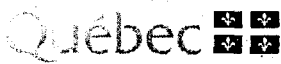
Toutefois, je vous informe que le gouvernement permet certains assouplissements à la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables concernant l'implantation des bâtiments accessoires. J'invite donc la Municipalité régionale de comté à contacter le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs pour en savoir davantage.

Madame Claudine Beaudoin, de la Direction régionale de la Montérégie du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Elle peut être jointe au 450 928-5670 poste 81605

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 15 avril 2010

Monsieur Gérard Bruneau
Préfet
Municipalité régionale de comté
des Chenaux
630, rue Principale
Saint-Luc-de-Vincennes (Québec) G0X 3K0

Monsieur le Préfet,

Le 20 janvier 2010, la Municipalité régionale de comté des Chenaux a adopté le projet de règlement numéro 2010-68 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à autoriser trois dérogations dans la zone inondable. Les dérogations visées sont l'agrandissement d'un bâtiment résidentiel situé sur le lot 223-11 dans la municipalité de Batiscan, et l'aménagement de deux virées de chemin dont une est localisée sur une partie du lot 44 et l'autre sur une partie du lot 765 dans la municipalité de Sainte-Anne-de-la-Pérade.

Ce projet de règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de protection de l'environnement. En effet, votre municipalité régionale de comté n'a pas démontré que les dérogations visant les deux virées de chemin assurent la protection de l'environnement puisqu'elle n'a pas fourni les informations nécessaires à leur évaluation. Votre municipalité régionale de comté devra prévoir, à l'étape du règlement, les informations nécessaires permettant d'évaluer les impacts sur l'environnement des deux projets de virées de chemin.

...2

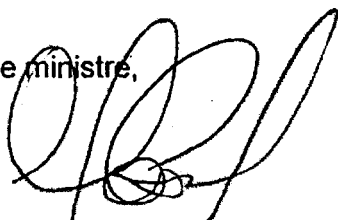
Par ailleurs, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et le ministère des Ressources naturelles et de la Faune sont préoccupés par la dérogation visée par la virée de chemin située sur la partie du lot 765 puisque celle-ci se superpose à des milieux humides d'intérêt pour la conservation et qu'une aire de protection d'oiseaux aquatiques s'y trouve.

Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs souhaite donc préciser à votre municipalité régionale de comté qu'elle doit obtenir, pour tout projet ou nouvelle activité qui se déroule dans un milieu humide, une autorisation de sa part en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement. Quant au ministère des Ressources naturelles et de la Faune, il suggère de revoir l'emplacement de la virée localisée sur la partie du lot 765 afin de l'exclure de l'aire de concentration d'oiseaux aquatiques décrite au Règlement sur les habitats fauniques et déterminée à titre de territoire d'intérêt écologique dans votre schéma.

Monsieur Pierre Robert, de la Direction régionale de la Mauricie du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Il peut être joint au numéro de téléphone 819 371-6653.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre,



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 8 septembre 2010

Monsieur Jean-Marc Robitaille
Préfet
Municipalité régionale de comté
des Moulins
148, rue Saint-André
Terrebonne (Québec) J6W 3C3

Monsieur le Préfet,

Le 6 juillet 2010, la Municipalité régionale de comté des Moulins a adopté le projet de règlement numéro 97-31 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à modifier les aires d'affectation « Industrielle » sur l'ensemble du territoire de la municipalité régionale de comté et à ajuster les périmètres d'urbanisation. Il introduit aussi de nouvelles propositions de transport sur le territoire de la ville de Terrebonne.

À la lumière de notre analyse et après avoir consulté les ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'aménagement du territoire, j'ai le regret de vous informer que ce projet de règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de gestion de l'urbanisation, de planification des espaces industriels et commerciaux, de protection du patrimoine naturel et du maintien des espèces fauniques et floristiques et de leurs habitats.

... 2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

En effet, la Municipalité régionale de comté des Moulins n'appuie pas le choix de ses nouvelles affectations par les éléments qui permettraient d'en évaluer les incidences sur la gestion de l'urbanisation et l'aménagement du territoire. Considérant la création de plus de 500 hectares d'espaces industriels et la modification substantielle des vocations de certaines parties du territoire, la Municipalité régionale de comté n'a pas fait la démonstration que ce projet de modification du schéma d'aménagement et de développement révisé est conforme aux orientations gouvernementales.

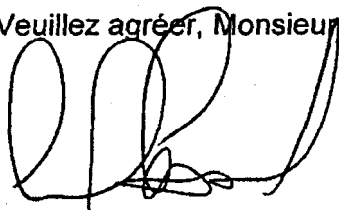
Si elle souhaite poursuivre dans sa démarche, la Municipalité régionale de comté des Moulins devra évaluer l'impact anticipé des affectations proposées sur la planification régionale et sur le réseau routier existant et projeté et démontrer que ces modifications d'affectation s'inscrivent dans une perspective de planification à long terme de son territoire.

La Municipalité régionale de comté devra également dans son dossier argumentaire présenter un portrait de la situation actuelle du commerce et de l'industrie sur le territoire de la municipalité régionale de comté ainsi que des tendances observées. Elle devra de plus fournir une analyse des principaux enjeux de développement et d'aménagement des espaces de commerce et d'industrie ainsi que des capacités des territoires visés à recevoir les infrastructures nécessaires à leur développement.

Enfin, la Municipalité régionale de comté devra considérer que ces modifications s'insèrent dans des écosystèmes prioritaires et prévoir, par conséquent, leur protection.

Monsieur Stéphane Bégin, de la Direction métropolitaine de l'aménagement et des affaires municipales du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Il peut être joint au numéro de téléphone 514 873-6403, poste 6194.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 10 mai 2010

Monsieur Hubert Meilleur
Maire
Ville de Mirabel
14 111, rue Saint-Jean
Mirabel (Québec) J7J 1Y3

Monsieur le Maire,

Le 1^{er} mars 2010, la Ville de Mirabel a adopté le projet de règlement numéro PS-189 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

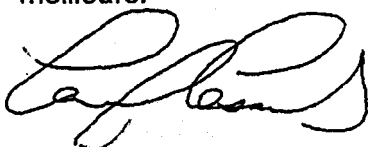
Ce projet de règlement vise principalement à agrandir les limites du périmètre d'urbanisation des secteurs de Saint-Janvier et de Saint-Augustin. Il vient également ajouter une disposition qui permet l'implantation de bâtiments et d'équipements gouvernementaux partout sur le territoire de la ville de Mirabel.

Ce projet de règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de gestion de l'urbanisation, et ce, spécifiquement en ce qui concerne la disposition qui permet l'implantation de bâtiments et d'équipements gouvernementaux partout sur le territoire de la ville de Mirabel. Ainsi, à l'étape du règlement cette disposition devra être retirée. De plus, nous tenons à vous rappeler que pour rendre effectif le périmètre d'urbanisation proposé du secteur de Saint-Janvier, la Commission de protection du territoire agricole du Québec devra se prononcer en faveur de l'exclusion de la zone agricole de douze lots localisés en front de la rue Victor et du chemin de la Côte Saint-Pierre.

...2

Monsieur Stéphane Bégin, de la Direction métropolitaine de l'aménagement et des affaires municipales du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Il peut être joint au numéro de téléphone 514 873-6403, poste 6194.

Veillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 2 décembre 2010

Madame Danielle Henri Allard
Préfète
Municipalité régionale de comté
de Montcalm
1540, rue Albert
Sainte-Julienne (Québec) J0K 2T0

Madame la Préfète,

Le 21 septembre 2010, la Municipalité régionale de comté de Montcalm a adopté le projet de règlement numéro 354 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise à modifier les limites de deux aires d'affectation « Para-industrielle » sur le territoire de la municipalité de Sainte-Julienne.

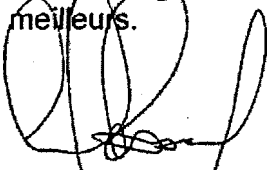
Ce projet de règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de planification des espaces commerciaux et industriels. En effet, la Municipalité régionale de comté ne présente aucune donnée permettant de justifier l'agrandissement prévu de l'aire d'affectation « Para-industrielle » située en bordure de la route 337. De plus, selon notre analyse, plusieurs terrains vacants seraient disponibles dans cette municipalité, notamment dans l'aire d'affectation « Industrielle de catégorie 1 » ainsi que dans l'aire d'affectation « Para-industrielle » existante. Conséquemment, le fait d'ouvrir un nouveau secteur au développement commercial et industriel n'est pas de nature à consolider et à optimiser les espaces existants du même type dans la municipalité de Sainte-Julienne.

...2

Par conséquent, si la Municipalité régionale de comté désire maintenir cet agrandissement à l'étape du règlement, elle devra justifier sa demande en présentant des données démontrant la nécessité d'ouvrir un nouveau secteur au développement. Pour ce faire, elle pourrait présenter les besoins en espaces commerciaux et industriels de cette municipalité, basés notamment sur les constructions commerciales et industrielles réalisées au cours des dernières années. De plus, elle pourrait également brosser un portrait des espaces disponibles au développement industriel dans la municipalité de Sainte-Julienne.

Madame Chantal Fafard, de la Direction régionale de Lanaudière du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Elle peut être jointe au 450 752-8080, poste 81405.

Veillez agréer, Madame la Préfète, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 27 mai 2010

Monsieur Lionel Fréchette
Préfet
Municipalité régionale de comté
d'Arthabaska
40, route de la Grande-Ligne
Victoriaville (Québec) G6T 0E6

Monsieur le Préfet,

Le 17 mars 2010, la Municipalité régionale de comté d'Arthabaska a adopté les règlements numéros 255 et 256 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. Ces règlements visent à agrandir respectivement les périmètres d'urbanisation de la municipalité de canton de Ham-Nord et de la ville de Victoriaville.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 256 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

En ce qui concerne le règlement numéro 255, celui-ci n'est pas conforme à l'orientation gouvernementale visant la consolidation des zones urbaines existantes. En effet, les informations présentées par la Municipalité régionale de comté ne permettent pas de justifier adéquatement l'agrandissement de 9,2 hectares du périmètre d'urbanisation de la municipalité de canton de Ham-Nord prévu à des fins de développement résidentiel.

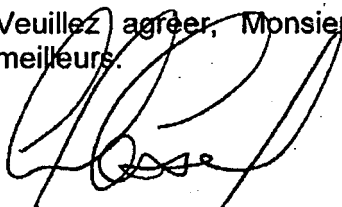
...2

Par conséquent, dans l'éventualité où elle envisagerait le remplacement de ce règlement, la Municipalité régionale de comté devra revoir la superficie requise à des fins résidentielles en fonction des besoins réels de la municipalité de canton de Ham-Nord selon un horizon de 10 à 15 ans. De plus, elle devra prévoir, le cas échéant, des zones d'aménagement en réserve ou des règles particulières d'encadrement pour le territoire excédentaire.

Par ailleurs, afin de s'assurer que l'éventuel agrandissement du périmètre d'urbanisation de la municipalité de canton de Ham-Nord favorisera la consolidation des zones urbaines existantes et la rentabilisation des services publics, le gouvernement s'attend à ce que la Municipalité régionale de comté privilégie le développement de secteurs situés en continuité de la trame urbaine existante tout en y favorisant un développement compact.

Madame Chantal Duford, de la Direction régionale du Centre-du-Québec du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Elle peut être jointe au numéro de téléphone 819 752-4621.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 21 janvier 2011

Monsieur Lionel Fréchette
Préfet
Municipalité régionale de comté
d'Arthabaska
40, route de la Grande-Ligne
Victoriaville (Québec) G6T 0E6

Monsieur le Préfet,

Le 24 novembre 2010, la Municipalité régionale de comté d'Arthabaska a adopté le règlement numéro 266 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. Ce règlement fait suite au projet de règlement pour lequel la Municipalité régionale de comté n'a pas demandé l'avis du gouvernement.

Le règlement numéro 266 vise à permettre l'agrandissement du périmètre d'urbanisation de la municipalité du Canton de Ham-Nord ainsi que la création de l'affectation « Site d'intérêt écologique ».

Ce règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de gestion de l'urbanisation. En effet, l'agrandissement du périmètre d'urbanisation de la municipalité du Canton de Ham-Nord ne favorise pas la consolidation des zones urbaines existantes puisque le périmètre d'urbanisation actuel présente suffisamment d'espaces disponibles au développement afin de combler ses besoins, selon les tendances observées, pour les 15 prochaines années.

Toutefois, si votre municipalité régionale de comté souhaite remplacer son règlement, elle devra reconfigurer les limites de son périmètre d'urbanisation de manière à respecter ses besoins réels en espace pour un horizon de 10 à 15 ans en considérant l'ensemble des superficies disponibles au développement. De plus, afin de favoriser la rentabilisation des services publics, le gouvernement s'attend à ce que la Municipalité régionale de comté s'assure de densifier tout nouveau développement et de le réaliser en continuité avec la trame urbaine existante.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

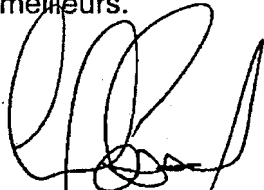
Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Par ailleurs, dans le dossier argumentaire, les données sur les « terrains vacants » ne représentent pas l'ensemble des superficies disponibles à l'intérieur du périmètre d'urbanisation de la municipalité du Canton de Ham-Nord. Il est essentiel, pour analyser la capacité d'accueil d'un périmètre d'urbanisation, de considérer l'ensemble des superficies tels, les espaces non construits, qu'ils soient disponibles ou non à la vente.

Madame Chantal Duford, de la Direction régionale du Centre-du-Québec du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Elle peut être jointe au numéro de téléphone 819 752-2453, poste 81707.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 1er avril 2010

Monsieur Yves Daoust
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Beauharnois-Salaberry
660, rue Ellice, bureau 200
Beauharnois (Québec) J6N 1Y1

Monsieur le Préfet,

Le 20 janvier 2010, la Municipalité régionale de comté de Beauharnois-Salaberry a adopté le règlement numéro 226 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à intégrer plusieurs dispositions relatives au zonage des productions, aux distances séparatrices, au contingentement, aux superficies des bâtiments et à la gestion des usages dérogatoires.

Ce règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en aménagement en matière de protection du territoire et des activités agricoles. En effet, bien qu'il apparaisse utile de protéger des boisés à forte et à très forte priorités de conservation et des routes numérotées, la Municipalité régionale de comté ne démontre pas la présence d'enjeux de cohabitation et n'évalue pas les impacts des interdictions apportées par le zonage de production pour l'ensemble de ces secteurs. Par conséquent, je demande à la Municipalité régionale de comté de revoir les modalités du zonage de production prévu autour des boisés et des routes qu'elle entend protéger et de les justifier de manière à faire ressortir les enjeux de cohabitation en plus d'évaluer les impacts des modifications proposées sur les élevages à forte charge d'odeur.

...2

12

Par ailleurs, en ce qui a trait aux mesures visant la gestion des usages dérogatoires, je vous invite à entreprendre des discussions avec le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation afin de s'assurer que ces mesures permettent le maintien et le développement des activités agricoles existantes.

En conséquence, je ne peux permettre l'entrée en vigueur du règlement numéro 226 et je demande à la Municipalité régionale de comté de Beauharnois-Salaberry de le remplacer. Monsieur Daniel-Joseph Chapdelaine, de la Direction régionale de la Montérégie du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Il peut être joint au 514 873-6403, poste 6110.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre,



LAURENT LESSARD

Ministère
des Affaires municipales,
des Régions
et de l'Occupation
du territoire

Québec



Le sous-ministre

Québec, le 22 décembre 2010

Monsieur Yves Daoust
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Beauharnois-Salaberry
660, rue Ellice, bureau 200
Beauharnois (Québec) J6N 1Y1

Monsieur le Préfet,

Le 20 octobre 2010, la Municipalité régionale de comté de Beauharnois-Salaberry a adopté le règlement numéro 229 dans le but de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. Ce règlement vise à intégrer au périmètre d'urbanisation de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield trois secteurs exclus de la zone agricole par une décision de la Commission de protection du territoire agricole et à corriger certaines erreurs cartographiques.

Ce règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de gestion de l'urbanisation, particulièrement celle visant à optimiser, par la planification des espaces commerciaux et industriels, les retombées des investissements publics et privés consentis. En effet, la Municipalité régionale de comté n'a pas fait la démonstration que l'aménagement du secteur de 13,4 hectares, près du carrefour autoroutier 30/530, à des fins commerciales et industrielles découle d'une planification de ce type d'usage sur le territoire. Par conséquent, si la Municipalité régionale de comté souhaite réaliser ce projet, elle devra démontrer comment l'aménagement de ce secteur s'intègre dans la planification des espaces commerciaux et industriels de la Ville et qu'il existe des besoins réels pour ce type d'usage à cet endroit.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2040
Télécopieur : 418 644-9863
www.mamrot.gouv.qc.ca

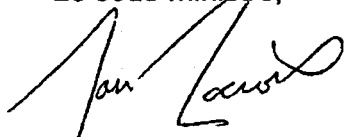
Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-3860
Télécopieur : 514 873-2620

Par ailleurs, l'identification du secteur contigu au parc industriel et portuaire Perron, au 2^e paragraphe de l'article 1 du règlement, inclut les lots 1341 et 1342-1, d'une superficie totale de 58,05 hectares, alors que la Commission de protection du territoire agricole a ordonné l'exclusion du lot 1342-1 et d'une partie seulement du lot 1341, d'une superficie totale de 30 hectares. J'invite donc la Municipalité régionale de comté à s'assurer que l'identification des secteurs intégrés aux périmètres d'urbanisation, à l'article 1 du règlement, correspond à la décision de la Commission de protection du territoire agricole.

Monsieur Daniel-Joseph Chapedelaine, de la Direction régionale de la Montégérie du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Il peut être joint au 450-928-5670, poste 81607.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre,



Marc Lacroix



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 12 mai 2010

Monsieur Gaétan Gravel
Préfet
Municipalité régionale de comté
de D'Au-tray
550, rue De Montcalm
Berthierville (Québec) J0K 1A0

Monsieur le Préfet,

Le 3 mars 2010, la Municipalité régionale de comté de D'Au-tray a adopté le règlement numéro 47-28 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement.

Ce règlement vise à agrandir une aire d'affectation « Urbaine » à même des aires d'affectation « Industrielles » et à introduire de nouvelles dispositions relatives au bruit en bordure de l'autoroute 40, sur le territoire de la municipalité de Berthierville.

Ce règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales visant à optimiser, par la planification des espaces commerciaux, les retombées des investissements publics et privés consentis. En effet, la Municipalité régionale de comté n'a pas démontré que le changement d'affectation est justifié en fonction des espaces disponibles dans le périmètre d'urbanisation et des besoins en espaces commerciaux de la municipalité.

Si la Municipalité régionale de comté désire remplacer son règlement, elle devra justifier le changement d'affectation en présentant un portrait des tendances du développement commercial des dernières années, les besoins en espaces commerciaux pour un horizon de 10 à 15 ans ainsi qu'une analyse des tendances et des besoins mis en relation avec les espaces existants. Elle devra également présenter une cartographie des équipements commerciaux et des affectations du sol existantes et prévues au regard du milieu bâti.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

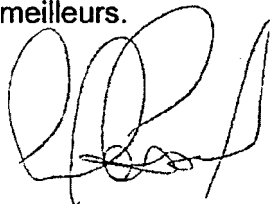
Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

/2

Par ailleurs, tel qu'il vous l'a été mentionné dans l'avis gouvernemental sur le schéma d'aménagement et de développement révisé du 9 mars 2010, je vous invite à poursuivre votre réflexion concernant la planification des espaces commerciaux et industriels pour l'ensemble de votre territoire.

Madame Chantal Fafard, de la Direction régionale de Lanaudière du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Elle peut être jointe au numéro de téléphone 450 752-8083.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'LL', with a stylized flourish at the end.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 14 décembre 2010

Madame Francine Ruest Jutras
Préfète
Municipalité régionale de comté
de Drummond
436, rue Lindsay
Drummondville (Québec) J2B 1G6

Madame la Préfète,

Le 6 octobre 2010, la Municipalité régionale de comté de Drummond a adopté le règlement numéro MRC-629 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement.

Ce règlement vise à revoir l'ordre de développement de certains secteurs de la ville de Drummondville et à introduire de nouvelles dispositions afin de prévenir les nuisances sur le bruit routier aux abords de l'autoroute 55.

Le règlement numéro MRC-629 n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de gestion de l'urbanisation, plus précisément celle concernant la planification des espaces industriels. En effet, la Municipalité régionale de comté ne fournit aucune donnée justifiant ses intentions de développer un pôle industriel dans le secteur de Saint-Nicéphore. Or, ce type de développement pourrait nuire à la rentabilisation des espaces industriels existants sur le territoire de la municipalité régionale de comté.

Si votre municipalité régionale de comté souhaite remplacer son règlement, elle devra démontrer la nécessité d'ouvrir un nouveau secteur industriel en présentant un portrait des espaces disponibles au développement industriel sur son territoire ainsi que de ses besoins en espace industriel pour les 10 à 15 prochaines années. La Municipalité régionale de comté devra également déterminer le type d'usages industriels qu'elle compte autoriser dans ce nouveau développement.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

De plus, afin de vous doter le plus rapidement possible d'un outil de planification du développement à jour et concordant aux orientations gouvernementales, je vous invite à relancer les travaux de révision de votre schéma d'aménagement et de développement.

Madame Chantal Duford, de la Direction régionale du Centre-du-Québec du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire est disponible pour accompagner votre municipalité régionale de comté dans cette démarche de renouvellement de son SAD et pour vous assister dans le processus de remplacement de ce règlement si vous en éprouvez le besoin. Elle peut être jointe au numéro de téléphone 819 752-2453, poste 81707.

Veuillez agréer, Madame la Préfète, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD

Ministère
des Affaires municipales,
des Régions
et de l'Occupation
du territoire

Québec



Le sous-ministre

Québec, le 22 décembre 2010

Monsieur François Roussy
Préfet
Municipalité régionale de comté
de La Côte-de-Gaspé
19, rue Adams, bureau 208
Gaspé (Québec) G4X 1E5

Monsieur le Préfet,

Le 13 octobre 2010, la Municipalité régionale de comté de La Côte-de-Gaspé a adopté le règlement numéro 10-170 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à agrandir le périmètre d'urbanisation du secteur de Rivière-au-Renard et à reconfigurer celui du secteur de Gaspé (centre-ville). Ce règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire.

En effet, les données fournies pour le secteur de Rivière-au-Renard permettent de conclure que seul l'agrandissement du secteur de la rue Martin s'avère justifié. Les quatre autres agrandissements ne sont pas conformes aux orientations gouvernementales en matière de gestion de l'urbanisation en raison d'une quantité suffisante d'espaces pour le développement des 10 à 15 prochaines années.

Quant à la reconfiguration du périmètre d'urbanisation du secteur de Gaspé (centre-ville), celle-ci apparaît intéressante en terme de planification urbaine. Cependant, votre municipalité régionale de comté souhaite inclure au périmètre d'urbanisation, une superficie additionnelle d'environ 38 hectares, et ce, sans démontrer les besoins sous-jacents à cet agrandissement.

...2

Québec
10, rue Plene-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2040
Télécopieur : 418 644-9863
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-3860
Télécopieur : 514 873-2620

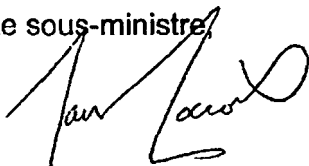
Si votre municipalité régionale de comté souhaite remplacer son règlement, elle devra retirer tous les agrandissements du périmètre d'urbanisation du secteur de Rivière-au-Renard autres que celui-ci du secteur de la rue Martin puisqu'ils sont non conformes en matière de gestion de l'urbanisation. De plus, la Municipalité régionale de comté devra, pour le périmètre d'urbanisation du secteur de Gaspé (centre-ville), reconfigurer son périmètre d'urbanisation de façon à ne pas y ajouter de superficies additionnelles.

Par ailleurs, votre municipalité régionale de comté fournit, dans son dossier argumentaire, le « nombre de terrains adjacents à une rue publique » plutôt que toutes les superficies disponibles à l'intérieur de ses périmètres d'urbanisation. Ces superficies sont cependant essentielles à l'analyse de la capacité d'accueil d'un périmètre d'urbanisation. Afin d'éviter toutes ambiguïtés lors de vos analyses relatives à la planification urbaine, je vous rappelle que le gouvernement entend par « superficies disponibles », toutes les superficies non construites (excluant les parcs et espaces verts à conserver) adjacentes ou non à une rue publique, qu'elles soient disponibles ou non à la vente, et qui ne sont affectées par aucune contrainte naturelle ou contrainte anthropique (par exemple : terrains contaminés, emplacement de matières résiduelles).

Monsieur Rénald Méthot, de la Direction régionale de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Il peut être joint au 418 689-5024.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre,



Marc Lacroix

Ministère
des Affaires municipales,
des Régions
et de l'Occupation
du territoire

Québec



Le sous-ministre

Québec, le 22 décembre 2010

Monsieur Gilles Plante
Préfet
Municipalité régionale de comté
de La Vallée-du-Richelieu
255, boulevard Laurier, bureau 100
McMasterville (Québec) J3G 0B7

Monsieur le Préfet,

Le 7 octobre 2010, la Municipalité régionale de comté de La Vallée-du-Richelieu a adopté le règlement numéro 32-09-4 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise principalement à revoir certaines dispositions concernant la gestion de l'urbanisation, la zone et les activités agricoles ainsi que la protection de l'environnement. Par ailleurs, il vient introduire des objectifs visant la préservation de certains bâtiments agricoles à valeur patrimoniale et le développement harmonieux d'équipements de télécommunication.

Ce règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière d'aménagement. En effet, l'autorisation de la fonction « entreposage commercial » dans tous les bâtiments localisés en zone agricole ne permet pas d'assurer le contrôle des usages non agricoles en zone agricole ainsi que la pérennité du territoire et des activités agricoles. Si vous désirez poursuivre dans votre démarche, vous devrez élaborer un encadrement restrictif permettant le respect des orientations concernées.

...2

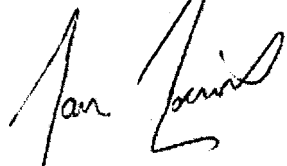
Québec
Aile Chauveau, 4^e étage
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2040
Télécopieur : 418 644-9863
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria, bur. 3.16
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-3860
Télécopieur : 514 873-2620

Madame Louise Quilliam, de la Direction métropolitaine de l'aménagement et des affaires municipales du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Elle peut être jointe au numéro de téléphone 514 873-6403, poste 6192.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre,



Marc Lacroix



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 12 mai 2010

Monsieur Maurice Bernier
Préfet
Municipalité régionale de comté
du Granit
5090, rue Frontenac
Lac-Mégantic (Québec) G6B 1H3

Monsieur le Préfet,

Le 17 février 2010, la Municipalité régionale de comté du Granit a adopté le règlement numéro 2009-14 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à remplacer une affectation « Récréation de type 1 » par une affectation « Récréation de type 2 » dans le secteur du Domaine Aylmer dans la municipalité de Stratford. Le règlement modifie également les usages permis dans cette affectation en y ajoutant l'usage « service ».


Ce règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière de gestion de l'urbanisation, notamment celle visant la consolidation des zones urbaines existantes. En effet, la définition de l'usage « service » est très large, ce qui aurait pour effet de permettre l'implantation de tout type de service dans les deux aires d'affectation « Récréation de type 2 » présentes sur le territoire de la municipalité régionale de comté et ainsi nuire à la consolidation des périmètres d'urbanisation à proximité.

...2

Si la Municipalité régionale de comté désire remplacer son règlement, elle devra restreindre les usages reliés aux « services » dans l'affectation « Récréation de type 2 » de manière à ne pas nuire à la consolidation des périmètres d'urbanisation à proximité. Pour ce faire, elle pourrait, par exemple, ajouter une condition à la grille de compatibilité des usages, relativement à l'affectation « Récréation de type 2 », à l'effet que seuls les établissements dont l'activité principale consiste à effectuer des soins ou fournir des services non médicaux à la personne y soient autorisés.

Monsieur Miguel Herrero, de la Direction régionale de l'Estrie du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Il peut être joint au numéro de téléphone 819 820-3244.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 20 juillet 2010

Monsieur Maurice Bernier
Préfet
Municipalité régionale de comté
du Granit
5090, rue Frontenac
Lac-Mégantic (Québec) G6B 1H3

Monsieur le Préfet,

Le 19 mai 2010, la Municipalité régionale de comté du Granit a adopté le règlement numéro 2010-08 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. Il vise à attribuer une nouvelle affectation « Agro-industrielle » à un secteur de 160 hectares situé en zone agricole dans la municipalité de Lambton.

Ce règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière d'aménagement, notamment celles visant la consolidation et l'optimisation des espaces commerciaux et industriels existants et celles visant la protection du territoire et des activités agricoles.

En effet, compte tenu de leur nature, les usages commerciaux et industriels autorisés dans cette nouvelle affectation pourraient nuire à la consolidation des usages semblables situés dans les périmètres d'urbanisation et dans les zones industrielles. De plus, le fait d'autoriser ces usages ne favorise pas la création d'un cadre propice au maintien et au développement des activités et des exploitations agricoles en zone agricole. Enfin, la Municipalité régionale de comté ne démontre pas la nécessité d'ouvrir ce secteur de 160 hectares au développement commercial et industriel en fonction des besoins de la municipalité de Lambton.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

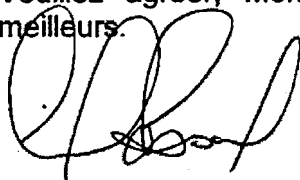
Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Par conséquent, si la Municipalité régionale de comté souhaite remplacer le présent règlement, elle devra revoir les usages autorisés dans l'affectation « Agro-industrielle » afin de limiter au strict minimum les types de commerces et d'industries qui y sont permis. À cet effet, elle pourrait par exemple spécifier que seuls les commerces complémentaires aux activités agricoles seraient permis tout en prévoyant un encadrement adéquat. De plus, elle pourrait uniquement y autoriser que des industries liées à la première transformation des ressources agroforestières.

Par ailleurs, dans l'éventualité où la Municipalité régionale de comté souhaiterait favoriser le développement commercial et industriel sur le territoire de la municipalité de Lambton, elle devra privilégier la consolidation ou l'agrandissement de telles zones existantes dans le périmètre d'urbanisation de la municipalité. À cet effet, elle devra justifier la superficie d'un éventuel agrandissement en fonction des tendances de développement des dernières années et de la demande pour des projets commerciaux et industriels selon un horizon de 10 à 15 ans.

Monsieur Miguel Herrero, de la Direction régionale de l'Estrie du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Il peut être joint au numéro de téléphone 819 820-3244.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 30 juin 2010

Monsieur Jean-Pierre Turcotte
Préfet
Municipalité régionale de comté
de L'Île-d'Orléans
3896, chemin Royal
Sainte-Famille I.O. (Québec) G0A 3P0

Monsieur le Préfet,

Le 3 mars 2010, la Municipalité régionale de comté de L'Île-d'Orléans a adopté le règlement numéro 001-2009 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. Ce règlement vise à autoriser l'implantation de roulottes dans la zone agricole afin de servir d'habitation aux travailleurs temporaires.

Ce règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales en matière d'aménagement. Plus précisément, la condition numéro 6 de l'article 4.6.4 du règlement ne respecte pas l'orientation gouvernementale visant à protéger, à réhabiliter et à mettre en valeur les territoires d'intérêt historique, culturel et esthétique et à confirmer l'intérêt qu'ils représentent. En effet, elle limite l'application des articles 48 et 50.1 de la Loi sur les biens culturels en restreignant les éléments considérés en vue d'une autorisation.

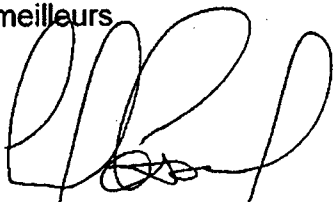
Par conséquent, je ne peux permettre l'entrée en vigueur du règlement numéro 001-2009. Cependant, si la Municipalité régionale de comté de L'Île-d'Orléans désire remplacer son règlement pour se conformer aux orientations gouvernementales, elle devra retirer la condition numéro 6 de l'article 4.6.4, pour éviter toute ambiguïté concernant l'application des articles 48 et 50.1 de la Loi sur les biens culturels, et expliquer davantage son intention d'aménagement et les résultats espérés.

...2

Il serait par ailleurs pertinent que la Municipalité régionale de comté rencontre les représentants du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine afin d'obtenir davantage d'information à ce sujet.

Monsieur Jonathan Charlebois, de la Direction régionale de la Capitale-Nationale du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Il peut être joint au numéro de téléphone 418 691-2038, poste 3464.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'L. Lessard', written over a horizontal line.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 21 janvier 2011

Monsieur Julien Boudreau
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Minganie
1303, rue de la Digue
Havre-Saint-Pierre (Québec) G0G 1P0

Monsieur le Préfet,

Le 24 novembre 2010, la Municipalité régionale de comté de Minganie a adopté le règlement numéro 117-10-11-24 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement. Ce règlement vise à agrandir le périmètre d'urbanisation de la municipalité de Havre-Saint-Pierre d'une superficie d'environ 169 hectares.

Ce règlement n'est pas conforme aux orientations gouvernementales visant à assurer la sécurité publique. En effet, de nouvelles informations portées à notre connaissance démontrent des risques importants de glissements de terrain dans la partie ouest de l'agrandissement projeté du périmètre d'urbanisation le long de la rue de la Digue, en bordure du fleuve. Si la Municipalité souhaite agrandir son périmètre d'urbanisation à cet endroit, elle devra appliquer une bande de protection d'environ 30 mètres. De plus, elle devra ajouter une deuxième bande de protection, d'une largeur à préciser par des spécialistes du ministère de la Sécurité publique, pour se prémunir contre le recul de la falaise sous les processus d'érosion des berges. Ce secteur pourrait également être sujet à des glissements de terrain rotationnels importants pouvant affecter le sommet du talus sur plusieurs mètres.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

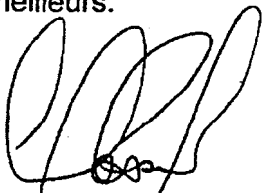
Le gouvernement demande donc à la Municipalité régionale de comté de ne pas agrandir le périmètre d'urbanisation dans cette zone tant qu'une étude géotechnique ne sera pas réalisée et que les mesures de protection appropriées soient mises en place.

Par ailleurs, la partie de l'agrandissement projeté, située à l'est de la 1^{re} rue et entre la route 138 et le fleuve, pourrait être sujette au processus d'érosion des berges et possiblement au phénomène de submersion lors des très fortes marées. Si la Municipalité régionale de comté souhaite agrandir le périmètre d'urbanisation dans ce secteur, elle devra démontrer que les usages, les types des constructions permises et les mesures de protection permettent d'assurer la sécurité publique.

Enfin, l'extension nord de l'agrandissement du périmètre urbain chevauche l'aire d'alimentation du puits numéro 5 de la municipalité. Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs recommande que la municipalité se prémunisse d'une stratégie de protection de sa prise d'eau, car les eaux souterraines sont vulnérables au risque de contamination en provenance de la surface du sol.

Madame Jacynthe Maloney, de la Direction régionale de la Côte-Nord du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Elle peut être jointe au 418 295-4241.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 20 décembre 2010

Monsieur Daniel Rancourt
Préfet
Municipalité régionale de comté
d'Abitibi-Ouest
6, 8^e Avenue Est, bureau 105
La Sarre (Québec) J9Z 1N6

Monsieur le Préfet,

Le 27 octobre 2010, la Municipalité régionale de comté d'Abitibi-Ouest a adopté le règlement numéro 05-2010 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement.

Ce règlement vise à agrandir le périmètre d'urbanisation de la municipalité de La Reine sur une superficie de 10,8 hectares pour laquelle elle a obtenu une autorisation d'exclusion de la zone agricole de la Commission de protection du territoire agricole.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 05-2010 respecte les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 21 septembre 2010

Monsieur Jean-Marie Laplante
Préfet
Municipalité régionale de comté
d'Acton
1037, rue Beaugrand
Acton Vale (Québec) J0H 1A0

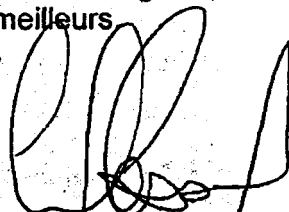
Monsieur le Préfet,

Le 11 août 2010, la Municipalité régionale de comté d'Acton a adopté le règlement numéro 2010-03 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à créer une nouvelle affectation « Parc ferroviaire » d'une superficie d'environ 15,1 hectares, à même l'affectation « Agricole », sur le territoire de la municipalité d'Upton.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 2010-03 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs



LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 10 septembre 2010

Monsieur Ronald Tittlit
Préfet
Municipalité régionale de comté
d'Argenteuil
430, rue Grace
Lachute (Québec) J8H 1M6

Monsieur le Préfet,

Le 14 juillet 2010, la Municipalité régionale de comté d'Argenteuil a adopté le règlement numéro 68-2-10 et le projet de règlement numéro 68-3-10 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Le règlement vise à autoriser une dérogation aux dispositions relatives aux plaines inondables de la rivière du Nord, sur les lots 3 039 448, 3 851 160 et 4 520 139 du cadastre du Québec, pour l'implantation de dix puits tubulaires dans la ville de Lachute. Ces travaux devraient permettre à la ville d'assurer son approvisionnement en eau potable pour les 30 prochaines années. À cet effet, la Municipalité régionale de comté précise les constructions, travaux et ouvrages admissibles à une dérogation.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 68-2-10 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Par ailleurs, le projet de règlement numéro 68-3-10 vise à autoriser une dérogation aux dispositions relatives aux plaines inondables de la rivière des Outaouais, sur les lots 4 030 501 et 4 030 502 du cadastre du Québec dans la municipalité de Saint-André-d'Argenteuil afin de permettre la réalisation du projet « Péninsule du golf » à l'intérieur de la plaine inondable.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

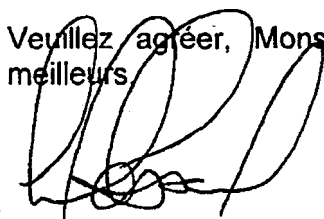
Dans ce projet de règlement, la démonstration n'a pas été faite qu'il répondait aux orientations gouvernementales visant à contribuer à la santé, à la sécurité et au bien-être publics ainsi qu'à la protection de l'environnement par une meilleure harmonisation des usages. En effet, la Municipalité régionale de comté n'a pas fourni suffisamment d'informations permettant au gouvernement de se prononcer sur la conformité de ce projet de règlement aux orientations gouvernementales.

Si la Municipalité régionale de comté d'Argenteuil souhaite réaliser le projet « Péninsule du golf » en zone inondable sur le territoire de la municipalité de Saint-André-d'Argenteuil, elle devra décrire et localiser de façon précise tous les ouvrages, travaux et constructions qui y sont rattachés et elle devra présenter les effets qu'ils auront sur l'environnement, les conditions hydrauliques et sur la sécurité des personnes et des biens.

Nous avons également constaté qu'une erreur s'est glissée dans la cartographie de la zone inondable 0-20 ans. En effet, la carte 7.4.2 montre deux lignes pour illustrer la délimitation de la zone inondable 0-20 ans. Par conséquent, je demande à votre municipalité régionale de comté de corriger cette erreur, à l'étape du règlement, de manière à éviter toute confusion lors de l'application des dispositions relatives à la plaine inondable.

Madame Dominique Montminy, de la Direction régionale des Laurentides du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Elle peut être jointe au 450 569-7646.

Veillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 22 avril 2010.

Monsieur Lionel Fréchette
Préfet
Municipalité régionale de comté
d'Arthabaska
40, chemin de la Grande-Ligne
Victoriaville (Québec) G6T 0E6

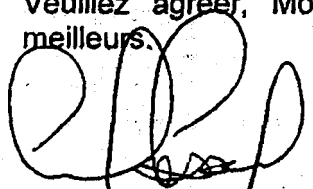
Monsieur le Préfet, 

Le 17 février 2010, la Municipalité régionale de comté d'Arthabaska a adopté le règlement numéro 254 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à agrandir le périmètre d'urbanisation de la municipalité de Saint-Norbert-d'Arthabaska.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 254 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.


LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 27 mai 2010

Monsieur Lionel Fréchette
Préfet
Municipalité régionale de comté
d'Arthabaska
40, route de la Grande-Ligne
Victoriaville (Québec) G6T 0E6

Monsieur le Préfet,

Le 17 mars 2010, la Municipalité régionale de comté d'Arthabaska a adopté les règlements numéros 255 et 256 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. Ces règlements visent à agrandir respectivement les périmètres d'urbanisation de la municipalité de canton de Ham-Nord et de la ville de Victoriaville.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 256 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

En ce qui concerne le règlement numéro 255, celui-ci n'est pas conforme à l'orientation gouvernementale visant la consolidation des zones urbaines existantes. En effet, les informations présentées par la Municipalité régionale de comté ne permettent pas de justifier adéquatement l'agrandissement de 9,2 hectares du périmètre d'urbanisation de la municipalité de canton de Ham-Nord prévu à des fins de développement résidentiel.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

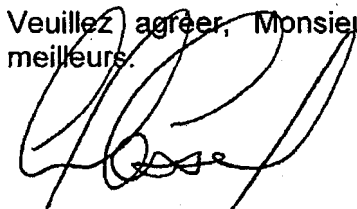
Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Par conséquent, dans l'éventualité où elle envisagerait le remplacement de ce règlement, la Municipalité régionale de comté devra revoir la superficie requise à des fins résidentielles en fonction des besoins réels de la municipalité de canton de Ham-Nord selon un horizon de 10 à 15 ans. De plus, elle devra prévoir, le cas échéant, des zones d'aménagement en réserve ou des règles particulières d'encadrement pour le territoire excédentaire.

Par ailleurs, afin de s'assurer que l'éventuel agrandissement du périmètre d'urbanisation de la municipalité de canton de Ham-Nord favorisera la consolidation des zones urbaines existantes et la rentabilisation des services publics, le gouvernement s'attend à ce que la Municipalité régionale de comté privilégie le développement de secteurs situés en continuité de la trame urbaine existante tout en y favorisant un développement compact.

Madame Chantal Duford, de la Direction régionale du Centre-du-Québec du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Elle peut être jointe au numéro de téléphone 819 752-4621.

Veillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD

Québec

Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 30 juin 2010

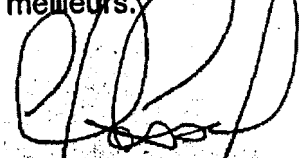
Monsieur Lionel Fréchette
Préfet -
Municipalité régionale de comté
d'Arthabaska
40, route de la Grande-Ligne
Victoriaville (Québec) G6T 0E6

Monsieur le Préfet,

Le 21 avril 2010, la Municipalité régionale de comté d'Arthabaska a adopté le règlement numéro 259 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. Ce règlement vise à agrandir le périmètre d'urbanisation de la municipalité de la paroisse de Saint-Rosaire.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 259 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 22 novembre 2010

Monsieur Lionel Fréchette
Préfet
Municipalité régionale de comté
d'Arthabaska
40, route de la Grande-Ligne
Victoriaville (Québec) G6T 0E6

Monsieur le Préfet, 

Le 18 août 2010, la Municipalité régionale de comté d'Arthabaska a adopté le règlement numéro 261 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à autoriser les activités de traitement, de récupération, de recyclage et de valorisation des matières résiduelles à l'intérieur des affectations « périmètre d'urbanisation » et « industrielle ».

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 261 respecte les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Toutefois, je tiens à vous signaler que l'utilisation de l'expression « matières résiduelles » tel que stipulée dans ce règlement, est un terme générique pouvant couvrir plusieurs grandes familles de résidus dont les matières dangereuses. Afin d'éviter toute ambiguïté et une mauvaise interprétation de ce règlement, j'invite votre municipalité régionale de comté à préciser explicitement que les matières dangereuses ne sont pas autorisées dans ces affectations.

...2

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Madame Chantal Duford, de la Direction régionale du Centre-du-Québec du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Elle peut être jointe au numéro de téléphone 819 752-4653 poste 81707.

Veillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD

Québec



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 11 novembre 2010

Monsieur Lionel Fréchette
Préfet
Municipalité régionale de comté
d'Arthabaska
40, route de la Grande-Ligne
Victoriaville (Québec) G6T 0E6

Monsieur le Préfet, *Lionel*

Le 18 août 2010, la Municipalité régionale de comté d'Arthabaska a adopté le règlement numéro 260 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à modifier les limites de l'affectation « Aménagement récréotouristique intégré » dans le secteur du camping Domaine du Lac Cristal de la municipalité de Saint-Rosaire. De plus, il vise à autoriser, dans cette affectation, l'implantation de commerces et de services en lien avec les équipements récréotouristiques de portée régionale.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 260 respecte les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs


LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 28 janvier 2011

Monsieur Lionel Fréchette
Préfet
Municipalité régionale de comté
d'Arthabaska
40, route de la Grande-Ligne
Victoriaville (Québec) G6T 0E6

Monsieur le Préfet, *Lionel*

Le 24 novembre 2010, la Municipalité régionale de comté d'Arthabaska a adopté le règlement numéro 265 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. Ce règlement vise à permettre l'agrandissement du périmètre d'urbanisation de la municipalité de Sainte-Élizabeth-de-Warwick.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 265 respecte les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 20 avril 2010

Monsieur Bertrand Berger
Préfet
Municipalité régionale de comté
d'Avignon
470, rue Francoeur
Nouvelle (Québec) G0C 2E0

Monsieur le Préfet,

Le 9 février 2010, la Municipalité régionale de comté d'Avignon a adopté le règlement numéro 2009-008 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement. Ce règlement vise à modifier différentes normes minimales de lotissement.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 2009-008 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Québec 

Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 25 juin 2010

Monsieur Bertrand Berger
Préfet
Municipalité régionale de comté
d'Avignon
470, rue Francoeur
Nouvelle (Québec) G0C 2E0

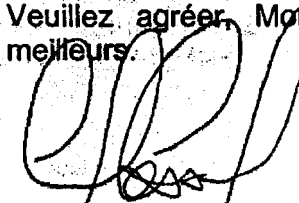
Monsieur le Préfet,

Le 23 avril 2010, la Municipalité régionale de comté d'Avignon a adopté le règlement numéro 2010-001 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement.

Ce règlement vise à autoriser une dérogation en zone inondable afin de réaliser des travaux requis de normalisation des installations et d'alimentation d'eau potable localisées sur le lot numéro 3-B-8 partie, dans la municipalité de Nouvelle.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 2010-001 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Ministère
des Affaires municipales,
des Régions
et de l'Occupation
du territoire

Québec



Le sous-ministre

Québec, le 2 février 2011

Monsieur Bertrand Berger
Préfet
Municipalité régionale de comté
d'Avignon
470, rue Francoeur
Nouvelle (Québec) G0C 2E0

Monsieur le Préfet,

Le 24 novembre 2010, la Municipalité régionale de comté d'Avignon a adopté le règlement numéro 2010-004 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement.

Ce règlement vise à autoriser une dérogation en zone inondable afin de réaliser les travaux requis de normalisation des installations d'eau potable localisées sur le lot 4-A dans la municipalité de Nouvelle.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 2010-004 respecte les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Par ailleurs, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs est préoccupé par la description peu précise de l'infrastructure visée par cette dérogation. Afin d'assurer une adéquation entre les documents fournis à ce ministère pour juger de son acceptabilité à l'égard, notamment, de ses effets sur l'environnement et sur les conditions hydrauliques, et la dérogation inscrite à ce règlement, j'invite votre municipalité régionale de comté, dans une modification ultérieure, à préciser davantage la description de l'infrastructure visée par cette dérogation.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Marc Lacroix

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2040
Télécopieur : 418 644-9863
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-3860
Télécopieur : 514 864-5901



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 20 juillet 2010

Monsieur Luc Lemieux
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Beauce-Sartigan
2727, boulevard Dionne
Saint-Georges (Québec) G5Y 3Y1

Monsieur le Préfet,

Le 19 mai 2010, la Municipalité régionale de comté de Beauce-Sartigan a adopté le règlement numéro 2004-71-09 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à intégrer les nouvelles cotes de crues disponibles pour la rivière Famine dans la ville de Saint-Georges ainsi qu'à préciser les informations requises devant accompagner une demande de dérogation pour construire en zone inondable.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 2004-71-09 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 17 mars 2011

Monsieur Luc Lemieux
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Beauce-Sartigan
2727, boulevard Dionne
Saint-Georges (Québec) G5Y 3Y1

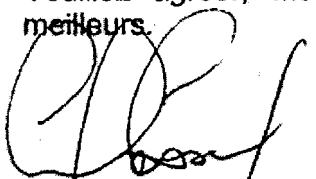
Monsieur le Préfet, *Luc*

Le 19 janvier 2011, la Municipalité régionale de comté de Beauce-Sartigan a adopté le règlement numéro 2004-71-11 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. Ce règlement fait suite au projet de règlement numéro 2004-71-11 et à l'avis gouvernemental qui vous a été transmis le 7 décembre 2010.

Ce règlement vise à autoriser une dérogation en zone inondable afin de permettre au ministère des Transports d'effectuer des travaux de réaménagement sur la route 173 ainsi qu'à permettre l'agrandissement du périmètre d'urbanisation de la municipalité de Notre-Dame-des-Pins.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 2004-71-11 respecte les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 17 mars 2011

Monsieur Luc Lemieux
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Beauce-Sartigan
2727, boulevard Dionne
Saint-Georges (Québec) G5Y 3Y1

Monsieur le Préfet, *Luc*

Le 19 janvier 2011, la Municipalité régionale de comté de Beauce-Sartigan a adopté le règlement numéro 2004-71-13 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à autoriser une dérogation dans la plaine inondable de la rivière Chaudière pour l'agrandissement d'un centre sportif localisé sur le territoire de la ville de Saint-Georges.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 2004-71-13 respecte les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 20 avril 2010

Monsieur Hervé Blais
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Bellechasse
100, rue Monseigneur Bilodeau
Saint-Lazare-de-Bellechasse (Québec) G0R 3J0

Monsieur le Préfet,

Le 17 février 2010, la Municipalité régionale de comté de Bellechasse a adopté le règlement numéro 200-10 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à intégrer les cotes de crues d'un tronçon de la rivière Etchemin dans la municipalité de Saint-Anselme.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 200-10 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 3 juin 2010

Monsieur Hervé Blais
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Bellechasse
100, rue Monseigneur Bilodeau
Saint-Lazare-de-Bellechasse (Québec) G0R 3J0

Monsieur le Préfet,

Le 17 mars 2010, la Municipalité régionale de comté de Bellechasse a adopté le règlement numéro 202-10 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à autoriser des travaux dans la zone inondable de la rivière des Abénakis pour le remplacement d'un pont dans la municipalité de Saint-Damien-de-Buckland.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 202-10 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 25 juin 2010

Monsieur Jean-Guy Poirier
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Bonaventure
51, rue Notre-Dame
New Carlisle (Québec) G0C 1Z0

Monsieur le Préfet,

Le 21 avril 2010, la Municipalité régionale de comté de Bonaventure a adopté le règlement numéro 2009-12 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à autoriser, sur le lot 1-P du rang 1 du canton Flahault et le lot 8-P du rang A du canton de Robidoux, une dérogation dans la plaine inondable de la rivière Petite-Cascapédia pour la construction et l'installation d'une passerelle pour piétons.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 2009-12 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 20 avril 2010

Monsieur Jean-Guy Poirier
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Bonaventure
51, rue Notre-Dame
New Carlisle (Québec) G0C 1Z0

Monsieur le Préfet,

Le 17 février 2010, la Municipalité régionale de comté de Bonaventure a adopté le règlement numéro 2009-13 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à mettre à jour la cartographie des plans d'affectation et celle des îlots déstructurés. Il modifie également les conditions qui doivent être respectées lors de l'émission des permis de construction.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 2009-13 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement du territoire. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 28 octobre 2010

Monsieur Jean-Guy Poirier
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Bonaventure
51, rue Notre-Dame
New Carlisle (Québec) G0C 1Z0

Monsieur le Préfet,

Le 14 septembre 2010, la Municipalité régionale de comté de Bonaventure a adopté le règlement numéro 2010-05 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à soustraire de la zone inondable de la rivière Bonaventure certaines superficies des lots 1895 Ptie, 1895-19, 1895-20, 1895-21, 1895-22 et 1895-23 du canton de Cox dans la ville de Bonaventure. De plus, il vise à modifier la marge de recul latérale dans l'affectation « Agroforestière » de type 1 et de type 2 de la zone agricole.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 2010-05 respecte les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 21 janvier 2011

Monsieur Jean-Guy Poirier
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Bonaventure
51, rue Notre-Dame
New Carlisle (Québec) G0C 1Z0

Monsieur le Préfet,

Le 25 novembre 2010, la Municipalité régionale de comté de Bonaventure a adopté le règlement numéro 2010-07 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. Ce règlement vise à réduire la largeur de la bande des rives à protéger en bordure de la Baie des Chaleurs.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 2010-07 respecte les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 18 juin 2010

Monsieur Arthur Fauteux
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Brome-Missisquoi
749, rue Principale
Cowansville (Québec) J2K 1J8

Monsieur le Préfet,

Le 18 mai 2010, la Municipalité régionale de comté de Brome-Missisquoi a adopté le règlement numéro 10-1209 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. Ce règlement modifie les zones d'aménagement prioritaires et de réserve du périmètre d'urbanisation de la ville de Farnham.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 10-1209 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD

Québec 

Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 20 avril 2010

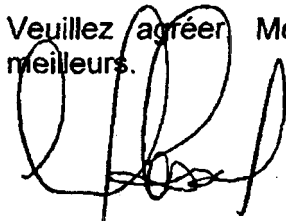
Monsieur Dominic Tremblay
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Charlevoix
4, place de l'Église, bureau 201
Baie-Saint-Paul (Québec) G3Z 1T2

Monsieur le Préfet,

Le 10 février 2010, la Municipalité régionale de comté de Charlevoix a adopté le règlement numéro 120-09 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement. Ce règlement vise à modifier les dispositions de protection des rives, du littoral et des plaines inondables et à introduire un plan de gestion des rives, du littoral et des plaines inondables pour L'Isle-aux-Coudres.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 120-09 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Québec 

Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 16 juin 2010

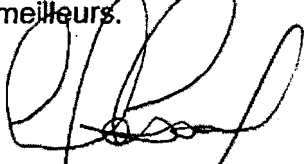
Monsieur Réjean Masson
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Coaticook
294, rue Saint-Jacques Nord
Coaticook (Québec) J1A 2R3

Monsieur le Préfet,

Le 21 avril 2010, la Municipalité régionale de comté de Coaticook a adopté le règlement numéro 6-23.21 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. Ce règlement autorise une dérogation en zone inondable afin de permettre la relocalisation d'un commerce.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 6-23.21 respecte les orientations gouvernementales en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 5 novembre 2010

Monsieur Réjean Masson
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Coaticook
294, rue Saint-Jacques Nord
Coaticook (Québec) J1A 2R3

Monsieur le Préfet,

Le 15 septembre 2010, la Municipalité régionale de comté de Coaticook a adopté le règlement numéro 6-23.22 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à permettre l'aménagement d'une piste cyclable à l'intérieur de la zone inondable de grand courant (0-20 ans) dans la ville de Coaticook.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 6-23.22 respecte les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.


LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 15 avril 2010

Monsieur Gaétan Gravel
Préfet
Municipalité régionale de comté
de D'Autray
550, rue De Montcalm
Berthierville (Québec) J0K 1A0

Monsieur le Préfet,

Le 3 février 2010, la Municipalité régionale de comté de D'Autray a adopté le règlement numéro 47-27 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement.

Ce règlement vise à modifier, dans le périmètre d'urbanisation de la ville de Lavaltrie, au nord de l'intersection des autoroutes 31 et 40, une partie de l'affectation « Industrielle » en affectation « Urbaine ». Le règlement vise également à définir de nouvelles normes relatives au bruit dans ce tronçon du réseau routier supérieur.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 47-27 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 14 décembre 2010

Monsieur Gaétan Gravel
Préfet
Municipalité régionale de comté
de D'Au-tray
550, rue De Montcalm
Berthierville (Québec) J0K 1A0

Monsieur le Préfet,

Le 8 septembre 2010, la Municipalité régionale de comté de D'Au-tray a adopté les règlements numéros 47-29 et 47-30 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement.

Le règlement numéro 47-29 vise à modifier les limites de l'affectation « Industrielle », en bordure de l'autoroute 40, dans la municipalité de Berthierville, tandis que le règlement numéro 47-30 vise à corriger une erreur dans le tableau de compatibilité des usages du schéma d'aménagement et de développement.

J'ai le plaisir de vous aviser que les règlements numéros 47-29 et 47-30 respectent les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, ils entreront en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 14 décembre 2010

Monsieur Gaétan Gravel
Préfet
Municipalité régionale de comté
de D'Autray
550, rue De Montcalm
Berthierville (Québec) J0K 1A0

Monsieur le Préfet,

Le 8 septembre 2010, la Municipalité régionale de comté de D'Autray a adopté les règlements numéros 47-29 et 47-30 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement.

Le règlement numéro 47-29 vise à modifier les limites de l'affectation « Industrielle », en bordure de l'autoroute 40, dans la municipalité de Berthierville, tandis que le règlement numéro 47-30 vise à corriger une erreur dans le tableau de compatibilité des usages du schéma d'aménagement et de développement.

J'ai le plaisir de vous aviser que les règlements numéros 47-29 et 47-30 respectent les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, ils entreront en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 17 mars 2011

Madame Francine Ruest Jutras
Préfète
Municipalité régionale de comté
de Drummond
436, rue Lindsay
Drummondville (Québec) J2B 1G6

Madame la Préfète, *Francine*

Le 12 janvier 2011, la Municipalité régionale de comté de Drummond a adopté le règlement numéro MRC-654 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement. À cette même date, elle a également adopté le règlement numéro MRC-655 dans le but de modifier le règlement de contrôle intérimaire numéro MRC-134.

Le règlement numéro MRC-654 vise à permettre le déplacement d'un secteur de développement à long terme à l'intérieur du périmètre d'urbanisation de la municipalité de Saint-Germain-de-Grantham. Le règlement numéro MRC-655 vise quant à lui à autoriser le déboisement pour la réalisation d'un projet de mise en culture de canneberges dans la municipalité de Saint-Lucien.

J'ai le plaisir de vous aviser que les règlements numéros MRC-654 et MRC-655 respectent les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, ils entreront en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

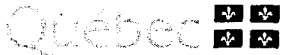
Veuillez agréer, Madame la Préfète, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 17 février 2011

Monsieur Hector Provençal
Préfet
Municipalité régionale de comté
des Etchemins
1137, route 277
Lac-Etchemin (Québec) G0R 1S0

Monsieur le Préfet, *Hector*

Le 12 janvier 2011, la Municipalité régionale de comté des Etchemins a adopté le règlement numéro 98-11 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. Ce règlement fait suite au projet de règlement numéro 98-10 et à l'avis gouvernemental qui vous a été transmis le 14 décembre 2010.

Ce règlement vise à inclure 23 nouveaux îlots déstructurés et des agrandissements à deux autres îlots déstructurés existants. Il vise également à modifier la superficie minimale des lots vacants pour lesquels il autorise la construction résidentielle en zone agricole à l'intérieur des affectations « Agroforestière » et « Forestière ».

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 98-11 respecte les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec

Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 8 juin 2010

Monsieur Marc Bureau
Maire
Ville de Gatineau
25, rue Laurier
Gatineau (Québec) J8X 3Y9

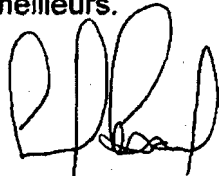
Monsieur le Maire, *Marc*

Le 20 avril 2010, la Ville de Gatineau a adopté le règlement numéro 700-18-2009 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à apporter des correctifs, à modifier l'appellation de certains lieux, à introduire le concept de villages urbains et de milieux champêtres et à créer de nouvelles grandes orientations ainsi qu'à structurer l'espace économique de la ville.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 700-18-2009 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



*Brauo!
Beau concept.*

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Ministère
des Affaires municipales,
des Régions
et de l'Occupation
du territoire

Québec

Le sous-ministre

Québec, le 27 juillet 2010

Monsieur Marc Bureau
Maire
Ville de Gatineau
25, rue Laurier
Gatineau (Québec) J8X 3Y9

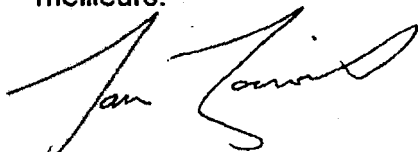
Monsieur le Maire,

Le 22 juin 2010, la Ville de Gatineau a adopté le règlement numéro 700-24-2010 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à abroger l'aire d'affectation « Technologique (TEC) » et à réaffecter les terrains du Technoparc de Gatineau dans une aire d'affectation « Affaires (AF) ».

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 700-24-2010 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Marc Lacroix

Québec
Aile Chauveau, 4^e étage
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2040
Télécopieur : 418 644-9863
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria, bur. 3.16
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-3860
Télécopieur : 514 873-2620



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 6 mai 2010

Monsieur André Hénault
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Joliette
632, rue De Lanaudière
Joliette (Québec) J6E 3M7

Monsieur le Préfet,

Le 13 avril 2010, la Municipalité régionale de comté de Joliette a adopté les règlements numéros 293-2010 et 294-2010 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement.

Le règlement numéro 293-2010 vise à agrandir le périmètre d'urbanisation de la municipalité de Sainte-Mélanie, tandis que le règlement numéro 294-2010 vise à agrandir l'affectation « Industrielle » sur le territoire de la municipalité de Saint-Paul.

J'ai le plaisir de vous aviser que les règlements numéros 293-2010 et 294-2010 respectent les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, ils entreront en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 6 mai 2010

Monsieur André Hénault
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Joliette
632, rue De Lanaudière
Joliette (Québec) J6E 3M7

Monsieur le Préfet,

Le 13 avril 2010, la Municipalité régionale de comté de Joliette a adopté les règlements numéros 293-2010 et 294-2010 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement.

Le règlement numéro 293-2010 vise à agrandir le périmètre d'urbanisation de la municipalité de Sainte-Mélanie, tandis que le règlement numéro 294-2010 vise à agrandir l'affectation « Industrielle » sur le territoire de la municipalité de Saint-Paul.

J'ai le plaisir de vous aviser que les règlements numéros 293-2010 et 294-2010 respectent les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, ils entreront en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 8 juillet 2010

Monsieur André Hénault
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Joliette
632, rue De Lanaudière
Joliette (Québec) J6E 3M7

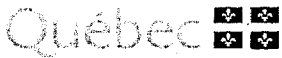
Monsieur le Préfet,

Le 15 juin 2010, la Municipalité régionale de comté de Joliette a adopté le règlement numéro 297-2010 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement. Ce règlement vise à agrandir l'affectation « Agricole » à même l'affectation « Industrielle » dans la municipalité de Sainte-Mélanie.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 297-2010 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 10 mars 2011

Monsieur André Hénault
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Joliette
632, rue De Lanaudière
Joliette (Québec) J6E 3M7

Monsieur le Préfet,

Le 8 février 2011, la Municipalité régionale de comté de Joliette a adopté les règlements numéros 301-2010 et 303-2010 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement.

Le règlement numéro 301-2010 vise à remplacer l'affectation « Industries et services » par une affectation « Urbaine centrale » dans le périmètre d'urbanisation de la ville de Joliette. Le règlement numéro 303-2010 vise à créer une affectation « Industries et services » sur le territoire de la municipalité de Saint-Paul.

J'ai le plaisir de vous aviser que les règlements numéros 301-2010 et 303-2010 respectent les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, ils entreront en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 10 mars 2011

Monsieur André Hénault
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Joliette
632, rue De Lanaudière
Joliette (Québec) J6E 3M7

Monsieur le Préfet,

Le 8 février 2011, la Municipalité régionale de comté de Joliette a adopté les règlements numéros 301-2010 et 303-2010 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement.

Le règlement numéro 301-2010 vise à remplacer l'affectation « Industries et services » par une affectation « Urbaine centrale » dans le périmètre d'urbanisation de la ville de Joliette. Le règlement numéro 303-2010 vise à créer une affectation « Industries et services » sur le territoire de la municipalité de Saint-Paul.

J'ai le plaisir de vous aviser que les règlements numéros 301-2010 et 303-2010 respectent les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, ils entreront en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

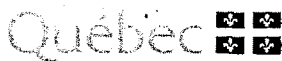
Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 10 mars 2011

Monsieur André Paradis
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Lac-Saint-Jean-Est
625, rue Bergeron Ouest
Alma (Québec) G8B 1V3

Monsieur le Préfet,

Le 19 janvier 2011, la Municipalité régionale de comté de Lac-Saint-Jean-Est a adopté le règlement numéro 172-2009 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à agrandir le périmètre d'urbanisation de la municipalité de Saint-Bruno.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 172-2009 respecte les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 12 mai 2010

Madame Chantale Lavoie
Préfète
Municipalité régionale de comté
de La Matapédia
123, rue Desbiens, bureau 501
Amqui (Québec) G5J 3P9

Madame la Préfète,

Le 10 mars 2010, la Municipalité régionale de comté de La Matapédia a adopté le règlement numéro 2010-01 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à agrandir le périmètre d'urbanisation de la ville d'Amqui à même la zone agricole. De plus, il vise à ajouter une nouvelle zone d'implantation d'éoliennes sur le territoire de la municipalité régionale de comté et à préciser certaines dispositions relatives à l'implantation de celles-ci.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 2010-01 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Toutefois, je vous rappelle que la mise en valeur de l'agrandissement du périmètre d'urbanisation visé par le règlement est assujettie à une décision favorable d'exclusion de la zone agricole par la Commission de protection du territoire agricole du Québec.

Veuillez agréer, Madame la Préfète, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 23 février 2011

Monsieur Michel Côté
Préfet
Municipalité régionale de comté
de La Mitis
300, avenue du Sanatorium
Mont-Joli (Québec) G5H 1V7

Monsieur le Préfet,

Le 10 janvier 2011, la Municipalité régionale de comté de La Mitis a adopté le règlement numéro RÈG256-2011 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à modifier les dispositions régissant l'implantation d'éoliennes, les voies d'accès à celles-ci, les espaces excédant les surfaces de roulement et les fossés de drainage.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro RÈG256-2011 respecte les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 1er octobre 2010

Monsieur Richard Lehoux
Préfet
Municipalité régionale de comté
de La Nouvelle-Beauce
700, rue Notre-Dame Nord, bureau B
Sainte-Marie (Québec) G6E 2K9

Monsieur le Préfet,

Le 17 août 2010, la Municipalité régionale de comté de La Nouvelle-Beauce a adopté le règlement de contrôle intérimaire numéro 289-08-2010 visant à autoriser la construction résidentielle dans des îlots déstructurés. Elle a également adopté le règlement numéro 282-05-2010 qui vise, en plus de l'objet susmentionné, à agrandir le périmètre d'urbanisation de la municipalité de Sainte-Marguerite.

J'ai le plaisir de vous aviser que ces règlements respectent les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, ils entreront en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 20 avril 2010

Monsieur Yvon Brière
Préfet
Municipalité régionale de comté
de La Rivière-du-Nord
161, rue de la Gare, bureau 200
Saint-Jérôme (Québec) J7Z 2B9

Monsieur le Préfet,

Le 17 février 2010, la Municipalité régionale de comté de La Rivière-du-Nord a adopté le règlement numéro 222-09 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à modifier les limites des affectations « Rurale » et « Rurale champêtre » ainsi qu'à prohiber certains usages sur le territoire de la municipalité de Saint-Hippolyte.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 222-09 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 23 juin 2010

Monsieur Yvon Brière
Préfet
Municipalité régionale de comté
de La Rivière-du-Nord
161, rue de la Gare, bureau 200
Saint-Jérôme (Québec) J7Z 2B9

Monsieur le Préfet,

Le 19 mai 2010, la Municipalité régionale de comté de La Rivière-du-Nord a adopté le règlement numéro 235-10 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à préciser et mettre à jour certaines informations notamment en identifiant des zones de mouvements de sol, en confirmant certains agrandissements de périmètres d'urbanisation, en apportant de légères corrections aux limites d'affectations et en actualisant les informations concernant les terrains contaminés.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 235-10 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 7 décembre 2010

Monsieur Normand Beaudoin
Maire
Ville de La Tuque
375, rue Saint-Joseph
La Tuque (Québec) G9X 1L5

Monsieur le Maire,

Le 19 octobre 2010, la Ville de La Tuque a adopté le règlement numéro 6006-01-2010 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. Ce règlement vise à remplacer le périmètre d'urbanisation du secteur de Carignan par une affectation « Rurale ».

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 6006-01-2010 respecte les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 21 janvier 2011

Monsieur Normand Beaudoin
Maire
Ville de La Tuque
375, rue Saint-Joseph
La Tuque (Québec) G9X 1L5

Monsieur le Maire,

Le 16 novembre 2010, la Ville de La Tuque a adopté le règlement numéro 6006-02-2010 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à modifier une partie de l'affectation « Agricole », localisée au sud du périmètre d'urbanisation de la Ville de la Tuque, par une affectation « Rurale ».

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 6006-02-2010 respecte les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 20 mai 2010

Monsieur Fernand Trahan
Préfet
Municipalité régionale de comté
de La Vallée-de-l'Or
42, place Hammond
Val-d'Or (Québec) J9P 3A9

Monsieur le Préfet,

Le 17 mars 2010, la Municipalité régionale de comté de La Vallée-de-l'Or a adopté le règlement de contrôle intérimaire numéro 257-02-10 ainsi que le règlement numéro 255-01-10 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Le règlement de contrôle intérimaire numéro 257-02-10 identifie 26 îlots déstructurés en zone agricole afin d'y autoriser des usages résidentiels. Le règlement numéro 255-01-10 identifie également ces îlots déstructurés en plus d'autoriser la construction résidentielle sur des lots d'une superficie suffisante pour ne pas déstructurer la zone agricole.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement de contrôle intérimaire numéro 257-02-10 et le règlement numéro 255-01-10 respectent les orientations gouvernementales en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, ils entreront en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Ministère
des Affaires municipales,
des Régions
et de l'Occupation
du territoire

Québec



Le sous-ministre

Québec, le 22 décembre 2010

Monsieur Gilles Plante
Préfet
Municipalité régionale de comté
de La Vallée-du-Richelieu
255, boulevard Laurier, bureau 100
McMasterville (Québec) J3G 0B7

Monsieur le Préfet,

Le 7 octobre 2010, la Municipalité régionale de comté de La Vallée-du-Richelieu a adopté le règlement numéro 32-09-5 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à intégrer des dispositions permettant de renforcer la protection des sites d'intérêt écologique en créant trois types d'aires de conservation, de favoriser le reboisement et de réduire les impacts visuels de certains ouvrages importants.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 32-09-5 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs

Marc Lacroix

Québec
Aile Chauveau, 4^e étage
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2040
Télécopieur : 418 644-9863
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria, bur. 3.16
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-3860
Télécopieur : 514 873-2620



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 13 juillet 2010

Monsieur Gilles Plante
Préfet
Municipalité régionale de comté
de La Vallée-du-Richelieu
255, boulevard Laurier, bureau 100
McMasterville (Québec) J3G 0B7

Monsieur le Préfet,

Le 6 mai 2010, la Municipalité régionale de comté de La Vallée-du-Richelieu a adopté le règlement numéro 32-10-6 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. Ce règlement vise à agrandir certaines limites du périmètre d'urbanisation de la municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 32-10-6 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 22 octobre 2010

Monsieur Gilles Plante
Préfet
Municipalité régionale de comté
de La Vallée-du-Richelieu
255, boulevard Laurier, bureau 100
McMasterville (Québec) J3G 0B7

Monsieur le Préfet,

Le 2 septembre 2010, la Municipalité régionale de comté de La Vallée-du-Richelieu a adopté le règlement numéro 32-10-7 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. Ce règlement fait suite au projet de règlement numéro 32-10-7 et à l'avis gouvernemental qui vous a été transmis le 27 juillet 2010.

Ce règlement vise à permettre la mise en place d'activités récréatives légères à l'intérieur de l'affectation « Agricole ».

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 32-10-7 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 2 décembre 2010

Madame Suzanne Roy
Préfète
Municipalité régionale de comté
de Lajemmerais
609, route Marie-Victorin
Verchères (Québec) J0L 2R0

Madame la Préfète, *Suzanne*

Le 7 octobre 2010, la Municipalité régionale de comté de Lajemmerais a adopté le règlement numéro 162-17 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à apporter des modifications et des précisions d'ordre technique en vue d'une meilleure application par la Municipalité régionale de comté des dispositions relatives à l'abattage d'arbres dans la zone agricole.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 162-17 respecte les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Madame la Préfète, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 21 janvier 2011

Madame Suzanne Roy
Préfète
Municipalité régionale de comté
de Lajemmerais
609, route Marie-Victorin
Verchères (Québec) J0L 2R0

Madame la Préfète,

Le 24 novembre 2010, la Municipalité régionale de comté de Lajemmerais a adopté le règlement numéro 162-18 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. Ce règlement vise à autoriser la pratique de tous types d'activités récréatives extensives dans l'aire d'affectation « Agricole A-1 ».

J'ai le plaisir de vous aviser que ce règlement respecte les orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Madame la Préfète, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 17 février 2011

Madame Suzanne Roy
Préfète
Municipalité régionale de comté
de Lajemmerais
609, route Marie-Victorin
Verchères (Québec) J0L 2R0

Madame la Préfète, *Suzanne*

Le 9 décembre 2010, la Municipalité régionale de comté de Lajemmerais a adopté le règlement numéro 162-19 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à apporter des modifications quant à la portée de certaines dispositions relatives au contrôle des usages en zone agricole.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 162-19 respecte les orientations en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Madame la Préfète, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 22 avril 2010

Madame Chantal Deschamps
Préfète
Municipalité régionale de comté
de L'Assomption
300A, rue Dorval
L'Assomption (Québec) J5W 3A1

Madame la Préfète,

Le 23 février 2010, la Municipalité régionale de comté de L'Assomption a adopté le règlement numéro 134 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à permettre une dérogation à l'interdiction de construire dans la plaine inondable de récurrence de 0-20 ans dans le but d'implanter une station de pompage en bordure de la rue Godfrind à proximité de la rivière L'Assomption.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 134 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

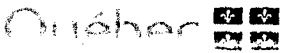
Veuillez agréer, Madame la Préfète, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 20 juillet 2010

Monsieur Maurice Bernier
Préfet
Municipalité régionale de comté
du Granit
5090, rue Frontenac
Lac-Mégantic (Québec) G6B 1H3

Monsieur le Préfet,

Le 19 mai 2010, la Municipalité régionale de comté du Granit a adopté le règlement numéro 2010-07 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement remplace une affectation « Récréative de type 1 » par une affectation « Récréative de type 2 » près du mont Morne dans la municipalité de Lac-Drolet.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 2010-07 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec

Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 20 juillet 2010

Monsieur Maurice Bernier
Préfet
Municipalité régionale de comté
du Granit
5090, rue Frontenac
Lac-Mégantic (Québec) G6B 1H3

Monsieur le Préfet,

Le 19 mai 2010, la Municipalité régionale de comté du Granit a adopté le règlement numéro 2010-09 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. Ce règlement vise à modifier les distances séparatrices requises entre les résidences et les entreprises agricoles en zone agricole.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 2010-09 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 20 juillet 2010

Monsieur Maurice Bernier
Préfet
Municipalité régionale de comté
du Granit
5090, rue Frontenac
Lac-Mégantic (Québec) G6B 1H3

Monsieur le Préfet,

Le 19 mai 2010, la Municipalité régionale de comté du Granit a adopté le règlement numéro 2010-11 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à encadrer la construction résidentielle dans la zone agricole à la suite d'une demande à portée collective en vertu de l'article 59 de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 2010-11 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 21 janvier 2011

Monsieur Maurice Bernier
Préfet
Municipalité régionale de comté
du Granit
5090, rue Frontenac
Lac-Mégantic (Québec) G6B 1H3

Monsieur le Préfet, *Maurice*

Le 24 novembre 2010, la Municipalité régionale de comté du Granit a adopté le règlement numéro 2010-13 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à modifier les limites du périmètre d'urbanisation de la municipalité de Lac-Drolet et à changer les noms du lac et du mont Maskinongé dans la municipalité de Stratford.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 2010-13 respecte les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 28 octobre 2010

Madame Nicole Robert
Préfète
Municipalité régionale de comté
du Haut-Saint-François
85, rue du Parc
Cookshire (Québec) J0B 1M0

Madame la Préfète,

Le 15 septembre 2010, la Municipalité régionale de comté du Haut-Saint-François a adopté les règlements numéros 323-10 et 325-10 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ces règlements visent à régir les résidences intergénérationnelles et à modifier les dispositions relatives aux territoires d'intérêt écologique.

J'ai le plaisir de vous aviser que les règlements numéros 323-10 et 325-10 respectent les orientations en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, ils entreront en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Madame la Préfète, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 28 octobre 2010

Madame Nicole Robert
Préfète
Municipalité régionale de comté
du Haut-Saint-François
85, rue du Parc
Cookshire (Québec) J0B 1M0

Madame la Préfète,

Le 15 septembre 2010, la Municipalité régionale de comté du Haut-Saint-François a adopté les règlements numéros 323-10 et 325-10 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ces règlements visent à régir les résidences intergénérationnelles et à modifier les dispositions relatives aux territoires d'intérêt écologique.

J'ai le plaisir de vous aviser que les règlements numéros 323-10 et 325-10 respectent les orientations en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, ils entreront en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Madame la Préfète, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 18 octobre 2010

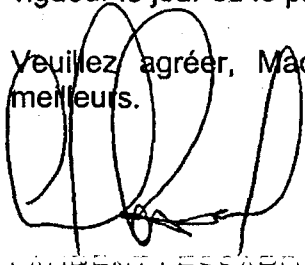
Madame Nicole Robert
Préfète
Municipalité régionale de comté
du Haut-Saint-François
85, rue du Parc
Cookshire (Québec) J0B 1M0

Madame la Préfète,

Le 18 août 2010, la Municipalité régionale de comté du Haut-Saint-François a adopté le règlement numéro 328-10 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. Ce règlement vise à agrandir le périmètre d'urbanisation de la ville d'East Angus.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 328-10 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Madame la Préfète, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau,
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 12 mai 2010

Monsieur Alain Castagner
Préfet
Municipalité régionale de comté
du Haut-Saint-Laurent
10, rue King, suite 400
Huntingdon (Québec) J0S 1H0

Monsieur le Préfet,

Le 10 mars 2010, la Municipalité régionale de comté du Haut-Saint-Laurent a adopté le règlement numéro 240-2010 dans le but de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à donner effet à la deuxième partie de la décision à portée collective de la Commission de protection du territoire agricole du Québec autorisant l'implantation des résidences sur des unités foncières vacantes dans les secteurs agricoles forestiers. De plus, il modifie la disposition concernant les usages résidentiels afin de lever l'interdiction de construire ou de prolonger une rue publique ou privée et d'implanter une résidence en zone agricole.

J'ai le plaisir de vous informer que le règlement numéro 240-2010 est conforme aux orientations gouvernementales en matière d'aménagement. En conséquence, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Gouvernement du Québec

Québec, le 19 octobre 2010

Monsieur Alain Castagner

Monsieur le Préfet,

Le 18 août 2010, la Municipalité régionale de comté du Haut-Saint-Laurent a adopté le règlement numéro 241-2010 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à introduire une dérogation dans la zone inondable de récurrence 100 ans de la Rivière-aux-Outardes qui permettra la reconstruction d'un pont dans la municipalité d'Ormstown et à permettre la construction de bâtiments accessoires détachés du bâtiment principal dans la zone inondable de récurrence 20 ans de toutes les rivières sous certaines conditions.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 241-2010 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

meilleurs.

Québec
 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
 Québec (Québec) G1R 4J3
 Téléphone : 418 691-2050
 Télécopieur : 418 643-1795
 Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 17 novembre 2010

Monsieur Alain Castagner
Préfet
Municipalité régionale de comté
du Haut-Saint-Laurent
10, rue King, suite 400
Huntingdon (Québec) J0S 1H0

Monsieur le Préfet,

Le 8 septembre 2010, la Municipalité régionale de comté du Haut-Saint-Laurent a adopté le règlement numéro 244-2010 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à autoriser une dérogation en zone inondable afin de permettre la construction d'un ouvrage de stockage de déjections animales dans la municipalité de Godmanchester et à corriger une disposition relative au lotissement.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 244-2010 respecte les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445


Québec



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 2 juin 2010

Monsieur Bernard Sévigny
Maire
Ville de Sherbrooke
191, rue du Palais
Sherbrooke (Québec) J1H 5H9

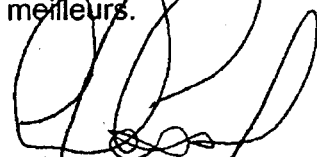
Monsieur le Maire, 

Le 6 avril 2010, la Ville de Sherbrooke a adopté le règlement numéro 637 en vue de modifier le schéma d'aménagement et de développement de la Municipalité régionale de comté du Val-Saint-François.

Ce règlement vise à intégrer le Parc industriel Gene H. Kruger dans l'aire d'affectation « Espace à vocation industrielle » située à l'intérieur du périmètre d'urbanisation de la ville de Sherbrooke. Il vise aussi à agrandir de 13,6 hectares cette affectation.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 637 respecte les orientations gouvernementales en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 27 mai 2010

Monsieur Claude Boucher
Préfet
Municipalité régionale de comté
du Val-Saint-François
810, montée du Parc
Richmond (Québec) J0B 2H0

Monsieur le Préfet,

Le 17 mars 2010, la Municipalité régionale de comté du Val-Saint-François a adopté le règlement numéro 2009-03 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. Ce règlement fait suite au projet de règlement et à l'avis gouvernemental qui vous a été transmis le 25 juin 2009.

Ce règlement vise notamment à modifier certaines dispositions et définitions concernant l'épandage et le stockage de matières résiduelles fertilisantes et des engrais de ferme.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 2009-03 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 9 février 2011

Monsieur Claude Boucher
Préfet
Municipalité régionale de comté
du Val-Saint-François
810, montée du Parc
Richmond (Québec) J0B 2H0

Monsieur le Préfet,

Le 15 décembre 2010, la Municipalité régionale de comté du Val-Saint-François a adopté le règlement numéro 2009-06 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à agrandir le périmètre d'urbanisation de la municipalité du Canton de Valcourt.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 2009-06 respecte les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 27 mai 2010

Monsieur Claude Boucher
Préfet
Municipalité régionale de comté
du Val-Saint-François
810, montée du Parc
Richmond (Québec) J0B 2H0

Monsieur le Préfet,

Le 17 mars 2010, la Municipalité régionale de comté du Val-Saint-François a adopté le règlement numéro 2009-08 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. Ce règlement vise à agrandir l'affectation « Industrielle » de la ville de Windsor.

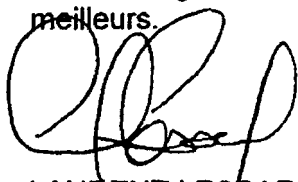
J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 2009-08 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Toutefois, à l'article 2 du règlement, on devrait lire que l'affectation « Agroforestière » est remplacée par l'affectation « Industrielle » et non par l'affectation « Périmètre d'urbanisation ». En effet, le libellé de cet article ne correspond pas au préambule du règlement, à la carte des grandes affectations du territoire et au document justificatif de la Municipalité régionale de comté. Par conséquent, je vous demande de corriger cette erreur dans un éventuel règlement de modification du schéma d'aménagement et de développement révisé.

...2

Monsieur Miguel Herrero, de la Direction régionale de l'Estrie du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Il peut être joint au numéro de téléphone 418 820-3244.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 28 octobre 2010

Monsieur Claude Boucher
Préfet
Municipalité régionale de comté
du Val-Saint-François
810, montée du Parc
Richmond (Québec) J0B 2H0

Monsieur le Préfet,

Le 18 août 2010, la Municipalité régionale de comté du Val-Saint-François a adopté le règlement numéro 2009-09 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à encadrer l'implantation des éoliennes sur le territoire de la municipalité régionale de comté.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 2009-09 respecte les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Therford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec

Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 28 octobre 2010

Monsieur Claude Boucher
Préfet
Municipalité régionale de comté
du Val-Saint-François
810, montée du Parc
Richmond (Québec) J0B 2H0

Monsieur le Préfet,

Le 18 août 2010, la Municipalité régionale de comté du Val-Saint-François a adopté le règlement numéro 2009-10 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement intègre des dispositions normatives portant sur les installations d'élevage à forte charge d'odeur et sur les distances séparatrices relatives à la gestion des odeurs en milieu agricole.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 2009-10 respecte les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.


LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 28 octobre 2010

Monsieur Claude Boucher
Préfet
Municipalité régionale de comté
du Val-Saint-François
810, montée du Parc
Richmond (Québec) J0B 2H0

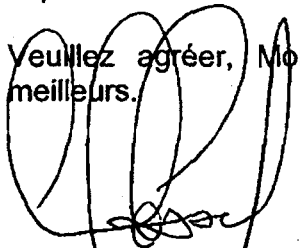
Monsieur le Préfet,

Le 18 août 2010, la Municipalité régionale de comté du Val-Saint-François a adopté le règlement numéro 2009-11 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à assurer la protection des rives et du littoral et la renaturation des bandes riveraines.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 2009-11 respecte les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 4 mars 2011

Monsieur Claude Boucher
Préfet
Municipalité régionale de comté
du Val-Saint-François
810, montée du Parc
Richmond (Québec) J0B 2H0

Monsieur le Préfet,

Le 19 janvier 2011, la Municipalité régionale de comté du Val-Saint-François a adopté les règlements numéros 2010-03 et 2010-07 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ces règlements visent à intégrer les dispositions relatives aux constructions résidentielles en zone agricole et à agrandir l'affectation « Agroforestière dynamique » sur le territoire de la municipalité de Saint-François-Xavier-de-Brompton.

J'ai le plaisir de vous aviser que les règlements numéros 2010-03 et 2010-07 respectent les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, ils entreront en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 4 mars 2011

Monsieur Claude Boucher
Préfet
Municipalité régionale de comté
du Val-Saint-François
810, montée du Parc
Richmond (Québec) J0B 2H0

Monsieur le Préfet,

Le 19 janvier 2011, la Municipalité régionale de comté du Val-Saint-François a adopté les règlements numéros 2010-03 et 2010-07 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ces règlements visent à intégrer les dispositions relatives aux constructions résidentielles en zone agricole et à agrandir l'affectation « Agroforestière dynamique » sur le territoire de la municipalité de Saint-François-Xavier-de-Brompton.

J'ai le plaisir de vous aviser que les règlements numéros 2010-03 et 2010-07 respectent les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, ils entreront en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 2 septembre 2010

Monsieur Ghislain Hamel
Préfet
Municipalité régionale de comté
des Appalaches
3830, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6H 2L8

Monsieur le Préfet, *Ghislain*

Le 9 juin 2010, la Municipalité régionale de comté des Appalaches a adopté le règlement numéro 120 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à créer une affectation « Récréo-minièrre » d'une superficie approximative de 118 hectares afin de permettre la réalisation de deux projets sur le territoire de la ville de Thetford Mines. Le premier projet prévoit notamment la construction d'un belvédère et l'aménagement d'un sentier d'accès sur une halde minièrre. Le second projet consiste à mettre en valeur un site de chevalement d'une mine désaffectée en rendant accessibles quelques bâtiments ayant servi à l'extraction du minerai et à sa première transformation.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 120 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

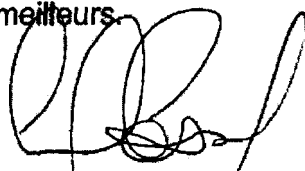
Toutefois, je tiens à souligner à votre municipalité régionale de comté qu'il serait opportun que les mesures nécessaires soient prises, lors de la réalisation de ces projets, afin d'éviter les activités susceptibles de remettre en suspension dans l'air ambiant des fibres d'amiante. À cet égard, les représentants du ministère de la Santé et des Services sociaux ont signifié leur intérêt à travailler de concert avec votre municipalité régionale de comté lors de l'élaboration des projets dans le respect des normes applicables.

...2

/2

Monsieur Simon Castonguay, de la Direction régionale de la Chaudière-Appalaches du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Il peut être joint au 418 338-6784.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'L. Lessard', written over the printed name.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 21 janvier 2011

Monsieur Ghislain Hamel
Préfet
Municipalité régionale de comté
des Appalaches
3830, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6H 2L8

Monsieur le Préfet, *Ghislain*

Le 24 novembre 2010, la Municipalité régionale de comté des Appalaches a adopté le règlement numéro 121 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à retrancher un secteur de l'aire d'affectation « Industrielle » au profit de l'aire d'affectation « Territoire déjà occupé » à l'intérieur de la grande affectation « Périmètre d'urbanisation » dans la ville de Thetford Mines.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 121 respecte les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Québec, le 5 août 2010

Monsieur Gérard Bruneau
Préfet
Municipalité régionale de comté
des Chenaux
630, rue Principale
Saint-Luc-de-Vincennes (Québec) G0X 3K0

Monsieur le Préfet,

Le 16 juin 2010, la Municipalité régionale de comté des Chenaux a adopté le règlement numéro 2010-68 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à autoriser une dérogation en zone inondable pour l'agrandissement d'un bâtiment résidentiel situé sur le lot 223-11 dans la municipalité de Batiscan.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 2010-68 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Marc Lacroix



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 2 décembre 2010

Monsieur Ronald Provost
Préfet
Municipalité régionale de comté
des Laurentides
1255, chemin des Lacs
Saint-Faustin-Lac-Carré (Québec) J0T 1J2

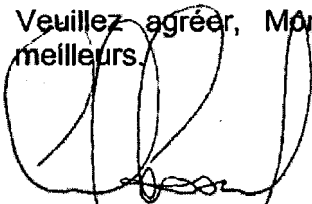
Monsieur le Préfet,

Le 16 septembre 2010, la Municipalité régionale de comté des Laurentides a adopté le règlement numéro 245-2010 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à préciser les activités hivernales autorisées sur différents tronçons composant le tracé du parc régional linéaire Le P'tit Train du Nord.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 245-2010 respecte les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 6 mai 2010

Madame Francine Morin
Préfète
Municipalité régionale de comté
des Maskoutains
805, avenue du Palais
Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 5C6

Madame la Préfète,

Le 10 mars 2010, la Municipalité régionale de comté des Maskoutains a adopté le règlement numéro 10-297 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise principalement à revoir les dispositions du schéma d'aménagement et de développement révisé relatives à la bande tampon autour d'une piste d'envol des aéronefs localisée dans l'affectation « Agricole mixte A7-Aéroportuaire » dans les municipalités de Saint-Dominique et de Saint-Hyacinthe.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 10-297 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Madame la Préfète, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 16 juin 2010

Madame Francine Morin
Préfète
Municipalité régionale de comté
des Maskoutains
805, avenue du Palais
Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 5C6

Madame la Préfète,

Le 14 avril 2010, la Municipalité régionale de comté des Maskoutains a adopté le règlement numéro 10-298 modifiant son schéma d'aménagement et de développement révisé et le règlement numéro 10-299 modifiant le règlement de contrôle intérimaire numéro 05-178.

Le règlement numéro 10-298 vise à agrandir le périmètre d'urbanisation de la ville de Saint-Hyacinthe et celui de la municipalité de Saint-Valérien-de-Milton. Le règlement numéro 10-299 vise également à agrandir le périmètre d'urbanisation de la ville de Saint-Hyacinthe et à y créer l'affectation « Agricole mixte A3 ».

J'ai le plaisir de vous aviser que les règlements numéros 10-298 et 10-299 respectent les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, ils entreront en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Madame la Préfète, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 8 juillet 2010

Madame Francine Morin
Préfet
Municipalité régionale de comté
des Maskoutains
805, avenue du Palais
Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 5C6

Madame le Préfet,

Le 12 mai 2010, la Municipalité régionale de comté des Maskoutains a adopté les règlements numéros 10-300 et 10-301 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Le règlement numéro 10-300 vise à créer une affectation « Agricole mixte A3 – résidentielle et commerciale » sur le territoire de la ville de Saint-Hyacinthe. Le règlement numéro 10-301 vise quant à lui à autoriser certains usages commerciaux dans un bâtiment de l'affectation « Agricole mixte A7 – aéroportuaire » situé dans la municipalité de Saint-Dominique.

J'ai le plaisir de vous aviser que ces règlements respectent les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, ils entreront en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Madame le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 8 juillet 2010

Madame Francine Morin
Préfet
Municipalité régionale de comté
des Maskoutains
805, avenue du Palais
Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 5C6

Madame le Préfet,

Le 12 mai 2010, la Municipalité régionale de comté des Maskoutains a adopté les règlements numéros 10-300 et 10-301 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Le règlement numéro 10-300 vise à créer une affectation « Agricole mixte A3 – résidentielle et commerciale » sur le territoire de la ville de Saint-Hyacinthe. Le règlement numéro 10-301 vise quant à lui à autoriser certains usages commerciaux dans un bâtiment de l'affectation « Agricole mixte A7 – aéroportuaire » situé dans la municipalité de Saint-Dominique.

J'ai le plaisir de vous aviser que ces règlements respectent les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, ils entreront en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Madame le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 17 novembre 2010

Madame Francine Morin
Préfète
Municipalité régionale de comté
des Maskoutains
805, avenue du Palais
Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 5C6

Madame la Préfète, *Francine*

Le 14 septembre 2010, la Municipalité régionale de comté des Maskoutains a adopté le règlement numéro 10-313 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à réduire la profondeur minimale d'un lot riverain partiellement desservi lorsque celui-ci est situé entre une rue existante et un cours d'eau à débit régulier.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 10-313 respecte les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Toutefois, il serait opportun de faire une analyse plus globale de l'impact de cet assouplissement étant donné que plusieurs citoyens pourraient éprouver des difficultés à relocaliser leur champ d'épuration à la fin de sa durée de vie.

Veuillez agréer, Madame la Préfète, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 17 mars 2011

Monsieur Robert Lalonde
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Maskinongé
651, boulevard Saint-Laurent Est
Louiseville (Québec) J5V 1J1

Monsieur le Préfet,

Le 12 janvier 2011, la Municipalité régionale de comté de Maskinongé a adopté le règlement numéro 219-11 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. Ce règlement vise à identifier deux secteurs à vocation mixte dans la zone agricole et à identifier le tracé du réseau cyclable projeté de la municipalité régionale de comté.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 219-11 respecte les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Toutefois, je vous rappelle que l'implantation d'usages non agricoles dans la zone agricole est assujettie à des autorisations de la Commission de protection du territoire agricole du Québec. À cet effet, une demande doit lui être adressée pour le secteur à proximité du périmètre d'urbanisation de la municipalité de Louiseville, et ce, avant que cette dernière n'émette de permis de construction dans ce secteur.

...2

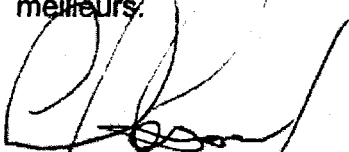
Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

Madame Sandra Baron, de la Direction régionale de la Mauricie du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Elle peut être jointe au 819 371-6653, poste 80403.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 12 mai 2010

Monsieur Jean-Marc Robitaille
Préfet
Municipalité régionale de comté
des Moulins
148, rue Saint-André
Terrebonne (Québec) J6W 3C3

Monsieur le Préfet,

Le 15 mars 2010, la Municipalité régionale de comté des Moulins a adopté le règlement numéro 97-29 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à procéder au développement de secteurs résidentiels de Mascouche et Terrebonne, à agrandir l'aire d'affectation « Urbaine » à même l'aire « Commerce régional » et le périmètre d'urbanisation de la ville de Mascouche. Il consiste également à ajouter une orientation en matière de transport.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 97-29 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Québec, le 11 novembre 2010

Monsieur Daniel Pilon
Directeur général
Municipalité régionale de comté
des Moulins
148, rue Saint-André
Terrebonne (Québec) J6W 3C3

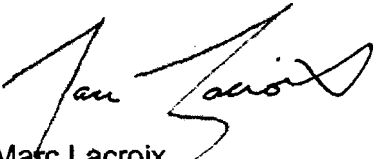
Monsieur le Directeur général,

Le 14 octobre 2010, la Municipalité régionale de comté des Moulins a adopté le règlement numéro 97-31 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à agrandir le périmètre d'urbanisation de la ville de Terrebonne en prolongeant les limites d'une aire d'affectation « Industrielle » à même l'aire d'affectation « Périurbaine ».

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 97-31 respecte les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur général, l'expression de mes sentiments les meilleurs.


Marc Lacroix



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 9 février 2011

Monsieur Daniel Pilon
Directeur général
Municipalité régionale de comté
des Moulins
148, rue Saint-André
Terrebonne (Québec) J6W 3C3

Monsieur le Directeur général,

Le 14 décembre 2010, la Municipalité régionale de comté des Moulins a adopté le règlement numéro 97-32 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à permettre l'implantation d'un poste de transport d'électricité d'Hydro-Québec ainsi que ses infrastructures connexes sur le territoire de la ville de Terrebonne.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 97-32 respecte les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

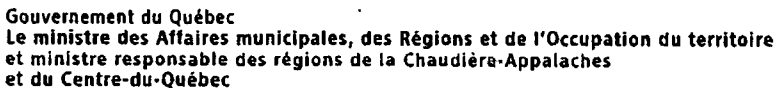
Veuillez agréer, Monsieur le Directeur général, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Monsieur Charles Garnier
Préfet
Municipalité régionale de comté
des Pays-d'en-Haut
1014, rue Valiquette
Sainte-Adèle (Québec) J8B 2M3

Le 12 octobre 2010, la Municipalité régionale de comté des Pays-d'en-Haut a adopté le règlement numéro 226-2010 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 226-2010 respecte les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

LAURENT LESSARD

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécoeur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 20 juillet 2010

Madame Danielle Roy Marinelli
Mairesse
Ville de Lévis
2175, chemin du Fleuve
Saint-Romuald (Québec) G6W 7W9

Madame la Mairesse,

Le 17 mai 2010, la Ville de Lévis a adopté les règlements numéros RV-2010-09-53, RV-2010-09-55, RV-2010-09-56, RV-2010-09-59 et RV-2010-09-61 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ces règlements visent à changer l'affectation de certains secteurs urbains afin de consolider les aires urbaines des secteurs de Sainte-Hélène-de-Breakeyville et de Saint-Nicolas et de permettre la création d'un pôle structurant dans le secteur des Crans et à intégrer au schéma révisé des îlots déstructurés.

J'ai le plaisir de vous aviser que les règlements numéros RV-2010-09-53, RV-2010-09-55, RV-2010-09-56, RV-2010-09-59 et RV-2010-09-61 respectent les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, ils entreront en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Madame la Mairesse, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 20 juillet 2010

Madame Danielle Roy Marinelli
Mairesse
Ville de Lévis
2175, chemin du Fleuve
Saint-Romuald (Québec) G6W 7W9

Madame la Mairesse,

Le 17 mai 2010, la Ville de Lévis a adopté les règlements numéros RV-2010-09-54, RV-2010-09-57, RV-2010-09-58, RV-2010-09-60 et RV-2010-09-62 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ces règlements apportent des modifications mineures visant à corriger des erreurs dans les affectations, dans la cartographie et dans le texte du schéma révisé.

J'ai le plaisir de vous aviser que les règlements numéros RV-2010-09-54, RV-2010-09-57, RV-2010-09-58, RV-2010-09-60 et RV-2010-09-62 respectent les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, ils entreront en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Madame la Mairesse, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 20 juillet 2010

Madame Danielle Roy Marinelli
Mairesse
Ville de Lévis
2175, chemin du Fleuve
Saint-Romuald (Québec) G6W 7W9

Madame la Mairesse,

Le 17 mai 2010, la Ville de Lévis a adopté les règlements numéros RV-2010-09-53, RV-2010-09-55, RV-2010-09-56, RV-2010-09-59 et RV-2010-09-61 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ces règlements visent à changer l'affectation de certains secteurs urbains afin de consolider les aires urbaines des secteurs de Sainte-Hélène-de-Breakeyville et de Saint-Nicolas et de permettre la création d'un pôle structurant dans le secteur des Crans et à intégrer au schéma révisé des îlots déstructurés.

J'ai le plaisir de vous aviser que les règlements numéros RV-2010-09-53, RV-2010-09-55, RV-2010-09-56, RV-2010-09-59 et RV-2010-09-61 respectent les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, ils entreront en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

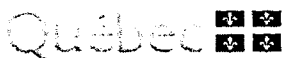
Veuillez agréer, Madame la Mairesse, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 20 juillet 2010

Madame Danielle Roy Marinelli
Mairesse
Ville de Lévis
2175, chemin du Fleuve
Saint-Romuald (Québec) G6W 7W9

Madame la Mairesse,

Le 17 mai 2010, la Ville de Lévis a adopté les règlements numéros RV-2010-09-54, RV-2010-09-57, RV-2010-09-58, RV-2010-09-60 et RV-2010-09-62 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ces règlements apportent des modifications mineures visant à corriger des erreurs dans les affectations, dans la cartographie et dans le texte du schéma révisé.

J'ai le plaisir de vous aviser que les règlements numéros RV-2010-09-54, RV-2010-09-57, RV-2010-09-58, RV-2010-09-60 et RV-2010-09-62 respectent les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, ils entreront en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Madame la Mairesse, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 20 juillet 2010

Madame Danielle Roy Marinelli
Mairesse
Ville de Lévis
2175, chemin du Fleuve
Saint-Romuald (Québec) G6W 7W9

Madame la Mairesse,

Le 17 mai 2010, la Ville de Lévis a adopté les règlements numéros RV-2010-09-53, RV-2010-09-55, RV-2010-09-56, RV-2010-09-59 et RV-2010-09-61 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ces règlements visent à changer l'affectation de certains secteurs urbains afin de consolider les aires urbaines des secteurs de Sainte-Hélène-de-Breakeyville et de Saint-Nicolas et de permettre la création d'un pôle structurant dans le secteur des Crans et à intégrer au schéma révisé des îlots déstructurés.

J'ai le plaisir de vous aviser que les règlements numéros RV-2010-09-53, RV-2010-09-55, RV-2010-09-56, RV-2010-09-59 et RV-2010-09-61 respectent les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, ils entreront en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Madame la Mairesse, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 20 juillet 2010

Madame Danielle Roy Marinelli
Mairesse
Ville de Lévis
2175, chemin du Fleuve
Saint-Romuald (Québec) G6W 7W9

Madame la Mairesse,

Le 17 mai 2010, la Ville de Lévis a adopté les règlements numéros RV-2010-09-54, RV-2010-09-57, RV-2010-09-58, RV-2010-09-60 et RV-2010-09-62 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ces règlements apportent des modifications mineures visant à corriger des erreurs dans les affectations, dans la cartographie et dans le texte du schéma révisé.

J'ai le plaisir de vous aviser que les règlements numéros RV-2010-09-54, RV-2010-09-57, RV-2010-09-58, RV-2010-09-60 et RV-2010-09-62 respectent les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, ils entreront en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Madame la Mairesse, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 20 juillet 2010

Madame Danielle Roy Marinelli
Mairesse
Ville de Lévis
2175, chemin du Fleuve
Saint-Romuald (Québec) G6W 7W9

Madame la Mairesse,

Le 17 mai 2010, la Ville de Lévis a adopté les règlements numéros RV-2010-09-54, RV-2010-09-57, RV-2010-09-58, RV-2010-09-60 et RV-2010-09-62 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ces règlements apportent des modifications mineures visant à corriger des erreurs dans les affectations, dans la cartographie et dans le texte du schéma révisé.

J'ai le plaisir de vous aviser que les règlements numéros RV-2010-09-54, RV-2010-09-57, RV-2010-09-58, RV-2010-09-60 et RV-2010-09-62 respectent les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, ils entreront en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Madame la Mairesse, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 20 juillet 2010

Madame Danielle Roy Marinelli
Mairesse
Ville de Lévis
2175, chemin du Fleuve
Saint-Romuald (Québec) G6W 7W9

Madame la Mairesse,

Le 17 mai 2010, la Ville de Lévis a adopté les règlements numéros RV-2010-09-54, RV-2010-09-57, RV-2010-09-58, RV-2010-09-60 et RV-2010-09-62 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ces règlements apportent des modifications mineures visant à corriger des erreurs dans les affectations, dans la cartographie et dans le texte du schéma révisé.

J'ai le plaisir de vous aviser que les règlements numéros RV-2010-09-54, RV-2010-09-57, RV-2010-09-58, RV-2010-09-60 et RV-2010-09-62 respectent les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, ils entreront en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Madame la Mairesse, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 20 juillet 2010

Madame Danielle Roy Marinelli
Mairesse
Ville de Lévis
2175, chemin du Fleuve
Saint-Romuald (Québec) G6W 7W9

Madame la Mairesse,

Le 17 mai 2010, la Ville de Lévis a adopté les règlements numéros RV-2010-09-53, RV-2010-09-55, RV-2010-09-56, RV-2010-09-59 et RV-2010-09-61 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ces règlements visent à changer l'affectation de certains secteurs urbains afin de consolider les aires urbaines des secteurs de Sainte-Hélène-de-Breakeyville et de Saint-Nicolas et de permettre la création d'un pôle structurant dans le secteur des Crans et à intégrer au schéma révisé des îlots déstructurés.

J'ai le plaisir de vous aviser que les règlements numéros RV-2010-09-53, RV-2010-09-55, RV-2010-09-56, RV-2010-09-59 et RV-2010-09-61 respectent les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, ils entreront en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

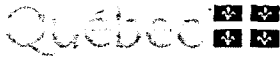
Veuillez agréer, Madame la Mairesse, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 20 juillet 2010

Madame Danielle Roy Marinelli
Mairesse
Ville de Lévis
2175, chemin du Fleuve
Saint-Romuald (Québec) G6W 7W9

Madame la Mairesse,

Le 17 mai 2010, la Ville de Lévis a adopté les règlements numéros RV-2010-09-53, RV-2010-09-55, RV-2010-09-56, RV-2010-09-59 et RV-2010-09-61 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ces règlements visent à changer l'affectation de certains secteurs urbains afin de consolider les aires urbaines des secteurs de Sainte-Hélène-de-Breakeyville et de Saint-Nicolas et de permettre la création d'un pôle structurant dans le secteur des Crans et à intégrer au schéma révisé des îlots déstructurés.

J'ai le plaisir de vous aviser que les règlements numéros RV-2010-09-53, RV-2010-09-55, RV-2010-09-56, RV-2010-09-59 et RV-2010-09-61 respectent les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, ils entreront en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Madame la Mairesse, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 28 octobre 2010

Madame Danielle Roy Marinelli
Mairesse
Ville de Lévis
2175, chemin du Fleuve
Saint-Romuald (Québec) G6W 7W9

Madame la Mairesse,

Le 7 septembre 2010, la Ville de Lévis a adopté le règlement numéro RV-2010-09-93 dans le but de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. Ce règlement vise principalement à créer deux nouvelles aires d'affectation.

J'ai le plaisir de vous informer que le règlement numéro RV-2010-09-93 est conforme aux orientations gouvernementales en matière d'aménagement. En conséquence, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Madame la Mairesse, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 22 avril 2010

Madame Caroline Saint-Hilaire
Mairesse
Ville de Longueuil
4250, chemin de la Savane
Longueuil (Québec) J3Y 9G4

Madame la Mairesse,

Le 18 février 2010, le Conseil d'agglomération de Longueuil a adopté le règlement numéro CA-2010-138 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. Ce règlement fait suite au règlement numéro CA-2009-112 et à l'avis gouvernemental qui vous a été transmis le 18 septembre 2009.

Ce règlement vise à agrandir l'aire d'affectation « Résidentielle RES-1.13 » sur le territoire de la ville de Brossard afin de compléter le développement du secteur résidentiel « L » adjacent au centre commercial Dix30. Il vise aussi à agrandir les aires d'affectation « Résidentielle RES-5.04 » et « Commerciale et de service régional CSR-5.17 » à même une partie de l'aire d'affectation « Industrielle IND-5.18 » sur le territoire de la ville de Longueuil afin de permettre le redéveloppement à des fins résidentielles ou mixtes commerces et résidences de terrains industriels.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro CA-2010-138 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

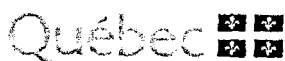
Veuillez agréer, Madame la Mairesse, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 25 novembre 2010

Madame Caroline Saint-Hilaire
Mairesse
Ville de Longueuil
4250, chemin de la Savane
Longueuil (Québec) J3Y 9G4

Madame la Mairesse,

Le 23 septembre 2010, le Conseil d'agglomération de Longueuil a adopté le règlement numéro CA-2010-137 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. Ce règlement fait suite au projet de règlement numéro CA-2010-137 et à l'avis gouvernemental qui vous a été transmis le 18 août 2010.

Ce règlement vise principalement à revoir les limites de certaines aires d'affectation ainsi qu'à en créer de nouvelles. Il vient également ajouter et ajuster plusieurs dispositions, pour la plupart de nature administrative, du schéma d'aménagement et de développement révisé.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro CA-2010-137 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

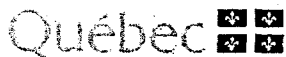
Veuillez agréer, Madame la Mairesse, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 8 juillet 2010

Monsieur Maurice Sénécal
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Lotbinière
6375, rue Garneau
Sainte-Croix (Québec) G0S 2H0

Monsieur le Préfet, *Maurice*

Le 12 mai 2010, la Municipalité régionale de comté de Lotbinière a adopté le règlement numéro 216-2010 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. Ce règlement remplace le règlement numéro 212-2009 pour lequel un avis gouvernemental vous a été transmis le 18 mars 2010.

Ce règlement vise à agrandir le périmètre d'urbanisation de la municipalité de Saint-Apollinaire, à modifier la grille d'usages et à changer l'affectation de certaines parties du territoire de cinq municipalités.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 216-2010 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 16 juin 2010

Monsieur Jean-Pierre Boivin
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Maria-Chapdelaine
173, boulevard St-Michel
Dolbeau-Mistassini (Québec) G8L 4N9

Monsieur le Préfet,

Le 14 avril 2010, la Municipalité régionale de comté de Maria-Chapdelaine a adopté les règlements numéros 10-316 et 10-317 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Le règlement numéro 10-316 vise à ajouter l'inscription d'une zone inondable située sur la rivière Péribonka entre la centrale de la Chute-à-la-Savane et le pont traversant les municipalités de Sainte-Monique et de Péribonka. Pour sa part, le règlement numéro 10-317 vise notamment à donner une affectation « Récréative : territoire municipalisé » à une bande de terrain d'une largeur de 100 mètres en bordure de la rivière Mistassibi et à assouplir les marges de recul à l'intérieur de cette affectation afin de permettre la réalisation de projets de résidence de villégiature concentrée.

J'ai le plaisir de vous aviser que les règlements numéros 10-316 et 10-317 respectent les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement du territoire. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, ils entreront en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 16 juin 2010

Monsieur Jean-Pierre Boivin
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Maria-Chapdelaine
173, boulevard St-Michel
Dolbeau-Mistassini (Québec) G8L 4N9

Monsieur le Préfet,

Le 14 avril 2010, la Municipalité régionale de comté de Maria-Chapdelaine a adopté les règlements numéros 10-316 et 10-317 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Le règlement numéro 10-316 vise à ajouter l'inscription d'une zone inondable située sur la rivière Péribonka entre la centrale de la Chute-à-la-Savane et le pont traversant les municipalités de Sainte-Monique et de Péribonka. Pour sa part, le règlement numéro 10-317 vise notamment à donner une affectation « Récréative : territoire municipalisé » à une bande de terrain d'une largeur de 100 mètres en bordure de la rivière Mistassibi et à assouplir les marges de recul à l'intérieur de cette affectation afin de permettre la réalisation de projets de résidence de villégiature concentrée.

J'ai le plaisir de vous aviser que les règlements numéros 10-316 et 10-317 respectent les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement du territoire. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, ils entreront en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 18 mars 2010

Monsieur Robert Lalonde
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Maskinongé
651, boulevard Saint-Laurent Est
Louiseville (Québec) J5V 1J1

Monsieur le Préfet,

Le 13 janvier 2010, la Municipalité régionale de comté de Maskinongé a adopté le règlement numéro 210-10 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement redéfinit les limites du périmètre d'urbanisation de la municipalité de Saint-Mathieu-du-Parc.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 210-10 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 16 juin 2010

Monsieur Robert Lalonde
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Maskinongé
651, boulevard Saint-Laurent Est
Louiseville (Québec) J5V 1J1

Monsieur le Préfet,

Le 14 avril 2010, la Municipalité régionale de comté de Maskinongé a adopté le règlement numéro 214-10 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à revoir les limites de certaines zones inondables de la rivière Shawinigan localisées à Saint-Mathieu-du-Parc et à corriger la carte relative à la gestion des odeurs et au zonage des productions animales.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 214-10 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 16 juin 2010

Monsieur Robert Lalonde
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Maskinongé
651, boulevard Saint-Laurent Est
Louiseville (Québec) J5V 1J1

Monsieur le Préfet,

Le 14 avril 2010, la Municipalité régionale de comté de Maskinongé a adopté le règlement numéro 214-10 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à revoir les limites de certaines zones inondables de la rivière Shawinigan localisées à Saint-Mathieu-du-Parc et à corriger la carte relative à la gestion des odeurs et au zonage des productions animales.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 214-10 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 22 juin 2010

Monsieur Yvan Imbeault
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Matane
145, rue Soucy
Matane (Québec) G4W 2E1

Monsieur le Préfet,

Le 14 avril 2010, la Municipalité régionale de comté de Matane a adopté le projet de règlement numéro 198-7-2010 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. À cet égard, elle a demandé l'avis prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ce projet de règlement vise notamment à modifier la grille de compatibilité des usages et à intégrer de nouveaux cadres normatifs visant les carrières et les sablières de même que le contrôle de l'utilisation du sol dans les zones exposées aux glissements de terrain et à l'érosion littorale.

À la lumière de notre analyse et après avoir consulté les ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'aménagement du territoire, j'ai le plaisir de vous aviser que votre projet de règlement respecte les orientations gouvernementales.

Toutefois, le ministère de la Sécurité publique constate que certaines dispositions du projet de règlement pourraient s'avérer insuffisantes afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens dans les zones de contraintes naturelles. Ainsi, eu égard aux zones exposées aux glissements de terrain, il recommande à la Municipalité régionale de comté de revoir ses normes conformément au cadre normatif gouvernemental qui est joint en annexe 1 du présent document.

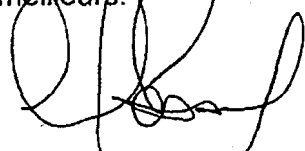
...2

Par ailleurs, en ce qui concerne les zones exposées à l'érosion littorale le long du fleuve Saint-Laurent, ce ministère recommande fortement à la Municipalité régionale de comté d'appliquer, pour toutes les zones sujettes à l'érosion littorale le long du fleuve Saint-Laurent et identifiées dans le schéma d'aménagement et de développement révisé, le cadre normatif gouvernemental joint en annexe 2 du présent document.

Les représentants régionaux du ministère de la Sécurité publique sont disposés à rencontrer ceux de la Municipalité régionale de comté afin de discuter de l'intégration et de l'application de ces cadres normatifs.

Monsieur Roger Joannette, de la Direction régionale du Bas-Saint-Laurent du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, est également disponible pour assister votre municipalité régionale de comté dans sa démarche, si elle en éprouve le besoin. Il peut être joint au numéro de téléphone 418 727-3032.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 14 décembre 2010

Monsieur Yvan Imbeault
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Matane
145, rue Soucy
Matane (Québec) G4W 2E1

Monsieur le Préfet,

Le 13 octobre 2010, la Municipalité régionale de comté de Matane a adopté le règlement numéro 198-8-2010 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à définir des objectifs d'aménagement concernant l'utilisation des terres du domaine de l'État à des fins de prélèvements fauniques.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 198-8-2010 respecte les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 14 décembre 2010

Monsieur Julien Boudreau
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Minganie
1303, rue de la Digue
Havre-Saint-Pierre (Québec) G0G 1P0

Monsieur le Préfet,

Le 19 octobre 2010, la Municipalité régionale de comté de Minganie a adopté le règlement numéro 131-10-10-19 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement.

Ce règlement vise à autoriser l'aménagement d'une minicentrale hydroélectrique dans le corridor de la rivière Sheldrake dans la municipalité de Rivière-au-Tonnerre.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 131-10-10-19 respecte les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

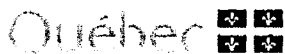
Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Fréchet Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 30 juin 2010

Monsieur Hubert Meilleur
Maire
Ville de Mirabel
14111, rue Saint-Jean
Mirabel (Québec) J7J 1Y3

Monsieur le Maire,

Le 3 mai 2010, la Ville de Mirabel a adopté le règlement numéro S-187 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. Ce règlement fait suite au projet de règlement numéro PS-187 et à l'avis gouvernemental qui vous a été transmis le 7 avril 2010.

Ce règlement vise à agrandir les limites du périmètre d'urbanisation « horizon 5 ans » du secteur Domaine-Vert Nord et à revoir certaines des aires d'affectations qui y sont identifiées. Il vient aussi remplacer une aire d'affectation « Commerciale extensive et semi-industrielle » par une aire « Résidentielle moyenne et haute densités et commerce urbain » dans le secteur Saint-Janvier.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro S-187 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 20 juillet 2010

Monsieur Hubert Meilleur
Maire
Ville de Mirabel
14111, rue Saint-Jean
Mirabel (Québec) J7J 1Y3

Monsieur le Maire,

Le 25 mai 2010, la Ville de Mirabel a adopté le règlement numéro S-189 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. Ce règlement vise à agrandir les limites du périmètre d'urbanisation des secteurs de Saint-Janvier et de Saint-Augustin.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro S-189 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 16 juin 2010

Madame Danielle Henri Allard
Préfète
Municipalité régionale de comté
de Montcalm
1540, rue Albert
Sainte-Julienne (Québec) J0K 2T0

Madame la Préfète,

Le 20 avril 2010, la Municipalité régionale de comté de Montcalm a adopté le règlement numéro 338 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé. Ce règlement fait suite au projet de règlement numéro 338 et à l'avis gouvernemental qui vous a été transmis le 18 mars 2010.

Ce règlement vise à modifier la définition d'usage complémentaire en zone agricole, à mettre à jour certaines données récentes portant sur les contraintes anthropiques et à ajouter une disposition relative aux zones inondables. De plus, il agrandit le périmètre d'urbanisation de la municipalité de Saint-Esprit et il supprime un lot situé à l'intérieur d'un îlot déstructuré en zone agricole.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 338 respecte les orientations gouvernementales en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

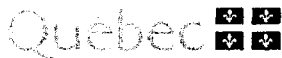
Veuillez agréer, Madame la Préfète, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 13 avril 2010

Madame Danielle Henri Allard
Préfète
Municipalité régionale de comté
de Montcalm
1540, rue Albert
Sainte-Julienne (Québec) J0K 2T0

Madame la Préfète,

Le 9 février 2010, la Municipalité régionale de comté de Montcalm a adopté le projet de règlement numéro 337 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce projet de règlement vise à remplacer la section traitant de la gestion de l'urbanisation. À cet effet, il met à jour les besoins en espaces résidentiels dans les périmètres urbains et les aires résidentielles périurbaines. De plus, il convertit l'ensemble des zones d'aménagement de réserve en zones d'aménagement prioritaire.

J'ai le plaisir de vous aviser que le projet de règlement numéro 337 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement.

Toutefois, le retrait des cartes illustrant les zones d'aménagement prioritaire et de réserve supprime les seules représentations cartographiques des limites de périmètres urbains et d'aires résidentielles périurbaines à l'échelle municipale.

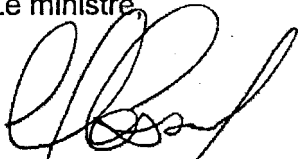
...2

/2

Afin de faciliter la mise en œuvre de la section du schéma d'aménagement et de développement révisé visant la gestion de l'urbanisation, je vous recommande, à l'étape du règlement, de conserver la cartographie de chacun des périmètres urbains et de chacune des aires résidentielles périurbaines, et ce, à l'échelle de chacune des municipalités. De plus, je vous invite à identifier clairement les secteurs desservis par les réseaux d'aqueduc et d'égout et les zones de contrainte.

Veuillez agréer, Madame la Préfète, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Laurent Lessard', written over a horizontal line.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 17 décembre 2010

Madame Paulette Lalande
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Papineau
266, rue Viger
Papineauville (Québec) J0V 1R0

Madame la Préfet, 

Le 20 octobre 2010, la Municipalité régionale de comté de Papineau a adopté le règlement numéro 114-2010 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à ajouter la localisation d'une tour de télécommunications et à diminuer la distance minimale entre une rue et un cours d'eau.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 114-2010 respecte les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

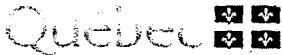
Veuillez agréer, Madame la Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.


LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 10 septembre 2010

Monsieur Raymond Arel
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Pierre-De Saurel
50, rue du Fort
Sorel-Tracy (Québec) J3P 7X7

Monsieur le Préfet,

Le 14 juillet 2010, la Municipalité régionale de comté de Pierre-De Saurel a adopté le règlement numéro 202-10 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement.

Ce règlement vise à intégrer le tracé de l'Axe 3 de la Route Verte en Montérégie-Est dans la planification de son réseau cyclable.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 202-10 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.


LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 7 septembre 2010

Monsieur Raymond Arel
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Pierre-de-Sorel
50, rue du Fort
Sorel-Tracy (Québec) J3P 7X7

Monsieur le Préfet,

Le 14 juillet 2010, la Municipalité régionale de comté de Pierre-de-Sorel a adopté le règlement numéro 200-10 dans le but de modifier son règlement de contrôle intérimaire numéro 130-02 et le règlement numéro 201-10 dans le but de modifier son schéma d'aménagement et de développement.

Le règlement numéro 200-10 vise à alléger la procédure administrative encadrant la récolte d'arbres dans les boisés privés. Le règlement numéro 201-10 vise à corriger une erreur sur la carte *Synthèse d'aménagement* qui accompagne le schéma concernant la localisation d'un site d'enfouissement de matériaux industriels à la Ville de Sorel-Tracy.

J'ai le plaisir de vous informer que les règlements numéros 200-10 et 201-10 sont conformes aux orientations gouvernementales en matière d'aménagement. En conséquence, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, ils entreront en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332 3445

des Régions
et de l'Occupation
du territoire

Québec



Le sous-ministre

Québec, le 7 janvier 2011

Monsieur Régis Labeaume
Maire
Ville de Québec
2, rue des Jardins
Québec (Québec) G1R 4S9

Monsieur le Maire,

Le 16 novembre 2010, la Ville de Québec a adopté les règlements numéros R.A.V.Q. 556 et R.A.V.Q. 571 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement.

Ces règlements visent respectivement à délimiter des hameaux résidentiels dans la zone agricole et à intégrer au schéma d'aménagement la localisation de deux postes d'énergie.

J'ai le plaisir de vous aviser que les règlements numéros R.A.V.Q. 556 et R.A.V.Q. 571 respectent les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, ils entreront en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Marc Lacroix

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2040
Télécopieur : 418 644-9863
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-3860
Télécopieur : 514 873-2620

des Régions
et de l'Occupation
du territoire

Québec



Le sous-ministre

Québec, le 7 janvier 2011

Monsieur Régis Labeaume
Maire
Ville de Québec
2, rue des Jardins
Québec (Québec) G1R 4S9

Monsieur le Maire,

Le 16 novembre 2010, la Ville de Québec a adopté les règlements numéros R.A.V.Q. 556 et R.A.V.Q. 571 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement.

Ces règlements visent respectivement à délimiter des hameaux résidentiels dans la zone agricole et à intégrer au schéma d'aménagement la localisation de deux postes d'énergie.

J'ai le plaisir de vous aviser que les règlements numéros R.A.V.Q. 556 et R.A.V.Q. 571 respectent les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, ils entreront en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Marc Lacroix

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2040
Télécopieur : 418 644-9863
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-3860
Télécopieur : 514 873-2620



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 25 juin 2010

Monsieur Michel Lagacé
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Rivière-du-Loup
310, rue Saint-Pierre
Rivière-du-Loup (Québec) G5R 3V3

Monsieur le Préfet,

Le 15 avril 2010, la Municipalité régionale de comté de Rivière-du-Loup a adopté le règlement numéro 172-10 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement. Ce règlement fait suite au projet de règlement numéro 169-09 et à l'avis gouvernemental qui vous a été transmis le 16 décembre 2009.

Ce règlement vise à modifier les limites du périmètre d'urbanisation de la municipalité de Saint-Antonin.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 172-10 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

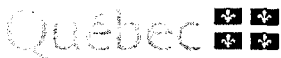
Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 22 avril 2010

Madame Nathalie Simon
Préfète
Municipalité régionale de comté
de Roussillon
260, rue Saint-Pierre, bureau 200
Saint-Constant (Québec) J5A 2A5

Madame la Préfète,

Le 24 février 2010, la Municipalité régionale de comté de Roussillon a adopté le règlement numéro 150 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à accorder une dérogation aux contrôles applicables aux secteurs de non-remblai pour la construction d'un pont traversant le ruisseau Saint-Claude, sur le territoire de la ville de La Prairie.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 150 respecte les orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Madame la Préfète, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 5 novembre 2010

Madame Nathalie Simon
Préfète
Municipalité régionale de comté
de Roussillon
260, rue Saint-Pierre, bureau 200
Saint-Constant (Québec) J5A 2A5

Madame la Préfète,

Le 25 août 2010, la Municipalité régionale de comté de Roussillon a adopté les règlements numéros 151 et 152 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

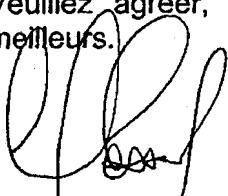
Le règlement numéro 151 vise à intégrer la cartographie des zones inondables pour les rivières Saint-Jacques, sur le territoire de la municipalité de Saint-Philippe, Saint-Pierre, sur le territoire de la municipalité de Saint-Constant, et Saint-Régis, sur le territoire des municipalités de Saint-Constant et Saint-Isidore.

Pour sa part, le règlement numéro 152 précise les limites des zones inondables de la rivière La Tortue pour le lot 3 130 941 du cadastre du Québec sur le territoire de la ville de Delson.

...2

J'ai le plaisir de vous aviser que ces règlements respectent les orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, ils entreront en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Madame la Préfète, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'L. Lessard', written over the closing text.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 5 novembre 2010

Madame Nathalie Simon
Préfète
Municipalité régionale de comté
de Roussillon
260, rue Saint-Pierre, bureau 200
Saint-Constant (Québec) J5A 2A5

Madame la Préfète,

Le 25 août 2010, la Municipalité régionale de comté de Roussillon a adopté les règlements numéros 151 et 152 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Le règlement numéro 151 vise à intégrer la cartographie des zones inondables pour les rivières Saint-Jacques, sur le territoire de la municipalité de Saint-Philippe, Saint-Pierre, sur le territoire de la municipalité de Saint-Constant, et Saint-Régis, sur le territoire des municipalités de Saint-Constant et Saint-Isidore.

Pour sa part, le règlement numéro 152 précise les limites des zones inondables de la rivière La Tortue pour le lot 3 130 941 du cadastre du Québec sur le territoire de la ville de Delson.

...2

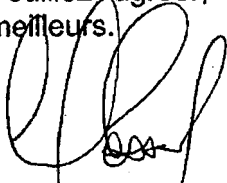
Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445

J'ai le plaisir de vous aviser que ces règlements respectent les orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, ils entreront en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Madame la Préfète, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'L. Lessard', written over the printed name.

LAURENT LESSARD



Québec, le 7 février 2011

Madame Nathalie Simon
Préfète
Municipalité régionale de comté
de Roussillon
260, rue Saint-Pierre, bureau 200
Saint-Constant (Québec) J5A 2A5

Madame la Préfète,

Le 12 janvier 2011, la Municipalité régionale de comté de Roussillon a adopté le règlement numéro 153 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à intégrer une dérogation à l'interdiction de construire en zone inondable de récurrence 0-100 ans, dans le but de permettre la construction d'un pont de l'autoroute 30 traversant la rivière Châteauguay sur le territoire des villes de Châteauguay et Mercier.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 153 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Par ailleurs, nous observons qu'à la suite des travaux de construction du pont, certaines limites de zones d'inondations seront modifiées pour un secteur situé sur le territoire de la ville de Mercier. Ainsi, dans un souci de cohérence, nous vous invitons à les intégrer dans votre schéma d'aménagement et de développement révisé dès qu'elles vous seront signifiées.

Veuillez agréer, Madame la Préfète, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Marc Lacroix



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 9 novembre 2010

Monsieur Michel Picotte
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Rouville
500, rue Desjardins, bureau 100
Marieville (Québec) J3M 1E1

Monsieur le Préfet,

Le 1er septembre 2010, la Municipalité régionale de comté de Rouville a adopté le règlement numéro 260-10 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à assouplir les normes qui encadrent les habitations saisonnières pour les travailleurs agricoles.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 260-10 respecte les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.


LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 23 février 2011

Monsieur Michel Angers
Maire
Ville de Shawinigan
550, avenue de l'Hôtel-de-Ville
Shawinigan (Québec) G9N 6V3

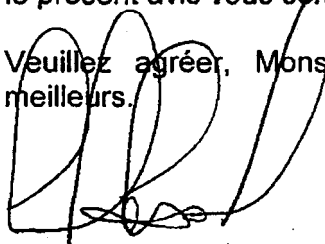
Monsieur le Maire, 

Le 18 janvier 2011, la Ville de Shawinigan a adopté le règlement numéro SH-346 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à ajuster le périmètre d'urbanisation du secteur de Saint-Georges dans la ville de Shawinigan et à agrandir l'affectation récréative à même l'affectation urbaine de ce secteur.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro SH-346 respecte les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

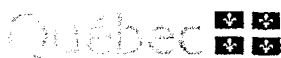


LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 18 juin 2010

Monsieur Paul Larocque
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Thérèse-De Blainville
479, boulevard Adolphe-Chapleau
Bois-des-Filion (Québec) J6Z 1J9

Monsieur le Préfet,

Le 28 avril 2010, la Municipalité régionale de comté de Thérèse-De Blainville a adopté le règlement numéro 10-02 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise l'agrandissement de l'aire d'affectation « Espace vert » à même l'affectation « Résidentielle en milieu paysager » située à l'ouest du territoire municipal de la ville de Lorraine afin d'inclure toute la partie de la forêt du Grand Coteau qui est située sur son territoire.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 10-02 respecte les orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 2 décembre 2010

Monsieur Paul Larocque
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Thérèse-De Blainville
479, boulevard Adolphe-Chapleau
Bois-des-Filion (Québec) J6Z 1J9

Monsieur le Préfet,

Le 6 octobre 2010, la Municipalité régionale de comté de Thérèse-De Blainville a adopté le règlement numéro 10-03 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à réduire les limites d'une aire d'affectation « Industrielle » afin de permettre l'agrandissement de l'aire d'affectation « Résidentielle » adjacente, sur le territoire de la ville de Boisbriand. Le règlement déplace aussi les limites d'une aire d'affectation « Espace vert » afin qu'elle corresponde à la nouvelle zone tampon située entre les aires d'affectation « Industrielle » et « Résidentielle » modifiées.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 10-03 respecte les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

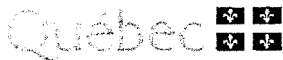
Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 14 octobre 2010

Monsieur Yves Lévesque
Maire
Ville de Trois-Rivières
1325, place de l'Hôtel-de-Ville
Trois-Rivières (Québec) G9A 5H3

Monsieur le Maire,

Le 16 août 2010, la Ville de Trois-Rivières a adopté le règlement numéro 2010, chapitre 45 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement.

Ce règlement vise à autoriser une dérogation dans la zone inondable pour l'agrandissement d'une résidence sur le lot 3 943 550 situé sur le chemin de l'Île Saint-Eugène dans le secteur de Pointe-du-Lac, de la ville de Trois-Rivières.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 2010, chapitre 45 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 25 novembre 2010

Monsieur Yves Lévesque
Maire
Ville de Trois-Rivières
1325, place de l'Hôtel-de-Ville
Trois-Rivières (Québec) G9A 5H3

Monsieur le Maire, *Yes*

Le 4 octobre 2010, la Ville de Trois-Rivières a adopté le règlement numéro 2010, chapitre 80 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement.

Ce règlement vise à agrandir l'aire d'affectation « Agricole » à même la totalité de l'aire d'affectation « Périmètre de protection des points de captage » située à la jonction du 6^e Rang et du 6^e Rang Ouest du secteur de Pointe-du-Lac.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 2010, chapitre 80 respecte les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 17 février 2011

Monsieur Yves Lévesque
Maire
Ville de Trois-Rivières
1325, place de l'Hôtel-de-Ville
Trois-Rivières (Québec) G9A 5H3

Monsieur le Maire, *Yes*

Le 20 décembre 2010, la Ville de Trois-Rivières a adopté le règlement numéro 2010, chapitre 121 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement.

Ce règlement vise à agrandir l'affectation « Équipements régionaux » à même une partie de l'affectation « Forestière » afin de procéder au prolongement de la piste de l'aéroport de la ville de Trois-Rivières.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 2010, chapitre 121 respecte les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Therford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 17 mars 2011

Monsieur Yves Lévesque
Maire
Ville de Trois-Rivières
1325, place de l'Hôtel-de-Ville
Trois-Rivières (Québec) G9A 5H3

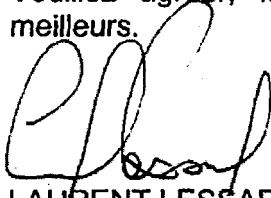
Monsieur le Maire, 

Le 17 janvier 2011, la Ville de Trois-Rivières a adopté le règlement numéro 2011, chapitre 7 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement. Ce règlement vise à déplacer la limite d'un territoire d'intérêt écologique.

La Ville a également adopté le règlement numéro 2011, chapitre 16 en vue de modifier le règlement de contrôle intérimaire numéro 94-05-90. Ce règlement vise à abroger certaines dispositions visant l'entreposage ou le dépôt des déchets ainsi qu'à la valorisation des matières résiduelles.

J'ai le plaisir de vous aviser que ces règlements respectent les orientations du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, ils entreront en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.


LAURENT LESSARD

Québec
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
Courriel : ministre@mamrot.gouv.qc.ca
www.mamrot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-2622
Télécopieur : 514 873-2620

Bureau de la circonscription
Édifice Place-309, bureau 200
309, boulevard Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2
Téléphone : 418 332-3444
Télécopieur : 418 332-3445



Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
et ministre responsable des régions de la Chaudière-Appalaches
et du Centre-du-Québec

Québec, le 13 juillet 2010

Monsieur Gilles Farand
Préfet
Municipalité régionale de comté
de Vaudreuil-Soulanges
420, avenue Saint-Charles
Vaudreuil-Dorion (Québec) J7V 2N1

Monsieur le Préfet,

Le 28 avril 2010, la Municipalité régionale de comté de Vaudreuil-Soulanges a adopté le règlement numéro 167-9 en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement révisé.

Ce règlement vise à redéfinir la séquence de développement des aires d'urbanisation résidentielles applicables pour les secteurs Vaudreuil et Saint-Lazare/Hudson de la ville de Vaudreuil-Dorion. Il revoit également les limites des aires d'affectation « Résidentielle para-urbaine » et « Agricole » du secteur Hudson à la suite d'une décision rendue par la Commission de protection du territoire agricole du Québec.

J'ai le plaisir de vous aviser que le règlement numéro 167-9 respecte les orientations et les projets du gouvernement en matière d'aménagement. Par conséquent, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, il entrera en vigueur le jour où le présent avis vous sera signifié.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LAURENT LESSARD

**Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire**

Québec

